

THE GETTY CENTER LIBRARY



*Why ask for the moon
When we have the stars?*

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE SENS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE SENS

TOME XXII

ANNÉE 1906



SENS

DUCHEMIN, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

1906

EXTRAITS
DES
PROCÈS VERBAUX DES SÉANCES
TENUES
PENDANT L'ANNÉE 1905

Séance du 9 janvier 1905

PRÉSIDENCE DE M. MAURICE PROU

Quarante-quatre membres sont présents.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Maurice Prou prononce l'allocution suivante :

« Messieurs,

« On s'étonnerait qu'ayant à désigner un président, votre choix se soit arrêté sur celui d'entre vous qui est le moins assidu à vos séances, si l'on ne considérait que, par là, vous avez voulu rendre hommage à la mémoire d'un de nos fondateurs et, vous donnant l'illusion d'un retour vers le passé, inscrire une fois de plus à la présidence le même nom qui y figura dès la troisième année de l'existence de notre Société.

« La part que mon grand-père et mon père ont prise à vos travaux, pendant de longues années, a été la cause première, sinon la seule, de l'honneur que vous m'avez conféré, vous souvenant que le premier, ayant, de 1844 à 1879, consacré tous ses loisirs à l'œuvre de notre Société, en a été à plusieurs reprises président, et que toute son activité scientifique s'est portée vers l'étude des antiquités sénonaises,

n'ayant jamais désiré ni reçu d'autre récompense de tant d'efforts que l'estime et la reconnaissance de ses confrères, ce qui suffisait à son désintéressement; que le second, s'il n'a rien écrit pour vos *Bulletins*, a, du moins, assisté régulièrement à vos séances de 1854 à 1897, sauf pendant les quelques années qu'il se tint éloigné de Sens, et qu'il a même joué un rôle actif, soit qu'il prit part aux discussions, qu'il signalât des monuments à l'attention de votre Société, ou vous prêtât le secours de son crayon, ou enfin qu'il siégeât au bureau comme vice-archiviste ou pro-secrétaire.

« Si je n'hésite pas, avant même de vous adresser mes remerciements, à remplir un devoir de piété filiale, c'est que je me sais entouré d'amis aux sentiments intimes de qui je suis sûr de répondre en saluant les morts avant les vivants; c'est aussi qu'il me convient d'abriter ma faiblesse derrière la mémoire vénérée et l'autorité de mes parents; et enfin, que vous montrer que je ne suis pas un fils ingrat, mais, au contraire, soucieux de suivre les exemples de dévouement à la Société que je prends dans ma famille, c'est pour vous la meilleure garantie des efforts que je tenterai, afin de ne pas rester inférieur à la tâche que j'assume par votre volonté.

« C'est un grand honneur que vous m'avez fait de me confier la garde des intérêts de notre Compagnie. Et parce que, transplanté à Paris je suis cependant resté Sénonais, il m'est agréable de voir que mes sentiments ont été si bien marqués dans ma conduite que mes compatriotes aient pu les reconnaître. Si de cette antique ville tout m'est cher, je ne suis attaché ici à rien plus qu'à cette Société archéologique, qui en est, à mes yeux, le cœur et le centre. J'ai été nourri au milieu de vous, et c'est de plusieurs d'entre vous, hélas! disparus, que j'ai pris mes premières leçons de critique historique et archéologique. Quand j'ai commencé d'étudier l'histoire, mon seul dessein était de chercher à pénétrer et à faire revivre le passé de notre pays sénonais. Je n'oublie pas que la Société archéologique de Sens a bien voulu accueillir dans son *Bulletin* mon premier essai. N'est-ce pas

vous dire quelle reconnaissance je vous ai, mes chers confrères, de m'avoir appelé à un poste pour lequel mon âge ne paraissait pas me désigner. Mes remerciements, si sincères soient-ils, ne vont pas sans un sentiment très vif d'inquiétude.

« Certes, si le rôle du président se bornait, je ne dirais pas à diriger, mais à écouter vos discussions où les règles de la plus exquise courtoisie sont toujours observées, il serait facile à remplir. Ici la sonnette n'a aucune raison de paraître sur le bureau : le silence que vous gardez pendant la lecture des mémoires rend ce meuble inutile, au contraire de ce qui arrive dans certaine société savante de Paris aux séances de laquelle plusieurs d'entre vous assistent quelquefois. Mais le président a d'autres obligations à remplir. Vous comptez sur lui pour vous représenter au dehors, pour négocier les affaires où vous vous trouvez mêlés, pour défendre les intérêts de l'archéologie et de l'histoire qui sont les vôtres. Et c'est de ce côté que je crains de ne pas être toujours à même d'agir à votre satisfaction.

« Mes craintes sont toutefois diminuées, puisque je suis sûr d'être secondé par vous tous, et, à défaut de la direction qu'aurait pu me donner le regretté président en qui s'est incarnée pendant tant d'années l'archéologie sénonaise, j'ai nommé Gustave Julliot, de pouvoir user et abuser de l'expérience de vos derniers présidents, MM. Joseph Perrin et Maurice Roy qui, ayant singulièrement contribué à mon élévation, ont contracté bien aimablement l'obligation de parer à mes défaillances. Vous avez eu soin aussi de mettre à côté de moi un ami de qui la science éprouvée, l'activité inlassable et le dévouement entier à notre Société, renforcés par son affection à mon endroit, suppléeront à mon insuffisance. Les autres membres du bureau, gardiens des traditions, et qui voudront bien me les rappeler, notre secrétaire, notre trésorier, notre archiviste, le pro-secrétaire et le vice-archiviste, m'ont promis leur concours, que je savais m'être acquis; je les en remercie et il me semble que, grâce

à eux et tout compte fait, me voici moins effrayé des responsabilités qui m'incomberont et plus rassuré sur l'avenir de notre Société. Il ne sera pas difficile, avec leur aide, de la maintenir au rang qu'elle a pris dans le milieu scientifique français. Car notre Société est l'une des plus anciennes et des plus vivantes parmi ces associations qui couvrent comme d'un réseau scientifique le sol de la France, de façon à ne rien laisser échapper des vestiges du passé.

« Quand, à la suite de ces mémorables luttes politiques qui marquèrent la fin du ^{xviii}^e siècle, et de ces glorieuses conquêtes militaires qui, pendant les premières années du siècle suivant, portèrent dans toute l'Europe le renom de l'héroïsme français, la France, après un si prodigieux effort, éprouva le besoin de se replier sur elle-même et de resserrer les liens de la tradition un moment relâchés, elle se trouva désemparée, et comme un ouvrier sans instrument ou avec des instruments qu'il ne sait plus manier. Sans doute quelques esprits calmes avaient, au milieu des agitations, gardé la sérénité scientifique et poursuivi obscurément et isolément leur œuvre d'historien : à Sens, Tarbé en est un exemple. Ces érudits étaient disséminés ; ils travaillaient chacun en son particulier. Les congrégations avaient disparu, comme les corporations ; plus de bénédictins pour coordonner les efforts des historiens et des archéologues. Et comme il n'y a pas de principe, si excellent soit-il, qui, poussé à son extrême et exclusivement appliqué, ne devienne mauvais, l'on s'aperçut bientôt que l'individualisme à outrance ne pouvait suffire à assurer la vie d'une société et qu'il fallait en toute chose des groupements intermédiaires entre l'individu et l'Etat. Pour ce qui regarde nos études, l'enquête même qui doit précéder la confection de l'histoire locale est si vaste, elle porte sur des points si différents et exige des aptitudes si variées, qu'un seul, s'il a l'audace de l'entreprendre, ne saurait la mener à bien ; sans compter que son esprit fût-il assez puissant pour regarder le passé de divers points de vue, il resterait tou-

jours que ses ressources matérielles ne suffiraient pas à assurer la publication des matériaux qu'il aurait amassés et commentés. Nos prédécesseurs l'ont compris, et sous le règne de Louis-Philippe la mutualité s'affirma, pour ce qui nous concerne, par la création de ces sociétés qui ont provoqué la renaissance des études historiques et archéologiques et n'ont cessé depuis ce temps-là de se multiplier, de s'accroître, encouragées et favorisées par le gouvernement qui, dès la première heure, avait constitué à Paris un Comité des travaux historiques pour leur servir de centre.

« Il ne se pouvait pas que la ville de Sens ne fût à la tête du mouvement. Le flambeau de l'histoire y avait passé de main en main, toujours brillant, depuis que les annalistes anonymes de Sainte-Colombe, qui l'avaient allumé, l'avaient transmis à ceux de Saint-Pierre-le-Vif, Odoran, Clarius, Geoffroy de Courlon; puis étaient venus Taveau, Reversey, Buretean, Fenel et Tarbé, et tant d'autres qui forment une chaîne ininterrompue depuis le haut moyen âge, jusqu'au jour que seize hommes, dont la culture littéraire ne le cédait en rien à leur vif amour du pays natal, se réunirent pour rechercher et sauvegarder les antiquités, classer et dépouiller les archives, en publier les documents, les commenter et en tirer les éléments d'une histoire sénonaise.

« Si telle a été la mission que notre Société s'était donnée, il faut reconnaître qu'elle l'a continuellement et complètement accomplie depuis sa fondation. Il n'y a pas lieu de craindre qu'elle y manque dans l'avenir.

« Il est impossible, cependant, que nous fermions l'oreille à l'écho d'une opinion qui se répand depuis quelques années et qui est venue jusqu'à nous. On entend dire que les sociétés archéologiques n'ont plus la même ardeur qu'il y a seulement vingt ans, que le recrutement se fait plus difficile, les travaux plus rares, soit que les exercices du corps détournent la jeunesse des plaisirs intellectuels, soit que l'affaiblissement des études classiques, spécialement l'abandon des études latines, prépare moins les esprits à des re-

cherches historiques, soit encore que les intelligences, plus entraînées à regarder en avant qu'en arrière et se préoccupant des problèmes sociaux, se portent vers les sciences économiques et politiques, chacun rêvant, nouveau Platon, de construire une nouvelle république.

« Mais, en premier lieu, les sports sont le privilège de la jeunesse; et il arrive un âge où la nature invite chacun de nous à les abandonner. C'est alors qu'on cherche à occuper ses loisirs par des spéculations intellectuelles, des spéculations de cabinet; et tout naturellement on se tourne vers l'archéologie et l'histoire, parce que si l'histoire exige, avec des connaissances préalables, l'observation d'une méthode, elle présente sur les autres sciences cet avantage que ses objets sont accessibles à tous, répandus partout autour de nous, dans le sol, dans les archives publiques et privées, dans les bibliothèques, qu'elle s'exprime dans la langue de tous, n'ayant de terminologie spéciale que limitée, qu'elle nous est familière dès l'enfance, que sa méthode a un caractère général dont les règles ressortissent à la logique la plus élémentaire, je dirais presque au simple bon sens.

« Nous ne nierons pas que sous les attaques auxquelles elle est en butte depuis quelques années, l'étude de la langue latine, si indispensable à quiconque veut étudier l'histoire de l'antiquité et du moyen âge, n'ait subi un recul. Mais outre que ce recul est plus apparent que réel, et que ceux d'entre nous qui, après leur sortie du collège, ont continué à lire les auteurs anciens, ne tenant pas compte des progrès qu'ils ont accomplis, imaginant volontiers qu'ils avaient, au moment qu'ils passèrent leur baccalauréat, les connaissances qu'ils ont acquises depuis, montrent trop peu d'indulgence aux jeunes latinistes, il reste qu'on peut, sans une culture classique bien profonde, étudier les seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, voire le siècle dernier dont vous savez, par les belles études de notre ancien président, M. Joseph Perrin, que les premières années, par la grandeur des événements, féconds en résultats de toutes sortes,

qui les ont marquées, offrent aux recherches et à la critique un champ largement ouvert ; il reste qu'on peut étudier les vestiges des âges préhistoriques et tous les monuments du moyen âge, d'un mot l'archéologie. Et l'étude de l'archéologie n'est-ce pas l'objet originel et essentiel de votre fondation ?

« Mais si l'archéologie n'offre plus d'attraits ? Ici notre inquiétude n'aurait pas de fondement. Ce ne sont pas seulement les archéologues proprement dits qui s'intéressent aux vieux monuments, car, pour en assurer la conservation, les sociétés comme la nôtre trouvent un secours puissant et efficace auprès du public, du grand public, comme on dit, qui a inscrit, un peu tard, à l'ordre de ses préoccupations la sauvegarde des monuments. La constitution de sociétés pour la protection des monuments et même des sites pittoresques, la naissance des syndicats d'initiative régionaux et les demandes qui, chaque jour, affluent à la Direction des Beaux-Arts pour le classement des édifices de l'antiquité et du moyen âge, et ces promenades archéologiques se multipliant, telles que vous en avez vous-mêmes organisées, et encore cette affluence de visiteurs accourus, de tous les points du pays et même de l'étranger, pour admirer quelques centaines de tableaux réunis à l'exposition des Primitifs français, répondent pour nous et témoignent de l'attachement que les Français ont encore à leur passé, du souci qu'ils ont d'en conserver les glorieux vestiges et tout ensemble de les mettre en lumière, comprenant bien que la puissance d'une nation est faite de toutes les forces accumulées au cours des siècles.

« On pourrait donner d'autres preuves que ni l'archéologie ni l'histoire n'ont fait faillite. Et il y a beaucoup de raisons de croire qu'aucune génération ne les abandonnera comme un fardeau inutile pour continuer sa route, plus légère : tel un voyageur qui croirait s'assurer une marche plus rapide en jetant son viatique.

« Si donc nous nous prenons parfois à gémir sur l'état

actuel des sociétés archéologiques, la raison en est qu'on juge mal le milieu dans lequel on se trouve. Si nous croyons avoir dégénéré de nos devanciers, c'est qu'à dire le vrai, nous ne voyons leur œuvre que dans le lointain, sans l'étudier par le menu, et surtout sans prendre, pour établir un rapport avec notre œuvre propre, des termes de comparaison précis. La perspective du passé est de même sorte que celle d'un paysage. Les derniers plans se pressent les uns contre les autres; les objets éloignés forment des masses et semblent se toucher alors qu'en réalité de larges espaces les séparent. Pareillement les faits nous paraissent d'autant plus étroitement groupés qu'ils se sont passés à des époques plus anciennes; ils se présentent à nous comme en un tas que nous croyons avoir été fait d'un seul coup, alors que plusieurs générations ont contribué à sa formation, comme ces tombeaux des premiers âges sur lesquels chaque passant jetait une pierre.

« Voyons si un examen plus attentif de la question ne nous obligera pas à abandonner notre sentiment, résultat d'une impression vaguement ressentie, pour y substituer une opinion fondée sur la connaissance plus exacte des choses. Comparons l'état de notre Société pendant la seconde période décennale de son existence, de 1854 à 1863, et pendant la dernière période décennale, de 1894 à 1903, d'autre part. Et d'abord le nombre des membres. En 1863, la Société comprenait trente-six membres titulaires, trente membres honoraires et cent vingt-neuf correspondants, au total cent quatre-vingt-quinze membres; en 1903, cinquante deux membres titulaires, un membre honoraire, cinquante-un membres libres et vingt-neuf correspondants, au total cent trente-trois membres. Il y aurait donc eu diminution numérique. Mais ici nous saisissons tout de suite l'imperfection de la statistique, et à quelles conclusions inexactes elle nous mènerait si nous ne corrigions la brutalité des chiffres par l'examen des éléments que nous avons fait entrer en compte. Car ce qui importe, c'est le nombre des membres

actifs. Or, notre Compagnie, en 1863, en dépit du nombre considérable de ses membres honoraires et de ses correspondants, dont la plupart n'avaient aucune part à ses travaux, disposait de moins de forces vives qu'en 1903 avec ses cinquante-deux membres titulaires et aussi ses cinquante et un membres libres qui tous, d'une façon ou d'une autre, coopèrent à sa vie sociale. La liste des membres titulaires n'a cessé de s'accroître. Elle comprenait cinquante-deux membres l'an dernier : soixante-deux y sont inscrits aujourd'hui.

« Venons aux travaux. Ce serait abuser de votre patience qu'énumérer devant vous toutes les questions que notre Société a examinées et discutées, ou toutes les fouilles qu'elle a pratiquées pendant les deux périodes que nous nous sommes proposé de comparer. Il suffit de mettre en balance les publications faites par vos soins ; car c'est par là surtout que se manifeste le plus utilement notre activité, et ce sont les résultats les plus tangibles que nous puissions obtenir ; sans compter que, sur ce terrain, les chiffres ont toute leur valeur, puisque les objets additionnés sont de même qualité. Or, de 1854 à 1863, la Société archéologique de Sens a publié cinq volumes de *Bulletins* formant un total de 1497 pages ; tandis que de 1894 à 1902, elle a publié un même nombre de *Bulletins* comprenant 1762 pages, auxquels il faut ajouter vingt-trois planches du musée gallo-romain, et le magistral livre de Gustave Julliot sur les inscriptions et monuments du même musée, comme aussi les mémoires du même auteur consacrés à l'ancien rétable d'or et au coffret d'ivoire de la cathédrale, et la *Flore du Sénonais*, de M. Constant Houllbert, à laquelle ont collaboré plusieurs autres de nos confrères. En outre, trois ouvrages ont paru sous vos auspices, savoir : les deux livres de M. Joseph Perrin, le *Cardinal de Loménie de Brienne* et les *Sièges de Sens*, et l'*Histoire du Chesnoy*, par M. Maurice Roy.

« Vous le voyez, Messieurs, le parallèle que nous avons établi ne tournera pas à notre confusion. La Société n'a

cessé de marcher résolument dans la voie que lui ont montrée et ouverte ses fondateurs. Elle s'y est avancée d'un pas de plus en plus ferme, appuyée sur les premiers exemples des pionniers, conservant la même ardeur au travail et le même culte éclairé du passé. C'est pourquoi notre Compagnie, aussi forte que jamais, peut poursuivre en toute tranquillité le cours de ses travaux, confiante dans un avenir qu'il ne dépend que de nous de faire aussi brillant que le passé. »

Après cette allocution, fréquemment interrompue par les applaudissements de l'assemblée, M. le président dépose sur le bureau les publications reçues pendant le mois écoulé.

Il signale la liste des baillis de Sens, de Thierry de Corbeil, en 1202, à Jean le Métayer, en 1327, dressée par M. Léopold Delisle, dans le tome XXIV du *Recueil des historiens des Gaules et de la France*.

Il signale, en outre, dans le *Traité des Monnaies gauloises*, de M. Adrien Blanchet, qui vient de paraître, le chapitre (t. II, p. 358 à 363) consacré à la numismatique des *Senones*. M. Blanchet rejette l'interprétation, due à Longérier, de la légende ΑΓΗΑ par *Agedincum*, qui se lit sur une pièce de bronze dont le type consiste en deux animaux affrontés. *Aged* est plutôt le commencement d'un nom d'homme, tel que *Agedillos*, *Agedomopatis*, *Agedoviros* ou *Agedinos*. Il n'y a aucune raison d'attribuer cette pièce aux Sénons; aucun exemplaire n'a jamais été rencontré dans l'ancien territoire de ce peuple. Au contraire, elle est analogue, pour le type, à des monnaies de bronze trouvées d'ordinaire dans la région parisienne. Mais les trouvailles permettent d'attribuer aux Sénonais : 1^o une série de bronzes coulés dont le type est, au droit, une tête échevelée, et, au revers, un cheval; 2^o des bronzes frappés qui présentent, au droit, une tête avec cheveux à larges mèches, et, au revers, un oiseau accompagné de cercles, de pentagones et de croix; 3^o des

bronzes du même type, mais avec les légendes *Senu* et *Giamilos*.

Ces attributions de M. Blanchet se trouvent confirmées par une trouvaille de monnaies faite, en 1897, sur l'emplacement de la maison sise à l'angle de l'avenue Vauban et de la place de la Gare. La portion de ce petit trésor que nous avons eue entre les mains, comprenait, en effet, douze pièces du premier type (cf. H. de la Tour, *Catalogue des Monnaies gauloises de la Bibliothèque nationale*, nos 7412 à 7421, atlas, pl. XXX, n° 7417); quatorze pièces du second type (nos 7535 à 7545); cinq pièces, d'un type analogue, sur lesquelles l'oiseau paraît boire dans un vase; treize monnaies de bronze aux légendes GIAMILOS, au droit, et SINV (= *Senu*), au revers (nos 7554 et suiv.); dix bronzes frappés, au même type de l'oiseau avec la légende VLLVCCI (nos 7493 et suiv.); auxquels il faut ajouter quelques pièces de types différents représentées par un exemplaire unique : un bronze à la légende PIXTILOS (nos 7063 et suiv.); deux bronzes, à la légende AEOVIGII (nos 7732 et 7737); deux monnaies de potin, dont l'une au type du sanglier (nos 9167 et suiv.), et l'autre, au type du taureau cornupète.

Il est intéressant, pour la détermination de l'époque à laquelle les monnaies gauloises avaient cours, de remarquer qu'elles étaient mêlées à des monnaies romaines de la colonie de Nîmes, à des monnaies d'Auguste, frappées à Lyon et à Vienne, de Germanicus, de Tibère, de Caligula, de Claude, de Néron et de Domitien.

Ces monnaies sont conservées dans une vitrine de la salle Synodale. (V. *l'Etude* de M. A. Blanchet, dans le t. XXI du *Bulletin*, deuxième fascicule.)

Avant de donner la parole à M. F. Chandenier, M. Prou, se faisant l'interprète de l'assemblée, adresse ses plus sincères félicitations à M. Romain, professeur de rhétorique au lycée, qui vient d'être reçu docteur ès lettres, avec la mention très honorable.

M. F. Chandenier donne lecture d'une note sur *les Ecoles*

épiscopales et monastiques de l'ancienne province ecclésiastique de Sens, du VII^e au XII^e siècle.

Le 21 juillet¹ 1904, M. William-B. Aspinwal, actuellement directeur à l'Ecole d'application au Collège national de l'Etat de New-York, a soutenu, devant la faculté de théologie protestante de Paris, une thèse traitant ce sujet.

Informé de sa publication, M. F. Chaudenier s'est procuré ce document, dans lequel il espérait rencontrer l'équité qu'il croyait devoir animer, en Amérique, l'esprit des adversaires de l'Eglise catholique.

M. Aspinwal n'a pas fait preuve de ce beau sentiment. Forcé de reconnaître qu'à l'époque de l'invasion des barbares et pendant le moyen âge, l'Eglise catholique a lutté contre la barbarie des envahisseurs, qu'après les avoir domptés pour ainsi dire, elle les a civilisés et leur a donné les premières notions des lettres et des arts dont elle fut la seule gardienne : il le fait avec mauvaise grâce. Au lieu de terminer par un mot de reconnaissance pour les services rendus, il ne trouve qu'une conclusion injurieuse, prétendant que « l'Eglise n'a offert qu'un enseignement insuffisant qui ne menait pas à la liberté de la foi et de la pensée, mais qui tendait à conserver indéfiniment des idées fausses et superstitieuses. »

Sans s'étendre plus loin que l'Eglise-mère de la province de Sens, dont l'archevêque comptait l'évêque de Paris parmi ses suffragants, M. F. Chaudenier, suivant du reste pas à pas le docte membre de l'Eglise américaine, a rappelé les noms illustres de nos savants évêques depuis saint Loup jusqu'à Pierre de Corbeil, non sans rendre, en passant, hommage à saint Ebbon vainqueur des Sarrasins, à Magnus, auteur de notes savantes sur le droit, à Anségise, premier primat des Gaules et de Germanie, et, comme électrisé par son sujet, s'inspirant de questions posées au siècle dernier par l'un des plus grands orateurs, Montalembert, il a salué avec émotion cette Eglise catholique « dont les évêques ont fait la France comme les abeilles font leur miel. »

M. Prou, remerciant M. Chandenier de son intéressante lecture, constate qu'il ne s'est pas contenté d'analyser la thèse de M. Aspinwal, mais qu'il a fait œuvre personnelle en formulant sur cette thèse des appréciations et des jugements qui sont le fruit de ses connaissances historiques.

M. le président dit qu'il serait intéressant pour la ville de Sens d'assurer la conservation de ce qui reste actuellement de l'enceinte romaine, tout au moins de la poterne et de la portion de muraille comprise entre le numéro 14 du boulevard du Quatorze-Juillet et la rue Amiral-Rossel, peut-être même de la tour qui se trouve sur le même boulevard, entre la porte Saint-Hilaire et la Grande-Rue. Il pense que la Commission des monuments historiques accueillerait favorablement une demande de classement, et il consulte l'assemblée à ce sujet.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

M. J. Perrin communique à la Société la reproduction, en phototypie, d'un haut-relief en bronze qui commémore, sur la place du château de Stuttgart, la prise de Sens par l'armée wurtembergeoise, le 11 février 1814. Ce document, complétant très utilement l'illustration de son ouvrage sur *les Sièges de Sens en 1814*, M. Perrin en donne la description en faisant les réserves qu'il comporte. (V. *Bulletin*, t. XXI, (pp. 323 à 330.)

En terminant, M. Perrin remercie chaleureusement M. Heurtefeu, professeur au lycée, qui a eu l'extrême obligeance de lui procurer la reproduction du monument jubilaire de Stuttgart.

La Société est d'avis qu'il y a lieu d'en imprimer une réplique au *Bulletin*.

M. Kley fait une communication sur une médaille ou plaquette circulaire de cuivre rouge trouvée dans le faubourg d'Yonne et qu'il considère comme un emblème maçonnique.

Séance du 6 février 1905

PRÉSIDENCE DE M. MAURICE PROU

Trente-six membres sont présents.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président dépose sur le bureau les publications reçues pendant le mois écoulé.

M. l'abbé Corberon, présent à la séance, demande à échanger le titre de membre libre contre celui de membre titulaire. Accordé à l'unanimité.

M. le président met aux voix la proposition suivante :

« La Société archéologique, désireuse de reconnaître les services rendus par M. Gustave Julliot, décide d'offrir à sa famille cinquante exemplaires des trente premières planches du *Musée gallo-romain*, pour compléter les exemplaires précédemment attribués à M. Gustave Julliot. »

Cette proposition est adoptée à l'unanimité des membres présents.

M. Sépot, trésorier, présente son compte de recettes et dépenses de l'année 1904, établit un projet de budget pour 1905 et expose la situation financière de la Société.

Ces comptes et budget sont approuvés et des remerciements sont votés à M. Sépot pour le zèle qu'il apporte dans la gestion des finances de la Société.

M. le président donne lecture d'un mémoire de M. Jules Guiffrey, membre de l'Institut, consacré à l'étude de quelques documents inédits relatifs à Jean Cousin, dont l'un est conservé dans l'étude de Me Marquiand, notaire, secrétaire de la Société, et dont les autres sont tirés des archives nationales.

Ce mémoire est renvoyé au comité, qui examinera s'il doit être publié. (Voir le *Bulletin*, tome XXI, pp. 150 à 160.)

M. l'abbé Chartraire donne lecture des premiers chapitres d'une monographie de la sépulture du Dauphin, à Sens. A l'aide des documents recueillis aux archives nationales ou départementales et dans les mémoires contemporains, il ra-

conte la mort du Prince à Fontainebleau, les préparatifs de la cérémonie à Sens, où, spontanément, le Dauphin avait choisi sa sépulture, et la pompe funèbre dans la Métropole. (V. le *Bulletin*.)

M. le président donne lecture de la notice que M. Adrien Blanchet, membre de la Société des Antiquaires de France, a rédigée sur la trouvaille des monnaies gauloises faite à Sens, en 1897, et dont il a été question dans la précédente séance. M. Blanchet, après avoir établi la classification et donné la description de ces monnaies, a présenté un certain nombre d'observations d'un intérêt général qui se déduisent de l'étude de cette trouvaille. (V. *Bulletin*, tome XXI, pp. 235 à 249.)

Séance du 6 mars 1905

PRÉSIDENCE DE M. L'ABBÉ CHARTRAIRE

Trente-quatre membres sont présents.

Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

M. le vice-président a le regret de faire part à l'assemblée du décès de M. le vicomte de Montjoie, membre de la Société.

Il lit une lettre du Comité du LXXV^e anniversaire de Fustel de Coulanges.

Il communique encore une lettre émanant du comité formé, à Dijon, pour la création d'un syndicat d'initiative de la Bourgogne. Un projet de statuts de ce syndicat, joint à la lettre du comité est déposé sur le bureau.

Après ces diverses communications, M. l'abbé Chartraire présente les publications reçues pendant le mois écoulé.

M. J. Perrin communique à la Société une lampe *chrétienne* antique trouvée à Sens, boulevard de Maupeou, dans le jardin de M. Édmond Feineux, qui la conserve dans sa collection. M. Perrin donne lecture d'une note qu'il a rédi-

gée pour expliquer le symbolisme de cet objet et en démontrer l'intérêt. (V. *Bulletin*, tome XXI, pp. 253 à 262.)

M. l'abbé Chartraire donne la suite de sa notice sur *la Sépulture du Dauphin*. Il retrace les relations de la Dauphine avec Sens, pendant son veuvage, d'après la correspondance de cette princesse, puis les essais d'épitaphes, parmi lesquels le texte du cardinal de Luynes est choisi, enfin, les différents projets proposés pour le monument funèbre. La correspondance de Diderot fournit à ce sujet de curieux détails. Cochin, chargé officiellement d'étudier un projet de mausolée, a demandé des idées au philosophe qui se piquait de goût artistique. Diderot imagina cinq compositions différentes, d'un goût assurément contestable, et qui, du reste, n'eurent aucun succès. M. Chartraire pense que Cochin s'inspira, pour l'esquisse définitive que Coustou reçut mission d'exécuter, du délicat frontispice dessiné par lui-même pour l'oraison funèbre du Dauphin, prononcée par Etienne de Loménie de Brienne, alors archevêque de Toulouse. (V. *Bulletin*, t. XXI.)

Puis la parole est donnée à M. Kley, pour une causerie sur la préhistoire.

Après avoir esquissé à grands traits ce qu'est et ce que doit être la préhistoire, M. Kley, indique un point qui lui paraît acquis : une ancienne invasion arienne révélée par la présence des armes de jadeïte disséminées sur notre sol et surtout aux environs de Carnac.

Il conclut en disant que les préhistoriques ont plus fait avec leurs armes de silex que nous avec nos armes modernes, puisqu'ils ont presque anéanti la faune quaternaire qui menaçait l'essor de l'humanité naissante.

Séance du 3 avril 1905

PRÉSIDENCE DE M. MAURICE PROU

Quarante-trois membres sont présents.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président communique :

1^o Une circulaire de M. le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, relative au quarante-troisième congrès des sociétés savantes devant s'ouvrir à Alger, le 19 avril 1905.

M. Prou représentera la Société à ce congrès, auquel assistera également M. Vignot, membre libre;

2^o Le programme du congrès archéologique de France, qui se tiendra à Beauvais;

3^o Une notice de la Société archéologique d'Eure-et-Loir concernant la solennité que cette société se propose d'organiser pour célébrer son cinquantenaire en 1906.

Puis il dépose les publications reçues pendant le mois écoulé.

M. J. Perrin offre à la Société un ouvrage de M. H. Chérot, intitulé : *les Seize Carmélites de Compiègne, martyres sous la Révolution*, d'après les documents originaux. Il se propose d'en rendre compte à la prochaine séance.

M. Duchemin fait don à la Société d'un aérolithe trouvé à Cayeux-sur-Mer.

M. Lapôtre, fermier à Pierre-Couverte, offre à la Société un aérolithe trouvé dans la forêt de Lancy.

M. Prou informe l'assemblée que M. E. Feineux donne à la Société, pour son médaillier, vingt-trois monnaies gauloises, provenant de la trouvaille faite, en 1897, à Sens, sur l'emplacement d'une maison sise à l'angle de l'avenue Vauban et de la place de la Gare; trouvaille signalée à la séance du 9 janvier dernier.

Enfin, M. l'abbé Chartraire offre, pour le Musée, une tête antique d'enfant, en marbre, trouvée, en 1901, dans la démolition d'un mur d'une maison de la Grande-Rue, près du Séminaire.

Des remerciements sont votés à tous les donateurs..

M. le président fait connaître que M. Alfred Tonnellier, en raison de son état de santé, demande un congé de trois mois. A l'unanimité des membres présents, ce congé est accordé.

En raison des vacances de Pâques, l'assemblée décide que la prochaine réunion se tiendra le lundi 8 mai.

M. le chanoine Mémain donne lecture d'une étude dont il est l'auteur, sur *les Tablettes de bronze de Lupicinus*, conservées au musée d'Agen.

Il rappelle la découverte faite, en 1880, au Touron, des trois tablettes offertes par les cités de Sens, Auxerre et Orléans, à Lupicinus, consulaire de la grande Sénonie.

Les inscriptions gravées sur ces tablettes lui paraissent des plus importantes, parce que, depuis les inscriptions anciennes du musée sénonais, dont la dernière en date ne peut être postérieure à l'an 210, on ne trouve plus d'autres inscriptions sénonaises pendant les cinq ou six siècles suivants.

Les épigraphistes qui ont publié et commenté ces inscriptions s'accordent à reconnaître : 1^o qu'elles sont authentiques, et 2^o qu'elles remontent à la seconde moitié du quatrième siècle.

Mais leur explication ou interprétation soulève des questions auxquelles il n'est pas facile de répondre avec certitude.

Il est évident que le titre de consulaire donné à Lupicinus ne signifie, ici, nullement un ancien consul, mais seulement un gouverneur d'une province de première classe, parmi celles qui composaient alors la préfecture de Lyon.

Quant à l'identification de Lupicinus avec le consul Lupicinus de l'an 367 (hypothèse proposée par plusieurs épigraphistes), M. Julliot reconnaît qu'elle donnerait le moyen d'expliquer et de résoudre plusieurs difficultés, et il répond lui même à la principale objection tirée de la différence des prénoms Flavius et Claudius de Lupicinus.

La différence des prénoms n'existerait pas pour le Lupicinus nommé général, par Julien, en l'an 359.

Cette hypothèse offre une suite historique de faits que M. Mémain résume en observant que, suivant son opinion, Lupicinus aurait dû être gouverneur de la Sénonie avant

et non après sa nomination de maître de la cavalerie romaine par le César Julien, en l'an 359. Il aurait été ainsi gouverneur de Sens entre les années 353 et 359.

Telle est l'hypothèse à laquelle se rallie M. Mémain, en attendant qu'on en trouve une meilleure.

M. Prou remercie M. le chanoine Mémain de son intéressante lecture et présente quelques observations sur les tablettes de Lupicinus. Il fait ressortir, notamment, la difficulté qu'il y a à identifier le personnage avec l'un des Lupicinus mentionnés par Ammien Marcellin.

M. Joseph Perrin communique un document sur la cathédrale de Sens, trouvé par M. H. Chérot aux Archives nationales (G 9, 160). C'est une lettre au roi pour solliciter un secours en vue de la réparation de la façade de la cathédrale : « ...une des plus anciennes et des plus célèbres du royaume de Votre Majesté ; elle est aussi une des moins riches. »

Suit l'estimation de Soufflot, l'architecte du Panthéon. Le devis, très détaillé, s'élève à 467 900 livres.

M. Chérot y a relevé ce paragraphe, qui ne manque pas d'actualité :

« Visite faite de la lanterne couronnant la tourelle de l'horloge, indiquée à l'élévation par la lettre A, nous l'avons trouvée dans le plus mauvais état et en péril éminent (*sic!*). Il convient supprimer ladite lanterne jusqu'à la hauteur de la galerie supérieure, ainsi que le nouveau dessin l'indique ; ce que nous estimons pour la démolition et reconstruction, y compris la balustrade, la somme de quatre mille huit cents livres, 4 800 l. »

Cette communication faite, M. Joseph Perrin donne lecture d'un rapport sur la *Décoverte de Sépultures antiques d'enfants*, à la Pierre-Couverte, commune de Courgenay (voir *Bulletin*, tome XXI, 2^e fascicule).

Séance du 8 mai 1905

PRÉSIDENCE DE M. L'ABBÉ CHARTRAIRE

Trente-neuf membres sont présents.

M. Heuré, membre libre, assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. l'abbé Chartraire présente les excuses de M. Maurice Prou qui, après être allé à Alger prendre part au quarante-troisième congrès des Sociétés savantes, voyage en Tunisie.

Il entretient la Société du décès de M. Alfred Tonnellier, à qui il adresse en ces termes un dernier adieu :

« Messieurs,

« Dans sa dernière séance, notre Société s'était empressée, sur la proposition de son président, de déférer au vœu exprimé par notre collègue M. Alfred Tonnellier.

« En lui accordant un congé de trois mois, nous pensions que le mal dont il souffrait n'était qu'une indisposition passagère et nous comptions bien le revoir, après cette courte absence, reprendre sa place parmi nous.

« Quelques jours plus tard, nous avons le profond regret d'apprendre sa mort prématurée et de l'accompagner au champ du repos. MM. Sépot et Perrin ont bien voulu représenter officiellement la Société à ses obsèques et porter les cordons du poêle. J'ai le devoir de lui adresser ici un dernier adieu. Je le ferai d'autant plus volontiers que je n'ai jamais oublié le bienveillant accueil que M. Tonnellier m'avait fait lors de mon retour à Sens, ni les encouragements qu'il donnait à mes recherches sur l'histoire locale.

« C'est que M. Alfred Tonnellier était un fervent des glorieux souvenirs et des traditions de notre cité.

« Entré en 1867 dans notre Société, dont son père avait été l'un des fondateurs, il était devenu notre doyen. Il est regrettable que, dans sa longue carrière d'archéologue, M. Tonnellier n'ait pas songé à écrire, pour notre *Bulletin*, quelqu'un de ces épisodes de notre histoire qu'il contait si bien. Sa plume facile aurait sans peine tiré d'intéressantes

études des documents recueillis par son père et qu'il conservait avec un soin pieux.

« Mais s'il ne prit jamais rang parmi les lecteurs de la Société, du moins il fut l'un des auditeurs les plus assidus. Il était aussi l'un de ses membres les plus fidèles et les plus dévoués.

« De la fréquentation de nos aînés, il avait gardé le bel élan, le culte du passé, le respect des traditions, le souci des intérêts de notre Association. Nul n'était plus ardent à faire observer les prescriptions du règlement, comme à défendre les prérogatives de notre Compagnie.

« A défaut de mémoires, que nous aurions lu certainement avec intérêt, il nous laisse le souvenir de son profond attachement à l'œuvre entreprise et poursuivie par la Société archéologique. C'est un exemple dont nous profiterons et pour lequel nous garderons à sa mémoire, avec nos regrets, une vive reconnaissance. »

L'assemblée s'associe par ses applaudissements aux paroles qu'elle vient d'entendre.

Puis M. l'abbé Chartraire dépose sur le bureau les publications reçues depuis la dernière réunion. Il signale celles qui doivent plus particulièrement attirer l'attention de la Société, parmi lesquelles une étude de notre collègue M. Ch. Porée, archiviste de l'Yonne, intitulée : *Documents sur la Révolution française. Département de l'Yonne. Procès-verbaux de l'administration départementale de 1790 à 1800*, publiés sous les auspices du conseil général. Tome VI, contenant le résumé des séances du directoire du département, du 11 juillet 1793 au 6 floréal an II. Cet ouvrage contient notamment l'histoire de la formation du département de l'Yonne. Le secrétaire donne lecture des principaux passages relatifs à cette formation.

Après quoi, M. le vice-président soumet à l'assemblée un projet d'excursion archéologique à Moret et à Fontainebleau, dont la date sera ultérieurement fixée.

Il annonce encore un projet de visite à la cathédrale de

romain, soit au musée de peinture, qui mériteraient d'être mieux connus.

M. l'abbé Chartraire fait une communication relative à l'excursion archéologique projetée pour le 13 juin.

M. Maurice Prou intéresse vivement la Société par le compte rendu du congrès des Sociétés savantes, à Alger, auquel il assistait en qualité de secrétaire-adjoint du Comité des travaux archéologiques, et par le récit du voyage qu'il fit, à cette occasion, en Algérie et en Tunisie. Il fait circuler dans la salle de nombreuses reproductions photographiques des régions qu'il a parcourues.

M. le docteur Moreau a examiné les ossements contenus dans les deux urnes funéraires trouvées à Pierre-Couverte et qui ont fait l'objet d'une intéressante communication de M. Joseph Perrin. L'une de ces urnes renfermait différents os non incinérés provenant d'un enfant à terme ou presque à terme. La tête de celui-ci n'a certainement pas pu passer par l'orifice du vase qui n'avait que 0^m085 de diamètre. On ne peut guère supposer qu'il s'agit d'une sépulture à deux degrés pour laquelle un vase beaucoup moins grand aurait suffi, et l'on doit plutôt admettre que l'on a pratiqué dans la panse de cette jarre une ouverture permettant l'introduction du corps de l'enfant.

Les ossements contenus dans l'autre urne sont beaucoup plus petits et proviennent d'un fœtus de six mois environ, qui a pu être introduit par l'orifice du vase; il y a à noter, en outre, la présence de quelques fleurs et celle d'un petit objet métallique de forme triangulaire, paraissant être soit un fragment d'instrument ou de jouet, soit un ornement ou une amulette.

Ces sépultures d'enfant et de fœtus montrent une particularité intéressante des mœurs gallo-romaines, et l'on trouve dans le musée de Sens un autre exemple analogue. C'est l'urne funéraire d'un tout petit enfant, offerte par M. Habert, conservateur du Musée céramique et archéologique de Reims. On n'a malheureusement pas de renseignements sur

les ossements qu'elle pouvait renfermer, ni sur les trois petites cupules en terre blanche qui y sont actuellement ; mais si l'on considère ses dimensions, on reconnaît qu'elle n'a pu contenir que le corps d'un fœtus de six à sept mois au plus.

A propos de la lecture de M. le docteur Moreau, M. l'abbé Laboise fait observer qu'il existe, sur le territoire de Vinneuf, une chapelle dédiée à Notre Dame de Champrond autour de laquelle était un cimetière consacré à la sépulture des enfants morts sans baptême.

Séance du 3 juillet 1905

PRÉSIDENCE DE M. L'ABBÉ CHARTRAIRE

Trente-cinq membres sont présents.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. l'abbé Chartraire présente les excuses de M. Maurice Prou, président, retenu à Paris par les examens de l'Ecole des chartes.

Il lit une lettre de M. le chanoine Blondel, qui remercie la Société de lui avoir conféré le titre de membre honoraire, et il dépose sur le bureau une brochure offerte par M. Blondel, intitulée : *Origines apostoliques d'un certain nombre des Eglises de France. Etude historique et critique*, par M. le chanoine Blondel, doyen du Chapitre de Sens.

Des remerciements sont votés à l'auteur.

Puis M. le président fait part du décès de Mgr Léon-Aubin Vivien, camérier secret de Sa Sainteté Pie X, docteur en théologie, ancien aumônier de l'Hôtel-Dieu de Sens, ancien vicaire général de Chambéry, ancien curé de Saint-Louis des Français de Moscou, chanoine honoraire de Chambéry et de Mohilev, mort à Jérusalem le 13 juin 1905.

Il rappelle que Mgr Vivien a fait partie de la Société et a

publié plusieurs notices dans le *Bulletin*. Au nom de la Société, il lui envoie un dernier salut.

M. Heuré, ancien correcteur à l'Imprimerie nationale, actuellement bibliothécaire de la ville de Sens, demande à échanger son titre de membre libre contre celui de membre titulaire. Adopté.

M. le vice-président est heureux de porter à la connaissance de la Société que prochainement le monument funèbre du chanoine Philippe Hodoard sera reconstitué et réinstallé dans une des chapelles qui entourent le chœur.

M. l'abbé Chartraire fait un compte rendu sommaire de l'excursion faite, le mardi 13 juin, par un certain nombre de membres de la Société à Moret et à Fontainebleau.

Il adresse ses remerciements à M. Lioret, conseiller général de Seine-et-Marne, et à M. Deroz, membre de la Société historique et archéologique du Gâtinais, qui, à cette occasion, ont bien voulu se mettre à la disposition des excursionnistes.

Après quoi, il dépose sur le bureau les publications reçues depuis la dernière réunion, au nombre desquelles une brochure de M. Maurice Prou, intitulée *la Formation du Département de l'Yonne, d'après un livre récent* (extrait de *l'Indépendant auxerrois* des mercredi 7, vendredi 9 et samedi 10 juin 1905).

M. Maurice Roy annonce qu'il corrige en ce moment les épreuves du deuxième fascicule de son *Histoire du Chesnoy*. Il a pensé que certains détails de cette étude pourraient intéresser la Société. Il en lit plusieurs passages concernant la restauration foncière qui succéda aux ruines de la guerre de Cent-Ans, retrace les premiers efforts tentés en faveur de la reconstitution de la culture, les conditions avantageuses faites aux paysans par les contrats d'acensement et il est ainsi amené à parler de la formation de petites colonies de cultivateurs ou hameaux, dont les appellations sont dues le plus souvent, dans notre région, aux noms des premiers habitants. Il cite quelques-unes des notices consacrées à l'his-

toire de ces modestes localités et s'étend plus particulièrement, à titre d'exemple, sur le hameau des Fleuris (communes de Subligny et de Paron), fondé à la fin du xve siècle, dont l'une des maisons fut habitée par le conventionnel Jean-Claude Chastelain, représentant du district de Sens, qui, ruiné et désabusé des vaines théories sociales, vint s'y retirer en philosophe résigné et y termina sa carrière le 5 octobre 1824.

M. le commandant Buvignier fait une communication des plus intéressantes sur le cardinal du Perron, qu'il montre, au point de vue littéraire, sous un jour peu connu. Il cite de lui plusieurs œuvres poétiques, entre autres une traduction de l'hymne *Pange lingua*.

Avant de se retirer, M. le commandant Buvignier propose la composition et l'impression d'un titre pour les planches du Musée gallo-romain. Cette proposition sera examinée par le bureau.

A propos du tableau de M. J. Scherrer, qui doit orner une des salles du nouvel hôtel de ville de Sens, et dont l'inauguration est fixée au 14 juillet courant, tableau ayant pour sujet : *le Premier Mariage civil à Sens, première République*. M. Joseph Perrin communique un extrait des registres des actes de l'état civil de la ville de Sens, déposés au greffe du tribunal civil de première instance séant en ladite ville. Cet extrait contient l'acte du premier mariage civil célébré à Sens, le 12 novembre 1792, entre Morineau Pierre, maitre-lassier, et Boulat Marie-Jeanne, fille d'un manouvrier.

Il en résulte que la légende et l'histoire ne sont pas toujours d'accord.

Séance du 7 août 1905

PRÉSIDENCE DE M. L'ABBÉ CHARTRAIRE

Trente-deux membres sont présents.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

En ouvrant la séance, M. l'abbé Chartraire présente les excuses de M. Maurice Prou, en ce moment à Nérès.

Il communique :

1^o Le programme du congrès des sociétés savantes qui se tiendra à la Sorbonne en 1906 ;

2^o Une circulaire relative à la mise au concours d'un manuel d'histoire de la Bourgogne ;

3^o Une circulaire sollicitant la Société de prendre part à la souscription ouverte pour placer, sur le tombeau de M. le comte de Marsy, un médaillon de bronze reproduisant les traits sympathiques de l'ancien directeur de la Société française d'archéologie. Le bureau examinera cette demande ;

4^o Une circulaire du comité formé pour l'érection d'un monument à Charles Daubigny, invitant la Société à contribuer par une souscription à la réalisation de ce projet ;

5^o Une lettre de M. Paul Julliot, en date du 30 juin 1905, qui, en son nom et au nom de sa famille, remercie la Société de la remise qui lui a été faite des exemplaires et des planches du Musée lapidaire qui lui manquaient, exemplaires que la Société a bien voulu faire éditer pour compléter l'ouvrage de M. Gustave Julliot ;

6^o Une lettre de faire part du décès de M. Octave-Louis-Marie Sachot, ancien élève du lycée de Sens, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique, qui a été membre correspondant de la Société.

M. le vice-président a encore le regret de faire part du décès de M. Albert de Feu, qui faisait partie de la Société en qualité de membre libre depuis l'année 1893. Au nom de la Société, il adresse ses condoléances à la famille du défunt.

Après avoir déposé sur le bureau les ouvrages reçus pendant le mois écoulé, M. le vice-président annonce à la Société que le monument du chanoine Philippe Hodoard a été réinstallé à la cathédrale. Il indique quel était son ancien emplacement et fait ressortir qu'en dehors de son intérêt historique le monument a une réelle valeur artistique. Des remerciements sont dus, pour cette restitution, à MM. Bé-

rard et Rousseau, architectes, en particulier à ce dernier.

M. Joseph Perrin dépose sur le bureau un ouvrage offert à la Société par M. H. Chérot, intitulé : *Découverte du Carréme de Bourdaloue à Saint-Sulpice, en 1768*. (Extrait du *Bulletin des anciens élèves de Saint-Sulpice*.) M. Perrin en donne une courte analyse et fait ressortir l'importance de la découverte.

Il est prié de vouloir bien transmettre à M. Chérot les remerciements de la Société.

M. l'abbé Chartraire continue la lecture de sa monographie de *la Sépulture du Dauphin à Sens*. Il relate les événements de la période révolutionnaire se rapportant à son sujet. (Voir le *Bulletin*.)

M. Louis Kley fait une lecture intitulée : *Menhirs et dolmens*. Après être entré dans des considérations générales concernant ces monuments préhistoriques, M. Kley en vient à parler d'une pierre qui se trouvait en dernier lieu au bas de la colline de Saint-Martin-du-Tertre, et qui, suivant lui, doit être considérée comme un menhir.

Diverses observations sont présentées par plusieurs membres de l'assemblée sur les conclusions du rapport de M. Kley.

Séance du 9 octobre 1905

PRÉSIDENCE DE M. MAURICE PROU

Quarante membres sont présents.

En l'absence du secrétaire et du pro-secrétaire empêchés, M. Thorin, vice-archiviste, remplit les fonctions de secrétaire.

M. le président dépose sur le bureau les publications reçues pendant le mois écoulé et signale celles qui méritent d'attirer plus particulièrement l'attention de la Société.

Après la lecture du procès-verbal de la dernière séance, MM. Joseph Perrin, Buignier et Moreau, font observer

qu'ils ont fait des réserves au sujet du rapport lu, le 7 août, par M. Kley, et qu'ils ne croient pas reconnaître un menhir dans la pierre dont il a parlé. Il est décidé que cette observation sera consignée au procès-verbal.

M. le président communique :

1^o Une lettre de dom Besse, bénédictin de l'abbaye de Ligugé, actuellement à Chevelogne, par Leignon, province de Namur, demandant l'échange du *Bulletin de la Société archéologique de Sens* avec la *Revue Mabillon*, consacrée à la publication des archives monastiques et paraissant chaque trimestre.

La Société, consultée, décide d'accueillir cette demande d'échange ;

2^o Une lettre de la Société dunkerquoise sollicitant la participation de la Société à la Fédération amicale des Sociétés savantes de province, moyennant une souscription de 10 francs. La Société ne croit pas devoir accueillir cette proposition ;

3^o Une lettre de M. le chanoine Mémain, demandant un congé de quelques mois, motivé par l'affaiblissement de sa santé. M. le président exprime le regret de la Société d'être privée de la présence, aux réunions, de M. le chanoine Mémain. Il espère que sa santé s'améliorera promptement et il propose d'accorder à M. le chanoine Mémain un congé de six mois. Cette proposition, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des membres présents.

M. le président fait connaître que le conseil municipal de Sens a décidé de donner le nom de Gustave-Julliot à la salle où sont exposées les sculptures romaines, et, à ce sujet, il s'exprime en ces termes :

« Sur la proposition de la commission du Musée et spécialement de notre collègue, M. le docteur Moreau, le conseil municipal, dans sa dernière séance, a décidé de donner le nom de Gustave-Julliot à la salle du musée où sont exposées les sculptures romaines, afin de perpétuer la mémoire d'un savant sénonais dans le lieu même qui était de-

venu comme son cabinet de travail, et où il a élaboré une œuvre qui, seule, suffirait à assurer son nom contre l'oubli. L'hommage que la ville rend à notre regretté collègue rejaillit sur notre Société, dont il a été pendant de longues années le représentant le plus autorisé, et il nous est permis de considérer la décision du corps municipal comme une reconnaissance des efforts de notre Société pour le développement du Musée gallo romain, créé par nos fondateurs mêmes.

« Je crois être l'interprète de vos sentiments en exprimant ici notre gratitude à la commission du Musée et à la municipalité. »

Une salve d'applaudissements accueille ces paroles.

Parlant ensuite des origines de la Bibliothèque municipale, M. le président analyse un dossier de documents relatifs aux origines de la Bibliothèque de Sens, actuellement conservé au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, et que lui a signalé M. Henri Omont, membre de l'Institut, conservateur de ce département.

Le plus ancien de ces documents est un questionnaire annexé à une circulaire adressée par le ministre de l'intérieur, le 15 pluviôse an VII (3 février 1799), aux administrations départementales. Le questionnaire fut rempli, pour l'Yonne, par le citoyen Laire, bibliothécaire de l'Ecole centrale, et retourné à Paris, le 1^{er} germinal an VII (21 mars 1799). Les réponses de Laire, outre qu'elles contiennent une autobiographie de ce célèbre bibliophile, nous renseignent sur l'état des anciennes bibliothèques du département et, spécialement, sur les anciennes bibliothèques publiques du chapitre et du collège de Sens, sur le dépôt de livres appelé dépôt littéraire, formé à Sens, et où l'on avait réuni les livres des établissements religieux supprimés et des condamnés, à l'effet de répartir ces livres entre les bibliothèques auxquelles on pensait qu'ils devaient être utiles; enfin, sur quelques œuvres d'art dont plusieurs sont aujourd'hui au Musée.

Le même dossier renferme encore une lettre de l'administration municipale de Sens, du 5 germinal an VIII (26 mars 1800), au ministre de l'intérieur, indiquant les sacrifices que la ville a déjà consentis pour préparer l'établissement d'une bibliothèque, et requérant l'aide du ministre pour la rendre publique.

Une série d'autres lettres du préfet et du ministre, des années 1801, 1817 et 1820, sont relatives à la même question et permettent de constater qu'en cette dernière année la bibliothèque de Sens, installée au collège, n'avait pas encore de conservateur et n'était pas encore ouverte au public.

Après cette intéressante communication, M. le président porte à la connaissance de la Société que le Syndicat d'initiative pour attirer les étrangers dans le Sénonais sollicite une nouvelle subvention qui lui permettrait de mener à bien la lourde tâche qu'il a entreprise.

M. le président propose d'accorder au Syndicat une somme de vingt francs, en exprimant le regret que les ressources de la Société ne lui permettent pas un concours plus généreux.

Cette proposition est adoptée par la majorité des membres présents.

Au nom de la Société, M. le président adresse des remerciements à M. Joseph Perrin, qui a fait don à la Société d'un volume des *Affiches de Sens*, année 1784, et d'un volume des œuvres du conventionnel Châtelain.

M. l'abbé Chartraire continue sa très intéressante lecture sur *la Sépulture du Dauphin*. Il raconte les péripéties de la restauration du mausolée, en 1814, de l'exhumation des restes du Dauphin et de la Dauphine et de leur retour du cimetière à leur sépulture dans la cathédrale et retrace les petits conflits survenus, à cette occasion, entre l'autorité civile et l'autorité ecclésiastique. (Voir le *Bulletin*.)

M. Rousseau fait connaître qu'avec le concours de M. Louzier, architecte des Monuments historiques, il a fait procé-

der à la restauration du bas-relief représentant la Madeleine, attribuée, par quelques-uns, à Jean Cousin, et qui se trouve dans l'église Saint-Maurice.

M. Joseph Perrin fait remarquer que c'est la Société archéologique qui a pris l'initiative de demander la préservation de ce monument menacé d'une ruine prochaine.

M. le président présente à la Société un fragment de poterie vernissée, appelée aussi poterie samienne, de l'époque gallo-romaine, représentant des hommes, des ours, des oiseaux, etc., trouvé dans les terrassements pratiqués près de la promenade du Quatorze-Juillet et déposé sur le bureau par notre collègue, M. Morel, qui l'a recueilli.

Séance du 6 novembre 1905

PRÉSIDENCE DE M. MAURICE PROU

Quarante membres sont présents.

M. l'abbé Bonneau, curé-doyen de Chablis, membre libre, assiste à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Maurice Prou, M. l'abbé Chartraire et M. l'abbé Bonneau présentent, en qualité de membre libre, M. Charles-Constantin Chanvin, propriétaire, à Chablis

M. Maurice Prou, M. l'abbé Chartraire et M. Joseph Perrin présentent, en qualité de membre correspondant, le R. P. dom Besse, bénédictin de l'abbaye de Ligugé, directeur de la *Revue Mabillon*, à Chevetogne, par Leignon province de Namur.

M. le président fait connaître que la famille Julliot a bien voulu offrir à la Société les notes et documents qu'elle possédait, émanant de M. Gustave Julliot ou recueillis par lui, pouvant présenter un intérêt archéologique. Il estime que ces documents pourront être utiles à la Société.

Un examen en sera fait aussitôt que possible. Des remerciements sont votés à la famille Julliot.

M. le président dépose sur le bureau quatre documents intéressants, offerts par M. Pagnier.

Ce sont :

1^o Des lettres *royaux*, en forme de charte, encore munies de leur sceau, en date du 12 février 1665, portant maintenue de noblesse en faveur d'Edme-Hector des Ardans;

2^o Un brevet d'armoiries pour Edme-Hector des Ardans, chevalier, seigneur de Gumery, mousquetaire du roi en la première compagnie.

3^o Des lettres *royaux*, autrefois scellées, sur double queue, en date du 2 avril 1704, portant nomination de M^e Antoine Fauvelet comme conseiller honoraire au bailliage et siège présidial de Sens ;

4^o Un brevet de cornette de la quatrième compagnie du régiment de dragons de la Suze, pour le sieur Porchéro, en date du 22 septembre 1742.

Des remerciements sont adressés à M. Pagnier.

M. le président communique une lettre de la Société d'études d'Avallon, qui demande une subvention pour l'aider à acquérir, afin d'en assurer la conservation, les restes du prieuré de Saint-Jean-les-Bons-Hommes, situé à trois kilomètres d'Avallon, près de Sauvigny-le-Bois.

En raison de l'intérêt qui s'attache à la sauvegarde de ce monument, l'assemblée, consultée, vote, à l'unanimité des membres présents, une subvention de 50 francs.

Enfin M. le président dépose sur le bureau les publications reçues pendant le mois écoulé.

M. le commandant Buvignier communique à la Société un programme imprimé de thèses qui ont été soutenues sur la *Logique*, la *Métaphysique* et la *Pneumatologie* (science des esprits), dans la grande cour du collège des Jésuites de Sens (le lycée actuel), le 13 août 1755, à 2 heures de l'après-midi par quatre élèves de ce collège : Claude-Edmond Lancome, de Brienon, Edmond Richard, de Montereau, Etienne Ro-

chet, « de Villa-Nova-Bellicosa, » et Antoine Roi, de Sens.

Un libraire de Paris propose l'achat de ce document au prix de 5 francs, mais malgré l'intérêt qu'il présente, la Société décide de ne pas dépasser le prix de 2 francs.

M. J. Perrin fait un rapport sur les fouilles de l'oppidum et du cimetière gaulois de Chaumont (Haute-Marne). Il analyse la notice parue dans les *Annales de la Société d'histoire et d'archéologie de Chaumont*, année 1905, fascicule 20^e, et dans laquelle M. Cavaniol, président de cette Société, dans une étude fort intéressante sur les nécropoles de la montagne de Saint Roch, près Chaumont, démontre que l'agglomération chaumontaïse est plus ancienne qu'on ne pense et qu'elle occupait le plateau de Saint-Roch, connu sous le nom de *Vieille-Cité*, bien avant de venir se grouper autour du château-fort qui, durant le moyen âge, lui servit de défense.

M. J. Perrin conclut en faisant ressortir d'abord quel intérêt il pourrait y avoir pour notre Société à suivre l'exemple de celle de Chaumont en faisant des recherches qui pourraient conduire à des découvertes analogues; et en second lieu, quel profit il y aurait pour les membres de la Société à lire et consulter les ouvrages composant sa bibliothèque.

M. Prou signale, à la Bibliothèque royale de Belgique, un manuscrit d'origine sénonaise. C'est un pontifical écrit pour un archevêque de Sens, au x^ve siècle. Il porte aujourd'hui, à la Bibliothèque de Bruxelles, le numéro 9215. Les nombreuses et belles miniatures dont il est orné l'ont rendu depuis longtemps célèbre. Les peintures, dont la plupart représentent l'évêque dans l'exercice de ses diverses fonctions, se répartissent en deux groupes : dont le premier est l'œuvre d'un artiste arriéré, et dont le second est l'œuvre d'un artiste novateur.

M. Prou met sous les yeux de la Société la photographie de la plus belle des peintures de ce manuscrit, une crucifixion, que Michiels a attribuée sans hésitation, mais aussi sans raisons suffisantes, à Roger van der Weyden.

M. l'abbé Chartraire fait une lecture intitulée : *Sens en 1814 et 1816. L'exhumation des restes du Dauphin, les visites du comte d'Artois et de la duchesse d'Angoulême.* (Voir le Bulletin.)

Séance du 4 décembre 1905

PRÉSIDENCE DE M. L'ABBÉ CHARTRAIRE, VICE-PRÉSIDENT

Quarante membres sont présents.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. l'abbé Chartraire présente les excuses de M. Maurice Prou qui, très fatigué et retenu à Paris par ses nombreuses occupations, n'a pu venir présider la séance et donne lecture de son compte rendu sur les travaux de la Société pendant l'année 1905 :

« Messieurs,

« Le compte rendu de nos travaux que, suivant la tradition, le président doit vous faire chaque année, lui serait une tâche agréable, puisqu'il y trouverait l'occasion de constater la vitalité de notre Compagnie, s'il ne fallait en même temps, et tout d'abord, rappeler le souvenir de ceux que la mort nous a enlevés, devoir toujours pénible, mais que la mauvaise fortune a voulu me rendre plus pénible encore en m'imposant d'inscrire pieusement dans notre nécrologe le nom d'un collègue à qui j'étais lié d'une affection profonde et respectueuse depuis ma première enfance, qui, dans les derniers jours de sa vie, me donnait encore des témoignages de bienveillance, vers qui, enfin, ma pensée ne peut se reporter sans évoquer du même coup tant d'êtres chers et disparus.

« Alfred Tonnellier était entré dans la Société en 1867. Bien qu'il fût le plus ancien parmi nous, ni son âge ni sa santé ne faisaient prévoir qu'il dût nous quitter si promptement. Notre vice-président a rendu à sa mémoire un hommage qu'on ne saurait qualifier de dernier, puisqu'il est impossi-

ble que, en raison de la place qu'il a tenue ici, son nom n'y soit encore souvent évoqué et toujours honoré. Car si Alfred Tonnellier n'a rien écrit pour nos bulletins, alors que la connaissance qu'il avait de notre pays et de ses traditions, jointe à une grande facilité de style, lui eût permis de le faire, il n'en a pas moins tenu parmi nous un rôle important et par l'assiduité aux séances et par une intervention fréquente dans les discussions. Une intelligence vive, autant de clarté dans la pensée que dans la parole, une grande expérience de juriste, et, sous une apparence primesautière, une pensée réfléchie et un attachement opiniâtre à ses convictions faisaient de notre collègue un de vos conseillers les meilleurs et les plus écoutés. D'un caractère aimable, qui lui avait acquis tant de sympathies, il apportait dans nos réunions un peu de cet esprit et de cette verve qu'il dépensait largement dans les salons ; il nous en réservait ce qui convient à une Société d'archéologues. Mais nous ne sommes pas ici seulement pour dissenter ; nous y sommes aussi pour maintenir les traditions locales. Et nul plus, ni mieux que Tonnellier, ne pouvait prétendre à les connaître. Avec lui disparaît un Sénonais de vieille souche et qui, plus tard, fera figure dans les annales de notre cité au xix^e siècle.

« Nous avons eu aussi le regret de perdre deux membres libres : M. Albert de Feu et le vicomte René de Montjoie.

« Il nous faut aussi accorder un souvenir à l'un de nos anciens correspondants, Octave Sachot, non parce qu'il fut un littérateur distingué et qu'il est honorable pour nous que son nom ait figuré sur nos listes, mais plutôt parce qu'il garda jusqu'à la fin un attachement profond à ses compatriotes.

« Les pertes d'une société ne sauraient se compenser. Car, laissons-là le côté sentimental ; il reste que chaque homme a son caractère propre qui fait qu'un autre peut prendre sa place sans jamais l'occuper complètement. Mais la force vitale des sociétés réside dans l'enchevêtrement des géné-

rations, qui résulte des nouvelles recrues. Nous devons avouer que, cette année, le nombre des membres n'a pas augmenté. Si nous avons eu le plaisir d'accueillir parmi les membres titulaires M. l'abbé Corberon et M. Heuré, bibliothécaire de la ville, ils ne sont pas de nouveaux venus ; comme membres libres, ils prenaient part à nos travaux. Le goût qu'ils ont pour nos études et les preuves qu'ils en ont données par leurs écrits nous autorisent à attendre d'eux une collaboration plus active.

« La santé de M. le chanoine Blondel lui a fait craindre de ne pouvoir plus remplir les obligations d'un membre titulaire. Ce sont là craintes chimériques. L'ardeur qu'il a toujours apportée aux recherches historiques ne saurait s'éteindre. Un esprit aussi actif ne peut se détacher d'études auxquelles il a consacré tous les loisirs que lui laissait l'exercice de son ministère. Les liens qui nous unissent à lui ne se relâcheront pas. En lui conférant le titre de membre honoraire, vous avez voulu non pas tant témoigner de votre reconnaissance à son endroit et de l'estime que vous avez pour ses travaux et sa personne, que marquer le désir qu'il continue à vous communiquer le résultat de ses investigations, à poser, discuter et résoudre devant vous les problèmes les plus difficiles et les plus controversés de l'histoire de l'Eglise sénonaise. L'honorariat ne sera pas pour lui synonyme de retraite.

« Car, il importe, Messieurs, que chacun de nous, dans la mesure de ses forces, contribue au travail qui est l'objet de notre Société : rechercher, conserver, expliquer les monuments d'un passé glorieux

« En dépit des destructions que le temps et les hommes, plus que le temps, ont faites, la ville de Sens conserve encore des vestiges de l'antiquité et du moyen âge qui proclament le rang considérable qu'elle a tenu en ces temps-là parmi les villes de la Gaule et de la France, et des vestiges qui ne sont pas seulement des reliques, mais qui ont une valeur artistique, indépendante et de l'antiquité et des sou-

venirs qui s'y rattachent, telle que les étrangers sentent, à les contempler, une émotion dans laquelle n'entrent pas les sentiments d'une piété filiale.

« L'intérêt que nous autres prenons à la cathédrale, aux églises Saint-Savinien et Saint-Jean, aux bas-reliefs romains retirés des murailles, à la vieille poterne et même aux archives qui nous livrent la pensée et les actes de nos ancêtres, pourrait avoir sa source uniquement dans ce sentiment qui nous attache aux choses vues dans la jeunesse ou au milieu desquelles nous vivons, et qui nous rend curieux des gestes de ceux qui ont foulé le même sol.

« Il n'en est rien. Le témoignage des étrangers prouve que notre admiration ne s'égare point. Quelques-uns d'entre vous ont peut-être lu un volume d'un américain, M. W. Morton Fullerton, paru en 1905, et intitulé : *Terres françaises*. Dans les premières pages, l'auteur a consigné les impressions que la visite de Sens lui a faites et laissées. Sans doute quelques-uns de ses jugements sont contestables. Mais il a senti tout le charme du paysage calme qu'on découvre du haut du « vieux pont à dos d'âne ; » il a été saisi de la grandeur de la cathédrale qui « domine triomphalement la ville ; » il a été ravi des « merveilles » du trésor ; il s'est reporté vers les souvenirs qu'évoquent dans tout esprit cultivé et ces monuments et d'autres encore. Et enfin, il a conclu : « L'histoire d'une ville comme Sens ennoblit toute une « nation. »

« C'est la conscience que vous avez de cette grandeur qui vous soutient dans les recherches que vous poursuivez.

« Aucune période de l'histoire ne reste en dehors du cadre de nos études. En remontant jusqu'à l'invasion aryenne et en vous entretenant des menhirs et des dolmens, M. Kley a renouvelé un sujet que nos prédécesseurs avaient déjà traité ; car le premier volume de nos *Bulletins* contient une étude sur les monuments qu'alors on appelait celtiques et qu'on attribue aujourd'hui à la race d'homme établie dans nos régions antérieurement à la conquête gauloise. Il

est probable que le silence de ces blocs de pierre éveillera longtemps encore l'imagination des esprits curieux de résoudre les problèmes difficiles.

« M. Joseph Perrin vous a fait connaître l'usage antique d'enterrer les morts dans des vases de terre. Il avait visité, avec M. Sépot, les fouilles que M. Lapôtre pratique avec habileté et succès sur le territoire de Courgenay, et assisté à la découverte de vases contenant des ossements humains, que le docteur Moreau, chez qui l'anatomiste se double d'un archéologue, a reconnus pour ceux d'enfants nouveaux-nés. Cette détermination a fourni à M. l'abbé Laboise l'occasion de signaler l'existence, à Vinneuf, d'un ancien cimetière réservé à la sépulture des enfants morts sans baptême.

« C'est encore M. Joseph Perrin qui a appelé devant vous le plus ancien témoin du christianisme à Sens, un ustensile bien vulgaire, d'une facture grossière, une simple lampe de terre, mais infiniment précieuse puisqu'elle est ornée du monogramme du Christ, type de lampe dont la Gaule n'a fourni que très peu d'exemplaires. M. Perrin, de qui vous entendez toujours avec plaisir la parole claire et élégante, en a dégagé la valeur. Cette communication a incité M. le chanoine Mémain à rédiger un mémoire sur un autre monument de la même époque, et portant le même monogramme, que les épigraphistes ont commenté à plusieurs reprises, mais dont personne n'avait donné une explication aussi complète ni aussi approfondie que celle que nous a proposée notre collègue : nous voulons parler des tablettes de bronze offertes au consulaire Lupicinus par les cités de Sens, d'Auxerre et d'Orléans.

« M. Félix Chandenier, vous rendant compte d'un livre de M. William Aspinwal, sur les écoles épiscopales et monastiques de l'ancienne province ecclésiastique de Sens, ne s'est pas borné à en faire l'analyse, ni même à le critiquer ; aux recherches de l'auteur, il a ajouté des observations que lui permettaient de faire des études personnelles.

« M. Buvignier nous a fait sortir du moyen âge, avec une communication sur les œuvres poétiques du cardinal du Perron. Aux remerciements que nous adressons à notre collègue pour nous avoir fait connaître une littérature qui ne nous est pas familière, nous devons en ajouter d'autres pour le dévouement avec lequel il a entrepris une œuvre, qui, une fois achevée, sera très utile et doublera la valeur de nos publications, nous voulons dire la table alphabétique et analytique de nos *Bulletins*. Car s'il est actuellement facile de retrouver dans nos *Bulletins* les mémoires qui y sont imprimés, il l'est beaucoup moins de rechercher les renseignements si nombreux disséminés dans les procès-verbaux.

« Enfin, M. le chanoine Chartraire nous a lu un mémoire très documenté, rempli de détails nouveaux et précis présentés de la façon la plus élégante, sur le tombeau du Dauphin. Dans une série de tableaux, il nous a montré le peuple accompagnant, avec les marques d'un deuil sincère, l'héritier du trône jusqu'au lieu de sa sépulture, les littérateurs et les artistes rivalisant d'imagination pour élever un monument digne de la mémoire d'un prince royal, ce monument à peine achevé et déjà menacé, préservé cependant de la destruction, mais soustrait aux regards, puis la génération suivante le restaurant en même temps qu'elle reprenait les traditions nationales un moment abandonnées : image en raccourci de l'histoire de la France pendant un demi-siècle.

« Deux savants étrangers à notre Compagnie l'ont honorée de leur collaboration ; l'un, membre de l'Institut ; l'autre membre de la Société des antiquaires de France. M. Jules Guiffrey nous a envoyé des documents sur Jean Cousin, auxquels il a joint un commentaire. M. Adrien Blanchet, mettant à notre service une compétence numismatique hors de pair, a écrit la notice d'une trouvaille de monnaies gauloises faite à Sens en 1897. Nous leur adressons l'expression d'une très vive gratitude.

« Ainsi, des temps préhistoriques au XIX^e siècle, nous avons suivi le développement de notre histoire dans les monuments figurés et dans les documents écrits.

« Toute la dépense d'érudition qui s'est faite ici n'a pas profité exclusivement aux membres de la Société. Nous avons voulu en assurer le bénéfice à quelques autres. Vous avez invité les personnes de votre parenté à assister à la conférence qu'a faite tout exprès pour la Société archéologique M. Raymond Cox, directeur du Musée historique des tissus de la Chambre de commerce de Lyon, et aussi à la visite de la cathédrale, que MM. Chartraire et Rousseau ont dirigée avec l'autorité que leur donne une connaissance complète du plus beau des monuments sénonais; et encore à une promenade archéologique et artistique à Moret et à Fontainebleau, rendue si attrayante et intéressante par les explications que vous ont données M. Lioret, conseiller général de Seine-et-Marne, et M. Deroy, membre de la Société archéologique du Gâtinais. Ces excursions, que mes prédécesseurs ont organisées il y a quelques années, ont été accueillies avec la plus grande faveur. Elles ont, croyons-nous, beaucoup d'utilité. Elles nous mettent en contact direct avec les monuments, et nous instruisent en quelques instants plus que ne le feraient des livres et des photographies. Elles sont de nature à développer le goût artistique chez ceux qui l'ont et à l'éveiller chez d'autres où il est latent. Elles répondent à la méthode de pédagogie contemporaine qui, pour la culture de l'esprit, fait appel aux leçons de choses. Seuls ceux de nos collègues qui assument la charge d'organiser ces excursions pourraient trouver que le charme n'en est pas sans mélange; ils n'y songent pas; le dévouement aux intérêts communs, dont ils donnent des preuves continuelles, le plaisir qu'ils ont à vous être agréables, la conscience de faire œuvre utile sont le contrepoids des ennuis que peuvent leur causer les démarches nécessaires au succès de ces petits voyages. Et si à tout cela nous ajoutons de notre part de sincères sentiments de reconnaissance, nous ne doutons

pas que notre vice-président et notre trésorier ne nous entraînent encore, l'été prochain, vers quelque ville où nos goûts archéologiques et artistiques trouvent satisfaction.

« Nous n'avons pas perdu de vue l'un des objets de notre institution, qui est d'assurer la conservation des anciens monuments. Nous avons sollicité de M. le sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts le classement de quelques restes remarquables de l'enceinte romaine. Nous pouvons espérer que la poterne des Quatre-Mares, la muraille où elle est percée, et la belle salle du ^{xii}^e siècle qui s'y appuie seront mises au nombre des monuments historiques. Nous souhaiterions aussi qu'on assurât contre la destruction la seule tour qui présente encore sur l'une des faces un appareil romain bien conservé et dont le rez-de-chaussée est voûté, à l'intérieur, d'une coupole du moyen âge, nous voulons dire la tour sise sur le boulevard du Quatorze-Juillet, entre les maisons nos 49 et 51. Et, puisque la Commission des Monuments historiques a émis un vœu favorable à la réalisation de ce projet, nous espérons que vous vous emploierez tous à faire disparaître les oppositions qui pourraient se produire.

« M. Joseph Perrin vous a signalé la découverte, à Sainte-Colombe, de cinq sarcophages de l'époque barbare. L'un d'eux, qui présente une ornementation rudimentaire, a été déposé au musée.

« La Société a le droit de revendiquer une part dans l'œuvre de restauration du monument commémoratif du chanoine Philippe Hodoard, puisque c'est par les soins de notre collègue, M. Léon Rousseau, architecte de la cathédrale, et avec l'approbation de M. Bérard, architecte des édifices diocésains, qu'il a été replacé dans la cathédrale.

« Nos collections se sont enrichies. M. Edmond Feineux nous a offert trois monnaies gauloises provenant de la trouvaille qu'a étudiée M. Adrien Blanchet. M. Lapôtre et notre collègue M. Duchemin nous ont donné des aérolithes. A M. l'abbé Chartraire nous devons une tête romaine de marbre tirée d'un mur.

« Et puisque je parle de nos collections, n'est-ce pas le cas d'appeler votre attention sur la nécessité d'en achever le classement, et tout d'abord de munir d'étiquettes les objets de nos vitrines qui en sont encore dépourvus. La provenance de chacun d'eux, qui est le renseignement le plus utile pour des visiteurs archéologues, sera facilement déterminée quand notre archiviste-adjoint aura fini de relever dans nos registres les mentions d'acquisitions ou de dons, travail un peu fastidieux, mais que M. Thorin a bien voulu de la meilleure grâce nous promettre d'entreprendre.

« La bibliothèque ne s'est pas seulement augmentée des publications qui viennent par voie d'échange. La famille de Gustave Julliot s'est dessaisie en faveur de la Société archéologique des notes réunies par notre regretté président en vue de travaux dont il avait formé le projet. Aux notes sont joints des fragments de mémoires, dont il semble que la rédaction soit assez poussée pour qu'on les puisse publier à titre d'œuvres posthumes. Quant aux copies des documents, elles dispenseront du travail ingrat de transcription ceux d'entre nous qui se proposeraient d'étudier les sujets auxquels s'était arrêté Gustave Julliot. Ainsi il n'aura pas travaillé en pure perte; il continuera en quelque sorte à collaborer à nos travaux, et nous contracterons envers sa mémoire de nouvelles obligations.

« M. Perrin nous a offert deux volumes rares : *les Affiches de Sens*, de 1784, et les œuvres de Châtelain, député à la Convention nationale.

« Tous ces accroissements de la bibliothèque deviendraient inutiles si notre bibliothécaire devait continuer à entasser les livres dans un petit cabinet qui est depuis longtemps trop plein. Les qualités d'ordre de notre zélé bibliothécaire, M. Roy, restent sans emploi; mais le supplée qu'il souffre à être désordonné malgré qu'il en ait, touche à son terme. M. le maire, comprenant le dommage qui résulte pour nos études d'une pareille situation, a bien voulu nous donner une preuve de l'intérêt qu'il porte à notre Compa-

gnie en mettant à notre disposition la salle où étaient naguère rangées les archives municipales. Nous l'en avons remercié, mais nous tenons à lui renouveler devant vous l'expression de notre gratitude.

« L'impression des *Bulletins* a été poursuivie. Le second fascicule du tome XXI est achevé; il vous sera remis à la prochaine séance. Du grand nombre de belles planches que vous y remarquerez, vous conclurez non pas que nos ressources se sont augmentées, mais que l'auteur du *Mémoire sur les premiers Imprimeurs sénonais*, dont ces *fac-simile* forment l'illustration, vous a fait sentir les effets de son habituelle libéralité. C'est une preuve nouvelle de son attachement que nous donne là notre cher collègue M. Félix Chandenier. Tous ici rivalisent de zèle et de dévouement. Car je n'en ai pas fini avec les actes de générosité.

« M. Maurice Roy veut bien offrir à chacun de ses collègues le second fascicule de son *Histoire du Chesnoy*. Vous en connaissez l'objet, puisque notre ancien président en a lu quelques pages en séance. Il n'y a pas de fief français dont les vicissitudes aient été retracées avec plus de soin et d'ampleur que celui du Chesnoy. Une monographie ainsi comprise contribue beaucoup à la connaissance de la société française. Elle répond à la conception que notre temps se fait de l'histoire qui ne se limite plus à la reconstitution des grands événements politiques, aux guerres et à la biographie des hommes célèbres, mais qui prétend retracer la vie journalière de tout le peuple et donner les divers aspects de la vie sociale et économique. Suivre un domaine du type ordinaire à travers les siècles, montrer comment il s'est constitué, d'abord, puis modifié au fur et à mesure que se modifiaient les conditions de l'existence et le milieu, c'est faire l'histoire de la propriété. Ainsi, le fascicule que M. Roy publie aujourd'hui nous fait assister au grand mouvement de restauration foncière qui a suivi les désastres de la guerre de Cent-Ans. C'est un chapitre nouveau de l'histoire économique que personne n'avait écrit. Si quelques érudits avaient

été frappés du nombre de baux de la fin du xve siècle et du commencement du xvie siècle, accumulés dans les archives, aucun d'eux n'avait donné les raisons de cette abondance, ni su en tirer des conclusions. Les pages que M. Roy a consacrées aux nouveaux acensements consentis par le seigneur du Chesnoy, aux défrichements et à la mise en valeur des terres incultes, à la construction de masures, dont le groupement a formé les hameaux, à l'établissement des colonies de cultivateurs, sont des pages pleines d'intérêt et de nouveauté et qui portent plus loin que ne l'indique le titre du livre. Il faudrait encore louer la méthode qui a présidé à la recherche des documents qu'une extrême dispersion rendait difficile, et à leur mise en œuvre ; mais la modestie de notre savant collègue serait blessée de plus d'insistance.

« Il resterait à votre président à faire son examen de conscience. Il aurait pour lui-même plus de sévérité, peut-être, que vous n'en aurez. Il sent, en effet, qu'il n'a pas rempli entièrement sa tâche. Trop souvent il a manqué au rendez-vous. Il en a senti une véritable peine ; aussi bien, vous le devinez, si vous savez le plaisir qu'il éprouve à se trouver au milieu de vous. Cependant ce qui allège ses remords, c'est que les intérêts de la Société n'ont pas souffert de son absence. Mais, si votre Compagnie a continué de prospérer, elle le doit aux membres du bureau sur qui, faute de président, est retombé tout le poids de nos affaires. Le vice-président, le secrétaire, le trésorier, l'archiviste-bibliothécaire, savent assez quelle est ma reconnaissance à leur endroit pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en développer longuement l'expression ; et, puisqu'à la sincérité des sentiments convient la simplicité des paroles, qu'ils me permettent de leur dire seulement merci, comme je le dis à vous tous, mes chers collègues, aux uns pour l'aide qu'ils m'ont prêtée, aux autres pour l'indulgence qu'ils m'ont accordée. »

La lecture de ce rapport est accueillie par de chaleureux applaudissements.

Sont présentés, en qualité de membres libres :

1^o M. Léon Libert, propriétaire au château de Paron, par M. l'abbé Chartraire et par MM. Joseph Perrin, Sépot, Polin et Doublot ;

2^o M. Ernest Lasnier, receveur des finances en retraite, membre de la Société historique de Corbeil, demeurant à Corbeil, par M. l'abbé Chartraire, MM. J. Perrin, Sépot et Moreau.

L'ordre du jour appelle les votes sur les présentations de M. Chanvin et du R. P. dom Besse, qui tous deux sont admis en qualité de membres libres.

Après lecture, donnée par M. l'abbé Chartraire, des articles des statuts et du règlement intérieur qui régissent les élections des membres du bureau et des membres du comité de publication, il est procédé à ces élections.

Un premier scrutin est ouvert pour la nomination du vice-président, du secrétaire, de l'archiviste, du trésorier, du pro-secrétaire et du vice-archiviste.

Sont élus pour une nouvelle période de deux ans :

Vice-président : M. l'abbé Chartraire, membre sortant

Secrétaire : M. Marquiand, —

Archiviste : M. Paul Roy, —

Trésorier : M. Sépot, —

Pro-secrétaire : M. Dapoigny, —

Vice-archiviste : M. Thorin, —

Un second scrutin est ouvert pour l'élection des membres du comité de publication.

MM. Joseph Perrin, Gérard et M. l'abbé Guillet sont maintenus dans leurs fonctions pour une nouvelle période de deux ans.

Les élections terminées, la parole est donnée à M. Polin pour la lecture d'un rapport sur les sites de la région sénonnaise qui lui paraissent dignes d'être signalés à l'attention du Touring-Club, afin que cette société prenne des mesures pour en assurer la préservation.

Cet intéressant rapport est vivement applaudi.



LE DAUPHIN

Peinture par FREDOU

(Trésor de Sens.)



LA SÉPULTURE DU DAUPHIN ET DE LA DAUPHINE

DANS LA CATHÉDRALE DE SENS

CHAPITRE PREMIER

COMMENT SENS FUT CHOISI POUR LA SÉPULTURE
DU DAUPHIN

Le samedi 21 décembre 1765, au soir, les huit cloches de la tour de plomb de la cathédrale de Sens, faisant écho aux volées des bourdons, sonnaient le glas de très haut, très puissant et excellent prince Louis de Bourbon, Dauphin de France. En même temps que l'annonce de l'événement, depuis quelques semaines prévu, mettait en deuil la cité fidèle et la France entière, une nouvelle circulait, la plus surprenante, la plus inespérée, la

plus capable d'exalter l'amour-propre local ! L'antique Métropole retrouvait enfin quelque chose des gloires d'un passé qu'on pouvait croire à tout jamais perdu : la Cathédrale allait posséder la sépulture du Dauphin !

Qui donc, en effet, aurait pu rêver un tel honneur ? Depuis des siècles, la royale abbaye de Saint-Denis n'avait-elle pas le privilège exclusif de garder les cendres royales ? Depuis la progressive diminution de son bailliage, jadis si puissant, aujourd'hui si étroitement resserré ; depuis surtout l'érection de l'archevêché de Paris qui avait arraché à la vieille Métropole la moitié des fleurons de sa couronne, la ville des Primats des Gaules et de Germanie n'assistait-elle pas, impuissante et désolée, à une décadence que rien, semblait-il, ne devait arrêter ?

Dans ces dernières années pourtant, grâce aux brillantes qualités, non moins qu'à l'illustre naissance, de son archevêque, M^{gr} Paul d'Albert de Luynes, premier Aumônier de Madame la Dauphine, la pourpre romaine, autrefois presque héréditaire chez les pontifes sénonais (1), était revenue, après une trop longue absence, renouer les traditions séculaires. Mais les plus fervents eux-mêmes du culte de ce glorieux passé n'auraient osé espérer en voir le retour.

Et cependant, la nouvelle était exacte. Ainsi que

(1) De 1525 à 1618, six cardinaux, Antoine Duprat, Louis de Bourbon, Jean Bertrand, Louis de Lorraine, Nicolas de Pellevé et Jacques Duperon, s'étaient succédé sur le siège de Sens.

le proclamait, quelques jours plus tard, un document officiel : « La Métropole de Sens, depuis longtemps privée du droit qu'avaient ses archevêques, dans les premiers siècles de la Monarchie, de sacrer les Rois et Reines de France (1) et de faire la célébration de leur mariage (2); dépouillée, pour ainsi dire de sa grandeur par l'érection du Siège suffragant de Paris en Archevêché; cette Ville comme perdue dans son antiquité, Sens, possède aujourd'hui les précieux restes d'un Prince auguste, dont la vie exemplaire et la mort héroïque et chrétienne seront éternellement le sujet de notre ad-

(1) A l'origine de la monarchie, le Métropolitain de la province sacrail le Souverain. Philippe I^{er} fut, le premier, sacré à Reims. Avant lui et après lui plusieurs rois firent appel au ministère des archevêques de Sens, métropolitains de l'Île de France.

Les fils de Louis le Bègue, Louis et Carloman sont sacrés en 879 par l'Archevêque Auségise, en l'abbaye de Ferrières.

Eudes, comte de Paris, est couronné en 887, par Wauthier, archevêque de Sens.

Le même couronne Robert, en 922, en l'église Saint-Rémi de Reims; puis, en 923, Raoul de Bourgogne et sa femme Emma, à Soissons.

Guillaume, archevêque de Sens, couronne Louis IV à Laon, le 19 juin 936.

Anastase couronne Robert le Pieux, à Orléans, en 988.

Dainbert, sacre Louis VI le Gros, à Orléans, en 1108.

Guy de Noyers, couronne le 29 mai 1180, à Saint-Denis, Philippe-Auguste et la reine Isabelle de Hainaut.

(2) Hugues de Toucy, sacre et couronne, en 1154, à Orléans, la reine Constance de Castille, deuxième femme de Louis VII. En 1160, le même archevêque, couronne à Paris, en présence de huit cardinaux, Alix de Champagne, troisième femme du même roi.

Le 28 mai 1231, l'archevêque Gauthier Cornut, couronne, dans sa métropole, Marguerite de Provence dont il vient de bénir le mariage avec le roi saint Louis.

Guillaume de Melun, couronne Marie de Luxembourg, femme de Charles le Bel, en 1323, à Paris.

miration, de nos regrets et de nos larmes (1). »

Depuis six semaines, la population sénonaise connaissait l'état alarmant du fils du Roi. Le 31 octobre, le cardinal de Luynes avait ordonné d'ajouter aux oraisons de la messe une prière spéciale pour la guérison du Dauphin.

Le 11 novembre, en apprenant que le prince venait de recevoir les derniers sacrements, le Chapitre avait commencé les prières des Quarante-Heures. Le diocèse entier faisait de même, se conformant aux désirs de son archevêque (2), qui ne quittait plus Fontainebleau.

Le 9 décembre, le cardinal avait ordonné une neuvaine de messes, qui se célébrèrent à l'autel Saint-Louis (3).

Le 21 décembre, convoqués à la hâte au Chapitre, MM. les chanoines de Marsangy, trésorier, de Monbourg, archidiaque de Provins, Tissot, Thévard, Garsement de Fontaine, de la Haize, Berthelin, Dauvergne, Lhermitte de Champbertrand, le Houis-tel, Lebeau, le Pellerin, Gigot de Boisbernier, Hé-

(1) « Relation de ce qui s'est passé à Sens, au sujet de l'inhumation de M^{re} le Dauphin, » plaquette de 8 pages in-4^e, Sens, 1766. — Cette relation eut une seconde édition annoncée dans l'*Almanach de Sens*, pour 1767 (p. 161), et que l'éditeur déclare plus exacte que la première.

(2) M. le Pellerin, chanoine, secrétaire de l'archevêché, avait adressé au clergé, le 14 novembre, la circulaire suivante : « M..., Son Eminence, justement alarmée du danger dont paroît menacée la santé précieuse de Monseigneur le Dauphin, a jugé à propos d'ordonner des prières de Quarante-Heures dans toutes les paroisses de son diocèse ; vous voudrez bien les commencer aussitôt la réception du présent avertissement. » (Collect. des *Mandements et Circulaires du card. de Luynes.*)

(3) Registre capitulaire. (Archives de l'Yonne, G, 681.)

diard, Roy, Rousset et Leblanc, ont entendu avec la plus vive émotion le doyen, M. d'Hesselin de Hauteville, leur adresser ces paroles :

Messieurs,

Le ciel, dont les desseins sont impénétrables, a été sourd à nos vœux et à nos prières pour la conservation des jours de M^{gr} le Dauphin.

Ce religieux Prince, digne à jamais des regrets de la France dont il aurait un jour fait le bonheur, digne des larmes de la Religion qu'il aimait et qu'il aurait protégée de tout son pouvoir, après avoir souffert avec la patience la plus héroïque, avec la résignation la plus édifiante, les douleurs d'une longue maladie, ce grand Prince, héritier présomptif du trône, comme le plus humble des sujets, est devenu la victime de la mort.

Quelles seroient, dans ce moment, Messieurs, nos tristes pensées, si toutes les vertus de Monseigneur le Dauphin ne nous étoient un gage, pour ainsi dire assuré, de son bonheur éternel.

Après ce motif principal de consolation que la Religion nous présente, ses dernières volontés nous en fournissent un autre, déjà vous le savez, Messieurs, aussy glorieux pour votre Eglise que pour Son Eminence.

A quelle autre cause, en effet, pourrions-nous attribuer le choix qu'a fait, par son testament, M^{gr} le Dauphin, de l'Eglise métropolitaine de Sens, pour être le lieu de sa sépulture, sinon à ses sentiments de la plus haute estime pour son illustre pontife.

Tel est, Messieurs, l'événement que M. l'abbé de Bullioud (1) m'a fait l'honneur de me marquer de la part de

(1) Jean-Claude de Bullioud, originaire de Sens, était chanoine depuis 1735. Alors official et archidiaire d'Etampes, il accompagnait le cardinal dont il était vicaire général. Il devint doyen en 1771 à la mort de M. d'Hesselin, et mourut en 1777.

M^{gr} le cardinal, par la lettre dont vous allez entendre la lecture :

« Fontainebleau, ce 20 décembre 1765, à midy.

« Son Eminence me charge, Monsieur, de vous marquer que Monseigneur le Dauphin, qui est mort ce matin, à huit heures, ayant demandé d'être enterré dans l'Eglise métropolitaine de Sens, son corps, après avoir été exposé ici neuf jours, sera transporté à Sens, pour y être inhumé.

« Vous voudrez bien faire part à Messieurs du Chapitre de cette triste et lugubre cérémonie et les prier de laisser à M. le marquis de Dreux, grand maître des cérémonies, ou à ceux qui seront envoyés de sa part, le chœur et la nef libres, afin qu'ils puissent y faire tout ce qu'il jugera nécessaire en cette occasion ; il vous fera instruire de ce que le Chapitre doit faire de son côté.

« Monseigneur le cardinal part dans le moment, pour se trouver à Versailles à l'arrivée de Madame la Dauphine ; il vous écrira de Versailles ses intentions ultérieures.

« Comme je finissais ma lettre, M. de Moransel est venu dire à Monseigneur le cardinal qu'il était chargé d'aller à Sens faire travailler au caveau ; il conte partir aujourd'hui.

« Je suis, avec le plus sincère et respectueux dévouement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

« DE BULLIOD. »

Après avoir prié le doyen d'exprimer au cardinal de Luynes leurs condoléances et désigné six d'entre eux pour se mettre en rapport avec les envoyés du Roi, les chanoines s'étaient séparés.

Quelques heures plus tard, le chant des complies terminé, ils se réunissaient de nouveau à la salle capitulaire.

M. le préchantre (1) a dit que M. de Moranzel est arrivé ;

(1) Le chanoine Yves Morice.

que Messieurs de la commission ont conféré avec lui; qu'ensuite il a été mis dans le chœur des ouvriers qui font la fouille nécessaire pour bâtir un caveau destiné à y mettre le corps de défunt Monseigneur le Dauphin; que le nombre des ouvriers qui doivent travailler sans interruption augmentera indubitablement pour achever les ouvrages.

Messieurs ont arrêté que, pour ne rien tarder de ce qui reste à faire de la part du Roi, ils feront leurs offices dans la chapelle de Sainte-Colombe, à commencer demain à matines; que la coupe sera descendue; que le T. S. Sacrement qui y est y renfermé sera mis dans cette chapelle; que le pavillon sera descendu et mis avec la lampe dans le trésor.

Et comme il pourra arriver que par la fouille qui se fait, il s'y trouvera soit des caveaux, soit des tombeaux, corps ou ossements qu'il faudra ôter, Messieurs ont prié M. Garrement d'être attentif à ce que les cendres des défunts ne soient pas confondues avec la terre qui se tirera, de faire mettre séparément tout ce qui se trouvera, pour ensuite être transporté, avec les cérémonies ordinaires, dans le caveau où repose le corps de M. Languet, archevêque de Sens, et pour faire les cérémonies requises, Messieurs ont député M. le Houistel.

Le lendemain dimanche, le Chapitre arrête de nouvelles dispositions. Chaque jour, jusqu'aux obsèques, une messe sera célébrée à l'autel de la Sainte-Vierge par M. le chanoine le Pellerin, secrétaire de l'archevêché. Cette chapelle est tendue de draperies de deuil. Chaque jour aussi, le matin, à midi et le soir, le glas sera sonné par les cloches des deux tours.

On a souvent cherché à expliquer pourquoi la sépulture du fils de Louis XV est à Sens, alors qu'une tradition séculaire avait réuni jusqu'à ce jour dans

la nécropole royale de Saint-Denis les cendres de tous les Bourbons.

L'abbé Proyard, prête à Louis XV cette parole : « Si mon fils fût mort à Versailles, disait un jour le Roi à l'Archevêque de Paris, il se serait fait porter chez vous : je lui ai entendu dire qu'il désirait être enterré dans l'église-mère du diocèse (1). » Quelle que soit l'authenticité de ce propos, il semble que le motif indiqué par le doyen du Chapitre de Sens est bien plus vrai. C'est celui, du moins, qui fut alors généralement accrédité.

Honoré de la particulière estime de la reine Marie Leczinska et admis dans son intimité (2), Paul d'Albert de Luynes, alors évêque de Bayeux, avait été attaché à la maison de la Dauphine, comme Premier Aumônier, dès le mariage de la princesse, en 1747. Bientôt séduits par le noble caractère, l'esprit supérieur et la haute piété du prélat, la Dauphine et le Dauphin lui témoignaient une véritable amitié. Ces deux princes, dont les vertus chrétiennes et la délicatesse de conscience contrastaient si heureusement avec l'esprit et les mœurs de la cour, entretenaient une correspondance suivie avec leur Premier Aumônier, devenu, en 1753, archevêque de Sens par l'intervention de la Dauphine. Les mêmes bienveillantes sollicitations, trois ans après, obtinrent à l'Archevêque de Sens la pourpre cardinalice, comme en témoigne une lettre

(1) *Vie du Dauphin*, édition de 1819, p. 291.

(2) *Mémoires de Madame Campan*, p. 71, t. III.

de Benoît XIV annonçant à Marie-Josèphe de Saxe cette promotion.

Aussi n'est-il pas étonnant qu'à la nouvelle de la maladie du Dauphin, le Cardinal se soit fait un devoir d'accourir au chevet de l'auguste malade et d'apporter à la Princesse l'appui et le réconfort de son ministère et aussi de son affection.

Le Prince s'était vite rendu compte de la gravité de son état. Eminemment chrétien, il ne craignait pas d'envisager la mort et il s'y préparait. Rien n'est touchant et édifiant comme le journal où la Dauphine, malgré son extrême douleur, a noté avec un soin pieux, jour par jour, heure par heure, toutes les phases et les moindres détails de la longue agonie de son époux. Très souvent le Dauphin s'entretenait avec le cardinal de Luynes, l'un de ses plus intimes confidents. Le Cardinal aurait-il, au cours d'une de ces graves conversations, suggéré au mourant la pensée de désigner la Métropole de Sens pour sa sépulture? Le trait suivant, raconté par Marie-Josèphe, indique plutôt que ce projet n'avait été nullement concerté.

C'était dans la nuit qui devait être la dernière. Le Dauphin avait pressé le cardinal de Luynes de lui donner la dernière bénédiction et l'indulgence plénière *in articulo mortis*. « En certains moments la fièvre lui causait des absences, mais comme la peine qu'il avait alors à parler l'obligeait de le faire en peu de mots et à voix basse, il est probable que ce qu'on croyait dénué de raison ne l'était pas toujours. C'est ainsi que le cardinal de Luynes attri-

buait au délire ce qu'il lui dit pendant la nuit :
« Y a-t-il des caves de sépulture dans le chœur de
« l'Eglise de Sens ? — Monseigneur, répondit le pré-
« lat, il n'y en a qu'une sous l'autel pour les arche-
« vêques. — Il faudrait donc en faire une, dit le
Dauphin, car je dois faire un voyage à Sens (1). »
Ces paroles ne furent comprises qu'à l'ouverture du
testament.

Les dernières dispositions du Prince avaient été
écrites par lui-même, à Fontainebleau, le 14 no-
vembre précédent, sous forme d'une lettre au Roi :

« Voici, mon cher père, mes derniers désirs et
volontés que, si Dieu me retire de ce monde, je vous
prie d'ordonner qu'ils soient fidèlement exécutés.

« Premièrement, je désire et demande expres-
sément que mon corps et mes entrailles soient in-
humés dans l'Eglise Métropolitaine de Saint-
Etienne de Sens, au milieu du chœur, à quelques
pas de l'aigle, l'usage contraire n'étant pas une règle
invariable, et que mon cœur soit porté en l'église
de l'abbaye de Saint-Denis pour reposer parmi tout
ce que j'y ai de cher (2). »

Les sept autres articles sont relatifs à des pensions
et faveurs demandées pour la Dauphine, pour sa

(1) Henri DE LÉPINOIS, *Vie du Dauphin*, Paris, in-12, p. 355.

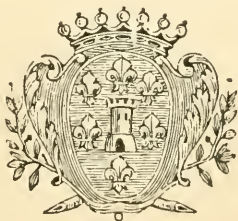
(2) D'après plusieurs historiens, le Dauphin aurait exprimé le désir que
son inhumation se fit *sans frais et sans cérémonie*. (Voir de l'Épinois,
p. 357 ; C. Stryienski, *la Mère des trois derniers Bourbons*, p. 354.) Le texte du
testament, on le voit, n'indique nullement cette intention, et les détails des
cérémonies que nous décrivons plus loin prouvent que, si elle a été formulée,
il n'y a pas été donné suite.

belle-sœur Christine de Saxe et les personnes attachées à sa maison.

Le Dauphin termine ainsi : « Daignez donc, mon cher père, je vous en supplie vivement, faire exécuter tout ce qui est cy-dessus et croyez que vous n'avez jamais eu de sujet plus attaché que votre fils (1). »

C'est donc tout spontanément que le Dauphin avait choisi Sens pour sa dernière demeure. Il avait sans doute voulu, par cette délicate attention, donner au prélat qu'il aimait ce gage suprême de son affection, désireux de confier à une amitié dont il appréciait la fidélité le soin de garder sa dépouille mortelle et de prier pour le repos de son âme.

(1) Archives nation., O 1, 1044, liasse 7. Dans une lettre à l'abbé Soldini (Archives de l'évêché de Versailles), la Dauphine écrit, au sujet de ce testament : « ...Il l'écrivit en trois quarts d'heure et non en trois heures. »





CHAPITRE II

LA MORT DU DAUPHIN ET LES OBSÈQUES

A FONTAINEBLEAU

Le vendredi 20 décembre, à 6 heures du matin, le Prince avait perdu complètement l'usage de la parole. Le cardinal de Luynes récita les prières des agonisants. Il eut beaucoup de peine à les achever : les assistants ne lui répondaient que par des sanglots.

Le Dauphin mourut, après vingt-deux heures d'agonie, à 8 heures et quart du matin. La Dauphine avait été tenue éloignée du chevet du mourant. L'Archevêque de Sens, en sa qualité de premier Aumônier de la Princesse, fut chargé de lui annoncer l'affreuse nouvelle. Elle était alors chez Madame Adélaïde, avec ses enfants. « Madame, lui dit le Cardinal, bénissons le Seigneur, nous avons un saint de plus à honorer dans le ciel ! Non, il n'y a pas de religieux de la Trappe qui n'aimât la mort que vient

de faire M. le Dauphin. La foi peut bien nous consoler et sa résignation héroïque doit être le modèle de la nôtre (1). »

Le *Mémoire des Deuils portés par la Cour* décrit ainsi le cérémonial observé à Fontainebleau (2) :

Le vendredi vingt décembre 1765, à huit heures et un quart du matin, mourut à Fontainebleau M^{gr} Louis, dauphin de France, âgé de 36 ans 3 mois et 16 jours (3).

Ce prince fut déshabillé, mis dans son lit, rechangé de chemise et bonnet, par les officiers de sa Chambre et Garderobe, à visage découvert, fut vu par le public pendant le reste de la journée.

Les Mathurins, desservants de la chapelle du Roy, vinrent en clergé y dire les vigilles et offices des morts. Le soir, l'ordre fut donné par M. le duc de Fronsac, premier gentilhomme de la Chambre pour le lendemain à huit heures du matin.

Le samedi 21, M^{gr} le Dauphin fut enlevé de dessus son lit dans l'ordre qui suit :

M. le premier Gentilhomme de la Chambre soutenoit la tête, les officiers de la Chambre le portèrent *dans la pièce des nobles*, dans l'ordre dû à sa naissance. Déposé dans cette pièce, M. Andouillé, premier chirurgien du Roy, en fit l'ouverture conjointement avec les chirurgiens ordinaires (1) et

(1) DE L'ÉPINOIS, *op. cit.*, p. 357.

(2) Archives nat., KK 1453.

(3) Voir aux ANNEXES, n° 1, la note sur l'appartement du Dauphin au château de Fontainebleau.

(1) PROCEZ VERBAL de l'ouverture du Corps de Monseigneur le Dauphin (Archives nat., O1, 1614, liasse 7).

Aujourd'hui vingt et un décembre 1765, Nous soussignés avons, par ordre du Roi, procédé à l'ouverture du corps de M^{gr} le Dauphin et avons trouvé ce qui suit :

1° A l'ouverture du bas ventre, nous avons remarqué un peu de sérosité sanguinolente. L'épiploon dans l'état d'amaigrissement ordinaire dans les longues maladies. L'estomac, les intestins grêles et les gros intestins dans l'état naturel : le mésentère sain.

toute la faculté, qui ensuite en firent le procès-verbal, le mirent dans un linceul de taffetas ciré et parfumé, la tête enveloppée d'une coiffe de nuit. Le Prince fut mis ensuite dans un cercueil de plomb et fut rapporté dans le même cérémonial sous le dais de son lit avec le poêle et la couronne ; le clergé continua ses prières.

2° A l'examen du foie, la couleur et le volume nous ont paru dans l'état naturel. Les différentes sections profondes et en tous sens qu'on a fait dans ce viscère ne nous ont fait appercevoir aucune trace de maladie. La vésicule du fiel était dans l'état naturel. Le pancréas, la ratte, les reins et la vessie, dans l'état naturel.

3° A l'ouverture de la poitrine, il y avait primitivement, du côté droit, environ un demi-setier de sérosité sanguinolente épanchée. La partie supérieure du lobe droit du poulmon étoit adhérente au médiastin dans un point. Le tiers de l'épaisseur de ce lobe étoit skirreux, et on a trouvé dans l'intérieur plusieurs points de suppuration ; le reste du même poulmon droit étoit, à l'extérieur, dans l'état naturel ; il avoit cependant, dans l'intérieur, plusieurs points skirreux épars ça et là et en suppuration.

Secondement, dans le côté gauche de la poitrine, nous avons trouvé une chopine de sérosité purulente mêlée de quelques flocons ; cette liqueur épanchée enfonçoit le diaphragme du côté du bas ventre, ce que nous avons déjà remarqué en ouvrant cette capacité. Tout le poulmon de ce côté étoit adhérent tant à la plèvre qu'au médiastin et n'ayant de libre que ses bords tranchants. La couleur blanche et senée de taches purulentes, le volume ordinaire, la consistance skirreuse dans toute son épaisseur. En ouvrant le corps du poulmon, nous avons trouvé un creux considérable rempli d'environ *un poisson* (mesure équivalant à peu près au huitième d'un litre) de matières sanieuses. Cette poche avoit différentes issues qui pénétroient dans la substance du poulmon ; la plus considérable s'étendoit jusqu'aux premières ramifications de la trachée artère. Le reste de ce poulmon étoit totalement en suppuration.

Le cœur étoit dans l'état naturel, mais vuide de sang.

A l'ouverture de la tête, on a trouvé tout dans l'état naturel.

En foi de quoi nous avons signés ce présent procez-verbal, à Fontainebleau, ce même jour et an que dessus.

Signé :

SÉNAC

LASSONE

LABREUILLE

ANDOUILLÉ

BOISCOILLAUD

HÉVIN

DUVAL

LOUSTAUX

Le duc DE FRONSAC.

Le dimanche 22, les chapelles ardentes furent établies *dans la chambre du prince* pour y dire les messes. Les entrailles et le cœur du prince furent déposés pour être portés où il sera dit cy-après.

Sur le cercueil ainsi que sur les boîtes des entrailles et cœur, fut mis à chacune une inscription du lieu, de l'âge et du quantième.

La chambre du Prince disposée en chambre ardente, le corps fut mis sous un dais et une estrade. Il est observé que, pendant qu'on disposoit la chambre du Prince, il fut déposé dans la Chambre des Nobles, jusqu'au lundi 23 que les ouvriers eurent fini.

Cedit jour, le premier Aumônier, accompagné du clergé, premier Gentilhomme de la Chambre, Maître de la Garde-Robe, firent le transport du corps; le cœur porté par le premier Aumônier, la couronne par le premier Gentilhomme de la Chambre, les Ordres par le Maître de la Garde-Robe.

Le Prince exposé et toute la cérémonie faite, on commença les messes et, le reste du jour, furent dites les prières et offices des Morts. L'ordre fut donné le soir pour le mardi 24. Les séances furent établies aussitôt que le Prince fut mis dans la Chapelle ardente par le Maître des Cérémonies.

Le premier Aumônier à droite sur un pliant; l'Aumônier de quartier à côté de lui; les chapelains et clercs des chapelles ensuite. La première banquette occupée par les Ecuyers, la seconde par les Officiers de la Chambre, Garde-Robe et autres officiers de la Chambre et de la Maison.

A gauche, le premier Gentilhomme de la Chambre, sur un pliant; le Maître de la Garde-Robe, Chefs des brigades et exempts, sur des tabourets, occupoient la place de la première forme. Sur la banquette derrière étoient le premier Valet de chambre et Valets de chambre; la seconde banquette [était occupée] par le premier valet de Garde-Robe et valets de Garde-Robe.

Le service a été fait jour et nuit par les dits officiers de la Chambre et Garde-Robe, également par le clergé.

Le jeudi 26, après la séance de l'office du matin, le premier Aumônier et le clergé, chacun un cierge à la main, le premier Gentilhomme de la Chambre, Maître de la Garde-Robe, Maître des cérémonies et les autres officiers présents, le Cœur enlevé par le Grand Maître des Cérémonies de dessus la crédence, le remit ensuite entre les mains du premier Aumônier. Le clergé, les officiers de la Chambre et Garde-Robe, le Roy d'armes et héraults d'armes, le premier Gentilhomme de la Chambre, Maître de la Garde-Robe, Chef des brigades et Exempts, le 1^{er} Aumônier tenant le cœur, suivi des aumôniers et clergé, le cortège le conduisit jusqu'au Carrosse de M^{gr} le Dauphin, où M. l'évêque de Senlis, premier Aumônier du Roy, et M. le duc de Fleury, 1^{er} Gentilhomme de la Chambre, montèrent dans un des carosses cy-dessus dits, chargé du cœur du Prince, accompagné d'un détachement des gardes du Roy, officiers du Corps, écuyers, pages et plusieurs gens de livrée; se mirent en marche pour se rendre à Villejuif, où M. le Prince de Condé se trouva, chargé de l'ordre du Roy, pour rendre le cœur du Prince à S. Denis et en faire la cérémonie.

Le samedi 28, il y eut séance à 9 heures 1/2 du matin. M^{gr} le duc d'Orléans se rendit dans la chapelle ardente; tout le clergé pareillement. Après que le Grand Aumônier (1) eut dit quelques prières, le clergé, par ordre du Grand Maître des Cérémonies, marcha en avant; ensuite la Chambre et Garde-Robe; après, les héraults d'armes. Le corps, porté par les valets de Chambre, suivoit le Grand Aumônier, le premier Gentilhomme de la Chambre, le Maître de la Garde-Robe et M^{gr} le duc d'Orléans.

Le corps porté par les dits officiers de la Chambre jusqu'à la salle des Gardes et remis entre leurs mains, lesquels le portèrent dans le char.

L'on se mit en marche. Huit Carosses de denil précédoient

(1) M. de la Roche-Aymon, archevêque de Reims.



LE DAUPHIN ET SES CINQ FILS

Médaillon bronze doré

(Cabinet des Médailles.)

le char (1). Dans le 1^{er} étoit le Grand Aumônier, l'aumônier de quartier, le confesseur et le curé de Fontainebleau.

Dans le second, M^{gr} le duc d'Orléans, le duc de Trêmes,

(1) Voici l'ORDRE DE MARCHÉ POUR LE TRANSPORT A SENS, arrêté par le Grand Maître des cérémonies :

Deux gardes du corps portant des flambeaux pour ouvrir la marche.

— Soixante pauvres avec des flambeaux (entrent dans le cortège à la porte de Sens).

— Un carrosse de M. le duc de Trêmes.

— Un carrosse de M. le duc de Fronsac.

— Un carrosse du Grand Aumônier.

— Le carrosse des écuyers de M. le duc d'Orléans.

— Une brigade de la 2^e compagnie des Mousquetaires.

— Une brigade de la 1^{re} compagnie des Mousquetaires.

— Le guet des Chevaux-Légers.

— Deux carrosses du Roi à six places, dans lesquels les menins.

— Un troisième carrosse à six places, dans le fond duquel M. le duc d'Orléans à droite, M. le duc de Fronsac à côté, M. le duc de Trêmes vis-à-vis de M. le duc d'Orléans sur le devant, M. le comte de Chauvelin à côté de lui, M. le comte de Pons, premier gentilhomme de la Chambre de M. le duc d'Orléans, à la portière du côté de M. le duc d'Orléans, et M. le vicomte de Noé, son gentilhomme, à l'autre portière.

— Un quatrième carrosse du Roi à quatre places, dans lequel le Grand Aumônier, l'Aumônier de quartier chez M. le Dauphin, le Confesseur (abbé Collet) et le Curé de la paroisse de Fontainebleau.

— Huit pages de Madame la Dauphine.

— Huit pages de la Reine.

— Vingt-quatre pages du Roi. Ceux de la grande écurie à droite; ceux de la petite à gauche.

— Les trompettes des Ecuries.

— Les Héraults et Roi d'Armes.

— Les officiers des cérémonies.

— Quatre Chevaux-Légers.

— Le Chariot du Corps.

— L'écuyer de main du Roi servant auprès de M. le Dauphin, à côté du chariot.

— Les officiers des Compagnies d'ordonnance, près la petite roue du carrosse.

Sur les ailes :

— Vingt-quatre valets de la grande écurie à droite, et un d'eux à gauche.

— Des Cent-Suisses commandés par un exempt et un fourrier.

Derrière le chariot :

le premier Gentilhomme de la Chambre et le Maître de la Garde-Robe.

Dans les autres étoient MM^{rs} les Menins.

Le cortège étoit composé de 60 gardes du Roy, un détachement de 50 maîtres de chaque compagnie des Rouges, plusieurs écuyers, pages et gens de livrée.

— Le lieutenant et l'exempt des gardes du Corps et gardes, au nombre de douze et un brigadier.

— Le Guel des Gendarmes.

— Le carrosse de M. le duc d'Orléans.

— Deux carrosses du Roi attelés de chevaux sans caparaçons.

— Le carrosse du Grand Aumônier.

— Le carrosse de M. le duc de Fronsac.

— Le carrosse de M. le marquis de Chauvelin.

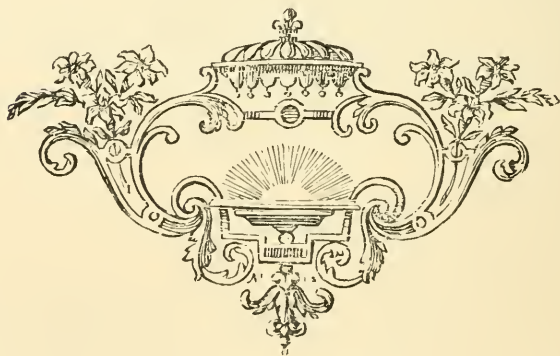
— Les carrosses ou autres voitures appartenant aux Menins.

Des flambeaux sont distribués à toutes les troupes, Cent-Suisses, Pages, valets de pied et palefreniers qui éclairent les carrosses du Roi.

Les autres carrosses sont éclairés par ceux à qui ils appartiennent, à qui on distribue aussi des flambeaux.

On n'arrête point sur la route en passant devant les églises.

(Archives nat., O1, 1041.)





CHAPITRE III

LA POMPE FUNÈBRE A SENS

Pendant que se déroulent, à Fontainebleau, ces tristes cérémonies, Sens, malgré les fêtes de Noël, est tout aux préparatifs.

Le cardinal a communiqué au Chapitre deux lettres. L'une est du comte de Saint-Florentin, et datée de Fontainebleau, le 21 décembre :

Monseigneur,

Le Roy m'ordonne d'informer V^e Eminence que feu Monseigneur le Dauphin, ayant désiré d'estre inhumé dans votre église métropolitaine, Sa Majesté a donné les ordres pour que le corps de ce Prince y soit transporté samedi 28 de ce mois. M. le marquis de Dreux, grand Maître des cérémonies, informera Votre Eminence de l'heure à laquelle le convoi pourra arriver et des préparatifs que Votre Eminence pourra avoir à ordonner dans son église. Sa Majesté est bien persuadée que Votre Eminence ne négligera rien de tout ce qui est convenable pour que le corps de ce Prince soit reçu avec tout l'honneur qui luy est dû.

J'ay l'honneur d'estre... (1).

(1) Arch. nat., O1, 1044, et archives de l'Yonne, reg. capitulaire, G 681, séance du 21 décembre 1765.

La seconde est du Roi, demandant des prières pour l'âme de son fils :

A mon cousin le cardinal de Luynes, archevêque de Sens, premier aumônier de ma fille la Dauphine, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit :

Mon cousin,

La mort de mon fils le Dauphin me cause une douleur d'autant plus juste qu'il joignait à une solide piété toutes les qualités, toutes les vertus dignes de sa naissance ; elles avaient paru en lui pendant tout le cours de sa vie, et elles lui avaient acquis toute ma tendresse et toute mon estime. Elles ont encore été plus particulièrement reconnues dans la longue maladie à laquelle il a succombé ; ce prince a montré, jusqu'à ses derniers moments, sa soumission aux décrets de la Providence et sa confiance en sa bonté. Cette perte, qui pénètre mon cœur de la plus vive affliction et que tout mon peuple partage, ne me permet pas de différer d'unir mes prières aux siennes pour demander à Dieu le repos de l'âme de ce cher fils, et la consolation dont j'ai besoin dans une circonstance aussi douloureuse. Aussi je vous écris cette lettre pour vous dire qu'aussitôt que vous l'aurez reçue, vous fassiez faire des prières publiques dans l'étendue de votre diocèse, et que vous ayez à inviter à celles qui seront faites dans votre église les Corps qui ont coutume d'assister à ces tristes cérémonies ; et m'assurant que vous me donnerez en cette occasion des marques de votre piété ordinaire, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte garde.

Ecrit à Versailles, le 21 décembre 1765,

(Signé : LOUIS.

Et plus bas : PHELIPPEAUX (1).

Sous la surveillance des délégués du Chapitre, les ouvriers, dirigés par M. de Moranzel, inspecteur

(1) Arch. de l'Yonne, G 681.

des bâtiments du Roi, travaillent à la construction, au milieu même du chœur, d'un caveau voûté en pierres de taille (1). En enlevant les terres qui se trouvent à l'endroit désigné, on a rencontré les sépultures de deux archevêques, Gauthier Cornut, mort en 1241, qui avait béni, dans la cathédrale, le mariage de saint Louis, et Gilles II Cornut, son neveu, mort en 1292. Les restes des deux prélats sont exhumés et transportés dans la crypte creusée en avant du maître-autel pour la sépulture des archevêques (2).

D'autres ouvriers décorent la cathédrale. Des tentures noires la revêtent jusqu'à la hauteur des voûtes. Une litre de velours, semée d'écussons, entoure le chœur, fermé par une immense draperie. Sur la corniche des stalles règne un cordon de fleurs de lis alternant avec des cierges (3).

(1) Les pierres employées à la construction du caveau avaient été fournies par les religieux de Saint-Pierre-le-Vif.

Le contrôleur de Fontainebleau ayant refusé le mémoire présenté par les religieux pour cet objet, et s'élevant à 260 livres, le cardinal de Luynes dut intervenir. Un avis daté de Versailles, le 23 juin 1766, informe le prieur que le trésorier des Bâtiments a reçu des ordres pour le paiement. (Arch. nat., OI, 1905.)

(2) Voir TARBÉ, *Antiquités de la ville de Sens*, p. 162.

(3) ÉTAT DES CHOSÉS ORDONNÉES PAR M. LE PREMIER GENTILHOMME DE LA CHAMBRE POUR LE TRANSPORT DU CORPS A SENS :

- Tendre la grande porte de l'église de trois lés de drap avec deux lés de satin chargés de petits écussons des armes de M. le Dauphin ;
- Mettre un grand écusson des mêmes armes au milieu ;
- Tendre la nef de trois lés de drap, sans satin ni armoiries ;
- Mettre deux tréteaux et une table à l'entrée de l'église ;
- Tendre du haut en bas la face de la grande porte du chœur du côté de la nef, avec deux lés de satin chargés d'armoiries de grands écussons des mêmes armes entre les deux lés ;

De leur côté, les fourriers de la cour désignent les logements retenus pour les personnes du deuil.

Sur l'ordre du marquis de Dreux, grand maître des cérémonies, les crieurs-jurés de la ville tendent une salle de l'Archevêché pour recevoir le duc

— Tendre le pourtour du chœur de deux lés de velours chargés d'armoiries ;

— Couvrir les stalles, les banes, etc. ;

— Couvrir le parterre depuis l'autel jusqu'à la porte d'entrée du chœur ;

— Parer le grand autel d'ornements aux armes de M. le Dauphin ;

— Trente-six cierges sur le grand autel. S'il y a dans le chœur d'autres autels, les garnir de cierges la quantité suffisante de cierges pour éclairer le chœur.

— Dresser au milieu du chœur une estrade de cinq degrés peu élevés sur les degrés de laquelle :

— Soixante chandeliers garnis de cierges avec des écussons aux armes de M. le Dauphin ;

— Couvrir l'estrade de drap ;

— Elever au-dessus de l'estrade un dais de velours noir croisé de moire d'argent avec les armes du Prince dans les coins de la croix ;

— Deux petits carreaux de velours noir à crépines d'argent pour poser les pièces d'honneur ;

— Mettre dans le chœur : un carreau de velours noir ;

— Quelques carreaux de drap noir ;

— Quelques plians et tabourets couverts de drap noir ;

— Un nombre suffisant de banes couverts de drap pour les officiers de la maison et autres.

— Douze pièces de tafetas pour les officiers de la chambre qui porteront le corps ;

— Douze pièces *idem*. pour les gardes qui porteront le corps ;

— Douze bretelles couvertes de velours noir garnies de crochets pour porter le corps ;

— Douze paires de gans pour les gardes ;

— Faire faire soixante robes de drap gris pour les pauvres du convoi ;

— Soixante paires de souliers pour les mêmes pauvres ;

— Le nombre de flambeaux nécessaire pour ce qui marchera au convoi. Savoir, pour les pauvres, les gardes, les suisses, le guet des gendarmes, le guet des chevaux-légers, une brigade de la 1^{re} compagnie des mousquetaires, une brigade de la 2^e compagnie, les pages du Roi, de la Reine, de Madame la Dauphine ; les valets de pied du Roi, de la Reine, de Madame la Dauphine ; les palefreniers éclairant les carrosses, les garçons

d'Orléans et déroulent un tapis, du palais jusqu'à l'église (1).

Les pourvoyeurs et les officiers des menus font disposer des logements et préparer des cuisines pour les tables des différents détachements de la maison du Roi, dressées dans le vaste réfectoire du couvent des Cordeliers (2).

Le convoi, parti de Fontainebleau à 11 heures du matin, a traversé Moret, Montereau, Villeneuve-la-Guyard et Pont-sur-Yonne. Il fait halte sur la route, à 6 heures du soir, après le village de Saint-Denis, vis-à-vis l'abbaye de Sainte-Colombe. Il fait nuit sombre. MM. de Siongeat et de Gabriac, vicaires généraux, venus à la rencontre avec un gentilhomme du cardinal, se présentent à la portière du carrosse du duc d'Orléans et le saluent. Rangés sur les bords de la route, les religieux de l'abbaye, en habits de cérémonie, rendent les derniers de-

d'attelage; la livrée de M. le duc d'Orléans, du duc de Fronsac, premier gentilhomme de la chambre, du duc de Tresmes, du grand Aumônier, des menins de M. le Dauphin, du maître de la garde-robe.

Pour les officiers des cérémonies :

Un manteau à la royale borde de huit pouces d'hermine, avec des fleurs de lis brodées en or; la couronne; le poêle de la couronne. (Arch. nat., OI, 1044.)

Un autre ÉTAT DES FOURNITURES À FAIRE, donne les détails suivants :

Une couronne fermée de Dauphin, de vermeil doré, pour mettre sur le cercueil;

Demander le poêle de la couronne au garde-meuble;

Quatre grands écussons des armes de M. le Dauphin, en broderie d'or et d'argent, et les attacher sur les quatre coins du poêle de la couronne;

Un poêle velours noir croisé de moire d'argent. (Arch. nat., *ibid.*)

(1) Archives nat., OI, 1044.

(2) Relation imprimée à Sens, en 1766.

voirs au prince (1). Les soixante pauvres venus de la ville et revêtus de leurs robes de drap gris, prennent place dans le cortège. Toute l'escorte, pauvres, soldats, pages et valets de pied, portent des flambeaux. On se remet en marche, au pas, cette fois. Arrivé près de la porte Saint-Didier, le cortège contourne les murs de ville jusqu'à la porte d'Yonne.

La porte est drapée de tentures noires. Deux compagnies de grenadiers des gardes françaises et des gardes suisses forment la haie le long de la Grande-Rue, rendue plus étroite encore par la foule qui se presse derrière les soldats.

Le char parvient enfin sur le parvis de l'église métropolitaine.

Ce char, écrit le prieur de Saint-Maximin, est « d'une hauteur et d'une largeur immense, se terminant par le haut en forme de représentation et couvert d'un drap de velours noir, les armoiries du Prince relevées en bosse d'or et d'argent aux quatre coins, et d'une croix d'étoffe d'argent au milieu. »

Les troupes se rangent en ordre de bataille sur la place Saint-Etienne. Devant les grandes portes se présente le cardinal de Luynes, accompagné de Nicolas de Livry, évêque de Callinique et abbé de Sainte-Colombe-lez-Sens, de l'évêque d'Auxerre

(1) Détails empruntés à la *Lettre d'un curé de la ville de Sens* (Mr Fournieux, prieur de Saint-Maximin) à un de ses amis au sujet du convoi et inhumation de M^{re} le Dauphin, document imprimé faisant partie de la *Bibliothèque d'un Sénonais*, tome I. (Bibliothèque d'Auxerre.)



MORT DU DAUPHIN

Gravure de LITTRET d'après le dessin de SCHENAU

Jean-Baptiste Champion de Cicé et du nouvel évêque de Coutances, Ange-François de Talaru de Chalmazel (1). Autour des prélats, le Chapitre et le clergé en chapes, portant des cierges.

Rien ne saurait donner une idée plus exacte de la pompe funèbre qui se déroule alors dans la Métropole que le procès-verbal officiel inscrit au registre des sépultures du Chapitre de Sens (2).

Le 28 décembre 1765, six heures du soir, Nous Paul d'Albert de Luynes, par la miséricorde divine Cardinal prestre de la Sainte Eglise Romaine, du titre de S. Thomas *in Parione*, archevesque vicomte de Sens, Primat des Gaules et de Germanie, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, premier aumônier de Madame la Dauphine, ayant été informé par la lettre de M. le Comte de Saint-Florentin, ministre et secrétaire d'Etat, écrite de Fontainebleau, en datte du 21 de ce mois, que feu Monseigneur le Dauphin ayant désiré d'être inhumé dans notre Eglise Métropolitaine, Sa Majesté avoit donné ses ordres pour que le corps de ce prince y fût transporté cejourd'hui et ayant été averty par M. le Marquis de Dreux, grand maître des cérémonies, que le Convoi étoit prest d'arriver à la porte de notre Eglise, Nous nous sommes transporté, revêtu de nos habits Pontificaux, ayant pour assistants les archidiacres de Provins et d'Etampes, le Préchantre portant le bâton, accompagné de deux choristes, et étant précédé de notre Chapitre Métropolitain et de tout le clergé de notre Eglise, tous revêtus de chappes noires.

Peu de temps après le convoi étant arrivé, le collre où étoit renfermé le corps de Très Haut, Très Puissant et Excel-

(1) Ancien vicaire général du cardinal de Luynes, chanoine de Sens en 1754 et archidiacre de Provins en 1757, il avait été sacré évêque de Coutances, le 10 mars 1765,

(2) Archives du greffe du tribunal civil de Sens.

lent prince Louis, Dauphin de France, décédé au château de Fontainebleau le vingt de ce mois, à huit heures du matin, âgé de trente six ans, trois mois, vingt six jours, ayant été tiré, avec la boîte de plomb dans laquelle étoit renfermées ses entrailles, du char funèbre qui l'avoit apporté, le tout a été mis sur une table couverte d'un drapt noir, sur laquelle étoit une nappe blanche, ensuite le poêle a été tendu dessus, le tout en présence de Son Altesse Sérénissime M^{gr} le Duc d'Orléans, premier prince du sang, de M. le Duc de Tresme, pair de France, nommé par le Roy pour accompagner, de M. le Duc de Fronsac, pair de France, premier gentilhomme de la chambre du Roy en survivance, portant la Couronne, de M. le marquis de Chauvelin, maître de la garde robe du Roy, portant le manteau à la Royale, de Messieurs les menins, de M. le marquis de Dreux et autres officiers. Alors, M. l'archevêque de Reims, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, grand aumônier de France, étant en chappe et mittre, en avant de la table sur laquelle le corps du feu Prince étoit posé, assisté de M. de Talaran, aumônier de quartier du Roy, a fait une harangue à laquelle nous avons répondu ; ensuite il nous a fait la remise du corps de feu M^{gr} le Dauphin et s'est retiré. A l'instant, on a commencé les prières en tel cas accoutumées, pendant lesquelles nous avons jetté de l'eau bénitte sur le corps que nous avons encensé et, pendant que le chœur chantait les psaumes et répons marqués dans le rituel, le corps du feu Prince a été porté dans le chœur de notre Eglise par les gardes du corps de Sa Majesté, les quatre coins du poêle étant tenus par quatre des principaux dignitaires députés pour ce par notre Chapitre (1), et il a été placé sur une estrade dessous un daix (2). Alors on a mis sur le poêle dont le coffre étoit

(1) MM. de Marsangy, trésorier; d'Hesselin, doyen; Huerne, cellerier, et de Gabriac, archidiaque de Gâtinais.

(2) A l'arrivée, M. le duc d'Orléans se plaça dans la première stalle à droite : ensuite le duc de Tresmes et les Menins. Les gentilshommes du duc d'Orléans dans les stalles au dessous de la sienne ; le duc de Fronsac, derrière l'estrade à droite : et M. de Saint-Sauveur, chef de brigade, à

couvert, le manteau à la Royale, la Couronne et le Cordon et Collier des ordres du Roy et de la Toison d'Or et, après avoir fini les prières accoutumées, on a récité des psaumes et nous nous sommes retiré, et nous avons laissé deux chanoines, deux semiprébendés et deux clercs pour psalmodier continuellement auprès du corps qui, pendant ce temps, a toujours été gardé par les gardes du corps de Sa Majesté. Peu de temps après, on a chanté les Vigilles (1).

Et le vingt neuf du même mois de décembre 1765, à neuf heures du matin (2), Nous Paul d'Albert de Luynes, par la miséricorde de Dieu Cardinal prestre de la Sainte Eglise Romaine, du titre de Saint-Thomas *in Parione*, Archevêque vi-

gauche. M. de Dreux. Grand Maître des cérémonies, le Maître des cérémonies et l'Exempt des Cérémonies à la tête de l'estrade; les hérauts d'armes dans les angles; les officiers de la Chambre et de la Garde Robe de feu M. le Dauphin sur des banquettes, à droite et à gauche de l'estrade. Après les prières, M. le duc d'Orléans et tout le monde se retira. Il a été fourni soixante-dix-huit manteaux à Sens, tant aux officiers pour le service de M. le Dauphin, qu'à la maison de M. le duc d'Orléans, aux gens de M. le duc de Fronsac, à ceux de M. le Grand Aumônier, à ceux de M. le Cardinal de Luynes et à ceux de M. le duc de Tresmes. (Archives nat., OI, 1014.)

(1) « Les personnes qui avaient accompagné le convoi, après cette cérémonie, passèrent à l'Archevêché où M. le Cardinal avait fait préparer des appartemens pour recevoir M. le duc d'Orléans, devant lequel il fit servir une table de soixante couverts, à laquelle étaient le Grand Aumônier de France, le duc de Tresme, le duc de Fronsac, le marquis de Chauvelin, les Menins de M^{te} le Dauphin, les commandans de différens détachemens de la Maison du Roi et autres personnes distinguées. » (*Relation*, imprimée à Sens.)

(2) « Le lendemain 29, M. le duc d'Orléans ayant donné l'ordre de l'office pour 8 heures du matin, tout étant disposé, M. le marquis de Dreux alla l'avertir à l'Archevêché. Il vint se placer comme la veille. M. le Cardinal de Luynes officia. » (*Relation*, Archives nat., OI, 1014.)

« Les quatre hérauts d'armes étaient assis aux quatre coins du catafalque; le roi d'armes aux pieds. Ces hérauts portaient, sur une robe de crêpe, une cotte d'armes de velours violet, en forme de dalmatique, semée de fleurs de lis d'or. Sur la poitrine se lisait, brodé en lettres d'or, le nom de la province qu'ils représentaient. La cotte du roi d'armes était à la devise : *Montjoie Saint-Denis*. Tous tenaient en main un bâton revêtu de velours violet avec fleurs de lis d'or.

comte de Sens, primat des Gaules et de Germanie, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, premier aumônier de Madame la Dauphine, ayant pour assistants les trésorier et doyen de notre Métropole, pour diacres l'archidiaque du Gâtinais et deux autres prêtres de notre Eglise, pour sous-diacres un des plus anciens chanoines et deux autres prêtres de notre Eglise, le préchantre portant le bâton, accompagné de deux choristes chanoines, avons dit et célébré pontificalement la messe, dans le chœur de notre Eglise, en présence, comme dans l'acte du jour d'hier, de Son Altesse Sérénissime M^{gr} le duc d'Orléans, de M. le duc de Tresmes, pair de France, nommé par le Roy pour accompagner, de M. le Duc de Fronsac, pair de France, premier gentilhomme de la Chambre du Roy en survivance, portant la couronne, de M. le marquis de Chauvelin, maître de la garde-robe du Roy, portant le manteau à la royale, de messieurs les Menins, de M. le marquis de Dreux, grand maître des cérémonies, et d'autres officiers; les chanoines de notre Chapitre étant dans leurs stalles et ceux qui du clergé de notre Eglise y ont droit. Ensuite nous nous sommes avancé vers l'estrade sur laquelle étoit posé le corps de feu M^{gr} le Dauphin, et après que nous avons eu finy toutes les prières et les cérémonies solennelles accoutumées en pareil cas, le corps de feu Très Haut, Très Puissant et Excellent Prince, Louis, Dauphin de France, a été levé de dessus l'estrade par les gardes du corps de Sa Majesté qui, après d'autres cérémonies solennelles (1) aussy accoutu-

(1) Après que le cercueil eut été déposé dans le caveau, « le roi d'armes dit aux hérauts de s'apprêter à remplir les fonctions de leurs charges. L'un d'eux descendit dans le caveau; un autre resta sur le degré; le roi d'armes, pendant ce temps, dit : « M. le marquis de Chauvelin, maître de la Garde-Robe du Roi, de la part du Roi, apportez le manteau à la Royale à Monseigneur le Dauphin. » Ce manteau lui fut remis sur une écharpe de taffetas noir, et il le fit poser par les hérauts sur le cercueil. Il dit ensuite : « M. le duc de Fronsac, premier Gentilhomme de la Chambre, de la part du Roi, apportez à Monseigneur le Dauphin la Couronne Royale, » qui lui fut pareillement remise et descendue dans le caveau, dont l'entrée fut à l'in-

mées en pareil cas, l'ont descendu, avec la boîte de plomb dans laquelle étoient les entrailles, dans un caveau préparé à cet effet au milieu du chœur de notre Eglise près de l'aigle, et ledit caveau a été ensuite fermé et scellé.

En foi de quoy nous avons fait rédiger le présent acte et l'avons signé avec les dignités et chanoines de Notre Eglise Métropolitaine.

PAUL, <i>Cardinal-Archevêque</i>	THIÉVARD.
<i>de Sens.</i>	MAHET.
DE MARSANGY, <i>trésorier.</i>	LE HOUISTEL.
D'HESSSELIN, <i>doyen.</i>	MALLET.
HUERNE, <i>célerier.</i>	MAUCLERC.
CAQUIA DE MONBOURG, <i>arch.</i>	D. DE LA HAIZE.
<i>de Provins.</i>	DAUVERGNE.
DE BULLIoud, <i>archid. d'Etampes.</i>	LESTORÉ.
	LE BEAU.
MONTALET DE VILLEBREUIL.	GIGOT DE BOISBERNIER.
MORICE, <i>préchantre.</i>	LE PELLERIN.
MAILLET DE LA FRÉMOYE.	HÉDIARD.
GRATIEN DUGAUDIN.	ROY.
BERTHELIN.	L. LE BLANC.
GARSEMENT DE FONTAINE.	ROUSSET.
LHERMITTE de CHAMPBERTRAND	LE GRIS, <i>secrétaire du Chapitre.</i>
TISSOT.	

Dès le lendemain de cette grandiose cérémonie, le Chapitre prenait des mesures pour organiser la

stant fermée d'une tombe. Et le roi d'armes cria à deux différentes fois : « Très Haut, très Puissant et Excellent Prince, Monseigneur Louis de Bourbon, Dauphin de France, est mort ! » A la dernière fois, il ajouta : « Priez Dieu pour le repos de son âme. »

Cette funèbre cérémonie achevée, M. le duc s'approcha et rendit à ces précieux restes les derniers devoirs en saluant profondément le tombeau qui les renferme. Ce prince fut ensuite conduit par les Seigneurs et les Menins dans son appartement, où il reçut les compliments de tous les corps ecclésiastiques et laïcs de la ville de Sens. » (*Relation*, imprimée à Sens en 1706.)

continuation des prières. Les registres des délibérations (1) fournissent à ce sujet d'intéressants détails.

Lundi 30 décembre 1765. — M. l'archidiacre de Provins a dit que M. Sirouette, inspecteur des Menus-Plaisirs du Roy, lui avait remis hier la couronne et le manteau à la Royale de M^{gr} le Dauphin, qu'il a sur le champ déposés au trésor (2). »

Messieurs ont arrêté qu'il sera dressé dans le chœur, sur sur le tombeau de M^{gr} le Dauphin, un dais tendu de noir, sous lequel il y aura une représentation (3); que pendant six semaines il se dira à la chapelle de Saint-Louis une messe de *Requiem* pour le repos de l'âme de ce prince, et un *De profundis* ensuite; que cette chapelle sera tendue de noir; que l'encens se donnera à cette représentation ainsi que l'eau bénite avant la messe des dimanches; que la rétribution de cette messe sera de quinze sols, payables par la petite Trésorerie; et que, pour que le peuple puisse être averti, la cloche destinée pour annoncer les sermons sera sonnée à 10 heures et demie.

Mardi 31 décembre. — Messieurs ont arrêté que le drap de velours noir qui se met sur l'aigle lors des obits solennels servira, autant qu'il sera possible, à former le daix qu'ils ont arrêté être fait, par délibération du 30, pour être mis au-dessus de la représentation qui se fera sur le tombeau de

(1) Archives de l'Yonne, G 681.

(2) Se souvenant que les insignes royaux déposés sur les cercueils des princes étaient, après les obsèques à Saint-Denis, recueillis par le trésor de l'abbaye, le Chapitre avait chargé l'archidiacre de Provins de réclamer pour le trésor le manteau et la couronne. Il devait également veiller à ce que les restes du luminaire ne fussent pas enlevés, et revendiquer pour le trésor la chape dont était revêtu le grand aumônier à la levée du corps. Les inventaires du trésor ne mentionnent pas cette chape. Ce prélat ne voulut pas sans doute se dessaisir d'un ornement qui vraisemblablement lui appartenait personnellement.

(3) Ainsi le voulait le cérémonial observé à l'abbaye de Saint-Denis.

M^{gr} le Dauphin, et ont prié M. le fabricier de faire faire tout ce qu'il croira convenable, tant pour le daiz que pour la ditte représentation, et d'une manière aussi décente qu'honorable, et le tout très promptement.

Le doyen du Chapitre, M. d'Hesselin, reçut de l'archevêque de Reims, grand aumônier de France, qu'il était allé complimenter au nom du Chapitre (1), la lettre suivante, datée de Versailles :

Mon premier soin en arrivant icy, Monsieur, est de remplir un devoir dont les tristes circonstances où nous nous sommes trouvés tous ne m'ont pas permis de m'acquitter à Sens. Je devais, et je voulais, aller chez vous vous prier de m'aider à remercier votre Chapitre de l'honneur qu'il a bien voulu me faire : je le sens comme je le dois, et je m'estimerais trop heureux de pouvoir lui marquer par des services tout le cas que je fais de ce qui me vient de la part d'un corps aussi illustre. C'est de quoy je vous prie de vouloir bien l'assurer. Soyés également persuadé, Monsieur, des sentiments pleins d'estime et de considération avec lesquels vous honore votre très humble et très obéissant serviteur.

L'Archevêque de Reims (2).

Le 11 janvier, le doyen fait part à ses collègues du désir exprimé par le cardinal, au nom du Roi, qu'un service solennel soit célébré prochainement.

Messieurs ont arrêté que ce service se fera solennellement mardi prochain, vers les 10 heures du matin, avec les Vigiles la veille ; que le bâton précentorial sera porté ; que les cloches des deux tours seront sonnées ; et on a député

(1) Les diverses harangues adressées par le doyen au cardinal de Luy-nes, au duc d'Orléans et à M. de la Roche d'Aymon, grand aumônier, à l'occasion des obsèques du Dauphin, sont transcrites au registre des délibérations capitulaires et dans le manuscrit 119 de la bibliothèque de Sens.

(2) Biblioth. de Sens, ms 119. f. 50.

M. le doyen pour officier, et MM. Gigot et le Pellerin pour convoquer les corps laïcs. Ont de plus arrêté qu'il y aura un diacre et soudiacre et quatre induts.

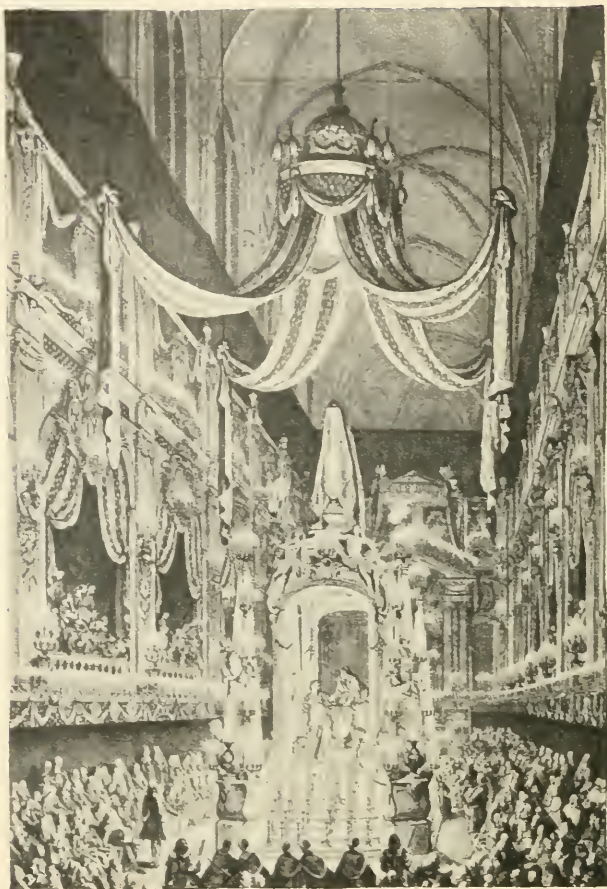
L'exemple du Chapitre est suivi, non seulement par les paroisses, mais par les corps constitués. La ville fait célébrer un service, le 28 janvier, dans l'église des Célestins. Invité par le maire, le Chapitre s'y fait représenter par quatre de ses membres. Nouvelle députation, le 30 janvier, dans l'église des Cordeliers, à la demande des juges-consuls.

Mardi 11 février. — M. le doyen a dit que S. E. M^{gr} l'Archevêque lui a écrit de faire part à Messieurs que le jour pour l'oraison funèbre de M^{gr} le Dauphin était fixé au samedi 22 de ce mois.

Mercredi 12 février. — Sur le rapport fait par M. l'archidiacre de Provins au sujet des tentures pour l'oraison funèbre de M^{gr} le Dauphin, Messieurs, en approuvant ce qui a été par lui fait, ont arrêté qu'il prendra chés les marchands tout ce qu'il conviendra en draps noirs pour tendre le sanctuaire et le chœur de l'église, s'en rapportant à lui pour le prix.

Le 17, le Chapitre approuve le marché conclu par son délégué avec les jurés-crieurs de la ville qui s'engagent, moyennant six cents livres, à décorer l'église pour le service. Cette ornementation doit rappeler celle des obsèques : tentures montant jusqu'au triforium du chœur ; tapis recouvrant le chœur entier ; voiles armoriés derrière l'autel et à l'entrée du chœur, de la naissance de la voûte jusqu'au jubé.

Le 18, le Chapitre décide d'inviter le cardinal à officier, chargeant le doyen de le suppléer pour ce



POMPE FUNÈBRE
DE LA PREMIÈRE DAUPHINE

en 1746, à N.-D. de Paris

Gravure de C. N. COCHIN fils.

qu'il ne pourra faire. On sonnera les cloches des deux tours. Les corps laïcs sont convoqués.

Une note en marge de la transcription des délibérations capitulaires (1) nous apprend que « M. Bourlet, chanoine, a fait cette oraison funèbre, que son peu de voix et le tumulte ont empêché d'entendre (2). »

Le 26 février, le Chapitre décida de continuer jusqu'au bout de l'an la messe de *Requiem* à la chapelle de Saint-Louis, et de laisser en permanence la représentation sur le tombeau. Le 25 mars, il était informé que le Roi lui avait alloué une somme de quatre mille livres pour l'indemniser des dépenses occasionnées par toutes ces cérémonies.

Comme à Sens, dans le royaume tout entier se multipliaient, avec une touchante unanimité, les démonstrations d'une admiration sincère et les témoignages d'universels regrets.

Sans doute, on peut suspecter la sincérité des éloges officiels prononcés dans les académies et dans toutes les grandes églises de France. Plus éloquentes que ces discours étudiés et ces louanges de commande, les larmes spontanées de tout un

(1) Biblioth. de Sens, ms. 119.

(2) Simon-Jérôme Bourlet de Vauxcelles était fils d'un officier de la maison du Roi, d'origine sénétoise. Né à Versailles, en 1733, docteur de Sorbonne, il devint chanoine de Sens le 23 octobre 1761 et vicaire général du cardinal de Luynes. Il résigna son canonieat en juin 1766. Il devint, en 1780, abbé de Saint-Ambroix, au diocèse de Bourges. En 1789, il était lecteur du comte d'Artois et vicaire général d'Autun. L'abbé de Vauxcelles mourut à Paris, le 18 mars 1802, après s'être occupé de journalisme pendant la Révolution.

peuple vengeaient une mémoire trop longtemps méconnue. Tous sans distinction, sans réserve, rendaient hommage au savoir, au caractère, à la vertu, à l'esprit chrétien du Dauphin. Les plus sceptiques ne pouvaient taire leur admiration devant la piété vive et éclairée du prince qui, à sa dernière heure, remerciait Dieu d'être encore, malgré ses souffrances, en pleine connaissance et de *pouvoir ainsi mettre à profit, pour son éternité, jusqu'au dernier instant de son agonie*. Les esprits les plus prévenus eux-mêmes ne pouvaient que s'incliner avec respect devant cette noble figure de prince chrétien. Citons seulement Diderot, annonçant la mort du Dauphin « après une longue et cruelle maladie dont il a supporté les douleurs avec une patience vraiment héroïque, » et écrivant : « C'est une chose bien certaine que M. le Dauphin avait beaucoup lu, beaucoup réfléchi, et qu'il y avait peu de matières importantes sur lesquelles il ne fût pas très instruit. »

Et Voltaire, lui décernant ce distique :

Connu par ses vertus plus que par ses travaux,
Il sut penser en sage, et mourut en héros.

Témoin, assurément désintéressé, des manifestations du deuil national, l'Anglais Walpole traduit ainsi l'impression générale : « C'est, je crois, la plus grande perte que la France ait faite depuis Henri IV. »



CHAPITRE IV

LE VEUVAGE DE MARIE-JOSÉPHE

PROJET DE MONUMENT FUNÈBRE

La Dauphine, qu'une étiquette impitoyable avait éloignée du chevet de son époux agonisant, avait dû quitter Fontainebleau, le jour même de la mort, pour regagner Versailles.

Malgré les délicates attentions du Roi, malgré les soins affectueux dont l'entouraient les sœurs du Dauphin et sa propre sœur, la princesse Christine,

elle demeurerait insensible à tout ce qui la détournait de son unique pensée.

Mon âme adore la main qui l'a frappée, écrit-elle à son frère, Xavier de Saxe (1), elle est plongée dans la plus amère douleur, tout la déchire; elle ne peut s'occuper que de ce qu'elle a aimé, qu'elle aime et qu'elle aimera, tant qu'elle animera mon corps, qu'elle espère aimer encore plus parfaitement après, dans le sein de Dieu; elle ne trouve d'adoucissement que de parler d'un objet si cher, de se rappeler ses vertus, sa tendresse, et le bonheur dont elle a joui tant qu'elle lui a été unie; elle se transporte sans cesse dans le lieu qui renferme la dépouille de l'objet de son amour. Tous ses désirs se portent à lui être réunie; ce caveau paraît plus beau que tous les palais de l'Univers; mais elle est soumise à la volonté de Dieu, elle ne demande que la mort (2).

Et dans une de ses lettres à son confesseur, l'abbé Soldini (3) :

Je vous remercie, écrit-elle, des cadres que vous m'avez envoyés..... Je sçais bien qu'on ne peut invoquer que les saints que l'Eglise a canonisés, mais je ne crois pas faire

(1) Xaxier de Saxe acheta, en 1772, le Château de Chaumot, près de Villeneuve-sur-Yonne. Il y faisait sa résidence ainsi qu'à Pont-sur-Seine.

(2) STRYIENSKI, *la Mère des trois derniers Bourbons*, p. 359.

(3) Jacques-Antoine Soldini, fils d'un secrétaire du cardinal prince de Rohan, originaire de Florence, naquit à Paris en 1718. Confesseur et prédicateur de la maison du Roi, à Versailles, c'est-à-dire aumônier du nombreux personnel (deux mille personnes environ) du palais, c'est lui qui fut appelé, lors de l'attentat de Damiens, en 1757, pour assister le Roi. Il devint plus tard confesseur de la Dauphine et de ses enfants, et continua ces fonctions auprès du fils de Marie-Josèphe, Louis XVI. Les archives de l'évêché de Versailles conservent un volumineux dossier des correspondances reçues par l'abbé Soldini. On y compte quatre-vingt-deux lettres de la Dauphine, et plusieurs du cardinal de Luynes. L'abbé Soldini mourut le 30 mars 1775. (Voir la *Notice*, de M. le chanoine Gallet, sur *l'abbé Soldini et sa correspondance. Mémoires de la Soc. des sciences de Seine-et-Oise*, t. XXI, pp. 100 à 133.)

un mal quand, passant devant son portrait, je le prie de se souvenir de moy devant Dieu ; je luy parle à ce portrait comme je luy parlois de son vivant.

Il faut lire les lettres nombreuses dans lesquelles Marie-Josèphe exprime si vivement les douloureuses impressions et la résignation chrétienne de son âme, pour juger quelle était cette femme admirable. On y trouve une élévation de sentiments, une force de caractère, une délicatesse de conscience, un esprit de foi qui ne se rencontrent que dans les saints et qui prouvent combien elle était digne du prince son époux (1).

Mais nous devons ici nous restreindre aux rapports de la Dauphine avec Sens.

A la nouvelle que le Dauphin, par son testament, avait choisi la métropole de Sens pour lieu de sa sépulture, le premier soin de Marie-Josèphe avait été de se rendre auprès du Roi et de solliciter par avance la faveur d'y reposer, elle aussi, un jour.

On avait trouvé cinquante louis d'or dans la cassette du Dauphin. La princesse les remet aussitôt au cardinal de Luynes pour être distribués aux pauvres de la ville de Sens.

Le souvenir de notre cité la hante désormais comme la pensée de celui qu'elle a perdu. Elle a fait dessiner un plan du chœur de la Métropole avec l'emplacement du tombeau. Elle garde dans son

(1) Voir surtout *la Dauphine*, par le P. Emile REGNAULT.

oratoire, sous ses yeux, cette image qui lui rappelle sans cesse ses douleurs (1).

Au cardinal de Luynes, qui désormais vit retiré de la cour, elle écrit, le 19 février 1766 :

Que je vous envie, mon Cardinal ! Vous êtes à présent dans le lieu qui possède tout ce que j'aime. Hélas ! que ne puis-je y aller aussi ! Mon unique consolation seroit de pleurer sur ce tombeau, jusqu'à ce que j'y sois renfermée. Mais ce n'est pas pourtant là le plus grand de mes désirs : c'est que mon âme soit avec la sienne. J'ai encore beaucoup à travailler pour cela ; j'espère que ses prières m'aideront : il étoit mon guide de son vivant, il sera mon protecteur dans le ciel. Mesdames m'ont menée promener ; j'ai demandé à aller sur le chemin de Choisi, et j'étois bien aise par là de m'approcher, au moins de quelques pas, du lieu de mon repos et de ces cendres chéries qui m'y attendent. N'oubliez pas, mon Cardinal, en priant pour le repos de cette belle

(1) Lettre de Fontenay, du 20 août 1766. Cfr SRYIENSKI, *la Mère des trois derniers Bourbons*, p. 377.

En 1897, le cabinet du bibliophile sénonais, M. Félix Chandenier, s'est enrichi d'un recueil de *Pièces diverses*, toutes consacrées au Dauphin, qui avait appartenu auparavant à la bibliothèque du baron Jérôme Pichon. En tête de ce recueil est un superbe plan mesurant 0^m71 de hauteur sur 0^m52 de largeur. On y lit cette légende : *Plan général de l'Eglise Métropolitaine de Sens, levé exactement par Gayet, architecte de Son Eminence M. le Cardinal de Luynes.*

Ce document est très précieux pour l'histoire de notre cathédrale dont il retrace la disposition intérieure en 1766. Car bien qu'il ne porte aucune date, un détail suffit à nous fixer sur les circonstances dans lesquelles ce plan fut dressé. Au milieu du chœur, des traits pointillés indiquent l'emplacement du caveau du Dauphin, et on y a même figuré la silhouette du cercueil unique qui reposait alors dans ce caveau.

Nous sommes donc en présence d'un exemplaire du plan que Marie-Josèphe avait fait placer dans son oratoire de Versailles. Il est même permis de penser que le plan du Recueil Chandenier peut être l'original ayant appartenu à la Dauphine, si ce Recueil est bien celui que forma l'abbé Soldini, ainsi que nous le dirons plus loin. (P. II note.)

âme, de prier aussi pour la sanctification de la mienne, afin que, n'ayant été qu'une sur la terre, elles soient à jamais réunies dans le sein de Dieu (1).

Quelques semaines après, le 29 mars, c'est encore la même pensée :

Je viens de recevoir votre lettre, mon Cardinal, et ne puis assez vous remercier de vous être si bien acquitté de mes commissions sur le tombeau qui renferme tout mon bonheur. Quand viendra donc l'heureux jour où je pourrois moi-même y exprimer mes douleurs et mes désirs ! Hélas, je n'ose l'espérer, je crains cette pitié cruelle qui, pour nous épargner, nous empêche de goûter la seule consolation qui nous reste : c'est qu'on ne comprend pas que la vue d'un tombeau qui renferme l'objet le plus cher, et qui doit vous renfermer vous-même, puisse consoler ; cependant je sens bien que je n'en trouverois que là (2).

Chacune des lettres au prélat exprime le même ardent désir de venir à Sens, pleurer et prier sur le tombeau du Dauphin :

9 juillet. — Je me porte fort bien, mais mon cœur est bien serré ; ces lieux-cy me rappellent bien des choses qui ne sont pas faites pour le dilater. Je trouverois plus de consolation à Sens. Il y est, et je penserois que j'y serois un jour auprès de luy ; cela me feroit plaisir... (3).

25 août. — Je viens de recevoir, mon Cardinal, votre lettre du 23 : je vous remercie d'avoir prié pour moi au lieu où je serois un jour. M. le Dauphin est venu me le dire, car la même nuit j'ai rêvée que je le voyois et qu'il m'assuroit qu'il prioit bien pour moy (4).

(1) *Autographe du château d'e Dampierre*, P. REGNAULT, p. 268.

(2) P. REGNAULT, p. 261.

(3) P. REGNAULT, p. 266.

(4) *Ibid.*, p. 267.

3 septembre. — ...J'ai été bien touchée de ce que vous me mandez que le saint évêque d'Amiens (1) a dit, après avoir fait sa prière sur le tombeau. Oui, je vois bien qu'il n'a pas besoin de nos prières... (2).

6 octobre. — Hélas, mon Cardinal! il y a un an, nous étions à Fontainebleau, dans l'espérance. La pauvre M^{me} la comtesse de Toulouze a passé par ici hier au soir (3); cela m'a fait penser au 28 décembre de l'année passée, et en regardant ce convoi, je me transportois toujours sur le chemin de Sens (4).

Un détail à noter aussi, parce qu'il intéresse la liturgie et la bibliographie sénonaises. L'abbé Proyard a écrit, dans sa *Vie du Dauphin* : « Peu satisfait de payer lui-même à Dieu le tribut de prières que lui offrent ses ministres, il (le Dauphin) employa les momens de son loisir à procurer aux personnes les plus occupées, le moyen de s'unir aux prières communes de l'Eglise. Il distribua lui-même en leur faveur, *un office* qui, sans être aussi long que celui de l'Eglise, en a cependant l'esprit et la forme. Cet ouvrage fut imprimé à Sens, en 1763, par les soins du Cardinal de Luynes (5). « Monsieur

(1) M^{sr} de la Motte, évêque d'Amiens. En se rendant à la Trappe de Sept-Fonds où il allait faire sa retraite, le prélat avait voulu s'arrêter à Sens et y offrir le S. Sacrifice sur le tombeau du Dauphin.

(2) P. REGNAULT, p. 278.

(3) Morte à Paris le 30 septembre, son corps avait été transporté et inhumé à Rambouillet.

(4) P. REGNAULT, p. 280.

(5) OFFICE DIVIN abrégé, pour tous les tems de l'année, à l'usage des personnes pieuses qui désirent s'unir aux prières générales qui se font dans l'Eglise aux différentes heures du jour. Imprimé par ordre de S. E. M^{sr} le Cardinal de Luynes, archevêque-évêque de Sens, etc..., à Sens, chez P. Hardouin Tarbé, imprimeur-libraire de Son Eminence. M DCC LXIII.



LA DAUPHINE

Pastel par LA TOUR

(Musée du Louvre.)

« le Dauphin, m'écrivit ce prélat, exigea de moi que
« je le fisse imprimer sous mes yeux, et paroître
« en mon nom. J'eus beaucoup de peine à m'y
« prêter; mais l'ordre fut absolu. Il n'y a de moi
« que le mandement qui se trouve à la tête de l'ou-
« vrage (1). »

Cette affirmation se trouve nettement confirmée dans la lettre suivante adressée, le 11 mai 1766, par la Dauphine à l'évêque d'Amiens, M^{gr} de la Motte : « ...J'ai remis à l'abbé Soldini un livre des *Offices que M. le Dauphin a faits*; je ne doute pas qu'il ne vous l'ait déjà envoyé... (2). »

En retournant à l'abbé Soldini (3) ses rectifications au projet de biographie du Dauphin qu'il lui avait soumis, la princesse lui déclare : « Le Roy n'a sçu que l'Office divin étoit de luy que depuis sa mort. La traduction des pseauxmes n'est pas de luy, elle est de M^{gr} Languet, archevêque de Sens (4). »

A peine la tombe du Dauphin s'était-elle refermée qu'on se préoccupa des mesures à prendre pour y rappeler la mémoire du défunt. Il convenait tout au moins d'y placer une inscription. En sa triple qualité d'ami, d'académicien (5) et de gardien du tombeau, l'archevêque de Sens avait le premier

(1) Edition de 1826, p. 177.

(2) P. REGNAULT, p. 266.

(3) Archives de l'évêché de Versailles. (Dossier Soldini.)

(4) Jean-Joseph Languet de Gergy, prédécesseur du cardinal de Luynes, mort en 1753.

(5) Reçu à l'Académie française en 1713, il entra à l'Académie des sciences en 1755.

exprimé le désir d'en rédiger le texte. De son côté, l'abbé Soldini, confesseur de la Dauphine, avait soumis à la princesse une épitaphe de sa composition. Elle lui répond :

Je trouve l'épitaphe à ⁷merveille et vous m'avez fait grand plaisir de me l'envoyer. Si le cardinal de Luynes n'avait pas demandé dès les premiers jours d'en être chargé, j'aurois prié qu'on mit la vôtre sur le tombeau (1).

La Dauphine, qui écrivait avec aisance en latin (2), donna pleine approbation à l'œuvre du bon

(1) Archives de l'évêché de Versailles. (Dossier Soldini, A LIX.) La mort du Dauphin, comme du reste tous les événements notables, fut pour tout ce qui se piquait de littérature, un sujet à amplifications oratoires ou poétiques. Le Recueil de M. F. Chandenier contient une cinquantaine de pièces, manuscrites ou imprimées, décrivant le deuil de la France. Recteurs de collèges, prédicateurs en renom et élèves de rhétorique s'y évertuent, dans des stances, des odes, des élégies, des épitaphes ou de simples discours en prose, à célébrer, en un style quelquefois heureux, les louanges du prince défunt.

A ces morceaux littéraires, où l'histoire ne trouve rien à glaner, sont joints heureusement plusieurs dessins. Outre le plan de la Métropole de Sens, déjà signalé, on y trouve un joli dessin à la mine, fait également par l'architecte Gayet, et représentant le maître-autel de Servandoni, encore surmonté du rétable qui avait encadré la fameuse table d'or disparue en 1760. D'autres dessins et gravures représentent la pompe funèbre des services célébrés pour le Dauphin à la cathédrale d'Avignon, à Notre-Dame de Paris, au collège de Cahors.

(2) On cite à ce propos une jolie anecdote. Lors de la promotion de M. de Luynes au cardinalat, en 1756, le Pape avait eu la délicate attention d'informer la Dauphine, par une lettre rédigée en latin, de la dignité conférée à son premier aumônier. « Le bon évêque se mit en peine un jour de lui en expliquer le sens avec un laborieux mot à mot, sans que rien trahît en elle la parfaite connaissance qu'elle avait de cette langue. Le Dauphin, témoin de la piquante aventure, eut le bon goût de respecter cette réserve de sa noble compagne et de laisser à l'obligeant prélat le mérite facile du service qu'il croyait rendre. » (P. REGNAULT, p. 100.) — M. C. Stryiński a publié dans : *La Mère des trois derniers Bourbons*, (p. 337), une lettre en latin, fort élégant, écrite à son frère Xavier par Marie-Josèphe, âgée de neuf ans,

Cardinal. En voici le texte avec la traduction publiée à Sens, en 1768 :

D. O. M.

IHC JACET Optimus Princeps LUDOVICUS DELPHINUS,
Ætate florente et Solio jam maturâ
Inter vota precesque populorum
Pro salute pretiosissimi capitis, heu! frustra supplicantium,
Morte invidâ raptus.

LUGEAT GALLIA Virum Principem
Omnibus naturæ donis ornatum,
In omni regiæ sortis scientiâ versatum
Patriæ amantissimum,
Filium Patris sui Augusti observantissimum,
Conjugem fidelem,
Patrem liberos suos præceptis & exemplis assidue
informantem.

LUGEAT RELIGIO Virum Principem
Nomine & operibus Christianum,
Illibato morum splendore a teneris conspicuum,
Summâ erga Deum pietate commendabilem,
Legis divinæ studiosissimum.
Fide securus, Spe firmus, Charitate ardens,
Magno spiritu vidit ultima,
Et terrena despiciens, ad æterna toto animo suspirans,
Cœlesti consolatione exuberans,
Incredibile suû desiderium relinquens,
Obiit Die XX^a Decembris, An^o Dⁿⁱ MDCCLXV.
Ætatis XXXVI.

Ci-git très excellent Prince Louis Dauphin
Ayant acquis, dans la fleur de son âge, toute la maturité nécessaire
pour régner,
Malgré les vœux ardents que toute la France faisoit à Dieu,
pendant sa maladie,
Pour la conservation d'une tête si chère,
La mort jalouse de notre bonheur nous l'a enlevé,
Que la France pleure un Prince,

Orné de tous les dons de la nature,
Versé dans toutes les sciences qui sont du ressort des Rois,
Aimant avec passion la Patrie et le peuple qu'il devoit un jour gouverner,
Le fils le plus respectueux envers son auguste père,
Un Epoux fidèle,
Un père qui se faisoit un devoir de former lui-même ses augustes enfants
à la vertu par ses préceptes et par ses exemples!
Que la Religion pleure un Prince,
Qui, non content de porter le nom de chrétien, le rendoit encore vénérable
par la sainteté de ses œuvres,
Qui depuis sa plus tendre jeunesse avoit toujours eu les mœurs
les plus pures,
Recommandable par sa profonde religion envers Dieu
Et par l'observation la plus exacte et la plus fidelle de sa sainte Loi!
Rempli de la foi la plus vive, de l'espérance la plus ferme, de la charité
la plus ardente,
Il a vu approcher sa fin avec un héroïsme vraiment chrétien,
Et méprisant souverainement toutes les choses de la terre, soupirant
de toute son âme après les biens éternels,
Rempli des consolations célestes,
Il est mort laissant des regrets inexprimables,
Le 20 Décembre, l'an de N. S. 1765, âgé de 36 ans 3 mois et demi.

Cette traduction est probablement l'œuvre du cardinal. L'abbé Soldini lui a demandé le texte de son épitaphe. Le cardinal lui répond, de Sens, le 30 août 1766 :

Je joins icy, mon cher abbé, la relation que vous me demandés ; pour l'Épitaphe je vous l'enverray par le premier ordinaire, il est bien juste de compléter votre recueil (1). Cette toux de Madame la Dauphine qui continue

(1) Nous avons parlé plus haut (pp. 38 et 42) du *Recueil* de M. F. Chandenier. L'épitaphe composée par le cardinal de Luynes y est reproduite au milieu de plusieurs autres. Celle de l'abbé Soldini est peut-être du nombre. Rien toutefois ne la désigne, pas plus que le propriétaire du *Recueil*. Il est cependant permis de penser que la personne qui l'a formé avoit un culte spécial pour le Prince, et que, de plus, elle étoit bien placée pour réunir tous ces documents et surtout se procurer les plans de Sens. L'abbé Soldini réunissant parfaitement ces conditions, nous pensons que le *Recueil* dont parle le cardinal pourrait bien être celui de M. Chandenier.

toujours me tourmente à un point que je ne puis exprimer. O mon cher abbé, que cette Princesse est précieuse à conserver ! Prions sans cesse Dieu de toute notre âme pour qu'il daigne nous accorder cette grâce ; que cette Princesse serait à plaindre sans les sentiments de Religion que Dieu a gravés profondément dans son âme. Dieu lui a fait boire le calice jusqu'à la lie. Quand je pense à l'énormité de son malheur, je m'enveloppe dans la noirceur de la douleur avec elle et je ne puis vous dire combien cela nuit à ma santé. Donnez moy de tems en tems de vos nouvelles, mon cher abbé, et comptés sur toute mon estime et mon amitié pour vous (1).

Et quelques semaines plus tard, il réclame le texte qu'il a communiqué :

A Paris, ce mercredy.

Je vous prie, mon cher abbé, de me renvoyer la copie au net de l'építaphe de feu M^{gr} le Dauphin, que je vous ay remise, j'en ay besoin pour faire faire le modèle en grand par le sculpteur. Je profite avec plaisir de cette occasion pour vous assurer, mon cher abbé, de mon estime et de mon amitié pour vous (2).

De nombreuses années devaient s'écouler avant que l'építaphe figurât sur la sépulture du Prince. Son exécution, du reste, paraissait moins urgente, le Roi ayant décidé l'érection d'un monument digne de son fils. Profondément impressionné de la perte du Dauphin, il jugeait bon, pour l'honorer, de rompre avec la tradition qui, depuis Henri IV, n'élevait plus de mausolées aux princes du sang, ni mêmes aux souverains. Simples monuments d'applique, ornés seulement de modestes médaillons et

(1) Archives de l'évêché de Versailles.

(2) *Ibidem*.

d'inscriptions, les cénotaphes des Bourbons qui se voient encore dans les cryptes de Saint-Denis contrastent étrangement avec les somptueux tombeaux des Valois.

La résolution de Louis XV fut prompte. Sur ses ordres, le marquis de Marigny, surintendant des Beaux-Arts, avait demandé des projets à Cochin, secrétaire de l'Académie des Beaux-Arts. Ce compositeur, pourtant d'une étonnante fécondité, jugea bon de chercher des inspirations auprès de Diderot, « le puits d'idées le plus achalandé de ce pays-ci, » disaient ses admirateurs (1).

Dans une lettre à M^{lle} Volland, du 3 février 1766, Diderot exprime la joie mêlée de surprise que lui cause cette marque de confiance (2) :

Je vous donne à deviner en cent ce qui m'occupe maintenant. Les artistes m'ont chargé du projet du tombeau que le Roi a ordonné pour le Dauphin. Moi ! Moi ! Silence là-dessus. Il ne faut point gâter un service par une indiscretion. J'en suis à ma troisième tentative. Vous me direz celle qui vous plaît le plus ; il faut savoir d'abord que le monument doit être placé au milieu de la cathédrale de Sens, et qu'il doit avoir un rapport visible à la réunion des deux époux (3).

A ces trois projets, il en ajoutait, quinze jours après, deux autres. Les voici tels que lui-même les a décrits (4).

(1) Correspondance de Grimm, 15 avril 1766.

(2) *Œuvres de Diderot*, édition Assézat et Tourneux, t. XIX, p. 219.

(3) « Le Roi, voulant entrer dans les vues de Madame la Dauphine, on demande que la composition et l'idée du monument annoncent la réunion des futurs époux. » *Ibid.*, t. XIII, p. 72.

(4) *Ibid.*, t. XIII, p. 72-73.

PREMIER PROJET

J'élève une couche funèbre. Au chevet de cette couche, je place deux oreillers. L'un reste vide; sur l'autre repose la tête du Prince. Il dort, mais de ce sommeil doux et tranquille que la Religion a promis à l'homme juste. Le reste de la figure est enveloppé d'un linceul. Un de ses bras est mollement étendu; l'autre, ramené par-dessus le corps, viendra se placer sur une de ses cuisses, et la presser un peu, de manière que toute la figure montre un époux qui s'est retiré le premier, et qui ménage une place à son épouse. Les anciens se seraient contentés de cette seule figure, sur laquelle ils se seraient épuisés; mais nous voulons être riches, parce que nous avons encore plus d'or que de goût, et que nous ignorons que la richesse est l'ennemie mortelle du sublime.

A la tête de ce lit funéraire, j'assieds donc la Religion. Elle montre le ciel du doigt, et dit à l'épouse qui est à côté d'elle, debout, un genou posé sur le bord de la couche, et dans l'action d'une femme qui veut aller prendre place à côté de son époux : « Vous irez quand il plaira à Celui qui est là-haut. »

Je place au pied du lit la Tendresse conjugale. Elle a le visage collé sur le linceul; ses deux bras étendus au delà de sa tête sont posés sur les deux jambes du Prince. La couronne de fleurs qui lui ceint le front est brisée par derrière, et l'on voit à ses pieds les deux flambeaux de l'hymen, dont l'un brûle encore, et l'autre est éteint.

SECOND PROJET

Au pied de la couche funèbre, je place un ange qui annonce la venue du grand jour.

Les deux époux se sont réveillés. L'époux, un de ses bras jeté autour des épaules de l'épouse, la regarde avec surprise et tendresse; il la retrouve, et c'est pour ne la quitter jamais. Au chevet de la couche, du côté de l'épouse, on voit la Tendresse conjugale qui rallume ses flambeaux en secouant l'un sur l'autre. Du côté de l'époux, c'est la Reli-

gion qui reçoit deux palmes et deux couronnes des mains de la Justice éternelle.

La Justice éternelle est assise sur le bord de la couche. Elle a le front ceint d'une bandelette ; le serpent qui se mord la queue est autour de ses reins ; la balance dans laquelle elle pèse les actions des hommes est sur ses genoux ; ses pieds sont posés sur les attributs de la grandeur humaine passée.

TROISIÈME PROJET

J'ouvre un caveau. La Maladie sort de ce caveau dont elle soulève la pierre avec son épaule. Elle ordonne au Prince de descendre.

Le Prince, debout sur le bord du caveau, ne la regarde ni ne l'écoute. Il console sa femme qui veut le suivre. Il lui montre ses enfants que la Sagesse, accroupie lui présente. Cette figure tient les deux plus jeunes entre ses bras. L'aîné est derrière elle, le visage penché sur son épaule.

Derrière ce groupe, la France lève les bras vers les autels. Elle implore, elle espère encore.

QUATRIÈME PROJET

J'élève un mausolée ; je place au haut de ce mausolée deux urnes : l'une ouverte, l'autre fermée.

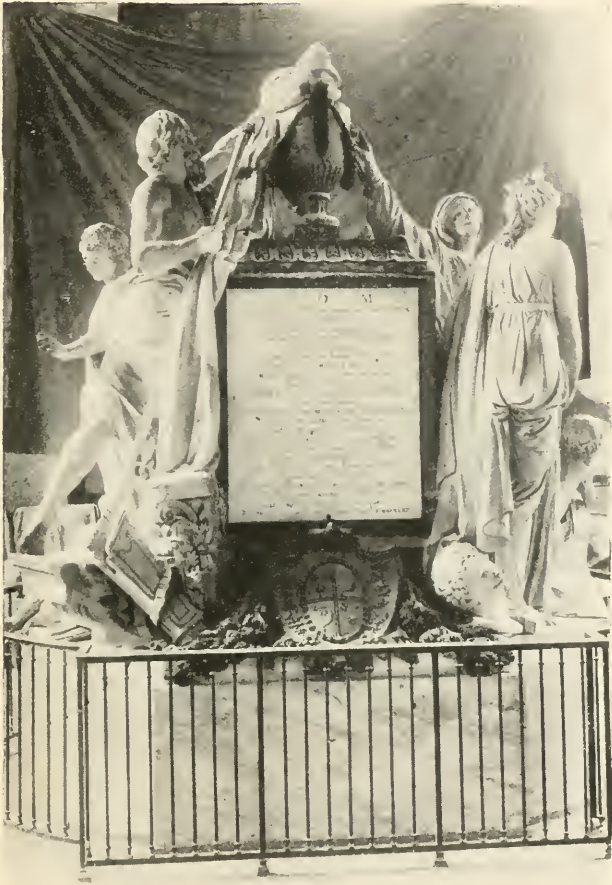
La Justice éternelle, assise entre ces deux urnes, pose la couronne et la palme sur l'urne fermée. Elle tient sur ses genoux la couronne, la palme qu'elle déposera un jour sur l'autre urne.

Et voilà ce que les anciens auraient appelé un monument ; mais il nous faut quelque chose de plus. Ainsi : au-devant de ce mausolée, on voit la Religion qui montre à l'épouse les honneurs accordés à l'époux, et ceux qui l'attendent.

L'épouse est renversée sur le sein de la Religion. Un de ses enfants s'est saisi de son bras sur lequel il a la bouche collée.

CINQUIÈME PROJET

Voici ce que j'appelle mon monument, parce que c'est un



LE MAUSOLÉE

tableau du plus grand pathétique, et non le leur, parce qu'ils n'ont pas le goût qu'il faut pour le préférer.

Au haut du mausolée, je suppose un tombeau creux ou cénotaphe, d'où l'on n'aperçoit guère d'en bas que le sommet de la tête d'une grande figure couverte d'un linceul, avec un grand bras tout nu, qui s'échappe de dessous le linceul, et qui pend en dehors du cénotaphe. L'épouse a déjà franchi les premiers degrés qui conduisent au haut du cénotaphe, et elle est prête à saisir ce bras. La Religion l'arrête, en lui montrant le ciel du doigt. Un de ses enfants s'est saisi d'un des pans de sa robe et pousse des cris.

L'épouse, la tête tournée vers le ciel, éplorée, ne sait si elle ira à son époux qui lui tend les bras, ou si elle obéira à la Religion qui lui parle, et cédera aux cris de son fils qui la retient (1).

Fort heureusement, le goût de Diderot ne fut pas apprécié. Sa correspondante elle-même, celle à laquelle il faisait la première confidence de ces allégories païennes et compliquées, ne partage pas son enthousiasme. Dans une lettre, du 20 février, il tente de la gagner. (*Œuvres*, t. XIX, p. 223 et suiv.)

On ne se représente pas bien ce lit, si funèbre soit-il, avec ses deux oreillers, au milieu du chœur de la cathédrale. C'est cependant la conception préférée du philosophe :

Les anciens, qui savaient que la richesse est l'ennemie du sublime, s'en seraient tenu aux deux oreillers et à la seule figure de l'époux qui se range ; car cette figure est vraiment sublime.

(1) Cochin s'est inspiré du premier et du cinquième de ces projets pour la composition reproduite page 53. On y voit la Dauphine venant rejoindre, malgré ses enfants et la Tendresse conjugale, le Dauphin et le jeune duc de Bourgogne, sur leur couche funèbre.

Son troisième projet est évidemment inspiré par le fameux tombeau du maréchal de Saxe par Pigalle. M^{lle} Volland lui en a fait l'observation. Il réplique :

Le rapport du troisième avec celui de Pigalle est bien léger; d'ailleurs, cette Maladie, qui pousse la pierre de son épauLe, est terrible. Cet époux, qui ne la voit ni ne l'écoute, marque un bien parfait mépris de la vie; et ces enfants, présentés à l'épouse par la Sagesse, sont tout à fait touchants.

Cochin, de son côté, se dérobe :

Au reste, continue Diderot, Cochin m'écrit de ces trois projets, que je lui ai envoyé trois enfants bien forts, bien beaux, bien vigoureux, mais bien difficiles à emmailloter. Il ajoute que ce ne sera pas lui qui choisira, mais la cour, où il y a beaucoup de flatteurs et peu de gens de goût. Il craint que le mauvais goût, aidé de la flatterie, ne demande que ces figures soient ressemblantes; ce qui rendrait le monument plat et maussade. Je réponds que des ressemblances légères, dont la poésie disposerait à son gré, en donnant à la scène un caractère naturel et vrai, ne la rendrait que plus belle et plus pathétique; que les physionomies changent bien en dix ans, et que, quand elles resteraient ce qu'elles sont à présent, plus les figures seront grandes, nobles et belles, plus la flatterie les retrouvera ressemblantes.

Pour éviter cet écueil des ressemblances, Cochin a demandé qu'en conservant toujours la condition donnée de la réunion future des deux époux, je lui en imaginasse un quatrième où il n'y eût que des figures symboliques.

C'est pour se conformer à ces nouvelles instructions que Diderot échafauda les deux derniers projets décrits plus haut. Ils eurent le même sort que leurs aînés.

Cochin, au lieu d'emprunter à autrui, finit par puiser dans son propre fond. Il avait dessiné pour l'édition de l'*Oraison funèbre* du Dauphin, *prononcée dans l'église de Paris, le 1^{er} mars 1766, par messire Charles de Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse*, le futur archevêque de Sens, un frontispice gravé par C. Baquoy (1). On y voit le Dauphin, sur son lit de mort. Il est consolé par la Religion qui d'une main lui présente la croix et de l'autre montre le ciel entr'ouvert où elle prend, pour la lui offrir, une couronne d'étoiles. A son chevet, l'Immortalité inscrit sur son livre les vertus du mourant et lui dépose sur la tête son diadème, pendant que la Mort le recouvre violemment d'un linceul.

Ce dessin renferme évidemment l'idée maîtresse, les éléments essentiels du monument que nous avons aujourd'hui sous les yeux. La Religion, l'Immortalité et la Mort représentée par la figure du Temps, — moins repoussante, quoique de signification identique, — seront complétées par un quatrième personnage dont le rôle du reste est assez imprécis, puis par les deux génies, dont la présence n'a guère d'autre raison que de meubler les vides et de rompre la monotonie des quatre grandes figures.

C'est donc uniquement sur les données de Cochin que Guillaume Coustou, l'un des plus grands sculpteurs du xviii^e siècle, fut appelé à composer le monument du Dauphin. Le plan en était assuré-

(1) Reproduit p. 12 en tête du Chapitre II de notre étude.

ment arrêté (1), au moins dans ses lignes essentielles, à la fin de l'année, puisque, le 24 novembre 1766, le marquis de Marigny écrivait à l'artiste :

J'ay trouvé, monsieur, que la soumission que vous avez faite pour le tombeau de Monseigneur le Dauphin remplit ce qui est proposé par le mémoire estimatif qui m'avoit déjà été remis et sur lequel le Roy s'est déterminé à approuver le monument. Je vous autorise à son exécution. La somme de 150 000 livres à laquelle se monte votre devis vous sera ordonnée au fur et à mesure qu'il me sera rendu compte de l'avancement de cet ouvrage, et je ne doute pas que votre respect pour le Prince, à la mémoire duquel il est consacré, ne vous engage à apporter tous vos soins à sa perfection. (*Archives nat.*, O¹ 1905.)

(1) Dans un mémoire lu au Congrès archéologique de France, tenu à Auxerre, en 1850, M. Quantin écrit : « J'ai vu récemment à Paris le projet primitif (*du mausolée*), en la possession d'un amateur anglais, M. Moore. » (Congrès, XVII Session, p. 236.)

Nos recherches pour retrouver ce précieux document sont restées infructueuses. La collection de M. Francis Moore fut vendue à Londres, le 28 avril 1856. Le catalogue de cette vente ne mentionne pas le dessin signalé par M. Quantin. Il n'existe ni au British Museum ni au musée de South Kensington.





LA DAUPHINE

Peinture par FREDOU

D'après le portrait de la préfecture d'Agen attribué à Nattier.

(Trésor de Sens.)



CHAPITRE V

MORT ET FUNÉRAILLES DE LA DAUPHINE

Déjà, personne n'en pouvait douter, le symbolisme d'une réunion future, réclamé par la Dauphine pour le mausolée de son époux, allait à bref délai devenir une réalité.

La toux, dont s'alarmait justement le Cardinal, persistait. L'intervention d'un des plus fameux médecins de Paris, Tronchin, accréditait les mauvaises nouvelles venues de Versailles.

La cour, à l'automne de 1766, n'avait pas fait son séjour habituel à Fontainebleau. Le Roi voulait épargner à la sensibilité de Marie-Josèphe les cruels souvenirs qu'auraient fatalement évoqués ces lieux. L'hiver, particulièrement rigoureux cette année-là, aggrava très rapidement la situation de la princesse. Comme à la mort si inopinée du Dauphin, la ru-

meur public prêta à cette maladie, que rien ne pouvait faire prévoir, des causes mystérieuses. On parlait d'empoisonnement. L'autopsie l'a révélé : la Dauphine succomba au même mal qui avait emporté son époux. Elle fut, très probablement, la victime de son dévouement. « On ne soupçonnait pas, au xviii  siècle, dit un de ses biographes, les dangers de la contagion ; par piété on conservait les draps imbibés des sueurs de l'agonie et on en distribuait des fragments en guise de reliques (1). »

Le cardinal de Luynes, aussitôt informé du danger, était revenu à Versailles pour assister l'auguste malade. Le 4 mars, elle reçoit les cendres de ses mains et fait la communion. Le 8 mars, premier dimanche de Carême, sur sa demande, on lui donne les derniers sacrements. Le Roi et les princes accompagnent, de la chapelle à la chambre de la Dauphine, le saint Sacrement porté, sous un dais, par le cardinal de Luynes.

Le prélat a noté, dans un récit conservé aux archives de Dresde, le récit des derniers jours de Marie-Josèphe (2). Elle fit ses adieux à ses enfants, aux membres de la famille royale et se prépara à la mort dans les sentiments d'une vive piété. La dernière nuit avait été des plus douloureuses. Elle demanda, le matin, qu'on lui dit la messe. L'après-midi, pendant une visite du Roi et des sœurs du Dauphin, elle se sentit défaillir. Dans la soirée, l'abbé Soldini, s'apercevant qu'elle entra t en ago-

(1) STRYIENSKI, *op. cit.*, p. 361.

(2) Voir STRYIENSKI, p. 390.

nie, lui dit : « Réjouissez-vous, Madame, vous allez, en échange d'une vie passée dans la tristesse et les larmes, commencer un règne éternellement heureux. » La malade réclama aussitôt elle-même les prières des agonisants; et, quand les oraisons furent terminées, on l'entendit demander au cardinal de Luynes qu'il voulût bien lui suggérer encore des affections pieuses et des actes de conformité au bon plaisir de Dieu. Elle tenait un crucifix et le baisait avec ferveur. C'est dans ces sentiments, et en conservant toute sa lucidité jusqu'au dernier instant, qu'elle rendit son âme à Dieu, vers 8 heures du soir, le vendredi 13 mars.

On suivit, en cette circonstance, le même cérémonial qu'à la mort du Dauphin :

Le 13 (1), vers les 8 heures du soir, cette princesse mourut, en exprimant le désir que son corps fût inhumé à Sens, que son cœur fût porté à Saint-Denis et que l'on observât pour elle le même cérémonial que pour M. le Dauphin :

La nuit du 13 au 14, le corps fut transporté de l'appartement dans lequel elle était morte dans celui qu'il devait occuper et, le 14 au matin, il a été exposé sur un lit, à visage découvert, et vu par le peuple.

— Le 15, le corps a été embaumé et déposé dans un cercueil ainsi que les entrailles. Le cœur fut mis dans une boîte.

— Le 18, à 6 heures du soir, M^{me} la comtesse de la Marche (2), que le Roi avait nommée pour accompagner le cœur à Saint-Denis, se rendit à l'appartement de Madame la Dau-

(1) Archives nationales, O1 1041.

(2) Fortunée Marie d'Este, avait épousé en 1759, Louis-François-Joseph de Bourbon, comte de la Marche, fils du prince de Conti.

phine pour le départ. Le cœur fut porté par le cardinal de Luynes.

— Le 21, départ du corps pour Sens, lieu de l'inhumation.

— Dépôt à Fontainebleau, la nuit du 21 au 22.

L'autopsie fut faite le 15, à 10 heures, du matin (1). Auparavant, pour se couvrir contre les bruits malveillants mis en circulation, les médecins qui avaient assisté la Princesse avaient rédigé cette déclaration :

15 mars. — Avant de procéder à l'ouverture du corps, nous soussignez déclarons :

1^o Que sans pouvoir déterminer précisément le genre d'affection, la poitrine de Madame la Dauphine nous a toujours paru affectée ;

2^o Que la toux, jusqu'aux quatre derniers jours, quoique grasse, s'étant maintenue sans expectoration, l'examen des

(1) On y note : « L'épiploon retiré, épaissi ; une adhérence contre nature, faisant bride..., la surface de tous les intestins grêles parsemée d'un grand nombre de points blancs et d'une sorte de gelée lymphatique...

« ...Les glandes du mésentère de plus de moitié de grosseur que dans l'état ordinaire, d'une couleur jaunâtre qui n'est pas ordinaire.

« Le poumon droit flétri, très rapetissé, fort inégal à sa surface, ces inégalités dures et paraissant formées de concrétions tuberculeuses ; le poumon gauche gorgé et adhérent à la surface interne de la plèvre. A l'intérieur du poumon, lobes supérieurs gorgés d'une matière purulente ; le lobe supérieur du poumon gauche dur, comme skirreux, plein de pus. »

Le procès-verbal porte, après la signature de la duchesse de Brancas, dame d'honneur de la Dauphine, celles des médecins et chirurgiens :

LASSONE

SENAC

BOUILHAC

A. PETIT

PIBRAC

BOISCOILLAUD

LABREUILLE

LOUSTAUNAU

BOURDELIN

TRONCHIN

AUDIRAC

LASSAIGNE

ANDOUILLÉ

HÉVIN

PORTAL

(Archives nat., OI 1014.)

crachats n'a pu nous servir à caractériser le genre d'affection ;

3^o Que depuis, ces quatre derniers jours, les crachats qui ont été expectorés n'ont eu de commun avec les crachats ordinaires purulents que leur gravité spécifique ;

4^o Que le jour même de la mort, Madame la Dauphine a rendu pour la première fois, par la bouche, une humeur saine assez abondante, distincte des crachats, mais qui n'était pas purulente ;

5^o Qu'il n'y a jamais eu ni douleur de poitrine, ni difficulté de respirer, ni oppression, ni rougeur aux joues, ni haleine forte, ni difficulté de se coucher à droite ou à gauche, ni sueur nocturne, ni enflure aux extrémités inférieures ;

6^o Que depuis plus d'un mois, tous les viscères du bas-ventre ont paru être en bon état. L'estomach ayant bien fait les fonctions, les selles ayant toujours été naturelles.

LABREUILLE.

TRONCHIN (1).

Les registres des délibérations du Chapitre (2) retracent, jour par jour, l'impression produite par l'annonce de la mort de la Dauphine et les préparatifs des funérailles.

Sam di 7 mars 1767. — M. le doyen a dit que S. Em. M^{gr} le Cardinal de Luynes lui a fait part de l'état dangereux de Madame la Dauphine. Messieurs ont arrêté qu'il sera dit aux messes la collecte *Pro infirmis*.

Jedi 12 mars — M. le doyen a dit que Son Em. M^{gr} l'archevêque de Sens lui a écrit de Versailles le 9 de ce mois, qu'il avait administré Madame la Dauphine ; qu'il le prioit de prévenir Messieurs pour qu'ils fassent dans leur Eglise les prières des Quarante-Heures. Messieurs ont arrêté qu'à commencer aujourd'hui il y aura des prières de

(1) Archives Nat. O1-1044.

(2) Archives de l'Yonne, G 681.

Quarante-Heures pendant trois jours dans leur Eglise ; que la messe du chœur se dira *sub ritu solenni*, précédée du *Veni Creator* ; qu'à l'issue de la messe, il y aura Exposition du S^t Sacrement ; que le Salut se fera après Complies ; que les deux jours suivans, le S^t Sacrement sera exposé avant Matines, et le Salut, après Complies. Et pour officier aujourd'hui à la Messe et donner la bénédiction aux Saluts, Messieurs ont député M. le doyen.

Mardi 17 mars. — M. le doyen a dit que Madame Marie-Josèphe, princesse de Saxe, est décédée à Versailles, vendredi dernier, munie de tous les Sacrements et avec une résignation aussi édifiante qu'exemplaire aux Décrets divins. Qu'elle a désiré être inhumée dans l'Eglise de Sens, où son corps doit être incessamment transporté pour être mis dans le caveau où repose le corps de M^{sr} le Dauphin, son auguste époux.

Messieurs, pénétrés de douleur de la perte de Madame la Dauphine, aussi vertueuse dans toutes ses actions que bien-faisante envers les pauvres, ont arrêté :

— Que la chapelle de la Vierge sera tendue de noir ;

— Qu'il y sera dit une messe basse de *Requiem* par M. le Pellerin, pour le repos de son âme, à commencer demain, à onze heures et demie ;

— Que cette messe se dira tous les jours, à pareille heure, jusqu'à ce que le corps soit inhumé ;

— Que les cloches des deux tours seront sonnées, à commencer aujourd'hui, à midi, et tous les jours, à six heures du matin, à midi et à sept heures du soir, jusqu'à l'arrivée du corps ;

— Que pour laisser toute liberté dans le chœur de leur Eglise aux ouvriers qui seront envoyés et employés de la part du Roy, ils feront, à commencer aujourd'hui, à Complies, leurs offices dans la chapelle de Sainte-Colombe ; ce qui se continuera jusqu'à ce qu'ils en aient autrement arrêté ;

— Que la *Coupe* sera descendue et mise dans ladite cha-

pelle ; que le pavillon sera aussi descendu et mis au trésor.

Mercredi 18 mars. — M. le doyen dit que S. Em. M^{gr} l'Archevêque lui a écrit le décès de Madame la Dauphine ; qu'il n'a reçu la lettre qu'aujourd'huy. Lecture faite de ladite lettre, écrite de Versailles le 15 de ce mois, Messieurs ont arrêté qu'on observera tout ce qui a été fait pour feu M^{gr} le Dauphin et que ladite lettre sera transcrite sur le registre.

« A Versailles, le 15 mars 1767.

« Nous avons eu le malheur de perdre Madame la Dauphine, mon cher abbé, le 13 de ce mois, à sept heures trois quarts du soir. Je n'ay point quitté cette Princesse pendant toute son agonie, et je luy fermai les yeux comme je l'avais fait à son auguste époux. Vous pouvez vous imaginer quelle a été ma douleur. Mercredi, je porte le cœur de cette Princesse à Saint-Denis. Samedi, le convoi partira pour Sens ; il arrivera le mesme jour à Fontainebleau, où il sera déposé pendant la nuit ; le lendemain dimanche, il arrivera à Sens, et le lundi nous dirons la grande messe et ferons les offices comme nous avons fait pour feu M^{gr} le Dauphin. Cette Princesse l'a demandé au Roy par son testament et désiré même qu'il y eût pour son enterrement moins de cérémonies que pour M^{gr} le Dauphin ; mais le Roi a décidé qu'on suivra la même étiquette. Faites part, je vous prie, de tout ce cy à Messieurs de mon Chapitre et à la ville. Vous connaissez, mon cher abbé, tous mes sentiments pour vous.

« Le Cardinal DE LUYNES. »

« C'est Madame la comtesse de la Marche qui accompagnera le corps ; elle logera chez moy. »

Vendredi 20 mars. — Messieurs ont arrêté qu'au moyen des préparatifs, qui se font dans leur église de la part du Roy, pour la réception, qui doit se faire dimanche soir, du corps de feu Madame Marie Josèphe, Princesse de Saxe et Dauphine, et pour l'inhumation qui s'en fera le lendemain dans leur église, les Vêpres se diront dimanche, à deux heures, et les Matines de suite.

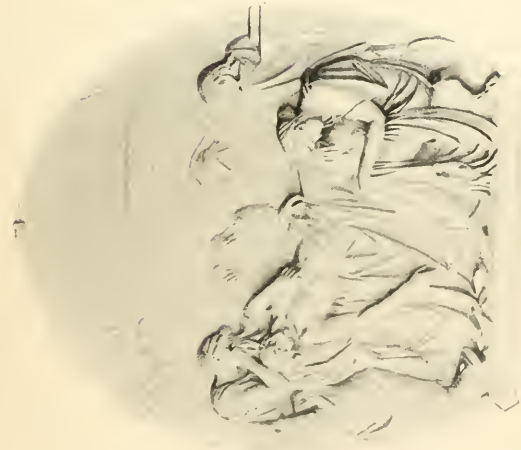
Ils ont prié M. le fabricier de donner des ordres précis

au sonneur pour que, dimanche, il soit sonné une des cloches de la tour de plomb, lorsque, de cette tour ou d'ailleurs, le convoi sera aperçu entrant à Saint-Denis; que cette cloche sera sonnée pendant toute la marche jusqu'à l'arrivée à Sainte-Colombe-la-Grande, pour servir d'avertissement et que Messieurs puissent s'assembler à propos; qu'ensuite, et sans interruption, les cloches des deux tours soient bien sonnées en volée, et. à cet effet, d'employer nombre suffisant de personnes pour sonner longtemps lors du convoi et de l'inhumation.

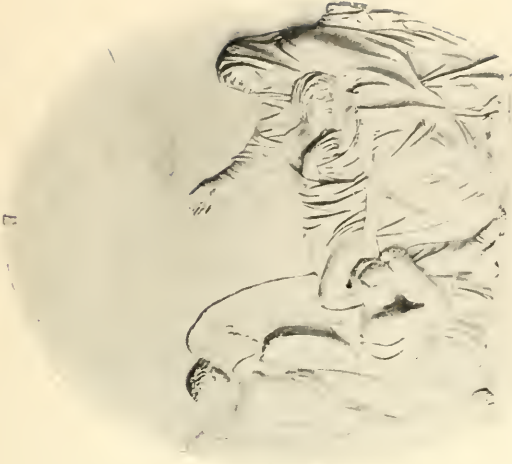
Messieurs ont sursis à députer ceux qui porteront le poêle, attendu que Messieurs les chanoines plus anciens prétendent avoir le droit exclusif de le porter, comme ils ont toujours fait aux convois de MM. les cardinaux et archevêques de Sens, de MM. les dignitaires, personnat et chanoines de leur Eglise.

Messieurs ont député, à cause de l'indisposition de M. le préchantre, M. Thévard pour porter le bâton de préchantre; ont aussi député M. Maucier et M. Maillet de la Trémoye pour choristes, tant pour le tems et les cérémonies au moment et depuis la réception du corps de Madame la Dauphine, que pour le lendemain, à la messe et à l'inhumation.

Ont aussi arrêté que, au moment que la seule cloche sonnera comme il est dit ci-dessus, tous Messieurs et les semi-prébendés et le bas chœur s'assembleront dans le trésor pour y prendre une chape noire, et ensemblé se rendre, précédés des deux croix, à l'Archevêché, d'où l'on sortira processionnellement, suivis de S. Eminence M^{gr} l'Archevêque; qu'on entrera de même par la porte de M. le Préchantre dans le chœur, d'où l'on sortira pareillement pour aller dans la nef, jusqu'à la table qui y sera mise, pour recevoir le corps de Madame la Dauphine. Qu'on suivra et chantera ce qui est prescrit par le rituel et le mortuaire. Que, lorsque le corps sera déposé dans le chœur, on dira les prières ordinaires; qu'ensuite, il y aura un intervalle, pendant le-



13



14

MORT DU DAUPHIN & DE LA DAUPHINE

Médailles allégoriques par DUPAQUET, destinés à la porte Dauphine

(Musée de Sens.)

quel les semiprébendés et les chantres psalmodieront, pour donner le tems à Messieurs d'aller présenter leurs respects à Madame la comtesse de la Marche, qui doit accompagner le convoi et assister à l'inhumation, pour aller aussi saluer M. l'évêque de Verdun; qu'après ces deux visites, on rentrera dans le chœur pour y chanter les Vigiles; que pendant tout le tems que le corps restera déposé, il y aura, excepté pendant les offices, deux chanoines, deux semiprébendés, deux cépets ou chantres, suivant l'ordre de la table qui sera faite par le controlleur du chœur, lesquels resteront et psalmodieront pendant une heure.

Que, lundi, jour de l'inhumation, la messe coupetée se dira dans la chapelle de la Vierge; que toutes les messes se diront dans le chœur, afin qu'il n'y ait aucun intervalle jusqu'à la grand messe; que Prime se dira à six heures, et la messe du chœur de suite, dans la chapelle de Sainte-Colombe, et qu'un chacun se rendra dans le Trésor pour, tous ensemble, entrer dans le chœur, à l'heure qui sera indiquée pour la messe et l'inhumation.

Samedi 21 mars. — Messieurs, pas déférence pour S. E. Mgr le Cardinal Archevêque, qui leur a témoigné qu'elle désirait qu'il y eût quelques dignités pour porter le poesle aux obsèques de Madame la Dauphine, ont, sans se départir du droit réclaté par MM. les anciens chanoines le jour d'hier, et sans tirer à conséquence par la suite, député, pour porter ledit poesle, M. le doyen, M. l'archidiacre d'Etampes, MM. Tissot et Maucler.

Dimanche 22 mars. — M. le doyen a dit que plusieurs de MM. de la Compagnie et des chanoines honoraires sont officiers de feu Madame la Dauphine (1), qu'ils désirent

(1) Le Chapitre de Sens, ne comptait pas moins de cinq de ses membres parmi les officiers de la maison de la Dauphine :

— Joseph-François-Félix de Laiser de Brion de Siougeat, vicaire général de Sens, abbé de Manlieu et d'Honnecourt, *aumônier de quartier*. M. de Siougeat avait été chanoine de Sens de 1759 à 1761. Le Chapitre en recevant sa démission l'avait nommé chanoine honoraire.

— Paul de Murat de Baings, vicaire général de Sens, abbé de Mauriac,

lors des obsèques assister en qualité d'officiers, ce qu'ils ne peuvent faire sans l'agrément, qu'ils l'ont prié de demander pour eux à la Compagnie qui le leur a accordé par respect pour la mémoire de cette auguste Princesse, sans pouvoir par mesdits sieurs Officiers et tous autres s'en prévaloir par la suite.

M. le doyen a rapporté qu'il a vu avec MM. de la commission (M. Lestoré joint) M. de la Ferté, des Menus, au sujet du manteau à la royale de feu M^{gr} le Dauphin; qu'il n'est pas possible, pour plusieurs raisons, de le refuser à titre de prêt; qu'en ce qui est de la couronne, il en sera fourni une par la cour.

Messieurs ont arrêté que le manteau sera tiré du Trésor pour être mis ès mains de MM. les Officiers des Menus de chez le Roy; qu'après l'inhumation de Madame la Dauphine, il sera retiré pour être remis dans le Trésor avec la nouvelle couronne.

M. le doyen a encore dit que S. Em. M^{gr} l'Archevêque lui

annonnier de quartier, chanoine de Sens depuis 1754, attaché à la personne du cardinal.

— Antoine-Marie-Mallet, *chapelain de quartier*, secrétaire ordinaire du cardinal de Luynes, chanoine de Sens depuis 1763, devint abbé de Chailivy.

— Claude-Alexis Jorre de Saint-Jorre, *clerc de chapelle ordinaire*, chanoine de Sens depuis 1758. L'abbé de Saint-Jorre ambitionnait une place plus élevée dans la maison de la Dauphine, mais la mort de la Princesse ne lui permit pas de l'obtenir. Voici à ce sujet la lettre adressée par Marie-Josèphe à l'abbé Soldini :

« Vous pouvez assurer l'abbé de S^t Jorre que je ne suis point du tout fâchée contre luy. La seule chose que j'ai à redire, c'est que dans la demande qu'il a fait au cardinal de Luynes d'une place de chapelain de quartier, il ne luy ait pas exposé le motif qui la luy faisoit désirer et que le cardinal auroit approuvé, au lieu que celui qu'il a donné l'a fâché.

« J'ai reçu depuis une lettre du cardinal qui est si content de la dernière que l'abbé de S. Jorre luy a écrit, qu'il me propose de luy donner la première place de chapelain de quartier qui viendra à vaquer après cellecy... » (Archives de l'évêché de Versailles, dossier Soldini, n^o 37.)

— Mare-Antoine Sallot du Peyroux, *clerc de chapelle de quartier*, chanoine de Sens de 1765 à 1775 et secrétaire du cardinal de Luynes.

a remis une lettre qui lui a été écrite par M. le comte de Saint-Florentin sur le décès de Madame la Dauphine.

Le convoi avait quitté Versailles le 21, au matin, pour arriver à Fontainebleau le soir. Le cercueil de la Dauphine fut déposé au palais pour la nuit. Le lendemain dimanche, vers midi, le cortège funèbre se mettait en route pour Sens.

Sa composition était identique à celle des obsèques du Dauphin. En tête, deux gardes du corps précédés de plusieurs brigades de la maréchaussée ; puis, après les nombreuses voitures composant le deuil, escortées par les mousquetaires et chevaux-légers, les carrosses du Roi.

Dans le premier, le marquis de Béranger, chevalier de la Dauphine, et le marquis de Nesle, premier écuyer ;

Dans le second, la duchesse de Lauraguais, dame d'atours, la duchesse de Caumont, la comtesse du Roure et la marquise de Pons, dames de la Dauphine ;

Dans le troisième, la marquise de Talaru, les comtesse du Châtelet-Laumont et de Beaumont et la princesse de Guistel, également dames de la Dauphine ;

Dans le quatrième, la comtesse de la Marche, princesse du sang, avec la duchesse de Brancas, dame d'honneur de la Dauphine, la comtesse de Tessé, la duchesse de Sully, dames de la Dauphine, et la comtesse de Sabran ;

Dans le cinquième, enfin, M^{re} Aimery de Nicolay, évêque de Verdun, l'abbé de Siougeat, vicaire

général de Sens, aumônier de la Dauphine, l'abbé Soldini, son confesseur, et M. Allard, prêtre de la Mission, curé de Notre-Dame de Versailles.

Suivaient : les pages de la Dauphine, de la Reine et du Roi, le roi d'armes et ses quatre hérauts sous les ordres du marquis de Dreux et de M. de Nantouillet, maîtres des cérémonies, précédant immédiatement le char funèbre, entouré de valets de pieds et de Cent-Suisses (1).

Lorsque, à la nuit, cet imposant convoi se présenta devant la porte d'Yonne, drapée de tentures de deuil, soixante pauvres femmes (2), vêtues de serge grise, portant des flambeaux, s'y joignirent

(1) La lettre suivante adressée à MM. les officiers municipaux de Sens, indique la composition des troupes envoyées à Sens pour la cérémonie :

« A Paris, le 16 mars 1767.

« Je crois devoir vous donner avis, Messieurs, que le convoi de Madame la Dauphine arrivera à Sens le 22 de ce mois, et qu'il doit loger en cette ville un détachement des gardes du corps qui arrivera le 21; un autre détachement desdits gardes avec le convoi, le jour du convoi; un détachement de quarante cent-suisses commandés par deux officiers, le 21; un détachement de chacune des compagnies des gendarmes et chevaux-légers, de cinquante maîtres chacun, deux officiers et deux trompettes, qui arrivera le 22; une compagnie des gardes-françaises, composée d'un capitaine, un lieutenant, deux sous-lieutenants, deux enseignes, six sergens, quatre tambours, cent fusilliers, ainsy qu'une compagnie des gardes suisses, composée d'un capitaine, deux sous-lieutenants, trois sergens et quatre-vingts hommes, tant tambours, caporaux que soldats et un porte-drapeau, lesquelles compagnies doivent arriver à Sens le 21. Vous voudrés bien pourvoir à leur logement.

« Je suis, avec beaucoup de considération, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

« DE MAUREPAS. »

(Archives communales de Sens, AA 1.)

(2) Une somme de 1200 livres fut distribuée à cette occasion par ordre du Roi aux pauvres de la ville et faubourgs de Sens. Cette somme fut répartie entre les paroisses et les prisonniers. (Archives de l'Y., dépôt de Sens, G 135, n° 98.)



MORT DE LA DAUPHINE

Dessin et gravure de LITTRET

guidant sa marche à travers les rues étroites de la cité.

La cérémonie des funérailles reproduisit exactement celles du Dauphin. En voici le procès-verbal consigné dans le Registre des sépultures du Chapitre (1) :

Cejourd'huy 22 mars 1767, à 7 heures du soir, Nous, Paul d'Albert de Luynes, par la miséricorde de Dieu, cardinal prêtre de la Sainte Eglise Romaine du titre de Saint-Thomas *in Parione*, Archevêque Vicomte de Sens, Primat des Gaules et de Germanie, Commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit, premier Aumônier de feu Madame la Dauphine, ayant été informé par la lettre de M. le Comte de S. Florentin, écrite de Marly, en datte du 18 de ce mois, que feu Madame la Dauphine, ayant désiré d'être inhumée à Sens, dans le mesme tombeau qui a été fait, dans le chœur de notre Eglise, pour feu M^{gr} le Dauphin, Sa Majesté avoit donné ses ordres pour que le corps de cette princesse y fût transporté cejourd'huy ; et ayant été averty par M. le marquis de Dreux, grand Maître des cérémonies, que le convoi étoit prêt d'arriver à la porte de notre église, nous nous y sommes transporté, revêtu de nos habits pontificaux, ayant pour assistants Messieurs de Marsangy, trésorier, et Caquia de Maubourg, chanoine archidiacre de Provins, M. Thévard, chanoine, député par notre Chapitre, portant le bâton, attendu l'indisposition de M. Morice, préchantre, MM. Mauclerc et Maillet de la Trémoye, chanoines, faisant choristes, aussi députés, et étant précédé de notre Chapitre Métropolitain et de tout le clergé de notre Eglise, tous revêtus de chapes noires. Peu de temps après, le convoi étant arrivé, la boeste et le coffre où étoient renfermés les entrailles et le corps de Très Haute, Très

(1) Archives du Tribunal civil de Sens. — Une relation fut imprimée à Sens, sous le titre : *Pompe funèbre de l'inhumation de madame la Dauphine, faite à Sens*, Biblioth. Nat. L. 38 b. 1000.

Puissante et Excellente princesse Madame Marie-Josèphe de Saxe, veuve de Très Haut, Très Puissant et Excellent Prince Monseigneur Louis, Dauphin de France, décédée à Versailles, le 13 de ce mois, à 7 heures 3/4 du soir, âgée de 35 ans, 4 mois, 9 jours, ont été tirés du char funèbre qui les avoit apportés, ont été portés par les gardes du corps de Sa Majesté, deux chapelains et deux clercs de la chapelle de cette Princesse tenant les cordons du poésle, au défaut d'aumôniers de quartier en nombre suffisant, dans la nef de notre Eglise, sur une table garnie d'un drap noir, couvert d'une toile blanche. Ensuite le poésle a été étendu dessus, le tout en présence de Son Altesse Sérénissime Madame la comtesse de la Marche, princesse du Sang, nommée par le Roy pour conduire le corps; de M. le comte de Béranger, son chevalier d'honneur, portant la couronne; de M. le comte de Mailly, marquis de Nesle, son premier écuyer, portant le manteau à la royale; de M. le marquis de Muy, son premier maître d'hôtel, portant le bâton; de M^{me} la duchesse de Brancas, sa dame d'honneur; de M^{me} la duchesse de Lau-raguais, sa dame d'atours; de ses dames de compagnie, des officiers et autres personnes composans la maison de feu Madame la Dauphine, de MM. les Menins de feu M^{gr} le Dauphin, de M. le marquis de Dreux et d'autres officiers. Alors M. de Nicolay, évêque de Verdun, premier aumosnier en survivance de Madame la Dauphine, étant en chappe noire et mitre, en avant de la table sur laquelle la boeste et le coffre renfermant les entrailles et le corps de cette Princesse étoient posés, a fait une harangue à laquelle nous avons répondu; ensuite il nous a fait la remise de l'une et l'autre, et ayant donné après nous l'eau bénite et l'encens, il s'est retiré. A l'instant, on a commencé les prières accoutumées en pareil cas, pendant lesquelles nous avons jetté de l'eau bénite sur le corps que nous avons encensé. Et, pendant que le chœur chantoit les psaumes et répons marqués dans le Rituel, le corps de Madame la Dauphine et la boeste où estoient les entrailles ont été portés dans le chœur par les

gardes du corps de Sa Majesté, les quatre coins du poêle étant tenus par M. l'abbé d'Hesselin d'Hauteville, chanoine doyen, M. de Bullioud, chanoine archidiaque d'Etampes, MM. Tissot et Maclerc, chanoines, tous quatre à ce députés par notre Chapitre. Et le corps et les entrailles ont été placés sur une estrade sous une représentation ; alors on a mis sur le poêle le manteau à la royale et la couronne. Les prières étant finies, et pendant qu'on récitoit les psaumes, nous nous sommes retiré et avons laissé deux chanoines, deux semiprébendés et deux clercs pour psalmodier continuellement auprès du corps qui, pendant ce temps, a toujours été gardé par les Gardes du corps de Sa Majesté ; peu de temps après, on a chanté les Vigiles.

Et le 23 mars 1767, à 10 heures du matin, Nous Cardinal Archevêque susnommé, ayant pour assistans MM. le trésorier et le doyen de notre Métropole, pour diaques l'archidiaque d'Estampes et deux autres prêtres de notre Eglise, pour sous-diaques M. Lhermitte de Champbertrand, chanoine, et deux autres prêtres aussy de notre Eglise, M. Thévard portant le bâton de préchantre, MM. Maclerc et Maillet de la Trémoye, chanoines choristes, tous trois à ce députés par notre Chapitre, avons dit et célébré pontificalement la messe dans le chœur de notre Eglise, en présence de Son Altesse Sérénissime Madame la comtesse de la Marche et autres dénommés en l'acte du jour d'hier ; les chanoines et les bénéficiers de notre Eglise dans les stalles.

Ensuite, nous nous sommes avancé vers l'estrade sur laquelle étoient posés le corps et les entrailles de feu Très Haute, Très Puissante et Excellente Princesse Madame Marie-Josèphe de Saxe, veuve de Très Haut, Très Puissant et Excellent Prince Monseigneur Louis, Dauphin de France, et qui avoient toujours été gardés par les Gardes du corps de Sa Majesté, pendant lequel temps on n'a cessé de psalmodier.

Après que nous avons eu récité toutes les prières et fait les cérémonies accoutumées, le coffre qui renfermoit le

corps de cette princesse et la boeste dans laquelle estoient ses entrailles ont été levés de dessus l'estrade et descendus par les Gardes du corps de Sa Majesté dans le caveau qui est au milieu du chœur de notre église et où repose le corps de feu Monseigneur Louis, Dauphin de France, son époux.

Ensuite, ayant jeté de l'eau bénite sur le corps, donné l'encens et récité les prières marquées dans le Rituel, et les cérémonies dues à son rang et concernant sa maison ayant été remplies, le caveau a été fermé et scellé.

En foy de quoy avons lait et rédigé le présent acte que nous avons signé avec notre Chapitre.

PAUL, *Cardinal Archevêque de Sens.*

D'HESSSELIN, <i>doyen</i>	DE LA HAIZE
HUERNE, <i>célerier</i>	DAUVERGNE
DE MONBOURG, <i>a. de Provins</i>	GIGOT DE BOISBERNIER
DE BULLILOUD, <i>a. d'Etampes</i>	LE PELLERIN
MAUCLERC	HÉDIARD
TISSOT	LE HOUISTEL, <i>syndic</i>
MAILLET DE LA TRÉMOYE	THÉVARD
CHAMPBERTRAND	L. GORET
MENU DE LA FONTAINE	DE CONDÉ
PELÉE DES TANNERIES	ROY
ROUSSET	L. LE BLANC
GUICHARD	BERTHELIN
LE BEAU	LE GRIS, <i>secrétaire.</i>
VILLEROY	

Six semaines plus tard eut lieu un service solennel. Les registres capitulaires nous en donnent le programme (1) :

Mardi 5 may 1767.— M. le Doyen a dit que, conformément aux intentions de Messieurs, S. E^m M^{gr} l'Archevêque désireroit qu'il fût fait dans leur église un service solennel pour le repos de feue M^e la Dauphine et qu'il convenoit fixer le jour.

(1) Archives de l'Y, G 681.

Messieurs ont arrêté qu'ils feront ce service solennel le mercredi 13 de ce mois, à 10 heures du matin; que les vigiles se diront la veille, que le bâton précentorial sera porté; que les cloches des deux tours seront sonnées. Et pour faire préparer et poser dans leur église tout ce qu'il convient dans cette circonstance, MM. Gigot et de Condé ont été députés.

Vendredi 8 may. — Messieurs ont arrêté que le chœur de leur église et le sanctuaire seront, en leur nom et à leurs frais, tendus de noir pour les Vigiles qui se diront mardi prochain, et pour le service solennel qu'il feront le lendemain pour le repos de l'âme de feu M^e la Dauphine, au désir de la délibération du 5 de ce mois, et ont député MM. Gigot et de Condé pour inviter les corps.

Mardi 12 may. — Messieurs ont arrêté, à cause du service solennel qu'ils feront demain, dans leur église, de dire aujourd'hui vêpres à 3 heures et Matines de suite. Les Vigiles à six heures, et demain la messe canoniale à sept heures. MM. de la Haize et Mallet députés pour choristes, et M. Maucier pour porter le bâton à la messe; M. Thévard, pour suppléer à ce que Son Eminence ne pourra faire (1).

Vendredi 15 may. — M. Gigot a dit que les jurés crieurs (2) sont venus dans le chœur, assistés de deux notaires, qui lui ont demandé pourquoy et de quel ordre on tendoit en noir dans le chœur; qu'il leur a répondu que c'étoit pour le service solennel que Messieurs avoient arrêté de faire, le 13 de

(1) « Le cardinal de Luynes y officia pontificalement et tous les corps séculiers et réguliers y assistèrent; l'oraison funèbre fut prononcée par M. Caquia de Monbourg, vicaire général, archidiaque de Provins, théologal et chanoine de Sens. » (*Almanach de Sens de 1768.*)

« Le 16 du même mois, les officiers municipaux firent célébrer un service solennel pour le même objet, dans l'église des Célestins, le cardinal de Luynes y officia pontificalement, et tous les corps séculiers et réguliers y furent invités. » (*Ibidem.*)

(2) Les jurés crieurs, ayant obtenu un privilège royal, avoient la prétention de s'attribuer le monopole des décorations funèbres. Cette affaire n'eut pas de suites. (Archives de l'Y., Dépôt de Sens, G 128.)

ce mois, pour le repos de l'âme de Me la Dauphine, que les ouvriers ne travailloient que sous ses ordres et ceux de M. de Condé, députés par le Chapitre, aux frais et aux dépens duquel le tout se faisoit ; qu'ils avoient signé l'acte qui en fait mention. Sur quoy Messieurs ont approuvé la conduite de MM. Gigot et de Condé, et la signature qu'ils ont dit avoir donné sur leurs réponses.

L'épithaphe soumise par le cardinal de Luynes à l'approbation du Roi et de la Dauphine, n'avait pas encore, malgré l'empressement de l'auteur, été livrée au graveur.

Le bon prélat, aussitôt après les obsèques de la Princesse, avait ajouté au texte primitif, cet éloge :

ORBATA CONJUX

MARIA JOSEPHA, e regiâ Saxonum stirpē, DELPHINA
Cujus immedicabilis dolor

Voluit se vitâ defunctam eodem condi tumulo,

Ut cinis cineri junctus

Mutui amoris posteritati perenne monumentum sit.

Sicut amore ita virtutibus par,

Mœroris acerbitate consumpta

Omnibus flebilis,

Obiit Die Mensis Martii XIII An. D. MDCCLXVII, Ætatis XXXV

Et fide conjugali etiam post mortem servatâ

Cum planctu magno deposita est, *Die ejusdem Mensis XXIII.*

REQUIESCANT IN PACE

Offerebat jubente et annuente Rege Addictissimus Servus

PAULUS D'ALBERT DE LUYNES

S. R. E. Cardinalis, archiepiscopus Senonensis.

Marie-Josèphe de Saxe, Dauphine de France,
Dont la douleur est sans remède depuis la mort de son époux
A voulu être enterrée après sa mort dans le même tombeau ;
Afin que la réunion de leurs cendres restât à la postérité
comme un monument éternel de leur amour mutuel,
Egale à son époux en vertu comme en tendresse,

Succombant enfin à l'amertume de sa douleur,

Elle est morte, digne de tous nos regrets,

Le 13 mars, l'an de Notre-Seigneur 1767, âgée de 35 ans.

Et, ayant voulu garder la foi conjugale même après sa mort,

Elle a été déposée, le 23 dudit mois de la même année, dans ce tombeau
que nous avons arrosé de nos larmes.

Requiescant in pace.

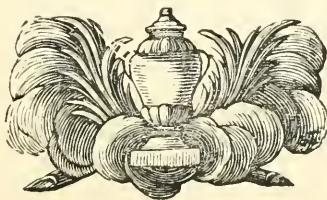
PAUL D'ALBERT DE LUYNES, Cardinal, Archevêque de Sens,

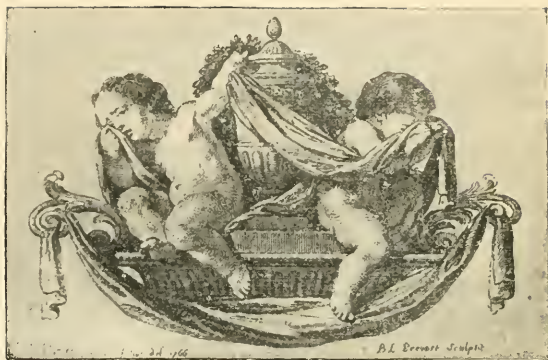
Serviteur très attaché à Monseigneur le Dauphin et à Madame la Dauphine,

A offert cet hommage de son respect à leur mémoire,

Par les ordres et sous le bon plaisir de Sa Majesté (1).

(1) Traduction publiée à Sens, avec le texte latin, en 1768. — *L'Année littéraire* a reproduit les épitaphes du Dauphin et de la Dauphine et en a donné une traduction en vers, par l'abbé DE PONÇOL, t. VII, pp. 212-216.





CHAPITRE VI

LE MAUSOLÉE

Plus d'un an se passe avant que la Direction des Bâtiments du Roi semble se préoccuper de la sépulture des Princes.

Le Chapitre, désespérant des lenteurs administratives, prend alors l'initiative. Le 10 juin 1768, il décide de « faire mettre une tombe et une inscription de marbre sur le caveau du Dauphin, en attendant le Mausolée (1). » De son côté, l'Archevêque réclame à la Direction des Bâtiments une table de marbre noir pour cette destination. Cette fois, le surintendant, marquis de Marigny, répond au prélat que satisfaction va lui être donnée (2). Le

(1) Reg. capitulaire. — Archives de l'Yonne, G 681.

(2) Archives nat. OI 2098, p. 88. — Lettre du 9 juillet 1768, citée par MM. Quesvers et Stein, *Inscriptions du Diocèse de Sens*.

26 septembre, il fait écrire à M. Lestoré, chanoine de Sens (1).

J'aurois déjà rempli les désirs de M. le Cardinal de Luynes si les magasins du Roy pouvoient fournir, dans les proportions indiquées, le marbre noir pour porter l'épithaphe provisionnelle de M^{gr} le Dauphin ; et c'est ce dont j'ai lieu de douter puisque, suivant le compte qui m'a été rendu, il n'existe dans les magasins qu'une seule tranche de ce marbre, et dont on croit l'épaisseur insuffisante (2).

Enfin, sur le rapport qui lui est présenté ainsi libellé :

M. le Cardinal de Luynes, touché du désir d'ériger à la mémoire de Monseigneur le Dauphin dans l'église de Sens une sorte de monument que la décence exige, en attendant que celui que V. M. a ordonné soit en état, supplie très humblement V. M. d'accorder une tranche de marbre blanc sur laquelle on puisse graver l'épithaphe qu'il a composée et qu'on encadrera de marbre noir.

Le Roi signe de sa main un permis de délivrer, le 6 novembre 1768. Le 12 décembre, on faisait transporter à Sens vingt-trois pieds quatre pouces trois lignes quatre points de marbre (3).

L'*Almanach de Sens* pour 1770, publié par conséquent vers la fin de 1769, pouvait annoncer cette nouvelle : « Comme le magnifique Mausolée qui doit être placé dans le chœur de l'Eglise Métropolitaine de cette ville, sur le tombeau de feu M^{gr} le

(1) Enslache Lestoré, aumônier du duc d'Orléans, résidait à Paris, où il était chargé des affaires du Chapitre ; il était également, à cette époque, secrétaire de l'Archevêché et vicaire général.

(2) Archives nat., *ibid.*, p. 131. Cité, *ibid.*

(3) Archives nat., *ibid.*, pp. 131 et 150.

Dauphin et de Madame la Dauphine, n'est pas encore prêt (*sic*) d'être fini, S. E. M^{gr} le cardinal de Luynes, notre archevêque, désirant que l'endroit où reposent les dépouilles mortelles de ces augustes Epoux fût distingué, par quelque marque extérieure, des autres sépultures qui se trouvent dans ce respectable sanctuaire, y a fait poser une tombe de marbre blanc, soutenue par six consoles d'un pied de hauteur.

« L'écusson des armes de feu M^{gr} le Dauphin et de Madame la Dauphine est gravé sur cette tombe au-dessus des épitaphes qui nous rappellent, avec autant de vérité que de précision, des vertus qui seront longtemps l'objet de notre admiration et de nos regrets. »

Si lointaine encore qu'apparût l'érection du « magnifique mausolée, » on en pouvait déjà parler, en 1769, avec assurance et admiration.

Le monument commandé par le Roi, inspiré par Marie-Josèphe, esquissé par Cochin, heureusement affranchi des absurdes rêveries de Diderot, avait enfin pris sa forme définitive, grâce au talent souple et délicat du grand artiste Guillaume Coustou.

Le modèle en plâtre était achevé pour le Salon de 1769. Le catalogue annonce qu'on peut le visiter, chaque après-midi, dans l'atelier du sculpteur, place Nouvelle-du-Louvre.

Il en fait la description suivante :

Ce tombeau, destiné à réunir deux époux qu'une égale tendresse avait unis pendant leur vie, présente un piédestal carré, sur lequel sont placées deux urnes liées ensemble

d'une guirlande de la fleur qu'on nomme immortelle.

Du côté qui fait face à l'autel, l'Immortalité, debout, est occupée à former un faisceau ou trophée des attributs symboliques des vertus morales de feu M^{gr} le Dauphin : la balance de la Justice ; le sceptre, surmonté de l'œil de la Vigilance ; le miroir, entouré d'un serpent, de la Prudence ; le lys de la Pureté, etc. A ses pieds est le génie des sciences et des arts, dont le Prince faisait ses amusements. A côté, la Religion, aussi debout, et caractérisée par la croix qu'elle tient, pose sur les urnes une couronne d'étoiles, symbole des récompenses célestes destinées aux vertus chrétiennes, dont ces augustes époux ont été le plus parfait modèle.

Du côté qui fait face à la nef, le Temps, caractérisé par ses attributs, étend le voile funéraire déjà posé sur l'urne de M^{gr} le Dauphin, mort le premier, jusque sur celle qui est supposée renfermer les cendres de Madame la Dauphine. A côté, l'Amour conjugal, son flambeau éteint, regarde avec douleur un enfant qui brise les chaînons d'une chaîne entourée de fleurs, symbole de l'Hymen.

Les faces latérales, ornées des cartels des armes du Prince et de la Princesse, sont consacrées aux inscriptions qui doivent conserver à la postérité la mémoire de leurs vertus. »

Avant même l'exposition du modèle, des mesures étaient prises pour hâter l'exécution en marbre de cet important monument.

Le 24 février 1769, Cochin avait écrit au marquis de Marigny :

Monsieur,

L'ouvrage du tombeau de feu M^{gr} le Dauphin, par M^r Coustou, dont vous avés vu et approuvé le modèle, est au point d'en commencer l'exécution en marbre. Après m'être informé des marbres qui peuvent servir à cet objet, j'ay vu qu'il n'y a que deux blocs qui soyent susceptibles d'y être employés,

L'un est un bloc depuis très longtemps délivré à M. Pigalle pour exécuter un groupe de l'Education de l'Amour, dont il a fait anciennement un petit modèle. Les divers travaux dont il a été chargé depuis, ont suspendu l'exécution de ce morceau, qui d'ailleurs n'a point d'utilité particulière pour le service du Roy, et auquel M. Pigalle renonce. En supposant même qu'après avoir achevé le tombeau du Maréchal de Saxe, il se sentit encore assés de force pour entreprendre un morceau de longue haleine (ce qu'il ne présume pas), le grand modèle n'étant pas encore commencé et ne pouvant l'être de longtemps, on auroit tout le temps nécessaire pour lui faire revenir un autre bloc.

Il ne fera donc aucune difficulté de remettre ce bloc entre les mains de M. Coustou, au premier ordre qu'il en recevra. Ce bloc est beau et peut servir à l'exécution de deux des principales figures du tombeau et de deux enfans.

Le second bloc nécessaire est celui qui est déposé sur le quay du Louvre, bloc défectueux par un fil qui le traverse, ce qui met dans l'impossibilité de l'employer dans les mesures qu'il comporte. M. Coustou y trouvera de quoy faire les deux figures du Temps et de l'Himen, et remettra au magasin ce qui en restera et qui sera au delà du tiers de ce bloc.

S'il vous plaît, monsieur, donner les ordres nécessaires pour que ces deux blocs lui soient délivrés, et particulièrement celui qui est dans l'atelier de Mr Pigalle au Louvre, parce que les modèles des deux figures qui peuvent y être taillées sont prêts, M. Coustou ne perdra point de temps à mettre en œuvre cet ouvrage important (1).

Le 13 mars, le Directeur des Bâtimens informe

(1) Archives nat., O1 1905. A cette lettre est annexée la note suivante :

« Il y a environ 18 à 20 ans que le s^r Fréret, voiturier par eau, a livré sur le port S. Nicolas, à Paris, un bloc de marbre blanc *statuer*, du poids d'environ 90 milliers pezant. Ce bloc étoit destiné pour faire (par le s^r Slod sculpteur) une figure et trophée pour la *Paix* de l'année 1717. Mais le dit bloc s'est trouvé rempli de *filles* et *ord* d'état de servir à sa destination. »

Coustou que les deux blocs désignés par Cochin, lui sont attribués pour son monument (1). Le même jour, il notifie cette décision à Pigalle (2).

Toutefois le travail du sculpteur s'accomplit avec lenteur.

A la fin de 1776 seulement, on peut en annoncer au roi Louis XVI l'achèvement très prochain. Aussitôt le Roi ordonne à M. d'Angiviller, successeur du marquis de Marigny, de prendre des mesures pour l'érection du monument à Sens.

C'est alors qu'une grosse difficulté, jusque-là imprévue, se présente. Le caveau, construit à la hâte pour l'inhumation du Dauphin, offrait-il une base suffisamment solide pour supporter un mausolée d'un poids considérable? Faute de renseignements précis, il était difficile de répondre à cette question. M. d'Angiviller envoie à Sens Germain Soufflot, le célèbre architecte (3), contrôleur des Bâtiments du Roi, et le sculpteur Coustou, avec mission d'examiner la construction du caveau et de lui indiquer les travaux nécessaires.

Les documents qui suivent nous permettent de les suivre dans cette visite :

Soufflot au comte d'Angiviller

Monsieur,

Je suis convenu avec M. Coustou de partir pour Fontainebleau dans huit jours. Nous nous arrêterons pour pren-

(1) Archives nat., OI 2098, r. 193. — Lettre publiée par MM. Quesvers et Stein, *op. cit.*, t. I, p. 423.

(2) Archives nat., OI 1905.

(3) Originaire de Coulanges-la-Vineuse, c'est lui qui a élevé, à Paris, l'église de Sainte-Geneviève, appelée depuis le Panthéon.

dre vos ordres à l'égard de l'examen que nous avons à faire du caveau au dessus duquel il doit poser, l'année prochaine, le tombeau de M^{sr} le Dauphin et de Madame la Dauphine. Je pense, Monsieur, que s'il est nécessaire que nous y descendions, il y a des précautions à prendre pour la permission d'en faire l'ouverture. J'ai l'honneur de vous en prévenir, ainsi que de la nécessité d'avoir avec nous l'entrepreneur qui a fait le caveau, afin qu'il s'arrange pour se rendre à Sens en même temps que nous (1).

Le 8 novembre, le Chapitre de Sens recevait communication de la lettre suivante, remise par Soufflot au nom du Directeur des Bâtiments :

Fontainebleau, 7 novembre 1776.

J'ai l'honneur de vous informer, Messieurs, qu'en exécution des volontés du feu Roy et de l'aveu de Sa Majesté régnante, je députe à Sens M. Soufflot, contrôleur général des Bâtiments de Sa Majesté, et M. Coustou, sculpteur de l'Académie, pour préparer dans votre Eglise les travaux relatifs à la pose du monument consacré à la mémoire de M. le Dauphin, et qui a été exécuté par M. Coustou. Cet ouvrage, presque entièrement terminé, pourra être mis en place au printemps prochain; mais, comme la masse est d'un poids considérable, il s'agit de reconnoître si le caveau peut la supporter et d'y ajouter, si besoin est, toute la solidité convenable. Tel est l'objet de la commission de M^{rs} Soufflot et Coustou, et je me promets, Messieurs, des sentiments que l'objet inspire sans doute à votre compagnie, que vous procurerez aux deux artistes dont il s'agit tout l'accès et facilités qui pourront dépendre de vous.

J'ai l'honneur d'être, etc.

D'ANGIVILLER (2).

(1) Archives nat., O1 1559. Communiquée par M. Félix Chandenier.

(2) Archives de l'Y. Dépôt de Sens, G 135, n° 100.

Le lendemain, Soufflot fait à son directeur ce récit de ses démarches :

Soufflot au comte d'Angiviller

Sens, 9 novembre 1776.

Nous arrivâmes ici, hier à midi environ; nous eûmes l'honneur de voir, après un premier examen de l'église, M. le Cardinal et de lui présenter votre lettre. Il avait reçu celle de M. Amelot, et Son Eminence venoit de lui répondre qu'elle croyoit une lettre de cachet nécessaire pour l'ouverture du caveau. Elle me parut disposée à attendre sa réponse, sans cependant trop insister sur la nécessité absolue, parce que votre lettre me paroissoit décider la question d'après une conversation avec M. Amelot, postérieure à votre lettre. Je remis ensuite celle que vous m'aviez donnée pour le Chapitre et les choses se passèrent à peu près comme chez Son Eminence. Cependant il fut décidé que je pouvois mettre aujourd'hui des ouvriers dans le chœur pour fouiller contre les murs du caveau, en reconnaître la construction et la nature du sol que l'on m'assure être de terres rapportées.

On travaille à cette fouille; mais, comme il faut cesser pendant les offices et que c'est demain dimanche, cela me retiendrait ici deux jours à rien faire; je vais, Monsieur, profiter de cette circonstance pour aller voir ma famille que je n'ai pas vue depuis grand nombre d'années et qui n'est distante que d'environ cinq heures de chemin. J'en reviendrai après demain qui est jour de fête ici, et j'espère que les choses seront au point de pouvoir arriver à Fontainebleau mardi pour vous rendre compte de tout (1).

Peut-être Soufflot ne fit-il qu'un rapport verbal. Aucun document ne relate les conclusions de sa visite à Sens. Mais évidemment les deux envoyés con-

(1) Archives nat. O1 1559. — (Communiquée par M. Félix Chandenier.)

statèrent l'insuffisance du caveau funéraire. De là la nécessité de le reconstruire ou bien d'élever le mausolée sur un emplacement autre que celui de la sépulture. Ce second parti fut envisagé. Il offrait le double avantage d'épargner une construction nouvelle et surtout d'éviter une exhumation. La lettre suivante nous l'apprend. Des démarches furent faites, même après que fut décidée la reconstruction du caveau, pour obtenir que le mausolée ne fût point placé sur la sépulture, c'est-à-dire au point central du chœur, mais en avant et près de l'entrée.

*Lettre attribuée à M. l'abbé le Bean, chanoine,
parent de M. Moreau de Vormes (1)*

Voicy, Monsieur et cher confrere, un nouveau plan de notre chœur, tout y est bien désigné, et certainement M. le comte d'Angiviller et M. Soufflot auront égard à nos représentations. Lorsque vous leur aurés démontré que le mausolée sera mieux aperçû étant à la place où nous désirons qu'il soit, que dans la partie supérieure de notre chœur, où il nous gênera beaucoup pour nos cérémonies, pour le chant, et pour le catafalque de M^{gr} le Dauphin — (on le met à S. Denys dans le sanctuaire, parce que le caveau est sous le sanctuaire : il faut que le catafalque soit sur les corps mêmes, cela est indispensable). — M. Coustou ne doit point craindre que l'aigle masque le monument, nous n'en avons point depuis longtemps, et ne pensons point à en faire l'acquisition ; si le mausolée est posé où nous le désirons, ce sera une

(1) Cette suscription est d'une écriture moderne. Bien que cette lettre, conservée aux archives de la Fabrique, ne soit ni datée ni signée, il n'est pas téméraire de la dater du milieu de l'année 1777. De plus, l'écriture est certainement du chanoine Jean-François Lebeau (1754-1785), chambrier du Chapitre. Le destinataire était vraisemblablement le chanoine de Lestoré, agent du Chapitre à Paris.



LE MAUSOLÉE

L'Immortalité, la Religion et le Génie des Arts

raison de plus pour n'en jamais avoir. Nos chantres ne chantent point à l'aigle, mais à leurs places, et c'est pour cela qu'il est important de descendre le mausolée jusqu'à l'endroit désigné, ou à peu près, afin que nos chantres se voyent et s'entendent. Il est vrai qu'à la messe *seulement* on met un petit pupitre portatif au haut du chœur; un de nos enfants le place au moment où la messe commence, et l'enlève aussy tôt après la communion. C'est encore une de nos raisons pour désirer que le mausolée soit un peu plus éloigné du sanctuaire. Il y a quelque fois quinze personnes et plus qui se rassemblent à ce petit pupitre pour chanter la messe, et il arriveroit souvent qu'il n'y auroit pas assés d'espace pour les placer entre le mausolée et le pupitre. Il est vrai aussy qu'on pourroit le mettre tout à fait au pied des marches du sanctuaire; mais il n'y auroit plus de passage au bas des marches, et ce passage est absolument nécessaire pour les cérémonies de l'autel et du chœur. Nous avons omise cette observation qui cependant est très essentielle.

Au reste, comme j'ay eu l'honneur de vous le marquer, le Chapitre n'a plus là dessus de volonté; il a pris la liberté de mettre sous les yeux du ministre en cette partie ses observations et ses réflexions, tant sur l'angustie du caveau, à cause de la difficulté d'y placer les corps de nos princes, que sur la place du mausolée, à cause de nos cérémonies et de nos chantres. Si vous voulés encore faire quelques démarches, vous nous obligerés infiniment; mais assurés-vous bien auparavant que vos démarches ne blesseront ny M. d'Angiviller ni M. Soufflot. Il est question d'un monument éternel; nous nous serions reproché de n'avoir pas exposé des inconvénients qui peut estre saulteront aux yeux de tout le monde lorsqu'il sera placé, et que nous apercevons d'avance mieux que personne. Nous n'avons certainement aucunes vues particulières, c'est le bien même de la chose qui nous a fait parler; s'il n'y a plus de retour, nous nous taisons, et c'est au Roy que nous nous soumettons, en respectant les ordres de son ministre.

Le retard du caveau a aussi retardé le sieur Villeroy (1) pour la maçonnerie sur laquelle M. Taboureux doit poser sa charpente; il n'y a encore rien de fait, cependant il compte s'en occuper aussi tôt après la construction du caveau. M. Taboureux (2) pourra toujours disposer sa charpente, et je luy marqueray dans le milieu du mois d'aoust où nous en serons.

Nos carreaux sont arrivés et placés en sûreté, je n'ay point encore payé la lettre de voiture et les autres frais; je vous en enverray l'état vendredy ou dimanche au plus tard.

J'ay reçu une lettre de M. Corbel (3) dont je suis très content, il me devoit depuis longtemps cette réponse, je vais en conséquence faire préparer notre chapelle pour recevoir son autel....

Après de longues hésitations, le Ministre de la Maison du Roi, Amelot, désireux d'éviter tout retard et d'exécuter les ordres formels du Roi, décide l'exhumation et la reconstruction de la sépulture du Dauphin.

Le 19 mai 1777, il écrit au cardinal de Luynes :

Monseigneur,

L'intention du Roy étant de faire ériger un Mausolée à la mémoire de M. le Dauphin et de feu Madame la Dauphine, dont les cendres reposent dans l'église de Sens, Sa Majesté a chargé M. le comte d'Angiviller de l'exécution de ses ordres. En conséquence, il a envoyé deux artistes sur les lieux pour examiner le local. Il résulte de leur examen que le caveau qui a été construit pour y enfermer les tombes est trop

(1) Pierre Hay, dit Villeroy, entrepreneur de bâtiments à Sens.

(2) Le Chapitre avai fait marché, le 23 janvier 1777, avec le sieur Taboureux, maître charpentier à Paris, pour les réparations du comble et du clocher. (Archives de l'Y., G 712.)

(3) Corbel, qui s'intitulait « sculpteur marbrier à Paris, » a travaillé à la réfection générale du dallage de la cathédrale.

faible, qu'il ne peut supporter le Mausolée et qu'on se trouve forcé de le faire démolir; au moyen de quoy il est d'une nécessité indispensable d'en retirer les tombes et de les placer en dépôt jusqu'à la construction du caveau.

J'aurois fort désiré pouvoir me concerter avec Votre Eminence sur cette affaire importante, mais mes occupations ne me l'ayant pas permis, je la supplie de me marquer son avis sur le local qu'elle croira le plus convenable pour le dépôt qui cependant, ne peut se faire que dans une chapelle particulière ou dans le caveau destiné à la sépulture des Archevêques du diocèse. Votre Eminence est plus à portée que personne de décider le parti le plus convenable à prendre et je ne mettray cette affaire sous les yeux du Roy qu'après avoir reçu son avis, non seulement sur cet objet, mais sur les cérémonies qu'il conviendra d'observer pour l'ouverture du caveau, l'extraction des tombes et leur remplacement, qui doivent être constatés d'une manière juridique.

J'ay l'honneur d'être avec respect, etc. (1).

Dès lors s'établit une correspondance grâce à laquelle nous pouvons suivre le détail des événements.

Amelot, secrétaire d'Etat, au Cardinal de Luynes

Versailles, le 29 mai 1877.

Monseigneur,

J'ai rendu compte au Roy des observations contenues dans votre lettre. J'ai en conséquence l'honneur d'adresser à Votre Eminence celle que Sa Majesté luy écrit ainsy que celle du Chapitre, tant pour l'ouverture du caveau que pour l'extraction des cercueils et leur dépôt dans une chapelle à votre choix. L'intention de Sa Majesté (n'étant) point qu'il y ait chapelle ardente, mais seulement un luminaire honnête et décent, je supplie Votre Eminence de vouloir bien le régler et m'en faire part afin que je puisse le faire fournir par

(1) Archives de l'Yonne. Dépôt de Sens, G 135, n° 106.

les *Menus* que cette dépense regarde. J'ignore quel peut être le cérémonial à observer pour l'ouverture du caveau et tout ce qui doit suivre cette cérémonie. J'ay écrit à M. le marquis de Dreux (1). Je doute cependant qu'il puisse me donner des renseignements, les exemples de cette nature étant fort rares. J'auray soin de faire part de son avis à Votre Eminence, mais j'ay cru devoir toujours luy faire passer les lettres du Roy afin de ne point retarder son voyage et de la mettre à même de donner tous les ordres préliminaires. J'ai l'honneur, etc. AMELOT (2).

Le 3 juin, le cardinal de Luynes vient lui-même solennellement, revêtu du rochet et de la mosette, précédé de sa croix, donner communication au Chapitre de la lettre du Roi :

Mon Cousin,

J'ai ordonné, au mois d'octobre dernier, au sieur comte d'Angiviller, directeur et ordonnateur de mes bâtiments, de faire élever à la mémoire de feu M. le Dauphin et de feu Me la Danphine, mes très honorés père et mère, dont les cendres reposent dans l'Eglise de Sens, un mausolée digne

(1) La note suivante résume les différents renseignements fournis au Ministre de la Maison du Roi pour cette circonstance :

« M. le duc de Dreux a été consulté sur le cérémonial à observer pour l'exhumation des corps du Duc et de la Duchesse.

« — Il répond qu'il n'y a point d'exemples de cette cérémonie, mais qu'il pense qu'on ne peut procéder à cette cérémonie qu'avec un ordre du Roi au Chapitre : *l'ordre a été envoyé.*

« — Il doit y avoir un ecclésiastique jour et nuit en prières dans la chapelle : *point d'ordres donnés.*

« — Item, une sentinelle des gardes du corps à la porte de la chapelle : *point d'ordres donnés.*

« — Il faut faire un service pour l'extraction des corps : *cela a été fait.*

« — Il faudra en faire un second lorsqu'on replacera le corps sous le mausolée : *cela se fera.*

« — Il doit y avoir un luminaire réglé pour tout le temps du dépôt : *il y en a un. »*

(Archives nat., OI 1044.)

(2) Archives de l'Y. Sens, G 135, n° 107.

de princes si chers à mon cœur, qui puisse transmettre à la postérité et mes regrets et le profond respect que j'ay pour leur mémoire et leurs vertus. Je vois par le compte qu'il vient de me rendre que le caveau dans lequel leur cercueil est renfermé n'a point été construit avec assez de solidité pour supporter ce monument que ma piété leur destine; c'est pourquoi il est indispensable de le démolir pour le reconstruire. Et je vous fais cette lettre pour vous dire qu'avant qu'on commence ces travaux, mon intention est que les cercueils qui renferment ces dépôts précieux en soient retirés et placés dans l'une des chapelles de ladite Eglise de Sens dont je vous laisse le choix et dont l'entrée ne sera permise qu'aux ecclésiastiques, pour y estre gardés avec tout le respect et la décence qui leur est due jusqu'à ce que le monument soit achevé. Mon intention est aussi que ladite chapelle soit éclairée d'un nombre de cierges suffisant, pendant tout le temps du dépôt. Je m'en rapporte sur cet objet important, ainsy que pour le cérémonial et la pompe à observer pour l'extraction des cercueils, à votre prudence et au respect que je vous connais pour le dépôt confié à votre Eglise. J'écris au Chapitre de Sens pour luy donner mes ordres en conséquence et j'attends leur exécution de votre zèle pour moy. Et la présente n'étant à autre fin, sur ce, je prie Dieu qu'il vous aît, mon Cousin, en sa sainte et digne garde.

Ecrit à Versailles, le vingt-huit may mil sept cent soixante-dix-sept.

LOUIS.

(Signé :) AMELOT (1).

Le Chapitre avait reçu une lettre identique. Aussitôt, d'un commun accord, on décide de procéder à l'ouverture du caveau le samedi suivant. Voici le procès-verbal détaillé de cette cérémonie (*Registre capitulaire*, archives de l'Yonne, G 681) :

(1) Archives de l'Y. Sens, G. 135 n° 103.

Samedi 7 juin 1777. — Ce jourd'huy, sept juin mil sept cent soixante-dix-sept, Nous Paul d'Albert de Luynes, cardinal-prêtre de la sainte Eglise romaine, archevêque vicomte de Sens, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, etc.

En vertu des ordres du Roy à Nous adressés par la lettre de Sa Majesté dattée de Versailles, le vingt-huit mai dernier, signée Louis, et plus bas, Amelot, par laquelle Sa Majesté nous a fait connaître que voulant faire élever un mausolée à la mémoire de feu Monseigneur le Dauphin et de feu Madame la Dauphine, ses augustes père et mère, et pour cet effet faire reconstruire avec plus de solidité le caveau où reposent leurs corps, son intention est que les cercueils qui renferment ces restes précieux en soient retirés et placés dans l'une des chapelles de notre église, dont elle nous laisse le choix.

Plein de respect pour les ordres de Sa Majesté, et de vénération pour la mémoire de ses augustes père et mère, empressés de remplir les intentions du Roy,

Nous nous sommes transporté, à 7 heures du matin, dans notre Eglise Métropolitaine, accompagné de messire Louis-Bernard de Marsangy, abbé commendataire de Ste-Marguerite et trésorier de notre Eglise Métropolitaine, de Messire Jean-Claude de Bullioud, doyen de notre Chapitre et notre vicaire général, de Messire Pierre-Jacques Decondé, prêchantre, et Messire Louis-Claude Lhermitte de Champbertrand, cédier de notre Eglise et notre vicaire général, de Messire François-Robert Gradot, archidiaere de Melun en notre Eglise, de Messire Mathieu-François Caquia de Monbourg, archidiaere de Provins en notre Eglise, abbé de Saint-Crespin-en-Chaye et notre vicaire général, de Messieurs Christophe Delahaize et Jean-Jacques Dauvergne, commissaires par Nous nommés et choisis pour être présents à l'ouverture du caveau construit dans le milieu du chœur de notre église, dans lequel reposent les corps de Très Haut, Très Puissant et Très Excellent Prince Louis, Dauphin, et de Très Haute, Très Puissante et Excellente Princesse Madame Marie-Josèphe de Saxe, Dauphine de France.

Arrivés dans le chœur, nous avons trouvé notre Chapitre assemblé en habit de chœur pour nous recevoir et assister à la cérémonie de l'ouverture dudit caveau.

Sur-le-champ, nous avons fait lever la tombe qui ferme l'entrée dudit caveau dans lequel nous sommes descendus avec les susdits commissaires par nous choisis, où nous avons trouvé deux cercueils placés l'un à droite, l'autre à gauche de l'entrée dudit caveau, tous deux couverts d'un velours noir sur lequel était appliqué une croix de mère d'argent et portés sur des chenets de fer, et sous chacun desdits cercueils avons trouvé une boîte carrée, pareillement couverte de velours noir.

Sur le cercueil qui est à gauche en entrant, avons trouvé une plaque de cuivre sur laquelle nous avons lu et fait lire par les commissaires susdits l'inscription suivante :
ICY EST LE CORPS DE TRÈS HAUT, TRÈS PUISSANT ET EXCELLENT PRINCE LOUIS, DAUPHIN, DÉCÉDÉ AU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU, LE 20 DÉCEMBRE 1765, AGÉ DE 36 ANS 3 MOIS ET 6 JOURS.

Et sur la boîte quarrée placée sous ledit cercueil, avons lu et fait lire l'inscription suivante : ENTRAILLES DE TRÈS HAUT, TRÈS PUISSANT ET EXCELLENT PRINCE LOUIS, DAUPHIN, DÉCÉDÉ AU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU LE 20 DÉCEMBRE 1765, AGÉ DE 36 ANS 3 MOIS ET 6 JOURS.

Sur le cercueil à droite, avons trouvé une plaque *d'argent*, sur laquelle avons lu et de même fait lire par les susdits commissaires l'inscription suivante : ICY EST LE CORPS DE TRÈS HAUTE, TRÈS PUISSANTE ET EXCELLENTE PRINCESSE MADAME MARIE-JOSÈPHE, PRINCESSE DE SAXE, DAUPHINE DE FRANCE, DÉCÉDÉE AU CHATEAU DE VERSAILLES LE 13 MARS 1767, AGÉE DE 35 ANS 4 MOIS ET 9 JOURS.

Et sur la boîte quarrée placée sous ledit cercueil avons pareillement trouvé une plaque de cuivre sur laquelle avons lu et fait lire l'inscription suivante : ICY SONT LES ENTRAILLES DE TRÈS HAUTE, TRÈS PUISSANTE ET EXCELLENTE PRINCESSE MADAME MARIE-JOSÈPHE, PRINCESSE DE SAXE, DAUPHINE

DE FRANCE, DÉCÉDÉE AU CHATEAU DE VERSAILLES LE 13 MARS 1767, AGÉE DE 35 ANS 4 MOIS ET 9 JOURS.

Ensuite nous avons fait procéder à l'extraction desdits cercueils et boîtes, lesquels ayant été tirés du caveau, nous les avons fait placer sur une estrade et sous un dais élevé à cet effet dans le chœur de notre église et nous avons célébré pontificalement une grande messe de *Requiem* sous le rit le plus solennel.

La messe finie, nous avons fait transporter lesdits cercueils et lesdites boîtes à la chapelle de Sainte-Colombe de notre dite Eglise, située derrière le chœur, laquelle avait été par nous choisie comme la plus convenable pour servir de dépost.

Nous avons eu soin de faire tendre cette chapelle de noir dans tout son pourtour, depuis la naissance de la voûte jusqu'au bas et de faire appliquer sur la tenture deux litres de velours noir parsemés des armoiries de feu Monseigneur le Dauphin et de feu Madame la Dauphine.

Au milieu de ladite chapelle, nous avons fait élever une estrade et un dais sous lequel nous avons fait placer les deux cercueils et les deux boîtes, que nous avons fait recouvrir d'un poêle de velours noir aux armoiries de feu Monseigneur le Dauphin et de feu Madame la Dauphine.

Sur le haut dudit poêle, on a placé les honneurs; les gradins de ladite estrade ont été garnis de chandeliers portant chacun un cierge proportionné, et avons ordonné que lesdits cierges seraient entretenus et renouvelés pour brûler tout le temps que durera ledit dépost, et ce conformément aux intentions de Sa Majesté.

Nous avons fixé le nombre des cierges à douze, parce que pareil nombre est prescrit pour les anniversaires fondés dans notre Eglise par lettres-patentes du feu Roy pour le repos des âmes de feu Monseigneur le Dauphin et de feu Madame la Dauphine.

Les transports et dépôts ont été faits avec les cérémonies et prières accoutumées dans notre Eglise; le clergé sécu-

lier et régulier y a assisté ainsi que les corps laïcs que nous avons eu soin d'inviter.

L'escadron du régiment de la Reine-Dragons, qui est en quartier dans cette ville, était sous les armes, les officiers à leur tête, pour maintenir le bon ordre et rendre les honneurs dus à la mémoire de ces augustes Princes.

Des dragons choisis ont porté les deux cercueils et les deux boîtes; les huit premiers dignitaires ou chanoines de notre église portaient les cordons des deux poêles.

Après avoir rempli tout ce que le devoir, le respect, la piété et la religion exigeaient de nous dans cette circonstance, nous nous sommes retirés en ordonnant que l'entrée de ladite chapelle ne sera permise qu'aux ecclésiastiques, selon l'intention du Roy; avons ordonné de plus qu'on y célébrera tous les jours des messes de *Requiem*, et notre Chapitre a arrêté d'y aller tous les jours, processionnellement, après Complies, pour y réciter le *De profundis* et les autres prières pour le repos des âmes de ces augustes Princes.

Et de tout ce que dessus avons fait dresser procès-verbal, etc...

Le Cardinal avait informé aussitôt le Roi.

Le 12 juin, Amelot lui écrit que le Roi a exprimé sa satisfaction du procès-verbal dont il lui a rendu compte. Les frais seront remboursés dès que l'état en aura été fourni (1). Pour le luminaire, il prie de faire connaître ce qui a été réglé; le Premier

(1) Une lettre adressée par Amelot, de Versailles, le 25 juin, au cardinal alors à Bourbonne-les-Bains, donne avis qu'une ordonnance de 2400^l lui est expédiée pour remboursement des frais de la cérémonie du 7 juin, et que M. de Fronsac, premier gentilhomme de la chambre, a donné des ordres pour le luminaire. (Archives de l'Yonne, Sens, G 135, n° 109.)

Une nouvelle lettre du 12 juillet donne avis que cette ordonnance a été remise au contrôleur général des finances, pour recevoir la signature du Roi. Son Eminence devra la faire demander à M. Necker. (*Ibid.* n° 110.)

Gentilhomme de la Chambre continuera à le faire fournir sur le même pied. (*Archives de l'Yonne, Sens, G 132, n° 138.*)

Le même jour, Soufflot écrit de Paris au Cardinal :

Monseigneur, j'ai reçu la lettre que Votre Eminence m'a fait l'honneur de m'écrire, par laquelle elle a la bonté de m'apprendre que l'on peut à présent travailler au nouveau caveau qui doit supporter le tombeau de Monseigneur le Dauphin. Je connoissois la construction de l'ancien, et par mon examen et par l'entrepreneur même qui l'avoit construit très à la hâte. J'étois très sûr, Monseigneur, qu'il n'auroit pas pu supporter le poids du tombeau. En informant M. le comte d'Angiviller de l'état des choses, je vais le prier de donner ses ordres pour que l'on commence à travailler; mais si Votre Eminence désiroit absolument des changements, je la supplerois de vouloir bien les lui demander, car, malgré mon empressement pour tout ce qui peut lui être agréable, je ne pourrois pas les faire sans ordre.

Je suis, avec un profond respect,

De Votre Eminence,

Le très humble et très obéissant serviteur,

SOUFFLOT (1).

Pendant tout le temps que les cercueils des Princes restèrent exposés sur le catafalque de la chapelle de Sainte-Colombe, deux factionnaires firent une garde d'honneur pendant la journée, à la porte de cette chapelle, n'y laissant pénétrer que les personnes désignées par la lettre du Roi (2).

(1) L'original de cette lettre fait partie des collections de M. Félix Chandenier.

(2) *Affiches de Sens*, année 1777, p. 62.

Tous les jours, après complies, le clergé allait processionnellement à ladite chapelle en chantant le *Libera* ; avant de dire les versets et la collecte, le chanoine en semaine faisait l'aspersion et l'encensement devant la porte (1).

C'est là que, le 17 juillet, le comte de Provence, frère de Louis XVI, le futur restaurateur de la monarchie en France, vint faire un pieux pèlerinage auprès des cercueils de son père et de sa mère.

Monsieur achevait alors un long voyage politique qui avait eu un certain retentissement. Parti de Versailles, le 10 juin, avec une suite nombreuse, il avait visité Bordeaux, Toulouse, Marseille, Toulon et rentrait par les vallées du Rhône et de l'Yonne. Il avait été salué, le 16, à son passage à Auxerre, et avait couché au château des évêques d'Auxerre, à Régennes, près d'Appoigny. Il quitta le château le 17 au matin et rencontra entre Auxerre et Joigny le régiment des dragons de la Reine, qui avait fait le service de garde la nuit précédente.

« Ce prince voulut bien s'arrêter. Le régiment, par ses ordres, exécuta devant lui différentes manœuvres. A son arrivée à Sens, il trouva un détachement du même régiment, commandé par le comte de Seuil, qui fit le service auprès du Prince et eut l'honneur d'être admis à sa table (2). »

A l'entrée de la ville, le Prince est complimenté par MM. de Champbertrand et Gigot de Boisbernier,

(1) Notes anonymes d'un contemporain publiées dans l'*Annuaire de l'Yonne*, 1888, p. 55.

(2) *Gazette de France* du 25 juillet, 1777.

au nom du Chapitre. La municipalité entourée de la milice bourgeoise, avec drapeaux et musique, lui présente les clefs de la ville, à la porte Commune. Le cortège traverse la ville au milieu d'une foule considérable.

Le Prince descend de carrosse au son des cloches, devant le parvis de la Métropole. Il y est salué, en l'absence du cardinal, alors aux eaux de Bourbonne, par le duc de Luynes, son neveu, et reçu par Messieurs du Chapitre, en robes rouges et en chappes. L'archidiacre de Sens lui présente à vénérer la relique de la vraie Croix ; le trésorier offre l'eau bénite ; le doyen, M. de Bullioud, fait le compliment.

Après une courte prière dans le chœur, Monsieur se rend à la chapelle de Sainte-Colombe, auprès des restes de ses parents. Ensuite, il assiste à la messe basse célébrée par M. de Biencour, occupant le fauteuil et le prie-Dieu, recouverts de velours cramoisi à galons d'or, préparés au milieu du chœur. A la fin de la messe, le célébrant vient lui présenter le corporal à baiser.

Puis, escorté de six chanoines, le Prince retourne faire ses prières dans la chapelle de Sainte-Colombe. Enfin, il est reçu dans la salle capitulaire où les chanoines le prient de vouloir bien donner à leur Eglise, en souvenir de sa visite, « son portrait et celui de sa très digne épouse (1). » De là, Monsieur se

{1} Les portraits du Comte et de la Comtesse de Provence, donnés par le Prince au Chapitre de Sens, sont conservés au Trésor de la Métropole. (N^{os} 300 et 301 du catalogue.)

rend à l'Archevêché, y reçoit les corps civils et, après avoir dîné, il sort de la ville par la porte de Saint-Antoine, traverse l'Esplanade, au bruit de l'artillerie, au milieu d'une double haie de bourgeois sous les armes, et prend la route de Fontainebleau (1).

Pendant ce temps des complications survenues à la dernière heure avaient failli empêcher l'exposition au Salon de l'œuvre de Coustou et ajourner son érection à Sens. Seules l'active vigilance du Directeur général des Bâtiments et sa volonté bien arrêtée d'en finir purent les conjurer.

L'artiste avait dû confier à un spécialiste l'exécution des cartouches et des guirlandes en bronze destinés au mausolée. Quelques semaines avant l'ouverture du Salon, fixée au 25 août, le bronzier déclare ne pouvoir achever son travail avant deux mois. Il faut renoncer à exposer le monument incomplet. C'est ce que nous apprend la lettre suivante (2) :

Monsieur Coustou s'étoit flatté jusqu'à ce moment que les bronzes du Mausolée de feu Monseigneur le Dauphin seroient montés et dorés pour l'ouverture du Salon, et que ce monument pourroit à cette époque être vu tel qu'il sera dans la cathédrale de Sens. Mais le cizeleur, qui n'aura fini

(1) Tous ces détails sont empruntés aux *Affiches de Sens* de l'époque, et au registre des délibérations capitulaires.

(2) Arch. nat. OI 1905. — Cette lettre, sans date ni signature, est probablement de Cochin. Elle est adressée au peintre Pierre (Jean-Baptiste-Marie) alors recteur de l'Académie royale, et, à ce titre, chargé de l'organisation du Salon. En marge, on lit la date, 12 août 1777, qui est celle de la réponse, la lettre étant évidemment antérieure à la mort de Coustou.

de monter les bronzes que dans une quinzaine de jours, demande deux mois entiers pour les dorer. En conséquence, Mr Coustou, qui désire que cet ouvrage ne soit exposé au public que lorsqu'il sera entièrement fini, prie Mr Pierre de faire retrancher du livret du Salon la note qui annonçoit que l'on pourroit, pendant le temps qu'il durera, voir le Mauzolée à l'attelier.

Il le prie d'en prévenir Monsieur le Directeur général.

Bien plus, depuis quelque temps, l'état de santé de Guillaume Coustou inspirait les plus vives alarmes. Craignant de le voir mourir avant l'ouverture du Salon, le roi Louis XVI, désireux d'honorer, en mémoire de son père et de sa mère, l'artiste qui venait de sculpter leur tombeau, résolut de ne pas attendre l'Exposition du Louvre. A la séance de l'Académie, du 26 avril, Pierre, en qualité de directeur, annonçait à ses collègues que le Roi se proposait de nommer Coustou, chevalier de l'ordre de Saint-Michel (1).

L'intendant général des Beaux-Arts d'Angiviller profita de la visite de l'empereur Joseph II, frère de la Reine, à Soufflot, en présence de Coustou, pour conférer à l'éminent statuaire, au nom du Roi, cette haute distinction (2). L'artiste fut en même

(1) *Les Coustou*, par lady DILKE. (*Gazette des Beaux-Arts*, mars 1901, p. 213.)

(2) Dans son compte rendu détaillé du séjour de l'empereur à Paris, Mercy note, le 3 mai, une visite à la manufacture des Gobelins, et, plus loin, le 22 mai, dans l'énumération des présents distribués par le Prince, il cite « une bague de diamant entourée » donnée « à l'inspecteur des deux manufactures (des Gobelins et de la Savonnerie), nommé Soufflot. » C'est donc probablement le 3 mai que d'Angiviller remit à Coustou le brevet du Roi. (*Marie-Antoinette, correspondance de Marie-Thérèse et Mercy-d'Argenteau*, par d'ARNETH et GEFROY, t. III, pp. 60 et 71.)

temps autorisé à porter les insignes de l'ordre « avant sa réception. » Il ne devait pas jouir longtemps de cette faveur. A la séance de l'Académie de peinture du 26 juillet, le secrétaire notifiait « la mort de M. Guillaume Coustou, chevalier de l'Ordre du Roy, sculpteur, recteur et trésorier de cette Académie, garde de la salle des Antiques, décédé en cette ville, le 13 de ce mois. »

En annonçant la mort du grand artiste, le *Journal de Paris* (1) lui consacre cet éloge, signé de « Renou, peintre du Roi et secrétaire de son Académie de peinture et de sculpture : »

L'Académie Royale de Peinture et de Sculpture vient de perdre, dans M. Coustou, l'un de ses plus grands sculpteurs.

...Il fut chargé du tombeau de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine. C'est dans ce morceau, le dernier, le plus beau et le plus considérable qui soit sorti de sa main, et qui sera dans peu monté et exposé au Public, tel qu'il sera placé dans la cathédrale de Sens, que M. Coustou s'est montré le digne fils et l'émule de son père. J'ose annoncer que la Nation jettera quelques fleurs sur le tombeau de l'Artiste, en admirant celui qu'il vient de finir pour le père et la mère de notre Auguste Monarque.

A peine M. Coustou a-t-il eu mis la dernière main à ce superbe monument (2), à peine en a-t-il reçu la récompense

(1) *Abrégé du Journal de Paris*, t. II, p. 1085-6.

(2) Ainsi que le remarque lady Dilke (*op. cit.*, *Gazette des B.-Arts*¹), ces affirmations très nettes des contemporains annulent entièrement la supposition faite par M. Tarbé (*Vie et Œuvres de Pigalle*, p. 152), d'après laquelle Pigalle aurait achevé le mausolée de Sens, comme il avait fait quand Bouchardon mourut laissant ébauchée sa statue équestre de Louis XV.

Que Coustou ait eu recours à l'aide d'un ou plusieurs de ses élèves pour l'exécution d'une œuvre aussi compliquée, la chose est vraisemblable. Mais

honorable par le cordon de Saint-Michel, qui lui a été donné, au nom du Roi, par M. d'Angiviller, en présence de M. le comte de Falkenstein (1), qu'il a terminé sa carrière, dans la soixante-unième année de son âge. »

Malgré toutes ces traverses, le mausolée figura au Salon (2). Une lettre de d'Angiviller, du 12 août, nous apprend qu'il y fut exposé, bien que les trophées de bronze n'eussent pas encore reçu leur dorure. Dans cette lettre, le Directeur général exprime à nouveau sa volonté de voir le tombeau en place avant la fin de l'année : « Il n'y a qu'à se hâter pour les ouvriers, écrit-il, et y en mettre plusieurs (3). »

Voici le Mémoire officiel soumis au Directeur général des Bâtiments à l'achèvement du monument :

Mémoire du Mausolée de feu Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, exécuté pour le service du Roy sous les ordres de Monsieur le marquis de Marigny et ceux de Monsieur le comte d'Angiviller, directeur et ordonnateur général des Bâtiments de S. M. ; ledit ouvrage commencé en

nous n'avons pu trouver aucune preuve de l'affirmation de quelques historiens dont M. de Montaiglon s'est fait l'écho : « L'œuvre n'est pas toute entière de la main de Coustou ; on a dit que l'une des deux figures d'hommes, au moins celle du *Temps*, est entièrement exécutée par l'habile sculpteur Pierre Julien, élève de Coustou et le collaborateur de ses travaux, avant comme après son voyage de Rome, où il a été de 1768 à 1772. » (*Antiquités et Curiosités de la ville de Sens*, p. 71, dans la *Gazette des Beaux-Arts*, 1880.)

(1) L'empereur Joseph II.

(2) En annonçant cette exposition, le *Journal de Paris* informait ses lecteurs qu'elle occupait, cette année, outre le salon du Louvre, la cour et le jardin de l'Infante et se répandait même plus loin. « On voit dans l'atelier de feu M. Coustou, nouvelle place du Louvre, le mausolée de feu M^r le Dauphin et M^r la Dauphine... »

(3) GUIFFREY, *Expositions du XVIII^e siècle*, cité par lady Dilke, *op. cit.*, p. 214.



LE MAUSOLÉE

Le Temps, l'Amour conjugal et le Génie de l'Hymen

1766 et fini en 1777 et devant être posé dans le chœur de la cathédrale de Sens, par Guillaume Coustou. Scavoir un socle de marbre blanc veiné, entouré d'une bande de marbre verd de mer, d'un pied de largeur, ledit socle portant vingt et un pouces de haut. Sur ce socle s'élève un piédestal quarré de cinq pieds de haut sur deux pieds neuf pouces de large, revêtu de marbre verd, avec deux tables d'inscriptions de marbre blanc gravées en lettres dorées; ledit piédestal orné sur toutes ses moulures de bronzes dorés et de guirlandes aussi de bronze doré autour des inscriptions; au-dessous desquelles sont les cartels des armes du Prince et de la Princesse, aussi de bronze doré, accompagnés de branches de cyprès. Sur ce piédestal sont posées deux urnes de granit verd, ornées aussi de bronzes dorés, et liées ensemble par une guirlande de la fleur nommée immortelle. Sur le socle du côté qui fait face à l'autel, s'élève un groupe composé de deux figures de marbre blanc, et d'un enfant qui est à leurs pieds. Ces deux figures représentent l'*Immortalité* occupée à faire un faisceau des attributs symboliques des vertus de Monseigneur le Dauphin, et la *Religion* posant une couronne d'étoiles sur les urnes. Aux pieds de ces deux figures est le Génie des sciences et des arts, appuyé sur un globe terrestre qu'il mesure (1). Sur le côté du socle qui fait face à la nef, est un autre groupe aussi de deux figures de marbre blanc et d'un enfant. Ces deux figures représentent, l'une le *Tems* armé de sa faux, foulant aux pieds des monuments qu'il a détruits et tenant un voile funéraire qu'il pose sur les urnes, l'autre l'*Amour conjugal* tenant un flambeau éteint, et regardant avec douleur un enfant qui vient de briser une chaîne entourée de fleurs, symbole de l'hymen.

(1) Théodore Tarbé, dans une note manuscrite que nous possédons, remarque que sur le globe terrestre « on a tracé les routes qu'ont suivies les savants voyageurs du xviii^e siècle, afin de perpétuer l'époque de leurs découvertes. C'est dans la même vue, ajoute-t-il, qu'on indique une partie du plan de l'église Sainte-Geneviève (le Panthéon) comme le monument le plus remarquable de cette époque. »

Tous lesquels ouvrages, suivant le marché proposé à M. le marquis de Marigny et par lui approuvé et accepté suivant sa lettre du 23 novembre 1766, montent, non compris la fourniture des marbres, la façon des caisses et le transport à Sens, expressément réservés par le marché pour être à la charge de S. M., à la somme de 150000 livres. Plus il a étéourny par le sieur Couston, pour les urnes, un bloc de granit verd par lui payé au nommé Argou, marbrier à Grenoble, la somme de 900 livres. Plus deux tables d'inscriptions de marbre blanc, fournies par M. Bocciardi, de deux pieds huit pouces cubes à 40 livres. Total : 151006 livres 13 sous 4 deniers.

Je soussigné, premier peintre du Roy, certifie à Monsieur le Comte d'Angiviller, directeur et ordonnateur général des Bâtimens, que les ouvrages mentionnés au présent Mémoire ont été faits, approuvés et livrés. A Paris, le 10 août 1778. (Signé :) PIERRE. (Archives nation., O1 1931.)

Dès les premiers jours de septembre, la reconstruction du caveau, à Sens, était achevée. Le 9 eut lieu l'inhumation avec un cérémonial identique à celui de l'exhumation. L'Archevêque, après un service célébré par le Chapitre, en présence de tous les corps ecclésiastiques et laïcs, se rendit, revêtu des habits pontificaux, à la chapelle de Sainte-Colombe. Après les prières de la levée du corps, les cercueils furent transportés au chœur par un détachement des Dragons de la Reine et descendus dans le nouveau caveau. La cérémonie achevée, le Cardinal de Luynes prononça un discours sur la fragilité des grandeurs humaines et les vertus éminentes des princes défunts (1).

(1) *Affiches de Sens*.

Le 21 septembre, d'Angiviller écrivait de Versailles au Cardinal :

Monseigneur,

J'ai reçu la lettre dont Votre Eminence m'a honoré pour m'informer de la remise qu'elle a pris la peine de faire opérer, le 9 de ce mois, des corps de M. le Dauphin et de Madame la Dauphine dans le caveau destiné pour les recevoir. Il ne me reste désormais qu'à m'occuper des moyens les plus prompts de rétablir Messieurs du Chapitre dans l'usage libre de leur chœur. Je fais surveiller chaque jour les ouvriers qui préparent le carelage accordé par le Roi. Le Mausolée exposé depuis près d'un mois à la curiosité publique, va être désassemblé pour être transporté et rendu le plus tôt possible à Sens : en un mot, Votre Eminence et Messieurs du Chapitre peuvent compter que je ne laisserai négliger aucun des soins qui peuvent émaner de mon département pour hâter la conclusion de tous les arrangements relatifs au monument qu'il s'agit d'ériger.

Je suis avec respect...

D'ANGIVILLER (1).

Cette lettre nous l'apprend, on profita de la pose du monument au milieu du chœur pour en renouveler tout le dallage aux frais du Roi. Un docu-

(1) Archives de l'Yonne, dépôt de Sens, G 135. n° 112. Une lettre d'Amelot au Cardinal (*ibid.*, n° 113) expose que le Cardinal a réclamé 6000 livres restant dues pour les dépenses relatives au dépôt des corps, se répartissant en 1101 livres pour les objets devant être acquittés par les Menus et 1599 livres pour les autres frais. Le Ministre prie l'Archevêque de lui faire connaître si les 2400 livres ordonnées le 21 juin précédent pour l'extraction des corps) doivent être imputées comme acompte sur ces 6000 livres ou si elles concernent des dépenses différentes.

Une nouvelle lettre du Ministre, du 8 octobre (*ibid.*, n° 114), informe le prélat qu'il va remettre à M. Necke une ordonnance de 1599 livres pour le restant des dépenses. Son Eminence voudra bien la faire retirer comme elle a fait pour les 2400 livres déjà acquittées. Quant aux 4401^{rs}, elles sont ordonnancées au nom du Trésorier des Menus, qui en fera le recouvrement.

ment des Archives nationales (1), intitulé : « *Mémoire des ouvrages faits à la cathédrale de Sens*, suivant les ordres de M. le comte d'Angiviller, sous la conduite de M. Soufflot, architecte du Roi, et de M. de Bourge, inspecteur du château de Fontainebleau, par Dropsy, sculpteur marbrier du Roi, note que les inscriptions gravées sur ce dallage de marbre furent exécutées en 1777. Chaque lettre, d'un ponce et demi de proportion, était payée à raison de 4 sols l'une et la dépense totale s'éleva à 8946 livres 3 sous 8 deniers (2). »

« On ne commença à poser le mausolée que le 15 novembre; cet ouvrage ne fut entièrement fini que le 25 décembre 1777. Ensuite on carrela le sanctuaire (3), le chœur, les marches du sanctuaire et celles du chœur, en marbre, aux frais du Roy. Le clergé de l'Eglise de Sens chanta l'office dans la nef, depuis le 10 septembre 1777 jusqu'au 22 novembre de ladite année et, à cause du froid, on alla chanter l'office dans le bas-côté du chœur, qui est du côté de la salle du Chapitre, jusqu'au samedi inclusive-ment de la Passion. La chapelle de Sainte-Colombe tenait lieu de sanctuaire et aucun des membres du clergé n'y allait prendre séance; le sous-diacre venoit chanter l'Épître au bas des degrés de ladite chapelle, et le diacre, l'Évangile. On mit des tapis vis-à-vis des grilles du sanctuaire du côté du tombeau de MM. du Perron (4). »

(1) O1, 1903.

(2) QUESVERS ET STEIN, *Inscriptions de l'ancien diocèse*, t. I., p. 331.

(3) C'est une erreur, le dallage du sanctuaire fut fait en 1744, après l'érection du maître-autel de Servandoni et lors de la construction de la crypte des archevêques. (Voir QUANTIN, *Notice hist. sur la construction de la cathédrale de Sens*, p. 47.)

(4) Fragments d'un manuscrit anonyme, mais certainement l'œuvre d'un ecclésiastique de Sens de la fin du XVIII^e siècle, publiés par M. le chanoine Gally, *Annuaire de l'Yonne*, 1888, p. 55.

Comme toute œuvre de valeur, le monument de Coustou fut l'objet d'éloges enthousiastes et de critiques passionnées. Pour l'apprécier sainement, il importe avant tout de faire abstraction du symbolisme païen qui choque nos idées actuelles, mais qui était une loi absolue du goût du XVIII^e siècle. Sur ce point, du reste, si l'on se souvient des conceptions de Diderot, on conviendra que l'artiste a apporté dans sa composition autant de réserve que le permettaient les exigences de ses contemporains.

Parmi les critiques qui lui furent adressées, l'une des plus retentissantes fut celle de Bernardin de Saint-Pierre. « La première chose que je cherchai à y reconnaître fut la ressemblance du Dauphin et de la Dauphine..., il n'y en avait pas seulement les médaillons. On y voit le Temps avec sa faux, l'Hymen avec des urnes et toutes les idées rebattues de *l'allégorie qui est souvent*, pour le dire en passant, *le génie de ceux qui n'en ont pas.* »

De ce jugement sévère, il suffit de rapprocher ce qu'écrivait Cochin à Diderot : « Il craint que le mauvais goût, aidé de la flatterie, ne demande que ces figures soient *ressemblantes, ce qui rendrait le monument plat et maussade* (1), » pour sentir combien, pour Coustou lui-même, il était difficile de « contenter tout le monde. »

Citons seulement quelques-uns des jugements, parmi les plus autorisés, portés sur cette œuvre.

(1) *Œuvres de Diderot*, t. XIX, p. 223.

C'est d'abord celui d'un contemporain et d'un émule de Coustou. Dans une pièce manuscrite, intitulée : *Réflexions sur le monument de feu Monseigneur le Dauphin, exécuté par M. Coustou* (1), le sculpteur Etienne Gois, professeur de l'Académie de peinture et sculpture, déclare, en parlant des œuvres de son collègue :

« On y trouve toujours la correction et souvent la fermeté et la grâce, heureusement liées ensemble; mais c'est surtout dans sa belle composition du Mausolée de Monseigneur le Dauphin qu'il a déployé toutes les ressources de son génie et de son talent. Ce monument, fait pour honorer le siècle qui l'a produit, offre les beautés de l'antique (2) et semble de plus respirer un sentiment que l'on ne trouve peut-être pas toujours, même dans les chefs-d'œuvre des anciens. »

Un siècle plus tard, un de nos critiques d'art les plus écoutés, M. de Montaiglon, traduisait ainsi son impression : « Le tout est de l'exécution la plus délicate et d'une fraîcheur de conservation très remarquable; mais l'effet est un peu confus et d'un aspect mollassé et affadi, surtout dans les plis des vêtements. Étant donné le goût qui, sans rien de mâle ni de funéraire, est plutôt féminisé, rien de plus doux, de plus blond, de plus jeune, de plus en

(1) Bibliothèque nationale, Cabinet des Estampes, tome 49 de la collection Deloynes.

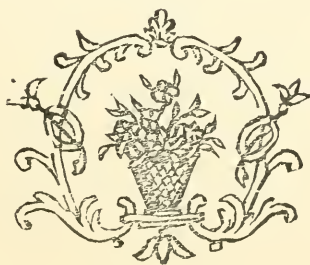
(2) « Coustou, garde de la » Salle des Antiques du Roi, » semble avoir été inspiré ici (dans sa statue de l'*Hymen*) par quelque réminiscence de l'Antinoïs, purifiée par un très délicat instinct dans l'expression d'une tristesse qui est empreinte ici d'une exquise sérénité, » (Lady DULKE, *op.cit.*, p. 211.)

fleur, de plus caressé, que l'exécution brillante et polie de toutes ces chairs parfumées, et les têtes des deux femmes sont en particulier tout à fait fines et charmantes (1). »

En résumé, quelles que soient les critiques de détail, le tombeau du Dauphin est bien le chef-d'œuvre d'un des meilleurs statuaires français, et non sans fierté, nous transcrivons ici cette affirmation du biographe de Coustou : « La cathédrale de Sens lui doit de posséder l'un des plus beaux monuments funéraires qui soient (2). »

(1) *Antiquités et Curiosités de Sens*, p. 74.

(2) Lady DILKE, *op. cit.*, p. 207.





CHAPITRE VII

LES ANNIVERSAIRES

Ce n'était pas assez pour Louis XV, très impressionné par le mort de son fils, de lui ériger un monument ; il avait à cœur de lui assurer à perpétuité les prières de l'Eglise. Son intention était de faire, à Sens, pour le Dauphin, les mêmes fondations qu'il avait établies à Saint-Denis pour ses filles Anne-Henriette et la duchesse de Parme Louise-Elisabeth (1). Ainsi le déclarent ses lettres-patentes

(1) Ces princesses jumelles étaient les aînées des enfants de Louis XV. Nées le 26 août 1727, elles moururent, la première, en 1752 ; la deuxième, qui avait épousé, en 1739, Philippe de Bourbon, duc de Parme, le 6 décembre 1759.

du 25 juillet 1766 à l'évêque d'Orléans, Louis Sextius de Jarente, et à Jean-Nicolas de Boullongne, intendant des finances, ses fondés de pouvoirs.

En conséquence, le 12 juin 1767, l'évêque d'Orléans, chargé de la feuille des bénéfices et de la direction générale des Economats, et Jean-Nicolas de Boullongne, chevalier, baron de Marigny-le-Châtel, seigneur de Montereau-fault-Yonne et autres lieux, conseiller d'Etat et intendant des finances, au nom du Roi, et MM. François-Eustache Lestoré, prêtre-chanoine de l'Eglise primatiale et métropolitaine de Sens, aumônier ordinaire de S. A. R. le duc d'Orléans, demeurant à Paris, rue Saint-Dominique, et Marc-Antoine Sallot Dupeyroux, prêtre-chanoine de la même Eglise, demeurant également à Paris, même rue, en l'hôtel du cardinal de Luynes, au nom du Chapitre de Sens et de l'assentiment du Cardinal-Archevêque, passaient, devant Mes^{es} le Pot d'Anteuil et Goullet, notaires au Châtelet, un contrat aux termes duquel un service solennel, à l'intention et pour le repos de l'âme de M^{gr} Louis, Dauphin de France, était fondé dans l'Eglise de Sens, pour le 19 décembre de chaque année, à perpétuité (1).

Ce contrat stipule que, la veille, le Chapitre chantera solennellement vêpres et matines des Morts; que la messe sera célébrée par l'archevêque ou, en son absence, par le doyen ou le délégué du Chapitre, avec trois diacres et trois sous-diacres, le préchantre, assisté de deux choristes, deux acoly-

(1) Archives de l'Yonne, dépôt de Sens, G 135, n° 88.

tes et deux thuriféraires ; que, après la messe, l'absoute aura lieu à la représentation dressée au milieu du chœur. Le luminaire comportera douze cierges à l'autel, autant à la représentation, un à la lampe, deux pour les acolytes et quatre pour les flambeaux de l'élévation. Toutes les cloches seront sonnées la veille, à midi et le soir ; le jour du service à 6 heures du matin, indépendamment des volées pour l'annonce de chacun des offices, ainsi que pendant la *Prose* et le *Libera* (1). Pour subvenir aux frais de ces offices, le Roi fait don au Chapitre d'une rente perpétuelle de mille livres. Moyennant quoi, le Chapitre sera tenu de fournir tout ce qui sera nécessaire, comme d'entretenir et renouveler au besoin de ses deniers les ornements fournis par la Couronne pour la première fois, notamment le poêle noir, avec le dais aux armes de M^{gr} le Dauphin (2).

(1) Le *Cérémonial de l'Eglise de Sens*, publié en 1769 par le cardinal DE LUYNES, consacre un chapitre spécial (p. 695-696) aux cérémonies observées aux anniversaires du Dauphin et de la Dauphine.

(2) Un inventaire fait en 1776 décrit ainsi les ornements qui servaient aux anniversaires du Dauphin et de la Dauphine :

Item quatre pentes de velours noir bordées d'un galon d'argent et de franges aussi d'argent de la hauteur de 3 ponces, enrichies des écussons brodés en or aux armes de feu M. le Dauphin, servant au dais que l'on met à la représentation le jour de son obit ;

Item quatre autres pentes aussi de velours noir, bordées d'un large galon d'argent et d'une frange haute de cinq ponces aussi d'argent, enrichies des écussons brodés en or aux armes de feu Madame la Dauphine, servant à son obit ;

Item un ciel de dais de velours noir tout uni, monté sur chassis ;

Item un devant d'autel de velours noir, croix et montants de moire d'argent, garni d'un galon d'argent avec les écussons aux armes de Monseigneur le Dauphin, semblables à ceux du dais ;

Un rétable d'autel de velours noir dont les montants et la croix sont de

Après la mort de la Dauphine, le Roi, par lettres-patentes du 25 janvier 1768, ordonna la fondation d'un service semblable à celui du Dauphin, qui serait célébré, chaque année, le 13 mars. Le contrat en fut passé, dans des conditions identiques et par les mêmes délégués du Roi et du Chapitre, le 5 mai 1768, devant M^{es} le Pot d'Auteuil et Goulet, notaires à Paris (1).

Le Chapitre n'avait pas attendu le contrat de fondation pour célébrer les anniversaires. Le 19 décembre 1766, il avait fait un service pour le Dau-

moire d'argent ; l'edit rétable enrichi de quatre écussons magnifiquement brodés en or aux armes de feu M^{er} le Dauphin ;

Item neuf chapes de velours noir, orfroy et chaperon de moire d'argent ; à chacune un petit écusson brodé en or aux armes comme dessus, dont une doublée de taffetas. Galon d'argent.

Item une chasuble aussi de velours noir, avec ses etole, manipule, voile et bourse, pareille aux chapes cy-dessus, enrichie de deux petits écussons brodés comme dessus.

Item six tuniques pareilles aux ornemens cy-dessus, avec leurs collets, dont deux seulement ont leurs étole et manipule.

(1) Archives de l'Yonne, dépôt de Sens, G 135, n° 93. La jouissance de la rente, pour la fondation du Dauphin, devait partir du 1^{er} juillet 1766. Une erreur ayant été commise par l'administration des finances, qui avait payé l'année 1766 entière, le chambrier du Chapitre dut rendre 500 livres aux intendants des finances.

La même erreur se reproduisit pour la fondation de l'anniversaire de la Dauphine. Le chanoine chambrier, Jean-François Lebeau, a écrit, à ce sujet, en marge de son *Journal de Receptes* : « M. Lestoré devoit rendre pareille somme sur celui de M^{me} la Dauphine. Le Roy a consenti que ces 500 livres fussent employées à faire peindre le prince et la princesse pour les placer dans notre Chapitre. »

J'ai retrouvé, en effet, une quittance de la somme de 193 livres 1 sols 6 deniers, donnée, le 15 avril 1768, à M. Lestoré, fondé de procuration du Chapitre, par M. Savalète de Magnanville, garde du trésor, pour restitution de l'excédent des fonds faits pour la fondation.

Un billet, joint à cette quittance, est ainsi libellé : « Je reconnois avoir reçu de Monsieur l'abbé Lestoré la somme de cinq cents livres pour les

phin. Dès lors, chaque année, les cérémonies funèbres seront accomplies fidèlement.

Notons-en seulement, d'après les registres capitulaires, la date et les particularités :

1767. — 20 décembre, anniversaire du Dauphin. Le cardinal officie. Oraison funèbre par le Père Elizée, carme (1).

1768. — Samedi 12 mars, premier anniversaire de la Dauphine. Les corps laïcs sont invités.

Lundi 19 décembre, service pour le Dauphin. Le doyen officie en l'absence du Cardinal.

1769. — Lundi 13 mars, service de la Dauphine (2).

Mardi 19 décembre, service du Dauphin.

1770. — Lundi 12 mars, service de la Dauphine. Le doyen officie. — Mercredi 19 décembre, service du Dauphin; officiant, le Cardinal.

portraits que j'ay fait de Monseigneur le Dauphin et de M^{re} la Dauphine pour le Chapitre de Sens, A Paris, le 29 juillet 1774. FREDOU. »

Ces deux portraits sont conservés au trésor de la Métropole (n^{os} 298, 299 du catalogue). Sur le cartouche surmontant le cadre ovale, on lit : *Donné par le roi Louis XV au Chapitre de Sens, en 1773*. Et derrière la toile, une inscription terminée par ces mots : PEINT PAR FREDOU.

Ces deux portraits ne sont vraisemblablement que des copies exécutées par Fredou. Nous n'avons pu retrouver l'original du portrait du Dauphin. Pour celui de la Dauphine, il reproduit exactement un portrait conservé à la préfecture d'Agen, provenant du château d'Aiguillon et attribué à Nattier. (Voir *Marie-Josèphe de Saxe et ses peintres*, par C. Stryenski. (*Gazette des Beaux-Arts*, septembre 1902, p. 230.)

(1) *Almanach de Sens* pour 1768, p. 87.

(2) Domini statuerunt ad officium divinum solemnissimum anniversarii D. Delphinæ quod die lunæ proximæ celebrabunt, statim post Laudes, Primam dicere, Tertiam horâ 8 1/2, postea Sextam, Nonam et Missam chori. Decimâ horâ campanas ad capitulum vocare ad exordiendas commendationes decimâ horâ cum mediâ; dein Missâ decantatâ et Libera, Vesperas dicere; in futurum idem fieri. (Reg. capitulaire. Arch. de l'Yonne, G 681.)

1771. — Mardi 12 mars. Officiant, le doyen.

Jeudi 19 décembre. Officiant, le Cardinal.

1772. — Vendredi 13 mars et samedi 19 décembre. Officiant, le Cardinal.

1773. — Vendredi 12 mars. Officiant, le doyen.

Lundi 20 décembre. Officiant, le Cardinal; assistants : comte du Muy, marquis de Rochechouart, comtes de Tavannes, de Talleyrand et du Roure, menins du Dauphin, et marquise de Rochechouart. (*Affiches de Sens*, 1773, p. 110.)

1774. — 12 mars. Officiant, M. de Bullioud, doyen.

20 décembre. (Cette date a été autorisée spécialement par le Roi sur le désir du comte du Muy, devenu ministre de la guerre.) Officiant, M. de Bullioud, doyen, le Cardinal étant à Rome.

Assistants : le prince Xavier, comte de Lusace, frère de la Dauphine; comte du Muy, ministre de la guerre; vicomte de Choiseul, comte du Chatelet, marquis de Tavannes, comtes de Talleyrand, du Roure et de Choiseul, ex-menins du Dauphin.

Le duc de Luynes, colonel du régiment de dragons, en garnison à Joigny et Villeneuve-le-Roi, lequel régiment est venu à Sens pour la circonstance et fut passé en revue par le ministre de la guerre, comte du Muy, avant le service. (*Affiches de Sens* du 25 décembre 1774.)

1775. — 13 mars. Officiant, M. de Bullioud, doyen.

19 décembre. Officiant, le Cardinal. Assistants : comte du Chatelet, marquis de Rochechouart, duc de Montmorency; comte de Choiseul, vicomte

de Choiseul, et les comtes du Roure et de Talleyrand, menins du Dauphin. Un détachement du régiment Mestre de camp Royal-Dragons, fait la haie.

1776. — 12 mars. Service de la Dauphine.

19 décembre. Officiant, le Cardinal. Assistants : comte du Chatelet, duc de Montmorency et comte de Talleyrand, menins. L'escadron du régiment de la Reine-Dragons fait la haie.

1777. — 12 mars. Assiste un détachement du régiment de la Reine-Dragons.

19 décembre. Officiant, le Cardinal. Assistants : duc du Chatelet, duc de Montmorency et comte de Talleyrand, menins.

1778. — 12 mars. Service de la Dauphine.

19 décembre. Officiant, M. de Champbertrand, doyen. Assistants : duc du Chatelet et comte de Talleyrand, menins.

1779. — 12 mars. Officiant, M. de Champbertrand, doyen.

20 décembre. Officiant, M. de Champbertrand, doyen. Assistants : duc de Chatelet et comte de Talleyrand.

1780. — 19 décembre, service du Dauphin. Officiant, le Cardinal. Assistants : duc du Chatelet, duc de Montmorency et comte de Talleyrand.

1781. — 12 mars, officiant : M. de Champbertrand, doyen.

17 décembre, assistants : duc du Chatelet, comte de Talleyrand.

1782. — 12 mars, officiant : M. de Vaudricourt, chanoine, en l'absence du doyen.

19 décembre, officiant : M. de Champbertrand, doyen. — Assistant : duc du Chatelet.

1783. — 13 mars, officiant : M. de Champbertrand, doyen.

19 mars, officiant : M. de Champbertrand. — Assistants : duc du Chatelet et comte de Talleyrand.

1784. — 12 mars, service de la Dauphine.

20 décembre, assistants : duc du Chatelet et comte de Talleyrand.

1785. — 12 mars, service de la Dauphine.

19 décembre, assistants : duc du Chatelet et comte de Talleyrand.

1786. — Lundi 13 mars, officiant : M. de Champbertrand, doyen.

19 décembre, assistants : duc du Chatelet et comte de Talleyrand.

1787. — 12 mars, officiant : M. de Champbertrand, doyen.

19 décembre, assistant : le comte de Talleyrand, seul.

1788. — 12 mars, officiant : M. de Chambertrand, doyen.

Au milieu des troubles et des préoccupations si graves du pays, la célébration des anniversaires, en 1789, passa inaperçue. Bientôt les iniques décrets sur la Constitution civile vinrent jeter l'alarme, en attendant la ruine, dans le pays. En en faisant part à ses collègues du Chapitre, le 23 novembre 1790, le doyen, M. de Champbertrand, les invitait à signer une déclaration dans laquelle ils affirmeraient leurs sentiments. A cette heure douloureuse, les

chanoines eurent à cœur de faire cette protestation :

« Nous n'oublierons jamais que la dépouille mortelle de Louis, Dauphin de France, et celle de sa vertueuse Epouse reposent dans le sanctuaire de cette église; que la garde honorable de ce dépôt précieux à la Nation nous fut confiée par Louis XV; qu'il nous chargea d'acquitter, les 19 décembre et 12 mars de chaque année, un service solennel pour le repos de leurs âmes. Si nous sommes réduits à l'impossibilité de remplir un devoir qui fut toujours sacré pour nous, désirant donner au meilleur des Rois un témoignage de fidélité, de respect, d'amour et de reconnaissance, nous prenons l'engagement de célébrer, ces mêmes jours, le saint sacrifice de la messe pour ses augustes Auteurs, et d'assister à leurs services, si les circonstances le permettent. »

Le lendemain, les agents de la Révolution venaient brutalement signifier la suppression du Chapitre.

Un mois après, le 20 décembre 1790, le service du Dauphin fut encore célébré. Le coadjuteur, Pierre-Martial de Loménie y officia, entouré des curés de la ville et du séminaire. Les chanoines, fidèles à leur engagement, se réunirent et assistèrent à la cérémonie, groupés dans la chapelle de Notre-Dame-de-Lorette (actuellement dédiée au Sacré-Cœur), où reposaient les cendres du cardinal de Luynes.



LE DAUPHIN & LA DAUPHINE

Camée par Jacques Guay

(Cabinet des Médailles.)

LES JOURS MAUVAIS

CHAPITRE VIII

VANDALISME ET PROFANATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Depuis deux ans, les solennités des anniversaires avaient cessé. Devant la persécution, de jour en jour plus menaçante et sanglante, les survivants du clergé sénonais s'étaient dispersés. L'ex-cardinal de Loménie de Brienne, un moment bercé de l'illusion de trouver dans sa popularité un abri sûr, avait déserté son palais et sa cathédrale et, suspect, il cherchait à se faire oublier dans sa retraite de Saint-Pierre-le-Vif.

On était déjà aux jours les plus sombres de la Terreur, et le mausolée du père de Louis XVI était toujours debout, au milieu du sanctuaire maintenant désert et silencieux.

Les mutilations et le pillage officiels, accomplis au mois de juin 1792, pour l'enlèvement des inscriptions et épitaphes de métal envoyées à la Monnaie, étaient un dangereux exemple.

Le 3 septembre 1792, pendant une réunion pu-

blique tenue dans la basilique profanée, pour l'élection des députés à la Convention, un groupe de forcenés avait failli briser et anéantir ce « monument du despotisme. » Il avait fallu l'intervention énergique du maire, Ménestrier, pour calmer leur fureur (1).

(1) Grégoire avait, dans son discours, fait allusion à ce qui s'était passé à Sens :

« Il y a dix-huit mois qu'à Sens on avoit pris un arrêté qui détruisoit les chartes. Déjà l'on en avoit envoyé des tonnes. Le citoyen Laire, zélé pour la gloire des arts, fit défoncer les tonnes ; il y trouva des fragments de la célèbre chronique de Vézelay, dont à Sens on possède le seul manuscrit peut-être qui a servi à Dachery et qui est imparfait.

« L'armée révolutionnaire et quelques êtres dignes d'y figurer, ont encore détruit à Sens le beau monument du chancelier Duprat ; des statues colossales et une foule d'autres statues, avec des bas-reliefs au portail de la cathédrale, qui retraçoient une histoire suivie du grand œuvre des alchimistes, tel qu'on le concevoit dans les XIII^e et XIV^e siècles. »

Le Père Laire, bibliothécaire du district de Sens, dans une lettre du 29 frimaire an III (19 décembre 1794), rectifie quelques-unes des affirmations du conventionnel :

« J'ai lu avec satisfaction votre troisième rapport sur le vandalisme et j'ai été touché sensiblement de la perte des monumens dont vous donnez des détails affligeants... Mais je ne peux vous déguiser que j'ai été extrêmement touché d'y voir altérer un fait dont je vous avois donné un détail abrégé et dont la vérité et les circonstances ont été altérées par les copistes dans les bureaux. J'y lis ces mots : « Il y a dix-huit mois qu'à Sens (il falloit lire : à Auxerre) on avoit pris un arrêté (ce n'étoit pas le district mais le département, par son arrêté du 8 janvier 1793 v. s.) qui détruisoit les chartes (qui auroit pu les détruire). Déjà l'on en avoit envoyé des tonnes (à Auxerre, et ces tonnes venoient du district d'Avallon, bien éloigné de Sens). Le citoyen Laire y trouva des fragmens de la célèbre chronique de Vézelay, dont à Sens on possède le seul manuscrit peut-être qui a servi à Dachery et qui est imparfait. » (Mais cette imperfection est ancienne, puisque du temps même de Dachery, elle se trouvoit déjà dans le manuscrit, comme il est prouvé par l'imprimé de ce bénédictin.)

« Je dois ce témoignage à la vérité et à la justice, tant à l'égard du district de Sens que de la municipalité. Ces deux administrations ont employé de concert tous les moyens qui, dans ces temps malheureux, leur restoient pour s'opposer aux incursions des barbares et des vandalistes. Plusieurs

Lorsque, vers la fin de 1792, émue par le vigoureux réquisitoire prononcé, contre le vandalisme, par l'abbé Grégoire, la Convention chargea la Commission des Monuments de veiller à la « conservation des objets qui peuvent intéresser essentiellement les arts, » d'irréparables désastres étaient consommés.

Cette mesure toutefois sauva le monument du Dauphin. Elle permit d'oublier son origine et son caractère si compromettants, et de n'y plus voir qu'une pièce précieuse de musée : le chef-d'œuvre de Coustou.

Le 21 avril 1793, la municipalité sénonaise décidait :

Le citoyen Perrin, officier municipal, visitera, avec Person, artiste, tous les lieux où l'on peut présumer qu'il existe des *traces de féodalité* et donnera des ordres nécessaires pour qu'elles soient enlevées; mais le décret de la Convention relatif à la conservation des monuments des arts sera affiché partout où besoin sera. (*Arrêtés municipaux*, t. IV, fo 239.)

Le 4 mai 1793, les représentants Turreau et Garnier, en mission à Sens, réunissaient, dans la salle des séances du district, les corps administratifs et judiciaires et, avant toute autre affaire, se préoccupaient de faire disparaître le mausolée.

même, en opposant leurs corps à ces scélérats, sont parvenus à sauver les bas-reliefs du mausolée de Duprat et le mausolée du ci-devant Dauphin.

« Faites disparaître, je vous prie, les traces de cet odieux soupçon. Dans ces circonstances désastreuses, ne pas coopérer au mal étoit une vertu, et s'y opposer un héroïsme.

« Salut et fraternité. »

(Signé :) LAURE.

(*Affiches de Sens, an III, n° 12, 30 nivôse.*)

Sur la représentation de plusieurs citoyens qu'il existe dans le chœur de l'église Saint-Etienne de Sens le mausolée d'un ci-devant Dauphin de France et qu'il est urgent de faire disparaître ce monument de la vanité des tyrans ;

Les Commissaires de la Convention Nationale, représentant du peuple, arrêtent que, dans le plus bref délai, et sous la surveillance immédiate de l'Administration du District, le mausolée dont il s'agit sera enlevé, à la diligence de la municipalité de laditte ville, qui demeure autorisée à faire la dépense que nécessitera ledit enlèvement, et même à demander à la Convention Nationale, soit une avance de deniers, soit un acompte sur le seizième qui lui revient dans la vente des domaines nationaux à elle aliénés, s'engageant à cet égard lesdits représentants du peuple d'appuyer cette demande auprès de la Convention Nationale, sauf à laditte municipalité à rendre aux administrateurs de département et de district un compte de l'emploi des dites avances pécuniaires. (*Archives de l'Yonne*, L. II, 95.)

Malgré cette décision formelle, et sans doute parce que personne n'osait assumer la charge périlleuse d'enlever un tel monument au risque de le détériorer, plusieurs mois se passèrent sans que fût tentée l'opération.

Mais, le 4 août 1793, le conseil général de la commune, appelé à statuer sur le sort du mausolée, prenait une délibération dont nous transcrivons religieusement l'orthographe quelque peu révolutionnaire :

Le citoyen maire a dit qu'aux termes du décret de la Convention nationale qui proscriit tous les monuments royalistes et fédéraliste, et qui ordonne qu'ils seront enlevés, tant dans les temples que lieux publics où ils pourroient être placés, il croyoit nécessaire que le conseil général prit une délibération par laquelle il statueroit sur l'enlève-

ment du mausolée placé sur la sépulture des cy devant Dauphin et Dauphine de France, inhumés dans le cœur de la paroisse cathédrale, et sur la manière dont se feroit cet enlèvement.

La matière mise en délibération : le conseil a applaudi au zèle du citoyen maire pour l'exécution des loix et décrets de la Convention, et a arrêté 1^o que le citoyen Pierson (1), artiste, seroit à l'instant invité à se rendre à l'assemblée... ; et le citoyen Person s'étant rendu à l'invitation du conseil, il fut consulté sur cette entreprise, et aiant promis de sur-

(1) Pierre Person, originaire de Grandpré (Ardennes), élève du sculpteur Bridan, était venu se fixer à Sens au début de la Révolution et y avait un cabinet d'architecte.

En 1794, il donne des « leçons de perspective, de la coupe des pierres et des cinq ordres d'architecture, » dans l'école gratuite de dessin fondée par le marquis de Chambonas et dirigée par le peintre Langlois.

Il est, dès cette époque, chargé des travaux d'entretien de la cathédrale. Il reçoit la mission d'enlever divers objets d'art dans les abbayes de Vauluisant et de Sainte-Colombe et dans les églises vouées à la destruction par la barbarie jacobine. Il s'efforça sans succès de sauver les précieuses verrières de l'église Saint-Romain de Sens, exécutées par Jean Cousin. Il en avait numéroté les panneaux qu'il fit déposer avec soin dans une chambre du Chapitre. Il projetait de les replacer dans les fenêtres de la chapelle de Sainte-Colombe, à la cathédrale.

Le 11 janvier 1792, la municipalité lui délivre « un mandat de 843 livres, à compte sur 1143 livres qui lui sont dues pour *restant* du prix du buste de M. de Chambonas, voté par le conseil. » (Registre des arrêtés municipaux, t. III, f^o 70.)

Le 20 mai 1792, il dépose un projet pour la restauration de la pyramide élevée sur l'autel de la patrie, moyennant 120 livres. Son projet est approuvé. (*Ibidem*, f^o 190.)

A la fin de cette même année il avait pu sauver le tombeau des Condé, à Vallery.

En janvier 1794, invité par la municipalité à exécuter l'ordre du conventionnel Maure, prescrivant la destruction des cloches des églises, il dépose un rapport exposant que l'enlèvement de l'un des deux bourdons, en compromettant l'équilibre du beffroi, occasionnerait des accidents considérables, et il parvient ainsi à sauver les fameuses cloches sénonaises.

Le 2 août 1794, la commune adopte son plan pour un nouvel autel de la patrie.

Dès la réouverture des églises, le Bureau d'administration du culte ca-

veiller l'exécution de cet enlèvement, il a prié le conseil qu'il lui permit de choisir et faire venir de Paris des ouvriers marbriers qui puissent entreprendre de faire cet enlèvement ;

Le conseil a autorisé le citoyen Person à choisir tels ouvriers qui lui conviendroient, et à faire, dans le délais le plus court, un plan nécessaire pour l'exécution de l'enlèvement du susdit mauzolé, lequel plan il seroit prié de soumettre au conseil qui lui-même le feroit passer à la Convention en la priant d'autorizer le conseil à faire la dépence nécessaire pour le déplacement.

Le conseil a invité aussi sur le champs le citoyen Person à commencer sur le champs à ôter de dessus le mauzolé tous les objets qui pourroient s'enlever, en attendant les ouvriers qu'il attend, et déposer tous les débris du mauzolé dans le lieu cy-devant chapitre, ou dans tel autre qu'il conviendra, d'en recueillir avec soin tous les objets sans exception et de les placer avec les scrupuleuses attention et précaution qu'il seroit possible, le conseil général s'en rapportant sur la prudence et la vigilance du citoyen Person. (*Archives communales de Sens, arrêtés municipaux*, t. IV, f^o 361.)

Person se mit aussitôt à l'œuvre. Le 19 août, Cos-sard et Mulot, délégués du Ministre de l'Intérieur

tholique de la cathédrale, dans sa séance du 20 août 1795, autorise son trésorier à se concerter avec Person, architecte de la commune, « qui s'étoit présenté à l'assemblée générale pour lui faire les offres les plus généreux. » Et le procès-verbal, à cet occasion, rend hommage en ces termes, au dévouement de Person : « Cet architecte, connu par les services qu'il avoit rendus dans les premiers moments de la spoliation des églises, en en préservant celle de Saint-Etienne, en ménageant et mettant, autant qu'il pouvoit, à l'abri beaucoup d'objets intéressants. »

Le 30 avril 1807, Person restitue à la fabrique de la cathédrale deux bas-reliefs d'argent de Thomas Germain, provenant de la châsse de S. Loup et deux autres ayant orné le socle de reliquaires (n^o 170, 171 et 172 du trésor), avec dix-huit fragments de bronze doré provenant du mausolée.

Person mourut à Paris, âgé de quatre-vingts ans, le 13 février 1830. (*Affiches de Sens*, du 28 février 1830.)

pour la conservation des objets d'art, passent à Sens, et, dans leur rapport, signalent ainsi le mausolée :

Dans le chœur de la cathédrale, nous avons remarqué que l'on s'occupoit à démonter le tombeau de marbre du ci-devant Dauphin, ouvrage de Coustou fils. L'intention de la municipalité, pour le soustraire aux malveillants, est de le faire transporter provisoirement, avec soin et par un artiste, dans l'ancien chapitre des ci devants chanoines. Le vœu commun paraît être de le conserver à Sens (1).

Ce premier travail toutefois se bornait à l'enlèvement des accessoires. Pour les statues, Person n'osait opérer sans le concours des ouvriers spécialistes réclamés par lui. La municipalité, de son côté, malgré les promesses des commissaires de la Convention, hésitait à engager une dépense dont le remboursement ne lui paraissait pas suffisamment garanti. De là sans doute l'idée préconisée dans les délibérations suivantes :

Le 5^e jour du 2^e mois de la 1^{re} décade, l'an II (26 octobre 1793).

Sur la proposition d'un membre de présenter à la Convention les Mausolée de Louis, père de Louis Capet, et du cardinal Duprat; sur quoi délibérant, ouy le citoyen Dufour, officier municipal, faisant les fonctions de procureur de la commune (2), le conseil général arrête que le citoyen Dufour, officier municipal, sera député auprès de la Convention à l'effet d'y faire hommage desdits Mauzollés au nom de la commune de Sens, et de solliciter des secours à l'effet de parvenir à payer les dépenses de laditte commune, et que

(1) *Bull. de la Soc. des sciences de l'Yonne*, t. XX, p. 48.

(2) Sur ce personnage, voir dans J. PERRUX, *le Cardinal de Brienne*, page 172 et suivantes.

le citoyen Maqui demeure chargé de rédiger cette adresse au nom de la commune de Sens dont sera porteur ledit cit. Dufour. (*Archives communales de Sens, arrêtés municipaux*, t. V, f° 23.)

Le 11^e jour du 2^e mois de la 2^e décade de l'an II (1^{er} novembre 1793).

Un membre a annoncé au conseil général que le Mauzoolée déposé dans l'église cathédrale de Sens étoit entièrement démoli; que les différentes parties de ce monument avoient été détachées avec le plus grand soin et qu'elles pouvoient offrir aux jeunes artistes de précieux modèles, sans porter avec elles les emblèmes que l'on a voulu détruire; il a demandé que l'on en fit l'offrande à la Nation et que la Convention fût priée de faire rassembler dans le magasin national toutes les parties détachées de ce monument.

La matière mise en délibération et le substitut du procureur de la commune entendu, le conseil arrête, à l'unanimité et aux applaudissements des citoyens présents, que le mauzoolée élevé dans la cathédrale de Sens seroit offert à la Nation et que la Convention nationale seroit priée d'en faire transporter les différentes parties au Magasin National.

Arrête en outre qu'il sera à cet effet adressé une pétition à la Convention Nationale, et que le citoyen Dufour, officier municipal, sera chargé de la présenter.

- Un membre a ensuite soumis au conseil le projet de cette pétition conçue en ces termes :

« Citoyens représentans du peuple,

« Un monument élevé par la plus basse adulation à l'orgueil de nos tyrans reposoit dans l'église cathédrale de Sens. Ce reste impur de leur honteuse magnificence contrastoit avec les principes sacrés de notre Constitution et sembloit accuser de faiblesse les véritables républicains : tout ce qui peut retracer à leurs yeux les prodigalités d'une cour abreuvée du plus pur sang du peuple doit rentrer dans le néant et, si la Nation ouvre les portes de l'Immortalité aux

grands hommes qui ont servi notre Révolution, elle doit réduire dans la plus vile abjection tout ce qui peut lui rappeler le souvenir de ses anciens tyrans. Elle recueille actuellement, avec un respect mêlé de reconnaissance, les cendres des vertueux philosophes dont la vie fut entièrement consacré aux soins pénibles et dangereux d'éclairer le peuple sur ses droits; elle doit également disperser avec le dédain du mépris ces vils dépôts que les crimes ont assuré et que la vertu n'a cessé de désavouer.

« Représentans du peuple, la commune de Sens n'a put souffrir davantage la présence d'un mausolée injurieux au peuple et à l'égalité. Elle en a fait décomposer toutes les parties avec soin, et les figures détachées ne peuvent plus offrir les odieux emblèmes qui ont trop longtemps souillé ses yeux. Elle en fait l'offrande à la Nation; elle demande, en outre, que les différentes parties de ce monument, chef-d'œuvre de Coustou fils, soient rassemblés dans le Museum national. C'est là, qu'après avoir été témoins ostensibles de l'avilissement de la Nation et de l'orgueil de ses oppresseurs, elles attesteront à la postérité la haine des Sénonais pour les Rois et leur amour pour la République (1). »

Lecture faite de cette pétition, le conseil déclare l'approuver en son entier.

(1) Ces déclamations ne traduisaient guère, comme bien on pense, les sentiments plutôt pacifiques et débonnaires de la population et de la municipalité. Pour connaître l'état d'âme des Sénonais sous un régime qui avait envoyé *trente-deux* de leurs concitoyens à l'échafaud, il faut lire les délibérations du conseil de la commune lorsqu'après thermidor, délivré de la tyrannie du comité révolutionnaire devant lequel il avait trop longtemps tremblé, il peut enfin s'exprimer librement.

Il faut l'entendre s'élever contre « les *cannibales* qui composaient l'infâme tribunal révolutionnaire. » (*Reg. VI, fol. 53.*)

Il faut relire son adresse à la Convention pour la mise en liberté de la fille de Louis XVI : « Lorsqu'une faction impie étoit parvenue à asservir la représentation nationale, la terreur et la mort planoient sur la surface de la France entière; l'homme de bien devenu suspect étoit appelé contre-révolutionnaire, aussitôt incarcéré, puis subitement conspirateur : telle étoit la marche rapide qui conduisoit à l'échafaud. » (*Reg. VI, fol. 74, 8 messidor an III.*)

Sur l'observation faite immédiatement par un autre membre que les frais de construction du Mauzollée étoient considérables, en raison de ce que l'on avoit été obligé d'appeler des artistes de Paris pour décomposer les parties de manière à ne point les endommager ; qu'il étoit impossible d'acquitter cette dépense des deniers de la commune qui éprouve dans ce moment les plus pressans besoins.

Le conseil général arrête que le citoyen Dufour demeure également chargé de réclamer auprès de la Convention Nationale des secours pour subvenir aux dépenses de déconstructions du Mauzollée, aux autres besoins pressans de la commune, etc. (*Ibidem*, f^o 29.)

Malgré toute la diligence du citoyen Dufour et le lyrisme de son éloquence sans-culotte, l'offre, — nous devons nous en féliciter, — ne fut heureusement pas acceptée. Quant au paiement des frais, la commune, le district et le département s'en désintéressent à l'envi.

Le 8 mars 1794, le district :

Renvoie au Ministre de l'Intérieur, pour être examiné par des gens de l'art, le mémoire de Person, artiste, qui a démonté le monument des Dauphins, s'élevant à 4072 livres, et celui de 1500 13 sols pour avoir enlevé les épitaphes, armoiries, tombes et tombeaux dans la cathédrale.

Le Directoire du district estime qu'il y a lieu par le Ministre de l'Intérieur à ordonnancer ledit mémoire sur le Trésor public après l'avoir préalablement fait vérifier par les gens de l'art qui seront à cet effet commis, n'en ayant aucun sur les lieux. (*Archives de l'Yonne*, L II, 96, f^o 98.)

Faire disparaître le monument, ce n'étoit pas assez. Les meneurs jacobins, dont l'audace croissoit à mesure que s'effaçoit l'autorité, faisoient la loi dans la

citée terrorisée : ils exigeaient une satisfaction plus complète.

L'exemple d'en haut ne les y encourageait-il pas ? A Saint-Denis, le vandalisme révolutionnaire avait brisé cinquante et un monuments. « En trois jours, a écrit le religieux témoin de ce désastre, on a anéanti l'ouvrage de douze siècles (1) ! » Et, après avoir déblayé le sol de la nécropole royale, on en avait ouvert les caveaux, brisé les cercueils, profané les cadavres et trainé les ossements à la fosse commune (2). Pendant trois mois, cette horrible besogne s'était poursuivie méthodiquement, sous une direction officielle. Preuve nouvelle et tristement éloquente que tout sentiment humain disparaît fatalement lorsque s'oblitère le sentiment religieux !

Les émules sénétois des terroristes parisiens pouvaient-ils tolérer plus longtemps le droit des morts à la paix du tombeau ? Puisque la municipalité, pourtant bien asservie, n'osait assumer l'odieux de violer des tombeaux et d'outrager des cadavres, la

(1) Chateaubriand a publié, dans les notes et éclaircissements du *Génie du Christianisme*, la relation d'un religieux de l'abbaye de Saint-Denis, témoin oculaire de ces profanations.

(2) Extrait du récit du religieux de Saint-Denis : « Mardi 15 octobre 1793, on a aussi retiré du caveau des Bourbons les cœurs de Louis, dauphin, fils de Louis XV..., et de Marie-Josèphe de Saxe, son épouse. Leurs corps avaient été enterrés dans l'église cathédrale de Sens, ainsi qu'ils l'avaient demandé. Le plomb, en figure de cœur, a été mis de côté, et ce qu'il contenait a été porté au cimetière et jeté dans la fosse commune avec tous les cadavres des Bourbons. Les cœurs des Bourbons étaient recouverts d'autres de vermeil ou argent doré et surmontés chacun d'une couronne aussi d'argent doré. Les cœurs d'argent et leurs couronnes ont été déposés à la municipalité, et le plomb a été remis aux commissaires aux plombs. »

Société révolutionnaire, affranchie de tout scrupule, en prit l'initiative.

Voici, en effet, l'unique mention de l'événement insérée au registre des délibérations de la Commune :

Séance du 5 germinal an II (25 mars 1794)

Plusieurs commissaires nommés par la Société révolutionnaire à l'effet d'exhumer les corps des cy-devant Dauphin, Dauphine, de Luynes et de Muids, ont déposé sur le bureau, présence du conseil général assemblé, plusieurs plaques, dont une d'argent, et trois chatons, dont deux rouge et une verte, lesquels ont été remis es mains du citoyen greffier, à titre de dépôt, pour être représenté lorsqu'il *u* sera requis. Le conseil arrêtant que le tout sera envoyé à la Convention par une adresse, ainsi que les croix cy devants dite St Louis, déposées pareillement au greffe de cette commune (1).

C'est le 22 et le 23 mars 1794 que les jacobins sénonais purent enfin assouvir leur haine sur les cadavres du Dauphin et de la Dauphine auxquels ils associèrent leurs deux amis fidèles, le cardinal de Luynes et le maréchal du Muy.

Aucun récit de ces scènes lamentables ne nous est parvenu. Seules les allusions du *Journal politique et littéraire du département de l'Yonne* nous en font deviner l'horreur.

Dans un article intitulé *Mon Songe*, une ombre conduit l'auteur devant la cathédrale, et là elle lui dit :

Un couple vertueux, rare modèle de l'union conjugale ; un sage vénéré dans les camps et au milieu des cours ; des pontifes, hommes d'Etat, vénérables par leurs lumières,

(1) Sens, Archives commun. (Registre des arrêtés de la mairie, t. V, f^o 94).

leur éloquence et leur humanité, y reposoient dans la nuit du tombeau.

Mais qu'importent aux hommes féroces, les vertus, les lumières et les services rendus à la patrie? Leurs monuments ont été brisés, *leurs tombeaux ont été profanés, et leurs restes, froids et inanimés, ô honte de l'humanité et des mœurs!* ont été exposés nus à la brutale curiosité d'une multitude enivrée de fureur et de licence (1). (N^o du 20 mars 1797.)

Et ailleurs, à propos du passage de l'ambassadeur turec et de sa visite au mausolée du Dauphin :

On dit qu'elle (la municipalité) ne s'est pas empressée d'instruire l'ambassadeur que les corps de ce Prince et de son Epouse, avaient été extraits de leurs tombeaux et indignement trainés à travers les rues de Sens par les *patriotes, frères et amis*. (N^o du 13 juillet 1797.)

Enfin, la déposition de l'architecte Person, en 1814, nous révèle ces détails :

Les 22 et 23 mars 1794, M^{gr} le Dauphin et Madame la Dauphine ont été exhumés de la cathédrale de Sens et transférés dans le cimetière de l'Hôtel-Dieu...; ils ont été mis dans la même fosse après avoir été extraits des cercueils de plomb dans lesquels ils reposaient; M^{gr} le Dauphin a été descendu le premier dans la fosse, et Madame la Dauphine la dernière, dans un sens inverse, les têtes au nord..., le bras gauche de M^{gr} le Dauphin replié sur le corps de Madame la Dauphine...

(1) Ces procédés inqualifiables étaient alors d'un usage courant. Dans son récit des profanations de Saint-Denis, le religieux donne ces horribles détails : « On n'a ouvert le cercueil de Louis XV que dans le cimetière, sur le bord de la fosse. Le corps, retiré du cercueil de plomb, bien enveloppé de linges et de bandelettes, paraissait tout entier et bien conservé; mais, *dégagé de tout ce qui l'enveloppait*, il n'offrait pas la figure d'un cadavre; tout le corps tombait en putréfaction. » Les documents officiels l'attestent du reste : pendant toute la Terreur, les corps des victimes de la guillotine étaient, avant d'être jetés dans la fosse, dépouillés de leurs derniers vêtements.

La Convention elle-même entendit les échos de cette journée. Le *Moniteur* a inséré cette mention de la séance du 15 prairial an II (3 juin 1794) :

Une députation de la commune de Sens félicite la Convention nationale sur le décret par lequel elle a reconnu l'Etre Suprême et l'immortalité de l'âme, l'engage à rester à son poste jusqu'à ce que la paix intérieure et extérieure soit rétablie.

Elle témoigne aussi de sa sollicitude sur les attentats commis contre Collot d'Herbois et Robespierre, et jure de ne jamais séparer son sort de celui des représentants du peuple.

Enfin, elle annonce que les corps des père et mère de Capet ont été exhumés du temple où ils étaient déposés, et rappelés, après leur mort, à une égalité qu'ils n'avaient pu connaître pendant leur vie; elle présente les *plaques* qui étaient sur les *cercueils* qui, converties en balles, serviront à détruire nos ennemis; elle remet *seize croix de différents ordres et 2 mars 4 onces* de galons d'or (1). (*Moniteur*, tome XX, p. 640.)

(1) Extrait du Registre des offrandes faites à la Convention nationale

Du 15 prairial de l'an second (3 juin 1794) de la république française, une et indivisible,

Le citoyen Meure, de la commune de Sens, district de Sens, département de l'Yonne, a déposé sur le bureau de la Convention nationale, pour les frais de la guerre, sept plaques en cuivre et une plaque en argent, provenant des cercueils des père et mère de Capet; plus une patène argent doré; deux mares quatre onces de galons et glands dorés; trois chatons, dont deux rouges et un verd, montés en argent doré, provenant du tombeau de feu de Luynes, archevêque de Sens; enfin, seize décorations militaires, dont une grande de ci-devant Saint-Louis et une grande aussi de l'ordre du Saint-Esprit.

Certifié conforme,

DUCROIST,

receveur des dons patriotiques près la Convention nationale.

(Sens, Archives communales. P. 29.)

Etat détaillé des objets (ibidem)

Nous, Jean-Baptiste Hunot et Jean-Claude Jossey, officiers municipaux

C'est tout ce que nous avons pu recueillir sur cette sinistre page d'histoire qu'on voudrait pouvoir effacer de nos annales.

de la commune de Sens....., nommés pour dresser l'état des croix déposées à la municipalité de Sens, conformément au décret du 28 juillet dernier, pour être, lesdites croix ainsi que plusieurs autres effets, envoyés aux citoyens Ilérard, représentant du peuple, et Meure, officier municipal, qui les remettront sur le bureau de la Convention nationale pour et au nom de la commune de Sens.

1° Une croix de commandeur, déposée par Charles-Etienne Loménie, cy-devant évêque de Sens.

2° Une croix de cy devant cordon rouge, déposée par la citoyenne Anne-Alexandrine Bernard, épouse du citoyen Testu Balincourt.

Croix de Saint-Louis déposées par :

3° Simon-Nicolas Gabriel, ancien capitaine de la garde parisienne, demeurant à Sens.

4° Renaud Daleu, demeurant à Sens.

5° Citoyen Bullioud, —

6° — Treignac, —

7° — Biencourt, —

8° — Jussy, —

9° — Martineau, —

10° — Potrincourt, —

11° — André-François Fortin, demeurant à Sens.

12° — Charles-Marie Nouette-Goudy, demeurant à Sens.

13° — Laurent-Innocent Maugé-Pramont, —

14° — Hyacinte-Emangard Beauval, —

15° — Philippe-Christophe Garsement, dit Vauboulon, demeurant à Sens.

16° — Blaise Pascal, demeurant à Sens.

Toutes lesquelles croix sont en or et émail.

17° Une plaque d'argent avec inscription, trouvée sur le cercueil de la mère de Capet.

18° Deux grandes plaques de cuivre avec inscriptions, trouvées sur le cercueil du père de Capet.

19° Une plaque de cuivre avec inscription, trouvée sur la boîte renfermant les entrailles du père dudit Capet.

20° Deux petites plaques en cuivre avec inscriptions, trouvées l'une sur sur le cercueil et l'autre sur la boîte renfermant les entrailles de la mère dudit Capet.

21° Une plaque de cuivre trouvée sur le cercueil de Louis-Nicolas-Victor Félix.

Quelques mois après ces événements, le sort du mausolée était de nouveau mis en question.

Person avait renoncé à déposer les statues dans le Chapitre. Cette salle communiquant directement avec la cathédrale, ne lui paraissait pas assez sûre. Il avait préféré la salle basse de la maison de l'Œuvre, voisine de la cathédrale mais isolée. Cet asile cependant n'offrait pas une protection aussi complète qu'il avait espéré. Le 17 novembre 1794, le conseil du district s'en émeut et donne au Père Laire, bibliothécaire du district, mandat spécial pour veiller à la conservation du précieux monument.

Sur la déclaration faite par un membre que le mausolée du cy-devant Dauphin, qui existait autrefois dans le temple de la raison de la commune de Sens, et qui aurait été transporté dans un bâtiment voisin, était exposé à des dégradations journalières; que la main d'un des génies dudit monument avait été même cassée, pourquoi il invite l'administration à prendre des mesures pour sa conservation qui intéresse les beaux arts.

L'agent national entendu, le conseil général du district

22° Une plaque de cuivre avec inscription, trouvée sur le cercueil de Paul d'Albert de Luynes.

23° Une patène de calice, d'argent, vermeillée en dedans, déposée en la municipalité de Sens par la fabrique de Soucy à laquelle celle de Sens l'avoit prêté et qui n'a pas été insérée dans le dernier envoi de l'argenterie fait à la Monnoye.

24° Et enfin 2 mares 4 onces 4 gros de galons et glands d'argent doré déposés en la municipalité de Sens par la citoyenne Bérulle, pour en faire hommage à la Nation.

25° Trois diamants enchâssés dans de l'argent vermeillé et trouvés dans le cercueil de Paul d'Albert de Luynes.

Le tout enfermé dans une boîte ficelée et cachetée fut emporté par la diligence le 8 prairial an II (28 mai 1794).

de Sens, arrête qu'il nomme le citoyen Laire, bibliothécaire de ce district, commissaire à l'effet de se transporter dans le local où est placé ledit monument, et faire pour sa conservation tout ce qu'il croira convenable ; tous pouvoirs lui sont donnés pour cet objet ; il est autorisé même à faire vider les lieux par les personnes qui les occupent, et à s'emparer des clefs du local où est le monument (1),

Toutes ces décisions restaient lettre morte devant les menées du comité révolutionnaire, furieux de n'avoir pu anéantir ces œuvres d'art.

Il fallait que son audace allât bien loin pour que le maire Gaulthier eût le courage de proposer au conseil communal la délibération suivante :

Ce jourd'hui 4 messidor an III^e (22 juin 1795), 5 heures du soir, le Conseil général de la commune de Sens en permanence et assemblé au lieu ordinaire.....

Le citoyen-maire a dit que, sur la représentation à lui faite qu'il se faisait continuellement des dégats au superbe mausolée qui avoit été enlevé de la cy devant cathédrale pour être mis dans la maison dite autrefois *l'Œuvre*, il étoit instant de choisir un lieu plus convenable et le mettre à l'abri de tout dégat ; qu'en conséquence il proposoit la pétition suivante :

« Les maire, officiers municipaux de la commune de Sens, aux citoyens administrateurs du district de Sens.

« La Terreur avoit forcé la Municipalité de faire disparaître de la cy devant cathédrale le superbe mozolée que les circonstances des tems avoient élevé. Les malveillans qui ne trouvoient de plaisir que dans la destruction des objets les plus intéressans donnèrent à peine le tems à la municipalité de se procurer un local commode et qui mit à l'abri ce chef d'œuvre. La maison dite autrefois « l'Œuvre » parut par sa

(1) *Ibid.* I., II 96, f° 215.

proximité, plus propre à recevoir ce précieux dépôt, où il fut pour ainsi dire entassé. Malgré l'ordre que la municipalité avoit donné aux personnes qui demeurent dans ce lieu, de surveiller ce dépôt, il s'est introduit à plusieurs fois des gens qui se sont permis de mutiler plusieurs figures. Hier encore on a tenté de le détruire tout à fait.

« Le décret sur les arts met ce monument sur la surveillance des autorités constituées; la municipalité sera la première à le défendre.

« Pour quoi elle vous invite, citoyens administrateurs, de vouloir bien prendre l'avis qu'elle vous donne en grande considération et ordonner, attendu que le lieu où est déposé tout ce qui compose le mozolé n'appartient plus à la Nation, et que de jours à autres, il faudra le transporter ailleurs, vous vouliez bien arrêter qu'il sera transféré dans une des chapelles de la cy devant cathédrale, que le citoyen Person choisira pour placer ce dépôt. » (*Arrêtés municipaux t. VI fo 72.*)

Trois jours après, le conseil du district, saisi de la pétition de la commune, décide à son tour :

La matière discutée et le Procureur syndic entendu, le directoire du district de Sens : considérant que le mausolé dit *du Dauphin* est un monument public qui intéresse les arts; que le local où il est déposé est devenu une propriété particulière; que les dégra[da]tions qu'il a souffertes et celles auxquelles il est journellement exposé rendent indispensables sa translation ailleurs; qu'aucun local ne convient mieux à cet effet que la chapelle dite de *S. Jean*, dans la ci-devant cathédrale ou tout autre que choisira le citoyen Person, architecte et sculpteur.

Considérant en outre que la translation susdite nécessitera des dépenses qui devront être acquittées par le trésor public et qu'aux termes de la loi du 8 germinal dernier, le directoire du district ne peut délivrer de semblables ordonnances sans l'homologation du département :

Est d'avis qu'il y a lieu par le département d'arrêter ce qui suit :

1^o La municipalité de Sens est autorisée à faire transférer le mausolée dit du *Dauphin* de la maison où il est actuellement dans une des chapelles de la ci-devant cathédrale, en prenant à cet effet toutes les mesures de sûreté et d'économie qui conviennent ;

2^o Les dépenses qui en résulteront seront acquittées sur les mémoires des ouvriers, vérifiés par l'architecte qui dirigera les travaux, visés par la municipalité et approuvés par l'administration du district ;

3^o Il sera en conséquence délivré des ordonnances du montant desdits mémoires à prendre chez le receveur du district de Sens sur les fonds de l'Instruction publique. (*Archives de l'Yonne*, L. I, 7 messidor III.)

Enfin, le 27 messidor (15 juillet) le district, en présence d'une lettre du directeur de la commission des arts, l'invitant à veiller à la conservation des monuments; d'une pétition nouvelle de Person le priant « de protéger contre les ravages de la malveillance et de l'ignorance les morceaux rares de sculpture qu'il possède; » pressé par les instances du citoyen Guyot, acquéreur de la maison de l'Œuvre, qui en réclame la libre et entière jouissance, charge Person de procéder sans délai au transfèrement du monument dans une chapelle (*ibid.*).

L'opération fut menée promptement. Person n'avait plus, cette fois, le concours de marbriers parisiens. Mais sa sollicitude suppléait à l'inexpérience de ses ouvriers. Il fit déposer les statues, non pas dans la chapelle de Saint-Jean, — elles eussent été trop en évidence dans cette partie de l'édifice devenue le parc d'artillerie de la garde na-

tionale (1), — mais dans la chapelle de Sainte-Colombe. Il se garda bien de les rapprocher et de recomposer le tombeau dont l'aspect n'aurait pas manqué de réveiller les fureurs inonoclastes des jacobins du cru ; mais il les dressa isolées autour de la chapelle.

Telle en était la disposition deux ans plus tard.

Racontant le passage à Sens de l'ambassadeur ture Esseid-Ali-Effendi et plaisantant l'embarras de la municipalité jacobine, obligée d'accueillir honorablement le représentant d'un tyran oriental, le *Journal politique et littéraire du département de l'Yonne*, du 13 juillet 1797, écrivait :

On dit que l'ambassadeur s'étant rendu à la cathédrale, a désiré voir le mausolée du Dauphin, père de Louis XVI.

On dit que la municipalité n'a pas été médiocrement embarrassée quand il a fallu se résoudre à lever les lambeaux d'une vieille tapisserie et à montrer les débris épars de ce monument.

Ce retour à la cathédrale était le salut.

Toutefois l'abri choisi par Person avait un grave inconvénient. Le procès-verbal de visite de la cathédrale faite, le 18 juillet 1797, par l'architecte Lepère et l'ingénieur Recóing, après avoir signalé la voûte d'une chapelle de la nef prête à s'effondrer,

(1) Dans le procès-verbal de la première réunion des administrateurs élus par les citoyens catholiques, réunion tenue le 19 août 1795 (la réouverture de l'église au culte avait eu lieu le 2 juillet), on lit : « Il a été observé qu'il étoit convenable de demander que les canons fussent retirés de la chapelle de S. Jean qui va redevenir nécessaire pour les catéchismes et où cet attirail figuroit mal. »

dépeint ainsi l'état de la chapelle de Sainte-Colombe :

Nous en disons autant, à plus forte raison, de la chapelle de Sainte-Colombe, qui est encore plus mauvaise et présente de très grandes lézardes. On en remarque aussi à l'extérieur dans les murs de cette chapelle, qui seraient déjà écroulés depuis longtemps s'ils n'étaient assujettis à la charpente par de forts liens de fer. *On a déposé dans cette chapelle un monument précieux pour les arts.* Lorsqu'il sera question de l'y fixer définitivement, il sera peut-être prudent de faire une nouvelle visite de l'état des murailles et de la voûte. Les précautions dont nous avons parlé garantissent cependant cette chapelle d'une ruine subite et imprévue.

Il semble qu'à la faveur de la renaissance religieuse qui prépara le Concordat, le monument fut à peu près reconstitué par la juxtaposition des statues. C'est du moins ce que paraissent indiquer les mentions des divers inventaires dressés par les soins de la fabrique :

Année 1801. Article 39. *Chapelle Sainte-Colombe...*, « une armoire en chêne contenant les débris du mausolée. Le mausolée au milieu de la chapelle. »

Année 1802. La chapelle sert alors de sacristie. Elle est fermée par « deux pièces de tapisserie. »

Année 1807. Chapelle Sainte-Colombe : « Le mausolée de M^{re} le Dauphin et de Madame la Dauphine avec la grille qui l'entourait et une caisse dans laquelle sont renfermés divers ornements en dépendant. — Le modèle des bas-reliefs destinés à la porte Dauphine. »

Année 1812. Texte identique.



CHAPITRE IX

1814

§ I^{er}. RESTAURATION DU MAUSOLÉE

Vingt années marquées de tant d'événements tragiques, n'avaient pas effacé le pénible et humiliant souvenir des excès révolutionnaires. Plus d'une fois la vue des débris du monument, jadis objet de la fierté des Sénonais, avait éveillé la pensée de le reconstituer. Et puis, les odieuses profanations de 1794 ne réclamaient-elles pas une réparation ?

Mais les circonstances rendaient irréalisable ce désir. Le gouvernement impérial n'eût pas manqué de considérer comme une manifestation royaliste et hostile ce qui pourtant n'eût été que l'accomplissement d'un devoir de piété, de justice et d'humanité.

Ce vœu n'en était pas moins au cœur des nombreux Sénonais restés fidèles aux traditions de leur cité, car nous le voyons se manifester spontanément dès le premier instant où il est possible de le formuler librement.

« Nous oserons même réclamer un jour votre présence chérie pour notre ville fidèle, disaient, le 29 avril 1814, dans leur adresse à M. le comte d'Artois, les délégués de la ville de Sens (1). Elle aura à lui représenter les cendres de ses augustes parents dont nous étions dépositaires, et que nous avons su préserver de la tempête. Votre Altesse Royale recevra ce monument consacré à leur mémoire, et elle fera renaître cette touchante solennité, dans laquelle notre province unissait, chaque année, ses regrets à ceux de la famille royale, sur la perte de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine.

« Ombres sacrées, c'est vous dont les vœux pour la France, unis à ceux de votre digne fils, ont opéré les merveilles dont nous sommes témoins en ce jour et qui assurent le bonheur de l'Europe. » (*Affiches de Sens*, 10 mai 1814.)

Voilà nettement précisé le projet caressé depuis longtemps déjà et dont l'un des représentants de Sens, M. Benoist de la Mothe (2), paraît avoir été, avec l'architecte Person, le principal instigateur.

Bientôt, la ville apprenait avec joie les paroles flatteuses adressées par Louis XVIII aux envoyés de Sens, venus le saluer à Paris, le 7 mai. Aussitôt, le conseil municipal prend l'initiative d'une souscription « proposée aux habitants du département de

(1) MM. Cornisset et Benoist de la Mothe désignés, le 21 avril, par le Conseil municipal pour se rendre à Paris.

(2) Ce personnage, si fervent royaliste en 1814, avait joué un rôle assez bruyant et manifesté des opinions tout autres à l'époque de la Terreur. On peut lire dans les *Affiches de Sens* de l'an 1794 nombre de poésies révolutionnaires et d'hymnes à l'Être suprême qui portent la signature : *Benoist Lamothe* (sans particule).

Il mourut en septembre 1817, laissant à la ville de Sens une somme de 1 200 livres, pour fonder et décerner tous les deux ans un prix de piété filiale. (*Délibérations du Conseil municipal*, 23 sept. 1817, n° 141.)

l'Yonne et de l'ancien diocèse de Sens. » Voici le texte de cette délibération qui fut imprimée et répandue :

RESTAURATION

DANS LA CATHÉDRALE DE SENS

DU MAUSOLÉE

DE MONSIEUR LE DAUPHIN ET DE MADAME LA DAUPHINE

AUTEURS DU ROI

*Souscription proposée aux habitants du département de l'Yonne
et de l'ancien diocèse de Sens*

Ce jourd'hui 14 mai 1814, le Conseil municipal assemblé, sur la proposition d'un Membre, qui a rappelé la réponse faite spontanément par le Roi aux Députés de la ville de Sens, réponse conçue en ces termes :

« Je me souviendrai toujours que les cendres des auteurs de mes jours ont été conservées dans la ville de Sens. »

Le Conseil, considérant que ce précieux souvenir du Roi impose à la ville le devoir de rendre sans délai à cet auguste dépôt sa splendeur première ;

Considérant que le moyen le plus sûr pour y parvenir est de relever ce superbe Mausolée consacré à leur mémoire, et qui tout imparfait qu'il est en ce moment, attire encore l'admiration de tous ceux qui le voyent ; que ce monument va acquérir un intérêt bien plus touchant, par les témoignages d'amour dont tous les Français veulent entourer leur Roi ;

Considérant que la conservation de ce monument est due au zèle et aux talens de M. Person, architecte-sculpteur à Sens, et qu'il est de toute justice de lui en confier la restauration ;

Considérant que cette dépense, dont la ville aimerait à faire seule les frais par une souscription volontaire, deviendrait un fardeau trop lourd, même pour l'arrondissement, dont la ruine causée par les maux de la guerre est connue de toute la France ;

Considérant qu'indépendamment des frais de restaura-

tion, il en est d'autres indispensables pour préparer le retour de cette pompe funèbre qui étoit célébrée annuellement dans la cathédrale de Sens, et qu'il est du devoir de la ville que cette solennité ait lieu, selon l'usage, le 19 décembre de cette année ;

Considérant, enfin, que c'est seconder le zèle et flatter l'amour pour le Roi de tous les habitans du département de l'Yonne, et même de l'ancien diocèse de Sens, que de les inviter à concourir aux hommages que les habitans de la ville de Sens désirent rendre aux auteurs de notre auguste Monarque ;

Le Conseil arrête :

1^o A compter du 1^{er} juin prochain, il sera ouvert une souscription dans les cinq chef-lieux d'arrondissement du département de l'Yonne ;

2^o MM. les Sous-Préfets et les Maires des chefs-lieux seront invités d'en donner connaissance à tous leurs administrés et de vouloir bien recevoir tout ce qui leur sera remis ou adressé, depuis la somme de un franc, pour que le manœuvre même ait la consolation de présenter son offrande ;

3^o La souscription s'étendra aux villes les plus importantes de l'ancien diocèse, telles que Melun, Provins, Fontainebleau, Nemours, Montargis, Etampes, etc.

4^o La liste des souscripteurs sera rendue publique à la fin de novembre et adressée aux chefs-lieux de chaque arrondissement ;

5^o A partir du 1^{er} juin, M. Person prendra ses mesures pour commencer le travail de la restauration du Mausolée, et contractera l'engagement formel de le rétablir dans le chœur, sur son ancien emplacement, pour le 30 septembre ;

6^o MM. Lorne, Benoist de la Mothe, Pelée de Saint-Maurice, Bardin et Tarbé, sont nommés membres de la commission chargée de surveiller cette opération, et d'en informer le conseil à la fin de chaque mois ;

7^o Le conseil a choisi pour agent principal et comptable

de la commission M. Benoist de la Mothe. Il se chargera gratuitement de la recette de tous les arrondissements, de toutes les villes et paroisses de l'ancien diocèse, et même des offrandes qui pourraient être faites par toutes les autres personnes ; il suivra aussi tous les détails de correspondance et d'exécution ;

8^o Copie de la présente délibération sera adressée à Son Excellence le Ministre de l'intérieur et à M. le Préfet du département.

Fait au Conseil général les dits jour et an.

NOTA. — Les membres de la commission se sont adjoints, pour s'aider de leurs conseils et de leur zèle, MM. de Vaudricourt et de Formanoir, le premier, grand archidiacre du diocèse de Sens, et le second, curé-doyen de la ville.

La commission, dans son désir de faire vite, comptait sans les lenteurs administratives, les susceptibilités ombrageuses, les difficultés financières auxquelles elle devait se heurter.

Le préfet du département avait, il est vrai, accueilli le projet avec grand empressement. Dès le 8 juin, il le soumet à l'approbation ministérielle. Mais, tout au travail de l'organisation du régime nouveau, le Ministre avait d'autres soucis. Un mois seulement après, il se décide à répondre :

Paris, 8 juillet 1814.

Monsieur le Préfet,

J'ai sous les yeux votre lettre du 8 juin dernier et les pièces relatives à la restauration des monuments élevés autrefois, dans la cathédrale de Sens, à la mémoire de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine.

Cet objet est du plus haut intérêt et je vois avec satisfaction l'attention que vous y avez apportée. Mais les observations que vous faites à cette occasion sont fondées et, avant de rien statuer, il est indispensable de connaître, au moins ap-

proximativement, la dépense. Insistez donc pour avoir des détails à ce sujet, soit du conseil municipal, soit de l'artiste zélé à qui seront confiés les travaux. Aussitôt que vous aurez ces détails, vous me les adresserez avec votre opinion sur ce que vous jugerez que pourrait produire la souscription. Si ce produit, d'après ce que vous aurez été à même de voir, ne devait pas s'élever à la somme présumée nécessaire, vous indiqueriez les moyens d'y suppléer.

Quand j'aurai ce travail, et j'espère l'avoir bientôt, je prendrai les ordres du Roi que je vous transmettrai ensuite. Je suis...

Par ordre de Son Excellence,

*Le Directeur de la correspondance,
chef de la 3^e division,*

DE NEUVILLE.

(Archives de l'Yonne, V 20.)

Heureusement M. de la Mothe, dont l'ardeur ne connaissait pas d'obstacles, multipliait les démarches, stimulait toutes les volontés hésitantes, mettait en mouvement toutes les influences.

Le 4 août, il communique à M. de Formanoir, curé de la cathédrale de Sens, une lettre qu'il vient de recevoir. L'auteur n'en est pas désigné, mais les renseignements qu'il fournit indiquent assez qu'il occupe une haute situation :

Monsieur. J'ai cru ne pas devoir gagner de vitesse M. le Grand Aumônier, et j'ai voulu vous ménager la surprise de sa lettre qui doit être autographe. Il m'est fort agréable d'avoir négocié une solution qui paraît vous flatter sous tous les rapports.

Voilà une première question résolue. Le mausolée doit être replacé dans le chœur de la cathédrale, c'est la volonté bien prononcée du Roi dont vous avez un témoignage officiel.

Quant à la translation des cendres, c'est un cérémonial absolument étranger à l'autorité du Roi et qui est exclusivement dans les attributions du pouvoir épiscopal. Cette opinion ne peut être controversée. Si M. l'évêque de Troyes ne juge point à propos d'y assister en personne, il a seul le droit de déléguer un commissaire *ad hoc*.

Il est donc convenable que vous vous empressiez d'informer M. l'évêque de l'ordre du Roi qui vous a été transmis par M. le Grand Aumônier, et comme l'exécution de cet ordre est subordonnée à la translation des restes des augustes morts, vous aurez nécessairement à prier M. l'évêque de vouloir bien prononcer le plus tôt possible sur le cérémonial de cette translation (1).

A défaut de la lettre du grand Aumônier, la pièce précédente en résume suffisamment la teneur. La décision royale tranchait la question de principe : restaient les détails bien autrement difficiles à régler.

Les promoteurs du projet, on l'a vu, s'étaient assuré le concours du pouvoir civil. Ils avaient négligé l'autorité religieuse. Or l'évêque de Troyes, M^{gr} de Boulogne, estimait qu'on ne pouvait, sans son assentiment et même sa coopération, ériger un monument dans le chœur de la cathédrale de Sens, ni exhumer, pour les y replacer, les restes des princes. Il regardait le rôle accessoire attribué à deux ecclésiastiques par la commission comme insuffisant, sinon dérisoire.

Convaincu que la commission sénonaise avait

(1) Cette lettre, ainsi que toutes les pièces du *dossier de Formanoir* dont M. Bénigne Tonnellier, ancien fabricien de la Métropole, nous a laissé des copies, est en la possession de la famille de Sébeville, héritière de M. l'abbé de Formanoir.

empiété sur ses droits, le prélat ripostait, le 21 juillet, par une ordonnance, nommant M. de Formanoir, curé-doyen de Sens, commissaire pour surveiller la restauration du mausolée; l'autorisant pendant tout le temps que durera cette restauration à faire le service divin dans telle partie de l'église qu'il jugera convenable et le chargeant « de lui rendre compte de l'exécution de ladite restauration, » déclarant qu'il donne « d'autant plus volontiers les mains à cette opération qu'elle est parfaitement conforme à ses principes ainsi qu'à son cœur. » (*Dossier de Formanoir.*)

Le conseil municipal, qui avait constitué la commission, comprit la leçon. Il eut le bon esprit, tout en faisant ses réserves, d'adjoindre à cette commission, par une nomination en règle, les deux ecclésiastiques délégués par l'évêque.

Du reste un événement heureux, la visite de Madame la duchesse d'Angoulême, vint à point aplanir toutes les difficultés et stimuler le zèle de tous.

La fille de Louis XVI, revenant de Bourgogne, traversait le département. Arrivée à Avallon le 10 août au soir, elle en était partie le 11 de grand matin pour déjeuner à Auxerre. Après deux heures de séjour au chef-lieu du département, la princesse s'était dirigée sur Sens. Dans son rapport au Ministre de l'Intérieur, la préfet raconte ainsi cette visite (1) :

(1) *Bulletin de la Préfecture de l'Yonne*, n° 1^{er} (20 août 1814).

Son Altesse Royale est entrée à Sens vers 5 heures du soir.

Des dames en parure étaient allées à sa rencontre. Arrivée à la porte Dauphine, des mariniers ont dételé les chevaux de sa voiture, et l'ont conduite jusqu'à la cathédrale; elle y a trouvé le curé et son clergé, est entrée dans le sanctuaire et s'est mise à genoux sur la tombe du Dauphin et de la Dauphine, ses augustes aïeux; et, après s'y être recueillie quelque tems, elle est entrée dans la chapelle où est déposé le monument du célèbre Coustou, érigé en leur honneur. Sa voiture, reprise par les mariniers, a été conduite à l'hôtel qui lui avait été destiné. Les autorités lui ont été présentées et ont eu l'honneur de la haranguer.

Le lendemain 12, à 6 heures du matin, Madame s'est mise en route pour Orléans. Elle a été reçue à Pont-sur-Yonne et à Villeneuve-la-Guyard, avec les mêmes acclamations et les mêmes transports de joie et d'admiration.

En voyant la princesse prosternée sur un tombeau vide, et douloureusement émue devant les débris du mausolée, tous les assistants avaient éprouvé le regret de n'avoir pas agi plus vite et formé la résolution de réaliser au plus tôt leur projet.

Le 31 août, le conseil municipal, statuant sur le rapport de la commission, prie le préfet « d'employer ses bons offices pour obtenir le concours des quatre cent soixante-dix-neuf communes du département et de lui soumettre le devis dressé par Person (1). »

Ce devis est d'un grand intérêt. Grâce à lui, nous connaissons exactement les dégradations subies par le monument de Coustou et les parties refaites en 1814.

(1) Archives commun. de Sens (Reg. des délibérations n° 3).

DEVIS POUR LA RESTAURATION DU MAUSOLÉE

Je, soussigné, Pierre Person, architecte statuaire, demeurant à Sens, nommé par la délibération du Conseil municipal de la ville, en date du 14 mai dernier, pour exécuter la restauration et le remplacement dans le chœur de la cathédrale du mausolée de M^{gr} le Dauphin et de Madame la Dauphine, auteurs des jours du Roi, déclare prendre envers la commission chargée de la surveillance desdits travaux, les engagements cy après, savoir :

1^o De fournir toutes les parties manquantes en bronze, doré d'or moulu, telles que les écussons accolés des armes du Dauphiné et de Saxe et quelques parties de l'écusson du Dauphiné ;

2^o Les deux couronnes isolées terminées par quatre dauphins dont un seul existe ;

3^o Bouts de cyprès couleur bronze et deux bouts du ruban doré qui entrelacent les cyprès ;

4^o Les étoiles qui manquent à la couronne tenue par la figure représentant la Religion ;

5^o Redorer les cartouches et généralement remettre à neuf toutes les parties dans leur état primitif ;

6^o Fournir toutes les vis qui attachent les bronzes sur le marbre, tous les crampons, crochets, goujons et toutes les cales de plomb nécessaires pour la pose des figures ;

7^o Refaire à neuf la première assise de pierre qui forme le noyau du socle ;

8^o Remettre à neuf les épitaphes et en redorer les caractères ;

9^o Réparer les fractures du socle en marbre blanc veiné, refaire les joints en entier et les repasser au poli ainsi que les marbres du piédestal ;

10^o Démonter la grille, à hauteur d'appui, qui entoure le monument, la reposer et substituer au grillage en laiton de petits barreaux de fer rond distans de trois pouces avec des embases en cuivre ;

11^o Fournir les cercueils en plomb et en chêne pour ren-

fermer les augustes cendres; en faire l'extraction du cimetière; préparer le caveau pour les recevoir et les déposer sur des chenets de fer; refermer le caveau, placer dessus le mausolée entouré de sa grille et faire tout le carrelage qu'aura nécessité le mouvement du sol;

12^o Recarreler également l'emplacement occupé par le monument dans la chapelle de Sainte-Colombe et généralement réparer le carreau et les marches qui auraient été altérés par le déplacement;

13^o De remettre pour le premier novembre prochain sans délai, le mausolée dans sa splendeur primitive sur l'ancien emplacement qu'il occupait dans le chœur (1).

Je m'oblige encor :

1^o A rétablir sur le baldaquin du maître-autel les attributs portés par des anges, ainsi que le serpent qui entoure la boule au pied de la croix;

2^o A refaire les bas-reliefs des autels des deux chapelles à l'entrée du chœur, l'un représentant le mariage de S. Louis, l'autre S. Martin qui partage son manteau avec un pauvre; rétablir dans leur état primitif les trophées de la Religion qui ornoient les entre-pilastres de ces chapelles;

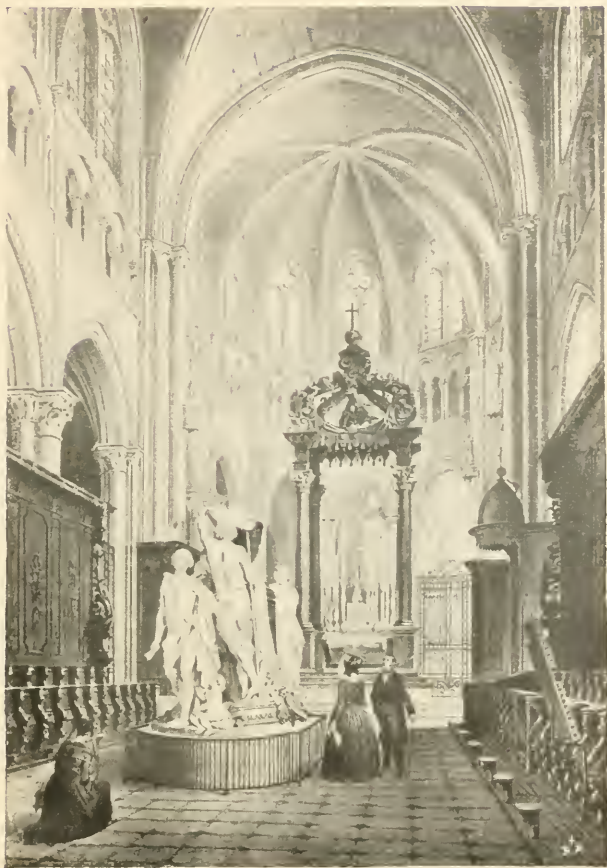
3^o Redorer la croix rayonnante, les rosaces et anneaux des autels des chapelles;

4^o Raccorder la main de la figure représentant la Justice placée au-dessus de la corniche.

Pour tous lesquels travaux, dépenses, avances et frais de direction des ouvrages, il me sera payé la somme de six mille quatre cents francs, savoir : trois mille quatre cents francs, de ce jour au premier novembre prochain, époque fixée pour le perfectionnement des travaux, et trois mille francs payables dans trois années avec les intérêts à cinq pour cent.

Et moi, Louis-Claude Benoist de la Mothe, nommé agent de la commission, désirant que le travail confié à M. Person

(1) On lit en marge : NOTA : Ces conditions font seules la matière du devis arrêté par le Ministre pour 7000 francs.



LE CHŒUR DE LA CATHÉDRALE DE SENS

en 1840

soit à l'abri du retard qui peut résulter tant de l'incertitude du produit de la souscription que de l'approbation du devis (1) demandé par le ministre à mondit s. Person, devis qui s'élève à la somme de sept mille trente-quatre francs quatre-vingts centimes, plein de confiance aussi dans la justice du Ministre, dans la délicatesse des membres du Conseil municipal et dans la probité de M. Person, je m'engage personnellement vis à vis dudit sieur Person, à lui payer de mes deniers, d'ici au 1^{er} novembre prochain, la somme de deux mille huit cents francs, faisant, avec les six cents francs qui lui ont été délivrés le 25 juillet dernier, les 3400 francs dont il se tient satisfait en ce moment, se réservant pour le surplus l'exercice de ses droits envers qui il appartiendra.

Fait double, entre nous soussignés, à Sens, ce premier septembre mil huit cent quatorze.

(Signé :) BENOIST DE LA MOTHE et PERSON (2).

L'harmonie paraît régner dès lors dans la commission. Elle déploie une heureuse activité.

Le 15 septembre, elle lance un nouvel appel, annonce que la première liste de souscripteurs sera publiée au commencement d'octobre et promet l'érection du mausolée pour le 1^{er} novembre (3).

L'administration était moins empressée. Le 12 novembre seulement, le Préfet informe le Sous-Préfet de Sens que la restauration du mausolée est officiellement approuvée :

Monsieur, je m'empresse de vous informer que S. G. le Ministre de l'Intérieur a définitivement autorisé la restauration

(1) *En marge* : Nota : Le devis n'a été arrêté par le Ministre que le 12 novembre 1811.

(2) Archives communales de Sens, L 27. Cette pièce est une copie faite, le 21 mars 1816, par Benoist de la Mothe.

(3) *Affiches de Sens*, 20 septembre 1814.

du mausolée de M^{gr} le Dauphin et de M^{me} la Dauphine, ainsi que le remplacement de ce monument dans l'église de S. Etienne de Sens.

S. Exc. a approuvé la dépense, en l'arrêtant à 7000 francs ; il n'y a plus, conséquemment, d'obstacle à la continuation des travaux de restauration et je vous invite à donner des ordres pour qu'ils soient promptement terminés.

Il me paraît nécessaire que, de concert avec la commission, vous fixiez un terme pour la souscription. Lorsqu'elle sera close, vous m'en ferez connaître le produit, afin que je sollicite l'allocation de la somme nécessaire pour solder la dépense. Cette somme sera comprise au budget départemental et payable dans le cours de l'année prochaine.

S. G. n'a pas encore fait connaître ses intentions relativement à l'exhumation des cendres de M^{gr} le Dauphin et de M^{me} la Dauphine. Vous devez donc, jusqu'à ce que la décision que j'ai sollicitée vous soit connue, vous conformer aux instructions que je vous ai adressées.

Mais il serait possible que, sans attendre que ces cendres soient rétablies dans le lieu qui leur est destiné, on voulût célébrer la cérémonie religieuse qui avait été annoncée pour le 20 décembre prochain. Je désire savoir très promptement ce qui aura été arrêté à cet égard par l'Autorité locale, pour que je puisse en rendre compte à LL. AA. RR. le duc d'Angoulême et le duc de Berry, et les prier d'honorer cette cérémonie de leur présence.

Veuillez donc, aussitôt la réception de cette lettre, appeler près de vous M. le Maire, le curé de S. Etienne et les membres de la commission, à l'effet de prendre une détermination et, de concert, les moyens d'exécution.

Vous me ferez connaître, Monsieur, les résultats de cette conférence pour que je fasse les démarches que je jugerai utiles et convenables.

J'attends votre réponse par retour du courrier sans faute.

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
GAMOT. (*Arch. de l'Yonne*, V. 20.)

Les membres de la commission sénonaise, réunis le 16 novembre, répondent au Préfet :

1^o Qu'ils regardent en ce moment leur mission comme terminée puisque le mausolée est entièrement replacé dans le chœur (1) et que le sieur Person a justifié, par la perfection de son travail, la confiance du conseil municipal et les desseins de la commission ;

2^o Qu'ils ont vu avec reconnaissance l'approbation du devis du sieur Person et la mesure prise par M. le Préfet pour effectuer le paiement en suppléant, autant qu'il sera nécessaire, à l'insuffisance du produit de la souscription (2) ;

3^o Qu'ils estiment convenable de proroger la souscription jusqu'au 31 décembre, tant pour profiter du zèle de toutes les personnes qui désirent y concourir que pour diminuer le fardeau des charges départementales ;

(1) En transmettant cette délibération, le sous-préfet déclare que « cette opération importante est terminée, sauf quelques accessoires qui exigent peu de travail. »

(2) Au 1^{er} novembre, la souscription avait produit 3400 francs. Le 9 décembre, elle s'élevait à 3885 fr. 50. (*Lettre de M. de la Mothe au Préfet. Archives de l'Yonne, V 20.*)

Sur cette somme, on avait déjà dépensé 3000 francs payés à Person, 150 francs pour les frais d'impression de M. Tarbé, et 8 francs pour menus frais.

Comme il fallait le prévoir, le zèle des souscripteurs se refroidit bientôt avec celui des promoteurs de la souscription, une fois le monument terminé. Le 5 juin 1815, deux ouvriers adressent à Person une mise en demeure de les payer. Les signataires déclarent qu'à défaut du Préfet et du Ministre qui ne les payent pas, ils ne peuvent s'en prendre qu'à celui qui les a mis en ouvrage. (*Ibid.*)

Dans une lettre du même dossier, sans indication du destinataire, probablement adressée à Jean-Charles Sauvalle, originaire de Sens, et alors secrétaire général de la préfecture, le malheureux Person expose son cruel embarras. « Sens, le 19 juin 1815. Lorsque j'eus l'honneur de me présenter à vous et de vous peindre ma position, vous eûtes la bonté de vous intéresser et déjà vous m'en donâtes des marques, et je ne pouvais perdre de vue l'époque marquée pour le versement qui doit nous être fait le 20 du présent. L'accueil favorable que m'a fait aussi M. le Préfet et ces oblige

4^o Qu'ils considèrent la reprise de l'anniversaire en usage, le 19 décembre en mémoire de M^{gr} le Dauphin, comme étant absolument dans les attributions de M^{gr} l'évêque de Troyes, avec lequel M. le curé-doyen correspond en ce moment à ce sujet ;

5^o Qu'ils partagent le vœu du conseil municipal et de tous les habitants pour que cette cérémonie du 19 décembre, fondée par lettres patentes du Roy du 12 juin 1767, ait lieu cette année même, et rien ne sera plus flatteur ni plus honorable pour la ville de Sens que la présence d'un de ses augustes princes ;

6^o Enfin, qu'ils expriment le même vœu pour la prompte translation des cendres qu'il est si important de rendre au lieu dont elles n'auraient jamais dû sortir et que toute la ville est jalouse d'entourer de ses hommages.

Signé : PELÉE DE SAINT-MAURICE, FORMANOIR, *curé*,
D. DE VAUDRICOURT, BARDIN, T. TARBÉ, BENOIT
DE LAMOTHE, *agent de la commission* (1).

§ II. TRANSLATION DES CENDRES DU DAUPHIN ET DE LA DAUPHINE

L'une des premières pensées de Louis XVIII, à son retour à Paris, avait été celle des réparations dues à la mémoire des royales victimes de la Ré-

promesse qu'il a réitéré, à son dernier passage, à des personnes qu'il affectionne et qui s'intéresse à moi auquel il a répondu qu'il allait s'en occuper aussitôt, me font espérer que je ne ferai pas un voyage en vain ; veuillez donc Monsieur, considéré ma situation malheureuse et l'objet qui en est la cause. Comme artiste quel était mon bonheur alors de trouver l'heureuse occasion de rétablir un monument aussi considérable dû à ma conservation ! Quel est ma position maintenant de me voir assailli par des ouvriers qui m'ont confié leur temps et leurs marchandises, et de n'avoir pas le sol chez moi. Enfin, Monsieur, vous êtes de Sens ; vous connaissez ma conduite pour pouvoir me rendre service : je me jette dans vos bras.

« PERSON. »

(1) Archives de l'Y., V 20.

volution. Dès le mois de mai 1814, une enquête était ouverte pour rechercher les restes de Louis XVI et de Marie-Antoinette.

Plusieurs Sénonais, des plus dignes de foi, affirmaient avoir été spectateurs de l'horrible drame du 23 mars 1794. Ils déclaraient pouvoir reconnaître, sans hésitation, l'endroit où les corps du Dauphin et de la Dauphine avaient été enfouis. Il était donc naturel qu'on se préoccupât de les retrouver et de répondre ainsi à l'un des plus chers désirs du Souverain.

Sur ce point, tout le monde était d'accord. Mais l'entente cessait dès qu'il s'agissait de décider à qui appartenait l'initiative.

Fort de l'opinion du grand Aumônier de France, dont la parole pouvait être considérée comme l'écho des volontés du Roi, l'Evêque de Troyes entendait bien ne céder à personne le soin de diriger les recherches. Le 5 octobre, il avait notifié à M. l'abbé de Vaudricourt qu'il déléguaient l'un de ses vicaires généraux, M. l'abbé de la Tour, pour le remplacer dans la cérémonie religieuse.

Vous pourrez vous entendre avec lui, écrivait-il, et lui indiquer le jour où tout sera disposé pour exécuter la translation des précieux restes... Vous prendrez ensemble tous les renseignements qui ont été conservés, sur le lieu où ils reposent en ce moment, et M. de la Tour sera chargé de dresser un procès-verbal pour constater légalement l'identité des corps.

(*Dossier de Formanoir.*)

Mais, de son côté, le Préfet revendiquait pour lui seul le soin de tout régler en cette affaire. Monsei-

gneur de Boulogne nous l'apprend par cette lettre à l'archiprêtre de Sens :

Monseigneur de Boulogne à M. de Formanoir

25 octobre 1814.

J'ai reçu hier, monsieur, une lettre de M. le Préfet d'Auxerre, relativement à la cérémonie pour laquelle j'ai député M. de la Tour, par laquelle il me mande, en termes très polis, qu'il a cru devoir la faire suspendre, par la raison que la commission ne peut pas faire, sans l'intervention de l'autorité civile, la reconnaissance de l'identité des cendres préalable, nécessaire à leur translation.

Il me fait part, en même temps, de la lettre qu'il envoie à S. E. le Ministre de l'Intérieur pour lui exposer les motifs qui l'ont déterminé à provoquer cette suspension.

Sans trop entrer dans la justice de ces motifs qui peuvent bien n'être pas sans quelque fondement, il est nécessaire de suspendre la translation que vous aviez fixée au 26 et 27, et d'attendre pour cela la réponse du Ministre de l'Intérieur, que j'ai vu hier soir à ce sujet.

Il est convenu avec moi que, quand même le Préfet auroit droit d'intervenir à la reconnaissance de l'identité des cendres royales, leur translation dans l'église, leur colloca-tion dans le monument qui leur est destiné, et toute la pompe religieuse qui doit s'en suivre, sont uniquement de la compétence ecclésiastique. Ce sera donc à mon représentant, M. de la Tour, à présider cette opération et à en faire le procès-verbal.

On ne peut se dissimuler que la commission n'ait agi dans tout ceci fort légèrement, ne fût-ce que de s'emparer, de prime abord, de votre église, sans mon autorisation. En général, c'est un reproche que j'ai à vous faire, mon cher doyen, c'est que vous n'êtes pas assez maître chez vous, et que vous êtes un peu trop obséquieux envers vos autorités qui, comme vous voyez, ont abusé de la permission. Je crains bien encore que, dans cette cérémonie, on ne

fasse tout sans vous et que vous ne soyez là qu'en dernière ligne, de même que vous avez souffert d'être mis à la queue de la commission, en simple qualité d'adjoint.

J'ai bien recommandé à M. de la Tour de veiller au maintien des règles et de s'opposer, autant qu'il le pourra, à la violation des droits ecclésiastiques, si toutefois il se trouve dans ce cas-là.

Je regrette bien que ma santé ne me permette pas d'aller moi-même faire cette cérémonie : ç'aurait été pour moi une véritable satisfaction. Mais je suis véritablement indisposé depuis quelque temps, ce qui me contrarie beaucoup.

Je vous prie de faire mes compliments à M. de la Motte, toute rancune cessante, et de recevoir, etc...

† ET.-ANT., évêque de Troyes.

(Dossier de Formanoir.)

Quelques jours plus tard, le vicaire général M. de la Tour confirme à M. de Formanoir les intentions de l'Evêque :

Troyes, le 7 novembre 1814.

J'ai reçu, hier, une lettre de Monseigneur qui me marque que le Ministre de l'Intérieur lui a dit que la translation des cendres de Monseigneur le Dauphin le regardoit lui seul Evêque, et que tout au plus le Préfet pouvoit assister comme commissaire à la reconnaissance de l'identité des cendres, laquelle opération n'est point la translation dans l'église qui n'appartient qu'à l'Evêque ou son représentant... En conséquence, sachant ce que je dois faire, je suis prêt à partir dès que vous aurez fixé le jour avec M. le Préfet.

(Dossier de Formanoir.)

On l'a vu plus haut, le Préfet, lui aussi, a sollicité des instructions à Paris, bien persuadé qu'elles appuieront ses prétentions. Il écrit, le 16 novembre, à M. l'abbé de Formanoir qui lui avait demandé de prendre jour :

J'ai soumis à M. le Ministre de l'Intérieur des observations relativement à la translation des cendres de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, et aux formalités à observer pour constater l'identité de ces restes précieux. Son Excellence ne m'a pas encore fait connaître ses intentions, et je crois devoir attendre qu'elles m'aient été notifiées avant de prescrire ou autoriser aucune mesure relative.

La reconnaissance de ces cendres ne peut être trop authentique. Les formes que Son Excellence doit prescrire d'employer peuvent seules être suivies.

Aussitôt, monsieur, que les instructions que j'ai sollicitées me seront parvenues, je m'empresserai de vous en faire part et j'aurai soin, en fixant l'époque où la cérémonie devra avoir lieu, de vous donner le temps convenable pour faire les dispositions et convocations nécessaires.

Je serai charmé de cette occasion de faire votre connaissance, etc...

GAMOT.

Sensible aux reproches de son évêque, le bon curé avait sans doute tenté de se montrer « le maître chez lui. » Dans son devis, accepté par la commission, Person s'engageait à compléter la restauration du mausolée par le remplacement des divers attributs que le vandalisme révolutionnaire avait arrachés comme « vestiges du despotisme » au maître-autel et aux autels du jubé. Mais MM. les fabriciens, froissés de n'avoir pas été consultés, font opposition à l'exécution de ce travail. Le 23 novembre, M. de Formanoir reçoit, de M. de la Mothe, l'avis suivant, d'un ton peut-être un peu vif :

J'étois convenu ce matin avec M. Person, qui avoit aussi votre assentiment, que le baldaquin du maître-autel seroit nettoyé dans la journée, afin de s'occuper de suite des ré-

parations à faire. Elles font partie, comme vous savez, de mon traité particulier avec M. Person et j'avois donc le droit d'en presser l'exécution. Cependant j'ai appris que ces travaux étoient suspendus jusqu'à ce qu'on ait référé à Messieurs de la Fabrique. On doit autant s'étonner de cette ingérence du bureau que de votre extrême indulgence. Le bureau n'a rien à voir à ce travail puisqu'il ne s'agit que d'une simple opération pour laquelle il ne lui est pas demandé un sol; et c'est bien le moins alors que vous ordonniez dans votre église les dépenses qui ne portent pas sur la Fabrique.

La conduite du bureau avec vous relativement à la cire, et ces jours derniers encor pour quelques misérables morceaux de fer, traces du vandalisme auxquelles vous allez substituer des croix rayonnantes, tout cela vous dispense bien de tant de déférence.

Pressez donc, je vous prie, M. le Curé doyen, sans consulter personne, l'exécution de mes conventions avec M. Person. Elles ont eu toutes pour objet le bien et l'ornement de l'église dont quelques-uns de MM. les Fabriciens n'ont guères paru s'inquiéter dans ces circonstances.

BENOIST DE LA MOTHE.

(Dossier Formanoir.)

Il est permis de ne pas partager l'opinion de M. de la Mothe sur les droits et l'ingérence de MM. de la fabrique. Tout, de ce côté, finit cependant par s'arranger.

Mais le conflit entre l'Evêque et le Préfet avait eu pour résultat de suspendre toute décision. Le 18 novembre, le Préfet avait envoyé une adresse au comte d'Artois, MONSIEUR; il y rappelle la tradition qui amenait à Sens, chaque année, jusqu'à la révolution, pour l'anniversaire du 20 décembre, les représentants de la famille royale; il expose ce que la

ville de Sens fait pour relever le mausolée ; ce qu'elle se propose de faire pour retrouver les cendres des parents du Roi, et conclut en suppliant le Prince de venir présider le service anniversaire et l'inauguration du tombeau restauré.

Ce devoir rempli, le Préfet « attendait les instructions de M. le Ministre, » lorsque la lettre suivante vint tout à coup secouer, un peu durement, sa quiétude. Le Ministre avait assurément reçu les doléances de quelque personnage, — lequel ? nous l'ignorons, — sur les lenteurs et les querelles administratives.

J'apprends, Monsieur, écrit de Paris, le 29 novembre, le Ministre de l'Intérieur, que la translation des cendres de M. le Dauphin et de celles de Madame la Dauphine que je croyois faite depuis longtemps, ne l'est pas encore. Je ne conçois pas qu'une cérémonie si auguste ait pu éprouver des retards. J'écris en conséquence à M. le Sous-Préfet de Sens de la faire le plus tôt possible et d'y procéder avec toute la pompe qu'elle mérite ; je vous prie de donner en même temps tous les ordres nécessaires, la famille royale étant fort étonnée que le zèle des habitants ait pu rencontrer une telle indifférence.

L'abbé DE MONTESQUIOU.

(Archives de l'Yonne, V 20.)

Désolé, le Préfet répond :

...Je suis loin, Monseigneur, de mériter un reproche de cette nature puisque, depuis que je suis entré dans ce département, je n'ai cessé de m'occuper de la restauration du tombeau de ces augustes personnes et que, depuis près de deux mois, je sollicite les ordres de Votre Excellence pour cette translation. Elle pourra en juger par la copie des lettres que j'ai l'honneur de lui remettre et qui, probablement,

ne lui ont pas été représentées, puisqu'elles sont restées sans réponse. J'en ai écrit plusieurs à M. l'Evêque de Troyes, qui m'a assuré qu'il avait eu avec Votre Excellence plusieurs conférences à cet égard et que vous alliez incessamment donner vos ordres. Je serais au désespoir, Monseigneur, que la famille royale me crût coupable d'une telle négligence et j'ose espérer de votre justice que vous voudrez bien la détromper à cet égard... » (Archives de l'Yonne, V 20.)

Et aussitôt, voulant faire montre de zèle, M. Gamot élabore l'arrêté suivant, qu'il fait porter immédiatement à Sens par son secrétaire général. Il le communique en même temps à l'Evêque de Troyes. Le malheureux voulait encore un délai de quinze jours !

PRÉFECTURE DE L'YONNE

Du 2 décembre 1814

Le Préfet du département de l'Yonne, chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la lettre de S. E. le Ministre de l'Intérieur, en date du 27 du mois dernier, qui ordonne de constater sur le champ l'identité des cendres de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, et de les transférer dans le tombeau qu'elles occupaient auparavant, au milieu du chœur de la cathédrale de Sens ;

Arrête ce qui suit :

Article 1^{er}. — M. le Sous-Préfet de Sens indiquera, *pour le vendredi 16* de ce mois, les fouilles nécessaires à retrouver ces restes augustes.

Art. 2. — Préalablement, M. le Président du Tribunal de Sens et MM. les gens du Roi seront invités à faire toutes les enquêtes nécessaires, à entendre tous témoins pour bien fixer le lieu où les fouilles peuvent être faites avec succès.

Art. 3. — L'audition des témoins aura lieu en présence de M. le Sous-Préfet, de M. le Maire et de MM. les membres de

la Commission qui s'est occupée de la restauration du mausolée.

Art. 4. — D'après les indications données, des jalons seront placés pour circonscrire le lieu où devront se faire les fouilles.

Art. 5. — Le 16, à deux heures de l'après-midi, la terre sera ouverte et, en présence de Nous, Préfet, et des autorités convoquées, l'identité sera constatée ; les cendres déposées dans un cercueil de plomb préparé à cet effet, et remises à Monseigneur l'Evêque de Troyes, chargé de la cérémonie religieuse qui doit accompagner cette translation.

Art. 6. — Il sera dressé du tout un procès-verbal signé par toutes les personnes présentes.

Art. 7. — Les dépenses nécessaires pour cette translation seront acquittées provisoirement sur les fonds du département réservés pour les dépenses imprévues.

Auxerre, 2 décembre 1814.

Le Préfet : GAMOT.

Par M. le Préfet,

Le Secrétaire Général : SAUVALLÉ (Archives de l'Yonne, V 20.)

« Veillez, écrivait le Préfet au Sous-Préfet de Sens, à ce que les dispositions préalables que j'ai prévues soient ponctuellement exécutées. Suivez vous-même cette exécution pied à pied, et mettez-vous en état de me faire un rapport exact et circonstancié qui puisse me mettre en état de terminer, comme nous le désirons, le 16 de ce mois. (*Ibidem*). »

La préoccupation du Préfet perce dans tout ceci. Il n'a qu'une crainte : celle que le Sous-Préfet agisse comme délégué direct du Ministre et non comme son propre subordonné. Le Sous-Préfet de Sens, M. du Busquet, avait eu l'intelligence plus nette de la situation. En même temps que le Préfet, il avait reçu cette dépêche du Ministre :

Le Ministre de l'Intérieur au Sous-Préfet de Sens

Paris, 29 novembre 1814.

J'avois cru, Monsieur, que l'auguste translation des derniers restes de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine étoit achevée depuis longtemps; mais j'apprends que le zèle des habitants de Sens a été toujours arrêté par des difficultés qu'il ne sembloit pas devoir rencontrer.

Je vous prie donc, Monsieur, de faire procéder à cette translation le plus tôt possible. Constatez bien le dépôt. Faites ensuite le procès-verbal du transport et celui de la remise dans l'ancienne sépulture, et donnez à la cérémonie autant de pompe et de majesté que le lieu en est susceptible.

Vous devez vous entendre avec l'autorité ecclésiastique que je sais très disposée à vous seconder, mais faites qu'on finisse des retards qui seroient bientôt un scandale.

J'ai l'honneur d'être, etc.

L'abbé DE MONTESQUIOU. (*Dossier de Formanoir.*)

Devant des injonctions aussi formelles, le Sous-Préfet n'avait qu'à obéir. Dispensé de suivre la voie hiérarchique, il avait immédiatement pris ses mesures, fixé l'exhumation au 7 décembre, la cérémonie religieuse au 8, et avait lancé toutes les convocations.

Toutes les dispositions étaient donc arrêtées lorsque parvint à Sens l'arrêté préfectoral. Aussitôt, le Sous-Préfet répond à son supérieur :

Sens, le 3 décembre 1814.

Monsieur le Préfet,

Je reçois votre lettre du 2, relative à la translation des restes de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine. Je regrette que ma lettre du 1^{er} sur le même sujet se soit croisée avec la vôtre, mais les ordres de Son Excellence

dont j'ai déjà eu l'honneur de vous informer sont trop positifs et trop pressants pour qu'il me soit possible de revenir sur ma détermination, car Son Excellence ajoute *qu'un plus long retard serait un scandale* et qu'il a appris que *le zèle des habitants de Sens, dans cette circonstance, a été toujours arrêté par des difficultés qu'il ne semblait pas devoir rencontrer*. Cette manière de s'exprimer de la part de Son Excellence, qui me charge de faire procéder à la translation, ne me laissait pas, Monsieur, la latitude ni le loisir d'attendre vos ordres.

Croyez, Monsieur, que ce sera avec bien du plaisir que je m'acquitterai, sous vos yeux et sous votre direction, de la mission flatteuse dont m'honore Son Excellence, et je demeure convaincu que les habitants de la ville de Sens verront avec beaucoup de satisfaction le premier magistrat du département augmenter par sa présence l'éclat d'une cérémonie digne, sous tous les rapports, de stimuler notre zèle et notre amour pour l'auguste famille des Bourbons.

Au surplus, Monsieur le Préfet, ainsi que vous l'annonce ma lettre du 1^{er} de ce mois, et comme cela m'est ordonné, je me suis concerté avec l'autorité ecclésiastique et je viens de m'assurer que M. l'Evêque est prévenu et que toutes les convocations sont faites, ce qui met un obstacle nouveau au retard que votre arrêté du 2 amènerait et m'oblige à persister dans la détermination dont j'ai eu l'honneur de vous prévenir. Agir différemment serait, de ma part, contrarier les vues de Son Excellence, et vous sentez que cela n'est pas en mon pouvoir.

J'ai lu attentivement votre programme qui sera suivi exactement, sauf quelques modifications que la saison commande; par exemple, nous avons cru devoir décider que la fouille au cimetière se ferait la veille, parce que le temps qu'il faudra employer à cette opération serait trop long pour permettre de tout finir en un jour, et que, l'autorité ecclésiastique voulant faire une cérémonie majestueuse, c'est indispensable, pour répondre à ses louables intentions, de la

commencer dans la matinée, afin de lui donner la latitude convenable (1).

Je ne puis vous exprimer, Monsieur le Préfet, combien il m'est pénible de me trouver en contradiction avec vous, n'ayant rien de plus à cœur que de suivre en tout vos intentions. Mais Son Excellence, que j'ai instruite du jour fixé pour la cérémonie m'ayant marqué qu'elle la croyait depuis longtemps terminée, il ne me reste que le devoir d'accélérer le moment de réaliser ses intentions. (*Arch. de l'Yonne, V^o 20.*)

M. Gamot dut accepter sa déconvenue. Il se rendit à Sens pour la cérémonie religieuse du 8 décembre, mais ne parut ni à l'enquête ni à l'exhumation. Le Sous-Préfet présida à cette opération dont il a dressé l'intéressant compte rendu qui suit :

(1) La municipalité avait, de son côté, pris les dispositions suivantes :

POMPE FUNÈBRE DE MONSIEUR LE DAUPHIN

Ce jourd'hui, sept décembre mil huit cent quatorze, le maire de la ville de Sens,

Considérant qu'il convient donner à la pompe funèbre de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine toute la décence convenable en pareille circonstance,

Arrête ce qui suit :

Il est enjoint aux habitants de la ville de balayer le devant de leurs maisons jeudi matin, 8 décembre, avant 9 heures.

Le cortège entrera dans la ville par la porte d'Yonne, suivra la Grande-Rue jusqu'à la rue Dauphine et traversera la place jusqu'à l'église Saint-Etienne.

Les boutiques seront exactement fermées sur toute la route que parcourra ledit cortège jusqu'après son passage.

Il est expressément défendu le même jour d'ouvrir aucunes salles de bals ou autres divertissements.

Ceux qui contreviendraient à la présente ordonnance seront traduits à la police.

Fait et arrêté les dits jour et au que dessus.

C. DE LAURENCIN.

(*Archives communales de Sens, Reg. des arrêtés, tome XI.*)

PROCÈS-VERBAL DE LA TRANSLATION DES CENDRES DE MON-
SEIGNEUR LE DAUPHIN ET DE MADAME LA DAUPHINE DANS
LE CHŒUR DE LA CATHÉDRALE DE SENS (1).

Cejourd'hui, 7 décembre 1814, heure de neuf du matin, nous, Michel-Georges de Busquet, chevalier et ancien lieutenant-colonel au régiment de Monsieur-Dragons, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, Sous-Préfet de l'arrondissement de Sens,

En vertu des ordres de Son Excellence M. l'abbé de Montesquiou, Ministre Secrétaire d'Etat au département de l'Intérieur, exprimés en sa lettre autographe du 29 novembre dernier, et d'après l'arrêté de M. le Préfet du département de l'Yonne, du 2 de ce mois, avons réuni en notre hôtel, sis rue Saint-Benoît, à Sens : MM. Billebault, président du tribunal civil ; Cornisset, président du tribunal de commerce ; Demay, procureur du Roi, et de Laurencin, maire de la ville, à l'effet de se transporter avec nous au cimetière dit de l'Hôtel-Dieu, sis près l'Esplanade dudit Sens, pour être présents avec nous à la reconnaissance du lieu où sont déposés maintenant les restes de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, auteurs de notre auguste Monarque, et ensuite assister à la fouille qui est nécessaire, pour reconnaître ces précieux restes qui, d'après les ordres sus-relatés, doivent être exhumés, mis dans des cercueils à ce préparés et réintégrés dans le chœur de l'église cathédrale de cette ville, d'où ils en ont été retirés, pendant les troubles de la France.

Partis de notre hôtel, accompagnés comme dessus, nous sommes arrivés au cimetière susdit, où nous avons trouvé MM. Benoist de la Mothe, de Formanoir, curé-doyen, l'abbé de Vaudricourt, ancien grand-archidiacre de Sens, Pelée de Saint-Maurice, avocat, Lorne, négociant, Tarbé, imprimeur, et Bardin, juge de paix, tous membres de la commission chargée par le conseil municipal de ladite ville de Sens,

(1) Archives de l'Archevêché.

de la restauration du mausolée de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, comme aussi des détails et travaux préparatoires à la réintégration de leurs précieux restes dans le chœur de l'église cathédrale, lesquels nous ont dit que, jaloux de répondre à la confiance de leurs concitoyens, ils avoient pris les mesures convenables pour faciliter notre opération et qu'à cet effet, ils avoient fait appeler le sieur Person, artiste chargé des travaux, pour être par nous entendu sur les lieux, ainsi que la dame Woustourn, veuve Hureau, Thomas, ancien orfèvre, Picon père, perruquier, Boudrot, docteur en chirurgie, et Vérot, ancien religieux dominicain, comme témoins du lieu du dépôt dans le cimetière, lesquels, présents et interpellés séparément, nous ont fait les déclarations suivantes, savoir :

1^o La dame Woustourn, veuve Hureau, a déclaré que, présente au cimetière, lors de l'inhumation, elle a vu déposer les corps sans cercueils, dans la direction du nord au midi, à la distance du mur, à droite en entrant dans ledit cimetière, de 13 à 14 pieds, et que lesdits corps étoient réunis dans la même fosse, et a signé avec nous. Signé : Veuve HUREAU et DE BUSQUET.

2^o Le sieur Michel-Savinien Boudrot a déclaré que, présent au cimetière lors de l'inhumation, il a vu jeter dans une fosse, à droite du cimetière, les deux corps de M^{sr} le Dauphin et de M^{me} la Dauphine, lesquels étoient nuds, et ont été jetés ensemble dans ladite fosse, et a signé avec nous. Signé : BOUDROT, DE BUSQUET.

3^o Le sieur Edme-Hubert Vérot, ancien religieux dominicain (1), a déclaré que, présent au cimetière lors de l'inhumation, et s'apercevant de l'embarras des personnes chargées de procéder, à cause du peu de largeur de la fosse, il

(1) Frère convers du couvent des Jacobins de Sens, né en 1750, avait fait profession en 1782. En 1790, il avait fait déclaration que son désir était de rester dans son couvent, mais que, dans le cas où la maison de Sens ne serait pas conservée, il accepterait la pension proposée et se retirerait. (*Archives de l'Yonne*, série Q.)

s'est empressé de les aider, et qu'il a déposé lui-même dans la fosse, le corps de Madame la Dauphine sur celui de Monseigneur le Dauphin, qu'il a entouré d'un des bras de son auguste époux, et a signé avec nous. Signé : VÉROT, DE BUSQUET.

4^o Le sieur Picon père, perruquier, lequel a déclaré que, présent à l'inhumation, il se rappelle très bien que les corps de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine ont été déposés nus, dans la même fosse située en entrant à droite, dans le cimetière, à une distance d'à peu près treize à quatorze pieds du mur, et a signé avec nous.

(Signé :) PICON et DE BUSQUET.

5^o Le sieur Thomas, ancien orfèvre, demeurant à Sens, lequel nous a déclaré qu'étant venu au cimetière avec défunt le sieur Macé, il a, de concert avec ledit Macé, qui avoit été présent à l'inhumation en sa qualité d'officier municipal, reconnu l'endroit où avoient été déposés les corps, et qu'il s'est assuré que la fosse, en entrant, à droite, étoit à la distance d'environ douze à treize pieds du mur, suivant le repaire qui avoit été posé, pour signe de reconnaissance, dans le mur; et a ledit sieur Thomas signé avec nous,

(Signé :) THOMAS et DE BUSQUET.

6^o Le sieur Person, artiste, nous a déclaré que, les 22 et 23 mars 1794, Monseigneur le Dauphin et Mme la Dauphine ont été exhumés de la cathédrale de Sens et transférés dans le cimetière de l'Hôtel-Dieu, sur l'Esplanade, à droite, à l'entrée de la porte; qu'ils ont été mis dans la même fosse, après avoir été extraits des cercueils de plomb dans lesquels ils reposoient; que Monseigneur le Dauphin a été descendu le premier dans la fosse et Madame la Dauphine la dernière, dans un sens inverse, les têtes au nord, et les pieds au midi, le bras gauche de Monseigneur le Dauphin replié sur le corps de Madame la Dauphine; que la disposition est à treize pieds de distance du mur dans lequel il a enfoncé une broche en fer jusqu'à la tête, qui y est restée jusqu'aujourd'hui, et qu'alors il existait un arbre essence de

noyer qui se trouvoit à deux pieds de la fosse, et a signé avec nous.

(Signé :) PERSON et DE BUSQUET.

Ce fait, est intervenu M. Antoine-François Thomas de la Tour, archiprêtre et grand vicaire du diocèse de Troyes, chargé par Monseigneur l'évêque de la cérémonie religieuse relative à la translation des restes de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, lequel nous a demandé à assister à notre opération pour s'assurer, conformément à ses instructions, de l'identité des précieux restes que nous nous proposons de reconnaître; ce à quoi nous avons consenti avec le plus grand plaisir.

De suite, examen fait des lieux, et lecture donnée aux magistrats assemblés des dépositions des témoins, nous avons fait appeler des ouvriers pionniers, lesquels, sous la direction dudit sieur Person, ont de suite travaillé à la fouille nécessaire, dans l'endroit reconnu pour être le lieu du dépôt, et, après avoir travaillé l'espace d'environ deux heures, au premier signe indiquant que l'on approchoit des restes précieux, objets de nos recherches, nous avons, toujours en présence de MM. les magistrats, ci-devant dénommés, fait appeler MM. Crou, docteur en médecine, Soulas, chirurgien, Rétif, chirurgien, et Boudrot, aussi chirurgien, tous quatre attachés aux établissements de cette ville, à l'effet de reconnaître, d'après les indices résultant des dépositions des témoins, les restes des corps. Et de suite, MM. les docteurs susdésignés ont découvert le bassin de la princesse, les deux fémurs et la suite des extrémités inférieures; la partie supérieure du tronc et la tête ont également été reconnus par eux dans leur situation respective; les restes de Monseigneur le Dauphin étoient placés latéralement et un peu inférieurement à ceux de Madame la Dauphine; la tête de Monseigneur le Dauphin s'est trouvée entière; et celle de Madame la Dauphine désarticulée. De suite, et sur notre invitation, MM. les docteurs se sont occupés de déposer les restes de ces précieux corps dans des

cercueils de plomb préparés à cet effet, lesquels, en leur présence et en celle de MM. les fonctionnaires ci-dessus nommés, après avoir été enveloppés dans des linceuls en toile blanche, ornés de fleurs de lis brodées en or sur les quatre coins (1), ont été recouverts par des feuilles de plomb qui, de suite, ont été soudées, et les cercueils recouverts d'une enveloppe de bois peint en noir, lesquels ont été entourés chacun d'un ruban noir dont les extrémités ont été unies par notre sceau et celui de M. l'archiprêtre pour rester à la garde et sous la responsabilité de M. le commandant de la garde nationale de cette ville, qui s'en est chargé pour par lui en être fait remise quand il en sera requis.

De tout quoi nous avons rédigé le présent que MM. les docteurs et fonctionnaires susnommés ont signé avec nous.

(Signé :) DE BUSQUET, BILLEBAULT, CORNISSET,
DE MAY, DE LAURENCIN, DE LA TOUR,
CROU, SOULAS, RÉTIF, BOUDROT,
TARBÉ, DE LA MOTHE, LORNE, PELÉE
DE SAINT-MAURICE, BARDIN, DE FORMANOIR.

En marge est écrit : « Vu par nous, maréchal de camp, commandant le département de l'Yonne (signé :) BOUDIN ; et vu par nous, préfet du département de l'Yonne (signé :) GAMOT. »

Et ce jourd'hui, 8 décembre 1814, heure de dix du matin, nous, Sous-Préfet susdit, accompagné de toutes les autorités civiles et militaires de la ville de Sens, et en présence de M. Gamot, Préfet du département, nous sommes rendus à l'église cathédrale de Sens, où nous avons trouvé M. l'abbé de la Tour, archiprêtre grand vicaire de Troyes, chargé par M. l'Evêque du diocèse de la cérémonie religieuse relative à la réintégration des restes de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, dans le tombeau qui leur est destiné ; lequel accompagné du clergé, après avoir pris con-

(1) Ces suaires ont été donnés par M^{me} Bénard

naissance de l'objet de notre mission, s'est rendu au milieu de notre cortège au cimetière dit de l'Hôtel-Dieu, près l'Esplanade, ou étant arrivé et après avoir constaté que les cercueils dans lesquels étoient déposés les restes précieux de Monseigneur le Dauphin et de Mme la Dauphine étoient dans le même état que nous l'avons constaté par notre procès-verbal d'hier, que les bandelettes revêtues de notre sceau et de celui de M. l'archiprêtre étoient saines et entières, nous les avons rompues et à l'instant nous avons fait remise des corps à mondit sieur l'archiprêtre qui nous en a donné décharge, et accompagné de nous, de mondit sieur le Préfet et de toutes les autorités civiles et militaires, s'est rendu processionnellement à l'église-cathédrale en passant par le quai Saint-Didier, la porte d'Yonne et la Grande-Rue ; où arrivés à la porte de l'église, le clergé a récité les prières d'usage, et de suite les corps ont fait leur entrée solennelle dans l'église, et ont été portés par un détachement de grenadiers et pompiers de la garde nationale sur le catafalque érigé dans le chœur, où MM. les chevaliers de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, faisant les fonctions de chevaliers d'honneur, ont pris place près ledit catafalque pendant toute la cérémonie.

Un discours prononcé par mondit sieur l'archiprêtre a retracé les qualités éminentes qui distinguoient les illustres morts qui, après la cérémonie, ont été déposés dans le caveau qui a été de suite recouvert et fermé.

De tout quoi nous avons rédigé le présent, lesdits jour et an.

(Signé :) DE BUSQUET, DE LA TOUR, GAMOT,
BILLEBAULT, CORNISSET, DEMAY, DE
LAURENCIN, CROU, SOULAS, RÉTIF,
BOUDROT, TARBÉ, DE LA MOTHE,
PELÉE DE SAINT-MAURICE, BARDIN et
DE FORMANOIR.

Pour extrait conforme :

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Sens,
DE BUSQUET.

En reproduisant ce document dans l'*Almanach du département de l'Yonne et de la ville de Sens pour 1816*, Tarbé l'a fait suivre d'un récit détaillé de la cérémonie funèbre.

Marche du cortège lors de la cérémonie de l'exhumation des cendres de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, et de leur réinhumation dans le chœur de la cathédrale de Sens, le 8 décembre 1814.

La cérémonie fut annoncée la veille, à 5 heures du soir et pendant une demi-heure, par la sonnerie en volée des deux bourdons de la cathédrale ; et, le 8 décembre, à 7 heures du matin, pendant le même espace de temps. A 9 heures et demie, l'office fut annoncé de même et, depuis 10 heures et demie jusqu'à l'entrée du cortège dans l'église, toutes les cloches furent également sonnées en volée.

Les autorités constituées de la ville s'étant réunies le 8, à 9 heures et demie du matin, à l'hôtel de la mairie, elles se rendirent rue de l'Epée, pour se joindre à M. le préfet du département, et, avec lui, prirent leur direction sur la place Saint-Etienne, devant l'église cathédrale, où le clergé, précédé du corbillard destiné à recevoir les corps de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, se réunit au cortège.

De là, le cortège se rendit sur l'Esplanade, en face du cimetière d'où les corps des augustes Princes avoient été exhumés la veille et placés sous une chapelle ardente.

Huit membres de la garde nationale, savoir : deux grenadiers, deux chasseurs, deux sapeurs-pompiers et deux cavaliers, désignés pour remplir les fonctions de gardes du corps, enlevèrent les cercueils et les placèrent dans le corbillard. Quatre chevaliers de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis et quatre chevaliers de la Légion d'honneur, s'étant placés de chaque côté pour porter le poêle, y restèrent constamment pendant la marche, pendant la célébra-

tion de l'office, et jusqu'au moment de la réinhumation dans le caveau.

Pour se rendre à la cathédrale, le cortège, marchant dans le plus grand recueillement, a observé l'ordre suivant :

Cent pauvres de la ville, revêtus de capotes et précédés d'une croix ; ils portoient chacun un cierge et marchaient sur deux haies. Les orphelines tenant aussi des cierges ;

Les dames Carmélites et leurs élèves ; les dames de l'Hôtel-Dieu ; les dames de la congrégation de Nevers, leurs pensionnaires et leurs élèves ; les élèves du collège de Sens et ceux des autres pensionnats de la ville ;

Le clergé, tant de la cathédrale que des autres églises de la ville et de l'arrondissement, ayant à leur tête M. de la Tour, vicaire général de M. l'Evêque de Troyes ;

Le corbillard drapé en noir, décoré de branches de cyprès et des armoiries de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, et attelé de huit chevaux caparaçonnés en noir ;

Le char étoit conduit par un cocher et trois valets de pied en habit de deuil ;

M. le Préfet et M. le Maréchal de camp, commandant le département ;

Ensuite tous les fonctionnaires de la ville et de l'arrondissement dans l'ordre des préséances.

Toutes les autorités constituées ayant été placées dans le chœur, on a commencé l'office par les prières de l'absoute (1) ; la messe solennelle a été chantée ensuite par M. le vicaire général de Troyes, ayant pour l'accompagner tous les anciens ecclésiastiques de l'arrondissement. Pendant la prose, les bourdons ont été sonnés en volée.

Après l'Evangile, M. l'officiant a prononcé un discours analogue à la circonstance.

L'offrande a eu lieu, suivant le rite solennel de cette église, et de la manière suivante : d'abord les quatre prêtres les

(1) Le narrateur, évidemment peu renseigné sur la liturgie, a pris le chant des Matines ou des Laudes pour celui de l'absoute.

plus anciens, portant chacun un cierge à la main, ont offert chacun le pain et le vin dans le calice (1); ensuite M. le curé-doyen, au nom de la Fabrique, tenant aussi un cierge, a offert le pain et le vin. Enfin quatre gardes-maires, portant aussi des cierges, ont offert le pain et le vin au nom de la ville.

L'office a fini par le *Libera* chanté à grand chœur, pendant lequel les cloches ont été sonnées en volée.

Après le *Libera*, les huit chevaliers ont descendu les corps dans le caveau, et les ont placés sur des chenets de fer.

Le clergé a salué et honoré les restes précieux des augustes Princes en jetant de l'eau bénite, ce qui a été observé ensuite par M. le Préfet, M. le Général commandant le département, M. le Sous-Préfet, et tous les autres fonctionnaires.

Après la cérémonie, le cortège a reconduit M. le Préfet chez lui.

Le soir même, le Préfet rendait compte au Ministre de l'Intérieur de ces événements. Le début de sa dépêche n'est pas d'une exactitude rigoureuse; elle n'en est pas moins intéressante :

Je me suis transporté hier à Sens pour être présent à la recherche des cendres de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine. Cette opération a eu lieu comme je l'avais prescrite et elle a été couronnée du plus grand succès.

L'identité a été reconnue sans aucun doute. Les précieux restes placés dans des cercueils de plomb préparés pour les recevoir et remis ensuite aux ministres de la Religion.

(1) Ce cérémonial qui rappelle si bien le véritable sens de l'offrande et les traditions liturgiques de l'Eglise primitive a été, avec raison, conservé après l'adoption du rite romain. On l'a observé, en 1891, aux funérailles de S. E. le cardinal Bernadou.

La cérémonie de la translation vient d'avoir lieu avec toute la pompe convenable. Votre Excellence peut compter sur le procès-verbal qui lui sera envoyé. Le tombeau est dans le même état où il se trouvait avant qu'il eût été profané par des mains impies

Je pars à l'instant pour Auxerre. (*Archives de l'Yonne*, V 20.)

Au texte de cette dépêche est joint le projet d'une lettre au Ministre. Il n'est pas certain que le Préfet ait osé exhaler la mauvaise humeur qui s'y traduit; en tout cas, elle nous édifie sur ses sentiments au soir des cérémonies de Sens :

La lettre autographe que Votre Excellence a écrite au Sous-Préfet concernant la translation des cendres de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine n'a pas produit un effet favorable à l'administration. Je la supplie de m'en donner l'explication.

Votre Excellence ne connaissait pas ma correspondance à ce sujet. Elle a été trompée. Il y a des personnes d'un excellent esprit, mais il y a aussi quelques brouillons qui entravent autant qu'ils peuvent. J'ai été déjà obligé de les ramener à l'ordre plus d'une fois et il est d'autant plus nécessaire de ne pas relâcher les ressorts des pouvoirs de l'autorité supérieure à qui l'administration est confiée : il y a des mains pures mais que l'âge a fort affaiblies et qu'il est bien essentiel de diriger.

Je prends la liberté, Monseigneur, de soumettre ces observations à Votre Excellence, en l'assurant qu'on peut servir le Roi aussi bien que moi, mais pas avec plus d'amour et de zèle pour ses devoirs et pour l'exécution de vos ordres. (*Ibidem.*)



CHAPITRE X

ANNIVERSAIRES ET VISITES DES PRINCES

Aux regrettables malentendus, dont nous avons parlé, le malencontreux arrêté préfectoral du 2 décembre en ajoutait un plus grave encore.

A son retour à Auxerre, le Préfet trouvait une dépêche du Ministre de l'Intérieur. Persuadé, d'après les rapports antérieurs, que la cérémonie était retardée jusqu'à la fin du mois, M. de Montesquiou écrivait :

Paris, ce 9 décembre.

MONSIEUR, Frère du Roi, désirerait se trouver à Sens pour assister à la cérémonie funèbre qui s'y prépare. Ce projet n'est pas encore arrêté ; mais j'ai cru devoir vous en prévenir ; je vais également le faire dire à M. l'évêque de Troyes. Je vous ferai passer les derniers ordres dès que je les aurai reçus, mais je crois que vous pouvez déjà faire quelques dispositions préliminaires. La plus essentielle est de bien constater l'identité de ces vénérables dépouilles, de les faire enfermer dans un cercueil et de les déposer dans un lieu voisin où elles soient honorablement.

Il ne me paraît pas décent que Monsieur assiste à l'ouverture de cette sépulture, où elles ont été si indécemment placées, mais il pourrait se trouver au lieu où vous auriez

fait déposer le cercueil, et l'accompagner jusqu'à l'église. Mandez-moi, je vous prie, courrier par courrier, le temps que vous jugerez nécessaire, et les dispositions qui vous paraissent les plus convenables. Il me paraît difficile que la cérémonie ne soit pas retardée; cependant il serait à souhaiter qu'elle se fit le plus promptement possible.

J'écris en conséquence à M. le Sous-Préfet de Sens, afin qu'il prépare d'avance tout ce qui pourra vous être nécessaire.

Agréez, etc.

L'abbé DE MONTESQUIOU. (*Archives de l'Yonne*, V 20.)

Avec une satisfaction non dissimulée, le Préfet fait part au Sous-Préfet de Sens de ce document qui semble lui donner raison.

Auxerre, 11 décembre 1814.

Monsieur le Sous-Préfet,

Son Excellence M. le Ministre de l'Intérieur, par sa lettre du 9 de ce mois, m'informe que MONSIEUR, frère du Roi, désire se trouver à Sens pour assister à la cérémonie funèbre qui s'y prépare pour transférer les cendres de ses pères dans leur premier tombeau et assister en même temps au service qui doit se dire en leur commémoration.

Cette lettre me fait encore regretter que vous vous soyez autant pressé pour l'exécution de mon arrêté. Dix heures de retard pour me consulter auraient été fort utiles; mais enfin, la chose est faite et j'espère qu'en toute autre circonstance vous auriez assez d'égards pour moi pour me prévenir avant d'agir. Je vous prie de me pardonner ce reproche amical.

Pour me conformer aux instructions du Ministre, je vous prie :

1^o D'inviter tous MM. les gardes d'honneur de votre arrondissement à se tenir prêts à escorter MONSIEUR depuis la frontière jusqu'à Sens.

2^o De vous entendre avec M. le Maire, comte de Laurencin,

pour parfaire les décorations de la cathédrale, faire préparer la place qui doit être destinée à MONSIEUR dans le milieu du chœur, en avant du tombeau, précisément là où se trouvait un groupe de dames à la dernière cérémonie.

Comme les dames de la ville ne pourront point être placées dans le chœur, on pourra marquer et circonscrire une place dans la partie antérieure et extérieure du chœur d'où elles pourront voir facilement le Prince.

3^e M'indiquer le logement que vous croirés le plus convenable, sans rien arrêter définitivement que je ne l'aie approuvé.

Je désire que M. de Laurencin dirige par lui-même ces arrangemens et qu'il choisisse les personnes nécessaires pour l'aider.

Quant à la police intérieure de l'église, qui a été extrêmement mal faite la dernière fois, j'espère que M. l'Evêque voudra bien me permettre d'y mettre ordre.

Le séjour du Prince nécessitera quelques dépenses; la ville de Sens n'est pas riche; aussi je suis porté à pourvoir à tout. Dites-moi votre façon de penser là-dessus.

En quel état sont les arcs-de-triomphe sur la route? En existe-t-il encore quelques-uns?

La saison n'est pas favorable pour ces sortes de décoration. On ne pourra guère non plus sabler les rues parce que la pluie enlèverait tout sur le champ.

Je serai rendu à Sens deux ou trois jours avant l'arrivée du Prince; et je verrai tout et examinerai tout par moi-même.

Probablement je vous enverrai M. Sauvalle demain pour vous faire part verbalement de mes intentions ultérieures.

J'ai oublié de vous dire, avant de vous quitter, que je désirais qu'aucune relation de ce qui s'est passé ne fût imprimée dans le département sans qu'auparavant j'y aie apposé mon visa. Je vous prie de tenir la main exactement à cette disposition.

Le 15 seulement le Ministre pouvait informer officiellement le Préfet de la visite du Comte d'Artois :

Le Roi vient de me dire, Monsieur, que MONSIEUR, comte d'Artois, seroit à Sens mardi prochain pour dîner et qu'il assisteroit le lendemain au service qui doit être célébré tous les ans pour feu M. le Dauphin. Je vous prie de donner des ordres en conséquence. MONSIEUR ne couchera qu'une nuit à Sens.

La nouvelle ne surprit personne à Sens. Depuis plusieurs jours, grâce à M. de la Mothe, parti aux nouvelles à Paris, on connaissait par le menu les projets du prince.

Le maire de Sens, M. de Laurencin, avait en effet, reçu la lettre suivante :

Paris, lundi, 11 heures du soir.

Monsieur,

J'avais vu M. Bourlet (premier valet de MONSIEUR)(1) avant le dîner et voici ce que j'ai recueilli.

1^o Il n'a point écrit dimanche à Madame d'Yauville (sa sœur) parce que rien n'était encore déterminé; la lecture du procès-verbal qui aura préparé l'article inséré dans le *Moniteur* de ce jour hâtera sa décision ;

2^o Rien de plus certain que le Roi seul, par égard pour la santé de MONSIEUR, s'est opposé à ce qu'il assistât à la cérémonie de l'exhumation et de réinhumation, et on est content qu'elle soit faite ;

3^o MONSIEUR ne sera à Sens que le 19 et peut-être le 20 ; il ne marche point le dimanche et, le 19 lundi étant jour de

(1) Dans le *Calendrier de la Cour* pour 1789, M. Bourlet de Vauxcelles figure comme premier valet de la Chambre du Comte d'Artois ; son fils est également premier valet de la Chambre par quartier. L'abbé Simon-Jérôme Bourlet de Vauxcelles, chanoine et vicaire général de Sens, était bibliothécaire et lecteur du Prince. (Voir p. 33, note 2.)

Conseil, auquel il se fait un devoir d'assister, peut-être craindrait-il d'arriver trop tard. Alors la cérémonie n'aurait lieu que le 21 ; il n'y aurait pas grand mal à cela, nous aurions plus de temps pour les préparatifs ;

4^o La suite de MONSIEUR, en admettant la présence de ses deux fils, n'excéderait pas dix-huit personnes. MONSIEUR couchera chez Madame d'Yauville (1), avec son capitaine des gardes, son premier gentilhomme, et quatre à cinq personnes de suite au plus, mais un homme seulement pour surveiller le service.

5^o On prendra toutes les mesures possibles pour qu'en sortant du service, et avant le repas destiné à MONSIEUR à la mairie, il veuille bien passer en revue la garde nationale ;

6^o Si les deux princes viennent, ils seront placés chez Madame Larcher (2) et chez M. de Fontaine (3) ; le premier aumônier de Monsieur, M. l'abbé de Lallit, chez M. l'abbé de Vaudricourt (4) (tout cela dans la même rue). Il paraît, au surplus que MONSIEUR se fait une loi d'abandonner à MM. les Préfets, dans toutes ses tournées, le soin de marquer son logement.

Voilà, Monsieur le Maire, le résumé de mon long entretien avec M. Bourlet, qui désire ardemment accompagner le Prince dont les bontés pour lui sont extrêmes, et nous pourrions nous en ressentir.

DE LA MOTHE.

(Archives de l'Yonne, V 20.)

De son côté, le curé de Sens, M. de Formanoir, était avisé par M^r de Boulogne :

16 décembre 1814.

Plusieurs incidents et divers malentendus relatifs à la cérémonie de Sens m'ont empêché de répondre aux deux let-

(1) Rue du Saint-Esprit, n° 6.

(2) Rue du Saint-Esprit, n° 10.

(3) Rue du Saint-Esprit, n° 9.

(4) Rue du Saint-Esprit, n° 4.

tres que vous m'avez écrites. Je vous apprends par celle-ci que MONSIEUR allant à Sens, mardi prochain, pour assister au service solennel qui aura lieu pour M. le Dauphin, je partirai lundi pour arriver sur les huit heures du soir à Sens et descendre chez vous, très fâché de vous donner l'embarras de ma personne, mais très charmé du plaisir que j'aurai de vous voir. Nous aurons par là le temps de tout préparer pour le service du surlendemain que je célébrerai pontificalement.

Il faudra tâcher de convoquer le plus que vous pourrés, les prêtres des environs, tant pour servir à l'autel que pour augmenter la pompe de la cérémonie.

J'ai donné avis aussi dans ce sens là à l'abbé de la Tour, qui, peut-être, n'aura plus la force de revenir à Sens, tant il a été fatigué. Je crains de l'être aussi, vu ma mauvaise santé et ce mauvais temps, mais il faut savoir se résigner quand il le faut.

Je suis fâché de n'avoir pas eu le temps de faire une petite oraison funèbre et d'avoir été pris au dépourvu à cet égard. D'ailleurs je n'aurais pas pu prêcher et officier; mais j'ai évoqué quelques lignes pour dire à MONSIEUR.

J'espère que tout se passera dans l'ordre et la décence convenable. Je vous renouvelle, en attendant, Monsieur, tous les sentimens d'estime et d'affection que vous me connaissez et auxquels je me flatte que vous rendez justice.

ET.-ANT., *Evêque de Troyes.* (Dossier de Formanoir.)

Le *Bulletin de la Préfecture de l'Yonne* (n° XIII) a publié le compte rendu officiel de la réception faite à Sens au fils du Dauphin. Nous avons extrait de la phraséologie préfectorale les détails qu'on va lire :

S. A. R. arriva, le mardi 20, à 4 heures du soir, à Villeneuve-la-Guyard. Le Préfet et le Général commandant le département l'y attendaient avec un détachement de gen-

darmerie. Après avoir reçu les salutations du Préfet, qui lui présenta l'arrêté réglant le cérémonial de la soirée et du lendemain, le Prince continua sa route. A Pont-sur-Yonne, le Sous-Préfet de Sens se joignit à la suite. Les lanciers de Berry et la gendarmerie formaient l'escorte. Aux limites du territoire de la ville attendaient le Maire entouré du corps municipal, la garde nationale à pied et à cheval, et une multitude considérable.

Dans son discours, le Maire eut soin de faire ressortir le soin pieux avec lequel les Sénonais avaient relevé le tombeau du Dauphin. « L'empressement qu'a mis la ville de « Sens à la restauration du Mausolée des auteurs de vos « jours prouvera à Sa Majesté, ainsi qu'à Votre Altesse « Royale, tout le prix que nous attachons à la conservation « de ce précieux dépôt dans notre cité. »

MONSIEUR, dans sa réponse, fit l'éloge du zèle et de la piété des habitants de Sens et leur en témoigna sa gratitude.

Pendant ce temps, un groupe de mariniers dételaient les chevaux, s'emparaient du carrosse du Prince, et le traînaient en triomphe jusqu'à l'hôtel de Mme d'Yauville, où il devait résider.

Après un instant de repos, le Prince, entouré d'un cortège d'honneur, se rendit à l'hôtel de ville. La mairie était alors installée dans le vieux palais des archevêques, à moitié ruiné. C'est là qu'eut lieu le banquet offert par la ville. Pendant le repas, la foule circulait dans la salle où le frère du Roi avait convié les autorités du département et dans celle où une table de cent couverts réunissait la suite du Prince, les gardes du corps et les principaux fonctionnaires.

Après le dîner, MONSIEUR s'est rendu dans la plus grande salle de l'hôtel de ville (1), destinée pour la présentation des autorités. Une double rangée de dames, élégamment vêtues, étaient placées sur un des côtés de la salle ; l'autre côté, était occupé par les autorités, dans l'ordre des préséances.

(1) Sans doute la salle synodale de l'officialité.

Le Préfet fit les présentations. « On a remarqué dans ces présentations, dit le procès-verbal, celle de trois dames de Sens, Mesdames Duroulin, Besnard et Pollet qui, à une époque encore récente où cette ville était menacée, pour la seconde fois, du pillage et de l'incendie par les armées alliées, se sont exposées à tous les dangers, et ont obtenu des chefs la suspension des hostilités. Le Prince a entendu ces dames avec intérêt et a donné à leur dévouement l'éloge le plus flatteur (1).

« La commission nommée... pour suivre la restauration du monument consacré à la mémoire de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine... ayant été également présentée au Prince, S. A. Royale a daigné l'accueillir avec bonté. Elle a fait connaître à M. Person, artiste distingué, qu'elle n'ignorait pas tout ce que cette restauration devait à son zèle et à son talent. »

Après cette soirée, le Prince fut reconduit à l'hôtel de Mme d'Yauville, acclamé par la population. La ville entière était illuminée. « Le mot d'ordre donné par le Prince lui-même a été : *Saint Louis, Sens.* »

« Le lendemain, mercredi 21 décembre, une salve d'artillerie et les cloches de la cathédrale ont annoncé, dès 7 heures du matin, la pieuse cérémonie à laquelle ce jour devait être consacré. Elle avait été fixée à 10 heures précises du matin. Dès 9 heures et demie, les Autorités se sont réunies à l'Hôtel de Ville et se sont rendues au palais de S.A. Royale.

« Avant de sortir, le Prince a reçu chevaliers de Saint-Louis, M. Boudin, maréchal de camp, commandant le Département, et M. le comte de Laurencin, chevalier de Malte, ancien lieutenant-colonel de cavalerie et maire de la ville de Sens, auxquels S. A. Royale venait d'accorder cette décoration.

« A 10 heures, MONSIEUR, escorté comme le jour précédent, est allé à l'église cathédrale ; les rues que S. A. Royale a traversées étaient remplies d'habitans, et les cris de : *Vive*

(1) Voir J. PERRIN, *Sièges de Sens*, pp. 80, 144 et 225,

le Roi ! Vive Monsieur ! se faisaient entendre de toutes parts.

« Arrivé à l'église, M. l'évêque de Troyes, à la tête du clergé, a reçu le Prince sous le dais, à l'entrée de la cathédrale (1), et lui a adressé un discours aussi touchant qu'éloquent. On a retenu, dans la réponse de S. A. Royale, ces mots dignes du fils de saint Louis : « Je ne doute pas que la France ne doive aux prières de nos illustres parens, dont les cendres reposent dans cette enceinte, le bonheur que Dieu lui a rendu... »

« MONSIEUR, se rendant ensuite à la place qui avait été disposée dans le sanctuaire pour le recevoir, est entré dans le chœur ; arrivée devant le Mausolée, S. A. Royale s'est prosternée sur la tombe de ses pères et y a fait sa prière. Le service, malgré l'affluence du monde qui se pressait de toutes parts, a été célébré avec une pompe et une majesté dignes de son objet. Les cérémonies (2) observées dans cette mémorable circonstance rappelaient les plus beaux jours de la Religion ; et rien n'était plus touchant que cette réunion, au pied des autels, d'un Prince justement chéri et d'un Prélat que ses vertus et ses talents distinguent si éminemment.

(1) « Quatre curés portaient le dais. M^{re} l'Evêque présenta à S. A. Royale l'eau bénite, lui fit baiser la Vraie Croix, lui donna l'encens... » (*Relation de l'Almanach Tarbé*, 1816, p. 179.)

(2) « L'offrande a été faite suivant l'usage par quatre curés les plus anciens de l'arrondissement, après lesquels le Prince s'est aussi présenté pour faire la sienne ; et ensuite M. le Curé, au nom de la Fabrique et suivi de quatre bedeaux portant cierge, a offert le pain et le vin. Un membre du conseil municipal, suivi de quatre gardes-maires, a fait semblable offrande, au nom de la ville.

« Le catafalque, à trois rangs de gradins, couvert de cierges, était surmonté d'un dais de velours noir, aux armes du Dauphin. Sur le catafalque était étendu un riche manteau royal, parsemé de fleurs de lys. Sur un coussin cramoisi, brodé en or et garni de ses glands, était posée la couronne du Dauphin, et, au-dessous, était suspendu le grand-cordon de l'ordre du Saint-Esprit, le tout couvert d'un crêpe.

« La quête a été faite, tant pour l'église que pour les pauvres, par Mesdames Bénard et Desgranges. » (*Almanach Tarbé, Ibidem*).

« Après la cérémonie, et en repassant devant le Mausolée, le Prince a réitéré sa prière et a été ensuite reconduit sous le dais par M^{gr} l'Evêque, à la tête de son clergé, jusqu'à la porte de l'église.

« De là, S. A. Royale est retournée, avec son cortège, à son palais ; elle y a passé en revue la garde nationale de la ville de Sens, et le Prince, sur la demande de M. le Préfet, a autorisé tous ceux qui la composent, à porter le liseré noir qui rappellera la circonstance qui a donné lieu au voyage de S. A. Royale.

« Le Prince a fait remettre à M. le Préfet la somme de 5 000 francs, pour distribuer des secours aux cinq arrondissements du Département ; et de plus, 2 000 francs à M. le curé-doyen de Sens, pour les pauvres de cette ville.

« Dans la distribution des croix de chevaliers de la Légion d'Honneur, faite à cette occasion, nous relevons les noms de M. de Busquet, Sous-Préfet de Sens, ancien lieutenant-colonel des *Dragons de Monsieur*, aujourd'hui Louis XVIII, et gentilhomme de sa chambre ; Miron, président de la députation de Sens envoyée au Roi ; le chevalier de Busquet, cheveu-léger de la Garde du Roi, fils du Sous-Préfet de Sens.

« S. A. Royale a été conduite avec les mêmes escortes et le même cortège jusqu'aux limites du territoire de la ville..... M. le Préfet, le maréchal de camp Boudin, M. le marquis de Tanlay, les lanciers et la gendarmerie l'ont accompagnée jusques aux limites du Département. »

La cérémonie du 21 décembre 1814, en faisant revivre les traditions de l'Eglise sénonaise, marquait l'ouverture d'une ère nouvelle. Désormais, les services du Dauphin et de la Dauphine seront célébrés, chaque année avec la solennité d'autrefois. A défaut des princes de la famille royale dont les visites ne coïncideront guère avec les dates des anniversaires,

le premier gentilhomme de la Chambre du Roi, un capitaine des Gardes et l'Intendant des Menus, viendront fidèlement, du moins les premières années, y représenter le Roi.

En mars 1815, à la veille des événements qui vont obliger Louis XVIII à reprendre le chemin de l'exil, le service pour la Dauphine a eu lieu (1).

Dès les premiers jours de décembre suivant, le Préfet, M. de Goyon, songe aux moyens de célébrer l'anniversaire du Dauphin, car aucune subvention de l'Etat n'a été prévue pour cet objet. Un devis s'élevant à 456 francs lui paraît trop élevé. Préoccupé « des réductions que commande la situation financière de la caisse communale, » le Préfet est d'avis de ne dépenser que 253 francs.

Je conçois, écrit-il au Sous-Préfet de Sens, que si M. le Prince vient, cet échafaudage d'économie croûlera nécessairement. Mais alors nous aurons d'autres moyens; tandis que si S. A. R. ne vient pas, nous n'en aurons aucun et j'ignore quelle est la caisse qui en supportera définitivement la dépense... C'est pourquoi je vous invite à soumettre le calcul d'autre part à M. le doyen, curé de Sens, pour en définitif, en passer par ce qu'il jugera convenable. [*Archives de l'Yonne*, V. 20.)

Aucun prince n'assista à la cérémonie, qui eut lieu le mardi 19 décembre. M. de Goyon était venu d'Auxerre pour y prendre part.

Le service pour la Dauphine devait avoir un

(1) *Comptes de la fabrique de Saint-Etienne de Sens* : « 11 mars (1815), pose et dépose de la représentation, pour le service de M^{me} la Dauphine. »

grand éclat, grâce à la présence de Marie-Thérèse de France, sa petite-fille.

Dès le 2 mars, M^{re} de Boulogne l'annonçait à l'abbé de Formanoir :

Ce dimanche 2 mars 1816.

Je vous prévien que Madame la duchesse d'Angoulême se rendra à Sens, le 12 de ce mois, pour l'anniversaire de Madame la Dauphine qui aura lieu le lendemain. Vous aurez soin, en ce qui vous concerne, que tout soit prêt dans l'église pour la recevoir dignement. J'ai eu l'honneur de lui faire ma cour ce matin. Elle m'a dit qu'elle désiroit que l'office se fit à neuf du matin. J'officierai pontificalement, suivant ses intentions. Je vous recommande la chaire épiscopale, pour quelle soit déceemment ornée. Il y a toute apparence que nous n'aurons pas ce fou de capitaine des Gardes qui, l'année dernière, eut l'imprudence de tout bouleverser de son chef et à mon insçu ; mais quand nous l'aurions, je vous promets bien que je ne lui passerois aucune insolence.

Il est nécessaire que vous convoquies tous les desservans de votre arrondissement, comme l'année dernière, pour que la cérémonie funèbre se fasse avec dignité.

Je vous donnerai encore l'embarras de ma personne, mais ce ne sera pas pour longtemps ; ce sera pour moi un vrai plaisir de vous revoir et de vous renouveler, mon cher doyen, l'assurance de tous les sentiments d'estime et d'affection que je vous ai voués.

ET.-ANT., *Evêque de Troyes.*

« Je partirai le onze pour arriver à Sens entre 7 à 8 heures du soir. » (*Dossier de Formanoir.*)

La Ville de Sens, lisons-nous dans le compte rendu officiel (1), a eu le bonheur de posséder dans ses murs MADAME, Duchesse d'Angoulême, à l'occasion du Service solennel anniversaire qui y a été célébré, le 13 courant, en mémoire de Madame la Dauphine, son aïeule. Déjà toutes

(1) *Actes administratifs du Département de l'Yonne*, n° 9.

les Gardes Nationales des diverses villes du Département... étaient réunies au nombre de plus de six cents.

L'arrivée de S. A. R. étant annoncée pour le 12 courant, six heures du soir, le Préfet, le général, le marquis de Villefranche, le Sous-Préfet et le Maire de Sens à la tête de son conseil municipal, se rendirent, dès 4 heures, à l'entrée de la ville. MADAME y arriva à 5 heures et demie, accompagnée de la Comtesse de Choisi, sa dame d'atour, la Comtesse de Biron une de ses dames, le vicomte d'Agout, son premier écuyer, et M. Marguerye, officier des Gardes du Corps, et escortée par un détachement des lanciers de la Garde Royale...

S. A. R. étant arrivée à l'entrée de la ville de Sens, les mariniers saisirent le moment où les autorités déposaient aux pieds de MADAME l'hommage de leur respect, pour dételer les chevaux de sa voiture, malgré ses plus vives instances de bonté pour se soustraire à ce témoignage d'amour et de dévouement.

MADAME fit alors son entrée, accompagnée des Autorités, d'un détachement de la Garde Nationale avec la Garde à cheval en tête, et précédée de la musique de la Garde Nationale d'Auxerre, qui jouait l'air : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ?*

Toutes les fenêtres étaient garnies de drapeaux blancs ornés de fleurs de lis et de légendes qui toutes consacraient les sentiments des Français pour leur Roi légitime, pour l'auguste fille de leur Roi. Toutes les rues étaient bordées de deux haies de Gardes Nationales.....

MADAME, arrivée à l'hôtel qui lui était destiné (1), y a été reçue par M^{me} la comtesse de Goyon, l'une de ses dames, femme du Préfet, et par les principales dames de la ville, qui s'étaient rangées sur son passage.....

(1) Les *Affiches de Sens* précisent : « C'est la maison de M. de Fontaine, dont le fils, garde du corps, a suivi le roi à Gand. » Cet hôtel, aujourd'hui habité par M. le marquis de Traynel, porte le n^o 9 de la rue du Saint-Esprit, actuellement rue Abailard.

Le dîner étant servi, MADAME a bien voulu y admettre M^{me} la comtesse de Goyon, M. l'Evêque, le Préfet, le maréchal de camp Boudin, commandant le département, le marquis de Villefranche, maréchal de camp, inspecteur général des Gardes Nationales de l'Yonne, et M. de Beurnonville, commandant des Gardes Nationales de Sens. Après le repas, toutes les Autorités ont été admises à paraître devant MADAME qui les a reçues avec une bienveillance égale. Après les Autorités, les dames ont été présentées et nommées à MADAME qui les a vues avec cette affabilité et cette amabilité si remarquables qui inspirent le dévouement en même temps que le respect....

Le lendemain, MADAME reçut, de grand matin, les Dames Carmélites, les Dames de Nevers, qui se dévouent et se consacrent à l'instruction de la jeunesse, les Dames Orphelines et enfin celles de l'Hôtel-Dieu. Pendant ce temps, les Gardes Nationales de Sens, Joigny, Auxerre, Avallon, Tonnerre, Villeneuve-le-Roi et Briennon, occupaient le jardin et s'y étaient rangées en bataille, présentant les trois côtés d'un beau carré. MADAME parut alors sur son perron, accompagnée de sa suite. M. le maréchal de camp, marquis de Villefranche, vint prendre ses ordres, et les Gardes Nationales défilèrent devant elle dans un ordre admirable, aux mêmes cris de *Vive le Roi ! Vive Madame !* Après cette espèce de parade, les commandans des Gardes Nationales à pied de Tonnerre et de celle à cheval de Sens obtinrent de S. A. R. la faveur de lui présenter leurs drapeau et guidon, dont MADAME daigna attacher les cravates.

S. A. R. se rendit ensuite à la cathédrale et fut reçue et complimentée, sous le dais, par M. l'Evêque, à la tête de son clergé. Ce prélat, dont on connaît la pieuse éloquence, adressa à MADAME un discours dans lequel, retraçant toutes les vertus de ses augustes parens, il se plut à les retrouver toutes réunies dans MADAME, comme elles sont toutes consacrées et transmises dans ces deux testamens, monumens de piété que l'histoire réservera pour l'instruction des peuples...

Les *Affiches de Sens* (1) complètent ces détails :

M. le comte de la Ferté étoit venu s'assurer de l'exécution des ordres qu'il avait transmis d'avance pour la décoration de l'église; le grand portail extérieur et tout l'intérieur de cette belle basilique étoient tendus en entier de la manière la plus noble et la plus convenable à la circonstance; de nombreux écussons ornoient cette lugubre tenture (2).

MADAME, placée au milieu du sanctuaire, avoit autour d'elle M^{mes} les comtesses de Choisy, de Biron, de Goyon, M. le vicomte d'Agout, son premier écuyer, M. le marquis de Marguerye, officier des gardes de MONSIEUR. Tout le clergé de l'arrondissement, les quatre chanoines, seuls restes du Chapitre de Sens, et toutes les communautés religieuses garnissoient le sanctuaire. Les principales autorités, les membres des tribunaux, les officiers et la musique remplissoient le chœur; les jubés et plusieurs gradins placés dans le pourtour du chœur, réunissoient un concours immense, sans causer de tumulte.

Le recueillement de MADAME pendant tout l'office commandoit le silence et l'admiration. Après la messe, elle s'est rendue avec le clergé auprès du catafalque pour s'unir plus particulièrement aux prières qui terminent la cérémonie. On l'a vue fixer les yeux, avec un vif intérêt, sur ce beau mausolée qui couvre les restes de M^{sr} le Dauphin et de M^{me} la Dauphine; elle y a répandu l'eau bénite que lui a pré-

(1) Année 1816, n° 8.

(2) Un mémoire, faisant partie de la collection Félix Chaudenier, porte sur des fournitures faites à Paris :

A Cicéri, peinture.	254 fr. »	
A Labalie, tentures mortuaires	2718	55
Ces dépenses sont réglées à		2690 fr. 04
A Belanger, dessinateur de la Chambre (émolumens pour conduite de travaux à Paris et réglemens, à raison de 0 fr. 04 par franc).	107	60
A Hettorf, inspecteur (frais de voyage à Sens et émolumens)		150
		2917 fr. 64

A Paris, ce 4 mai 1816.

sentée M. l'Evêque de Troyes, et après avoir ainsi satisfait aux devoirs de la piété filiale, elle a été reconduite à la porte de l'église... MADAME, revenue à 10 heures et demie à son hôtel, y a donné encore plusieurs preuves de son extrême bonté. Elle a ensuite ordonné formellement qu'on ne l'accompagnât pas et, à 11 heures un quart..., elle est montée en voiture pour se rendre à Fontainebleau (1)...

La fête se prolongea à Sens. Le soir eut lieu, dans une des salles de l'Archevêché, un banquet offert aux officiers de la Garde Nationale. L'Evêque et ses Vicaires Généraux, le Préfet, le Général, y assistèrent, ainsi que les marquis de Louvois et de Tanlay, venus à la cérémonie funèbre

Ces visites fréquentes des membres de la famille royale avaient exalté au plus haut point les espérances des Sénonais. La vieille cité, dépouillée par la Révolution de tout ce qui avait fait sa gloire et sa grandeur, allait-elle enfin relever les ruines de ses splendeurs passées ? La présence de la petite-fille de saint Louis a évoqué naturellement le souvenir des séjours du saint roi. Aussi, en apprenant la nouvelle du prochain mariage du duc de Berry, neveu du Roi, avec la princesse Caroline, fille du roi des Deux-Siciles, le Conseil municipal de la ville de Sens, réuni le 1^{er} avril 1816, émet le vœu « qu'en souvenir du mariage de saint Louis » dans la Mé-

(1) Les *Comptes de la fabrique* notent pour les dépenses de la sonnerie des bourdons, à cette occasion :

Quarante hommes à 2 francs.	80 fr.
Pour l'huile et saindoux et pour distribution d'eau-de-vie aux hommes, le matin	3
	83 fr.

tropole de Sens, le cortège amenant à Paris la future duchesse de Berry devant passer à Sens, le mariage ou tout au moins les fiançailles des jeunes princes soient célébrés à Sens (1).

Ce désir ne fut pas accueilli et, le 7 avril, le Ministre de l'Intérieur informait la municipalité sénonnaise que le Roi « a reçu ce vœu avec bonté, qu'il y a été sensible et s'est exprimé en termes très honorables pour sa fidelle ville de Sens, mais n'a pu accorder la demande qui lui est faite (2). »

La ville de Sens fut plus heureuse dans la négociation du rétablissement du siège archiépiscopal dont l'avait frustré le Concordat de 1801. Dès 1816, le roi Louis XVIII avait sollicité et obtenu du Souverain Pontife la restauration de tous les évêchés de l'ancienne France. Une bulle du Pape avait sanctionné cet accord, et l'ancien évêque de Nancy, M. de la Fare, l'un des fidèles du Roi pendant les années d'exil, devenu le premier aumônier de la Dauphine, avait été nommé archevêque. Mais des difficultés, surtout financières, avaient retardé l'exécution du nouveau Concordat. Trois années s'étaient écoulées et l'archevêque de Sens n'avait pas encore pu prendre possession de son siège. Le Conseil municipal de Sens, interprète des vœux de la population, eut l'heureuse pensée de formuler l'adresse suivante :

Adresse au Roi pour lui demander l'arrivée de l'Archevêque

Cejourd'huy, 30 janvier 1821, le conseil municipal... in-

(1) *Délibérations du Conseil municipal de Sens*, reg. III, fol. 100, verso.

(2) *Ibid.*, fol. 102.

struit par la voix publique que le gouvernement de Sa Majesté s'occupe, dans sa sollicitude, du rétablissement de plusieurs des sièges épiscopaux compris dans le Concordat de 1817.

Pénétré de la nécessité pour la ville de Sens et pour son arrondissement de voir l'Archevêque de Sens prendre enfin possession du Siège auquel il est depuis longtemps appelé,

Nécessité commandée par la Religion qui, dans cet arrondissement surtout, voit ses ministres tous les jours ravis par la mort sans être remplacés ;

Certain que, pour fixer la bienveillance de Sa Majesté en faveur de la ville de Sens, il ne sera nécessaire que de lui exposer les titres qui parlent hautement pour elle : les vœux de la Religion, l'ancienneté du siège, la mémoire des ancêtres de Sa Majesté :

Arrête que l'adresse suivante sera déposée aux pieds de Sa Majesté :

« Sire,

« Quatre années se sont écoulées depuis que Votre Majesté, pleine de sollicitude pour la prospérité de notre auguste Religion et pour les besoins de ses peuples, conclut avec Notre Saint-Père un Concordat qui relevait en France les sièges nombreux d'évêques et d'archevêques qui firent autrefois la gloire de l'Eglise gallicane et parmi lesquels brillait celui de Sens, tant par son ancienneté que par les vertus éminentes des prélats qui l'avaient occupé.

« Les malheurs des temps, causés surtout par une dernière révolte impie, en épuisant nos ressources, pour satisfaire aux charges imposées par l'étranger, arrêta Votre Majesté dans l'exécution de ce traité auguste.

« Cependant, Sire, Votre Majesté, depuis ce temps, s'est occupée constamment des moyens qui pourroient amener son exécution entière ou partielle : elle a consulté, dans ces vues, à différentes fois, les villes auxquelles ces sièges étaient promis.

« La ville de Sens surtout fut distinguée ; Votre cœur con-

naïsoit ses titres ; aussi cette ville s'empessa-t-elle de montrer par les demandes et par les offres qu'elle fit, avec quelle ardeur elle désireroit voir son Eglise, éplorée depuis longtemps, consolée enfin par la présence du Prélat respectable qui lui était promis.

« La tranquillité dont nous jouissons sous votre règne chéri répare nos malheurs ; la fortune publique qui s'affermir permet l'exécution, éloignée jusqu'à ce jour, de ce Concordat ; quelques mots sans doute se sont échappés de la bouche de Votre Majesté, et on les a saisis avidement puisque partout s'éveille l'espérance du rétablissement de plusieurs des sièges assurés par le Concordat de 1817.

« Dans une telle circonstance, le conseil municipal de la ville de Sens, Sire, ne restera pas muet ; des motifs trop puissants et trop sacrés l'animent pour ne pas rompre un silence que le respect lui avoit imposé.

« Il vient supplier Votre Majesté de jeter un regard favorable sur l'Eglise de Sens, autrefois si florissante et maintenant si délaissée ; il vient la supplier d'accorder à ses vœux le prélat vénérable nommé son archevêque et honoré de ce titre par Votre Majesté.

« Votre cœur paternel et chrétien, Sire, gémiroit en voyant l'état déplorable dans lequel se trouve réduit, dans ce département, notre religion ; il n'y reste plus pour la soutenir que quelques-uns de ses anciens ministres, vieux athlètes, échappés aux malheurs, et chaque année voit la mort les moissonner, sans que de nouveaux viennent les remplacer.

« Il gémiroit en voyant privée de son rang et de ses honneurs cette ville illustrée par un siège épiscopal, l'un des des premiers en France ; *cette ville chérie de vos ancêtres qui la distinguèrent entre toutes les autres villes de la France pour être dépositaire de leurs cendres.*

« Elle n'a point trompé un choix aussi glorieux, Sire, et son amour a été assez heureux pour conserver ces restes augustes, et sauver des fureurs, des tourmentes qui nous ont agités, un monument qui atteste et le génie de celui qui l'éleva et la douleur de la France.

« Que Votre Majesté, Sire, daigne entendre les vœux et les prières du conseil municipal de la ville de Sens ; qu'elle écoute la voix des cendres de ses ancêtres ; qu'elle cède aux supplications de notre auguste Religion.

« Et alors, le siège archiépiscopal de la ville de Sens sera rétabli ; *les cendres de vos ancêtres s'en réjouiront* ; la Religion sera consolée et tous les malheurs de cette ville seront oubliés.

« Par cet acte, Sire, de votre bonté toute Royale, vous comblerez les vœux des fidèles habitants de la ville de Sens et vous acquérerez, s'il étoit possible, de nouveaux titres à l'amour qu'ont pour votre auguste personne, Sire, de Votre Majesté, les très humbles et très obéissants serviteurs et sujets, les membres du conseil municipal de la ville de Sens.

« Fait et délibéré en l'hôtel de la mairie de la ville de Sens, lesdits jours et an que dessus. »

*(Registre des délibérations du conseil municipal,
t. III, p. 177.)*

Cet appel à la piété filiale du Roi devait être bientôt exaucé. Si le Souverain avait pu hésiter un instant, le souvenir du Dauphin et de la Dauphine, ce n'est pas douteux, aurait exercé une heureuse influence sur sa décision.

Le 31 octobre 1821, Monseigneur Anne-Louis-Henri de la Fare avait pris possession du siège métropolitain par les soins de M. l'abbé de Vaudricourt, son fondé de pouvoirs. Le 1^{er} novembre, par une ordonnance datée de Paris, il reconstituait le Chapitre, et, le 21 novembre suivant, il faisait, à Sens, son entrée solennelle, accueilli par l'allégresse de la cité et de tout le diocèse.

L'un des premiers soucis du nouvel Archevêque de Sens fut d'assurer à son Eglise les ressources in-

dispensables pour célébrer dignement les anniversaires des Princes.

Les visites de la famille royale devenaient rares (1) et les frais nécessités par les voyages des représentants envoyés par le Roi, à chaque cérémonie, laissaient prévoir la suppression de cet usage.

Dans un rapport au Roi (2), daté du 17 décembre 1821, le grand Aumônier de France rappelle que, par lettres-patentes du 12 juin 1767 et du 5 mai 1768, S. M. Louis XV fonda à Sens, pour le prix de 2 000^{fr}, deux services anniversaires.

...Le premier besoin du cœur de Votre Majesté, écrit-il, fut d'accepter, à son retour, ce pieux héritage; ...elle arrêta qu'un premier gentilhomme de sa chambre, un capitaine des gardes et l'Intendant des Menus se transporteraient le 13 mars et le 21 décembre de chaque année, à Sens, pour y faire célébrer ces anniversaires. Les frais payés jusqu'à présent sur le trésor de Sa Majesté s'élevaient à 2 800^{fr} (frais de route, travaux préparatoires, offrandes et part des pauvres) (5 600^{fr} par an) (3).

(1) Depuis la venue de la duchesse d'Angoulême, en 1816, seul le duc d'Angoulême avait fait une courte apparition à Sens, le 27 avril 1820, à l'occasion de son voyage à Dijon :

« Monseigneur le duc d'Angoulême est arrivé à Sens jeudi dernier, à 4 heures du soir. S. A. Royale a couché, et en est repartie le lendemain matin, à 8 heures, après avoir entendu la messe à la cathédrale. Le Prince était accompagné de M. le duc de Guiche, de M. le comte Bourdesoult et de M. Nompère de Champigny, son aide-de-camp; il a laissé, à son passage à Pont-sur-Yonne et à Sens, aux pauvres et à l'église cathédrale, des preuves de sa munificence. » (*Affiches de Sens*, 1820, n° 12.)

(2) Archives nat., O3 20.

(3) Un mémoire des « frais de poste et menues dépenses à l'occasion du service funèbre célébré à Sens le 20 décembre » payé au baron de la Ferté, intendant général des Menus-plaisirs, s'élève à 622 fr. 35 et comprend les détails suivants :

Aujourd'hui, conclut-il, que la ville de Sens a repris son siège métropolitain, l'Archevêque et le Chapitre sollicitent le rétablissement de la fondation, telle qu'elle a été fixée par Louis XV.

On propose de payer les 2000^l sur la liste civile, et que le Roi ne s'y fasse plus représenter.

Au bas de ce rapport, le Roi a écrit : « Approuvé : Louis. »

Cette mesure fut appliquée dès l'année suivante. Le 9 février 1822, l'Intendant du matériel des fêtes et cérémonies, baron de la Ferté, avise l'Archevêque de Sens qu'une somme de 2 000 francs est à la disposition du Chapitre pour la célébration des deux anniversaires. Le 13 mars 1822, eut lieu, pour la dernière fois le service pour Marie-Josèphe de Saxe.

Le 14 décembre de la même année, le Roi, accédant aux désirs manifestés par M^{re} de la Fare, prend une nouvelle décision. Il consent à la suppression du service du 13 mars et à la célébration d'un anniversaire unique pour le Dauphin et la Dauphine, qui aura lieu en décembre. De plus, à l'allocation annuelle de 2000 francs faite au Chapitre pour la célébration de cet anniversaire, il en ajoute une autre de 1000 francs pour fonder une messe quotidienne pour ses parents.

Le 1^{er} mars 1823, l'Archevêque règle par une ordonnance l'exécution de cette fondation et décide

Frais de poste de l'Intendant	141 fr. 75
II. du garde-magasin général et inspecteur général et transport des effets précieux	280 60
Dépense à Fontainebleau et à Sens pour aller et retour et séjour	200 »

(Archives nat., O3 293.)

que la messe sera célébrée chaque jour, par les soins du Chapitre, à l'autel de Saint-Savinien. En vain, dans leur réunion du 16 décembre 1824, les chanoines protestent-ils respectueusement contre la suppression du service du 13 mars. Le cardinal de la Fare, habituellement retenu à Paris par ses fonctions à la Cour et les séances de la Chambre des Pairs, éprouvait sans doute quelque difficulté à revenir à Sens, chaque année, au mois de mars. De là probablement son refus de se rendre aux vœux de son Chapitre. Les dispositions de l'ordonnance archiépiscopale devinrent la règle fidèlement observée jusqu'en 1830. Le gouvernement de Juillet n'ayant pas maintenu les allocations destinées à entretenir ces fondations, le Chapitre se vit alors dans la nécessité de cesser la célébration du service annuel et de la messe quotidienne.

Aucun de ces anniversaires ne fut marqué par des manifestations comparables à celles du 21 décembre 1814 et du 13 mars 1816. Plusieurs fois encore, cependant, Sens eut l'honneur de recevoir les petits-enfants du Dauphin et de la Dauphine.

Le 14 juillet 1826, c'est une fois encore la fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette. La duchesse d'Angoulême, après avoir traversé Avallon, Vermenton, Saint-Bris et passé la nuit à Auxerre, arrive à Sens dans la matinée.

S. A. Royale était attendue au Palais archiépiscopal par S. Em. le Cardinal de la Fare... Après quelques instants de repos au Palais, la Princesse, accompagnée de Son Eminence, son premier Aumônier, et du Préfet du département, se

rendit à la Cathédrale (1), au tombeau de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, ses augustes aïeuls; après sa prière, S. A. Royale rentra au Palais et reçut les autorités; ensuite elle admit à sa table Son Eminence le Cardinal, M. le Préfet, M^{gr} l'Evêque de Samosate (2), le Maire de la Ville, le Président et le Procureur du Roi du tribunal civil. S. A. Royale ne tarda pas à remonter en voiture... Une foule immense couvrait les rues où devait passer S. A. Royale et elle quitta Sens... aux acclamations de toute la population et emportant avec elle les vœux et les regrets de tous ceux qui avaient été assez heureux pour la voir et pour l'approcher.

Toute la route que S. A. Royale avait parcourue, depuis son entrée dans le département jusqu'à sa sortie, était couverte d'arcs de verdure et, autour de ces modestes monuments, parmi lesquels se faisaient particulièrement remarquer ceux de Sens et d'Auxerre, s'était rassemblée toute la population des environs. (*Bulletin administratif de la Préfecture de l'Yonne*, n^o 158.)

Le 12 octobre 1829, la veuve du duc de Berry, se rendant *incognito* au devant du Roi et de la Reine de Naples, ses parents, fit séjour à Sens. La relation

(1) Outre la lampe de vermeil, donnée, en 1821, à son aumônier, Monseigneur de la Fare pour son église, la métropole de Sens conserve un précieux souvenir des visites de la princesse. Les chanoines de Sens ont consigné dans leur registre capitulaire le souvenir de ce présent. « Le Chapitre métropolitain de Sens ayant été, aujourd'hui 14 juin 1828, extraordinairement assemblé, M. le Président a dit que S. Em. le Cardinal Archevêque avait apporté de Paris et fait déposer à la sacristie de la cathédrale un don de la munificence de S. A. R. Madame la Dauphine; que ce don est un ornement composé d'une chasuble et de deux dalmatiques; qu'il est d'autant plus précieux qu'il est l'ouvrage des mains de cette pieuse et admirable princesse, qui a bien voulu l'accorder à la demande de S. E. le Cardinal Archevêque pour la décoration de son Eglise... »

(2) M^{gr} Célestin du Pont, auxiliaire du Cardinal Archevêque de Sens, plus tard Cardinal Archevêque de Bourges.

officielle de son voyage nous apprend seulement que la Princesse arriva « le lundi 12 sur les 4 heures de l'après-midi ; après quelques moments de repos, elle se rendit à l'Eglise métropolitaine, où elle fit sa prière et visita ensuite le superbe mausolée érigé, dans cette église, à la mémoire des Aïeux de ses augustes enfans, ainsi que les autres monumens qu'elle renferme. »

La Princesse passa la nuit à Sens, vraisemblablement au palais archiépiscopal. Partie de grand matin, le 13, elle déjeuna à Auxerre, à la préfecture, et, après avoir visité la cathédrale, prit la route d'Avallon où elle arriva seulement à 10 heures et demie du soir, après avoir diné au château d'Arey, dont elle avait voulu explorer les grottes. Après une nuit à Avallon, à l'hôtel de la *Poste*, la duchesse de Berry se rendit à Chastellux, où elle passa la journée (1).

La dernière visite fut celle du duc d'Angoulême, qui portait alors le titre de DURCH DU PUN. Le prince, revenant de Toulon, où il avait passé la revue des troupes destinées à l'expédition d'Alger, était arrivé à Auxerre le 14 mai 1830. Le lendemain il passait à Sens. Nous n'avons pu trouver aucune relation de son séjour (2).

(1) *Bulletin administratif de la préfecture de l'Yonne*, n° 216.

(2) *Ibid.*, n° 234.

CHAPITRE XI

DERNIER TRANSFERT DU MAUSOLÉE

Le tombeau du Dauphin, le chef-d'œuvre de Coustou, n'est plus aujourd'hui sur la sépulture qu'il devait abriter.

Ce ne sont plus, cette fois, les fureurs iconoclastes et la démence sectaire d'une Révolution qui l'ont fait disparaître et relégué dans une chapelle abandonnée, sorte de dépôt des marbres.

Nous reproduirons ici, sans commentaires, ce dernier chapitre de l'histoire du Mausolée, tel qu'il a été écrit au registre des délibérations de la Fabrique la Métropole :

*Rapport fait par M. Carlier, chanoine et trésorier de la Fabrique
à la séance du Conseil de Fabrique, le 13 juillet 1852*

« Depuis de longues années, les fidèles de la paroisse Métropolitaine se plaignaient de ne pouvoir assister commodément aux offices, parce que le Mausolée du Dauphin interceptait complètement la vue de l'autel aux personnes placées dans la nef.

« En effet, le Mausolée, exécuté sur les plans du philosophe Diderot, et composé de personnages empruntés au paganisme, n'offrait aux regards, du côté de la nef, que des statues à peu près nues de Saturne, de l'Hyménée et de l'Amour, de telle sorte que le prêtre à l'autel, que le Saint-Sacrement exposé sur l'autel, que les cérémonies de l'Eglise

étaient dérobées aux regards des fidèles par des statues dignes d'un temple païen, mais que la Religion a toujours repoussé de son sanctuaire.

« Il y a plus, lorsque le prêtre pendant les offices de l'Eglise venait jeter de l'eau bénite ou brûler de l'encens sur les restes vénérés du Dauphin et de la Dauphine, le prêtre de Jésus-Christ semblait, aux yeux des assistants mal instruits, rendre hommage aux divinités payennes qu'un philosophe aussi impie que Diderot a seul pu placer sur la tombe de Princes éminemment chrétiens.

« Enfin ce Mausolée, par ses proportions gigantesques, encombraient tellement le chœur de la Métropole que les cérémonies de l'Eglise y devenaient souvent impossibles et que, pour les premières communions, les confirmations, les conciles (1) et, en général, pour toutes cérémonies tant soit peu solennelles, il fallait sortir du chœur.

« Ce Mausolée avait été primitivement placé dans la chapelle Sainte-Colombe, derrière le chœur (2); plus tard, on fit la faute de le transporter sur le caveau même qui renfermait les restes du Dauphin et de la Dauphine. Il fut une seconde fois, pendant la Révolution, transporté dans la chapelle Sainte-Colombe et encore rapporté dans le chœur pendant la Restauration, par suite de souscription. Aujourd'hui, les réclamations des fidèles étaient tellement vives et nombreuses qu'il était nécessaire d'y faire droit.

Le trésorier a donc cru que l'heure était venue de faire disparaître du chœur de la Métropole un monument qui rappelle bien moins les vertus et la foi vive du Dauphin et

(1) Le concile de la province ecclésiastique de Sens avait tenu ses réunions dans la Métropole, au mois de septembre 1850. Il faut remonter à plusieurs siècles dans l'histoire de l'Eglise sénonaise pour retrouver d'autres conciles tenus à Sens.

(2) Cette assertion, ainsi que celle de l'intervention de Diderot dans le plan du monument, sont absolument inexacts, nous l'avons suffisamment prouvé. Il est regrettable que les deux arguments historiques qui paraissent avoir surtout influencé la décision adoptée ne soient pas plus sérieux.

de la Dauphine que la triste époque d'aveuglement général où dominait en France cette philosophie délétère qui détruisit le goût du beau et du bon, corrompit les cœurs et les esprits, et finit enfin par faire crouler dans des fleuves de sang toutes nos institutions sociales, politiques et religieuses !

« Le trésorier s'est donc adressé à l'Administration des Cultes, il a fait valoir les besoins du culte, les vœux des fidèles, l'inconvenance d'un pareil monument qui, d'un côté, ne montrait aux jeunes filles placées dans la nef que des statues d'hommes d'une nudité à peu près complète, et de l'autre, montrait aux jeunes séminaristes une statue de femme dont les formes les plus sensuelles sont suffisamment accusées ou complètement nues.

« La question, quoique posée d'une manière aussi nette, cependant conservait un caractère de gravité, car il s'agissait de toucher à un tombeau, et surtout au tombeau d'un Prince et d'une Princesse vénérés, que leurs vertus éminentes ont rendus chers à la France et à l'Eglise. M. le Directeur général des Cultes voulut juger les choses par lui-même ; il se transporta donc à Sens, accompagné de plusieurs membres du conseil attaché au ministère, et, après un mur examen, il s'est convaincu, par ses propres yeux, qu'un semblable monument était plutôt une insulte qu'un hommage à la mémoire d'un Prince chrétien, et qu'il était extrêmement gênant pour le culte ; en conséquence, il ordonna, qu'aux frais de l'Etat, il serait réintégré pour la troisième fois dans la chapelle de Sainte-Colombe.

« Cet ordre vient d'être exécuté, à la grande satisfaction de tous les fidèles.

« Du reste, ce monument, qui est un chef-d'œuvre de statuaire, a été transporté avec tout le soin dû à un objet d'art aussi parfait d'exécution : ce sont MM. les ouvriers du Louvre qui ont été chargés de l'opération, et elle s'est faite sans qu'on ait à regretter la plus légère égratignure. »

Après avoir entendu cet exposé, le Conseil de Fabrique, considérant que le Mausolée dont il s'agit était aussi gênant

pour le culte qu'il était blessant pour des yeux chrétiens et qu'en conséquence les motifs qui ont déterminé la conduite de son trésorier sont d'une complete exactitude, approuve son *opération* à l'unanimité (1), le remercie de l'initiative qu'il a prise dans cette affaire et ordonne qu'il sera fait mention du tout au procès-verbal de la séance de ce jour.

Le Conseil de Fabrique ordonne en outre qu'une table de marbre blanc, sur laquelle seront gravés, en caractères dorés, les épitaphes et les armoiries du Dauphin et de la Dauphine, soit placée sur le caveau où reposent leurs cendres, et que cette table soit toujours recouverte d'un tapis de velours violet.

L'affaire eut un épilogue. Le registre des délibérations fabriciennes en a gardé un écho très atténué. Ce n'était pas assez d'avoir transformé un tombeau en simple pièce de musée, on avait songé à le dérober complètement aux regards. Au procès-verbal de la réunion suivante, tenue le 13 janvier 1853, on lit :

Monseigneur l'Archevêque donne lecture d'une lettre de M. Gaultry, membre du Conseil, par laquelle il s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et appelle l'attention du Conseil de Fabrique sur plusieurs points.

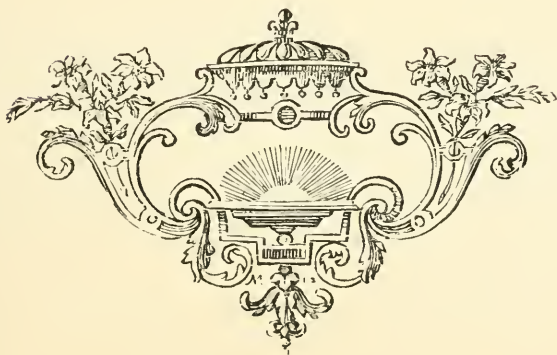
M. Gaultry demande d'abord que les lettres de convocation soient adressées aux membres du Conseil huit jours d'avance...

M. Gaultry demande enfin que *le rideau qui masque la chapelle Sainte-Colombe* disparaisse, et fait valoir dans sa lettre

(1) Cinq signatures seulement figurent au bas de cette délibération. Ce sont celles de l'Archevêque, de son vicaire général M. Brigand, de M. Petitpas, neveu de M. Carlier, de M. Leroux, et celle de M. Carlier lui-même. Les autres membres du conseil, MM. Collinot, archiprêtre, Grapinel, chanoine, Larcher de Lavernade, Gaultry et Chauveau, semblent être restés étrangers à cette affaire. Il ne paraît pas, du reste, que la fabrique ait été appelée à formuler son avis *avant* l'opération.

des motifs dont chacun des membres a été à même de reconnaître la justesse, Le Conseil revient dont sur la permission qu'il avait donnée précédemment (1) de poser ce rideau et ordonne qu'il sera enlevé.

(1) Les registres de délibérations ne gardent aucune trace de cette autorisation.



CHAPITRE XII

LA SÉPULTURE DU MARÉCHAL DU MUY

HUC USQUE LUCTUS MEUS!

Cette devise d'une fidélité que même la mort n'a pu vaincre se lit sur une tombe de marbre blanc, devant l'entrée principale du chœur de la Métropole.

Depuis 1765, chaque année, à l'anniversaire du 19 décembre, le comte du Muy, menin du Dauphin, était venu à Sens s'agenouiller sur le tombeau du prince qu'il pleurait.

C'était pour le noble soldat plus qu'un devoir de sa charge; c'était surtout un besoin de son cœur, tant restait vivant son culte pour le prince dont il avait été plus encore que le serviteur, le confident et l'ami.

Afin de perpétuer cette tradition d'une piété reconnaissante et de continuer, même au tombeau, sa garde d'honneur, le menin du Dauphin réclama, pour sa propre sépulture, une place aux pieds de son maître regretté.

L'histoire du mausolée de Louis de France serait

incomplète si l'on n'y ajoutait celle de la modeste tombe qui en est comme le satellite.

On lit au registre des délibérations du Chapitre de Sens (séance du mardi 28 avril 1767) :

M. le Doyen a dit que M. le comte du Muy, lieutenant général des armées du Roy, commandeur des Ordres, et menin de feu Monseigneur le Dauphin, dont le corps est inhumé dans le chœur de l'Eglise de Sens, l'avoit chargé de demander de sa part au Chapitre d'être luy mesme enterré dans leur église, le plus près qu'il seroit possible et convenable de cet auguste prince qui l'a honoré de ses bontés particulières et pour lequel il conservera jusqu'au dernier soupir l'attachement le plus respectueux, le plus vif et le plus fidèle; que M^{sr} le Cardinal de Luynes, archevêque de Sens, ayant rendu compte au Roy de ce désir de M. le comte du Muy, Sa Majesté l'avoit approuvé, sous la condition néanmoins que la sépulture demandée par M. du Muy seroit placée non dans l'intérieur du chœur, entre les deux portes du jubé, mais en deçà la porte du chœur, entre les deux autels qui sont à son entrée.

Que M^{sr} le Cardinal de Luynes, prévenu de cette demande, avoit témoigné être disposé à y donner son consentement, et avoit marqué avec les députés du Chapitre la place du lieu susdit, où pourra être construit un caveau et être placée une tombe de marbre avec épitaphe.

Qu'enfin M. le comte du Muy s'obligeoit, non seulement à faire construire le caveau, à placer la tombe sculptée et gravée, à réparer le dommage que pourroit occasionner cet ouvrage, le tout à ses dépens, mais d'y ajouter une somme de trois mille livres, sans aucune charge, laquelle sera payée incessamment au Chapitre, et une autre somme de mille livres, payable par ses héritiers après son décès, pour les frais funéraires qui seront à faire par le Chapitre lors de son inhumation et dans leur église seulement.

Messieurs, après en avoir délibéré et sur l'assurance qui

leur a été donnée tant de l'agrément du Roy, que du consentement de Son Eminence M^{gr} le Cardinal de Luynes, ont unanimement consenti que M. le comte du Muy puisse être inhumé dans leur église, au lieu désigné, aux offres et conditions cy dessus énoncées et par eux acceptées.

Ont de plus arrêté que leur présente délibération sera présentée à M^{gr} le Cardinal de Lynes, archevêque de Sens, pour être par luy consentie, approuvée, ratifiée et confirmée de la manière et en la forme qu'il plaira à Son Eminence.

Enfin qu'il sera fait deux expéditions de la présente délibération, dont l'une demeurera entre les mains de M. le comte du Muy, et l'autre sera par luy signée et renvoyée au Chapitre (1). (*Archives de l'Yonne*, G. 681.)

Pendant huit années, depuis l'octroi de cette concession, le loyal serviteur accomplit son pèlerinage annuel. Lorsqu'une dernière fois il revint, en 1774, il occupait dans le gouvernement de la France l'une des plus hautes dignités.

L'un des premiers soins de Louis XVI, en montant, à vingt ans, sur le trône, fut d'entourer son inexpérience et sa faiblesse de conseillers sûrs et consciencieux.

Au premier rang des hommes que l'opinion et aussi les instructions paternelles désignaient à son choix, était le comte du Muy. Un jour le Dauphin ayant trouvé le livre d'heures de M. du Muy, y avait

(1) L'article nécrologique publié par les *Affiches de Sens*, à la mort de M. du Muy, déclare qu'il avait fait construire son caveau « en 1766, peu de jours après l'inhumation du Dauphin. Ce caveau était fermé d'une tombe de marbre blanc, sur laquelle et au-dessous de l'écusson des armes de M. le comte du Muy, on lisait ses noms et qualités... » Quoique la date de 1766 soit assurément inexacte, il est probable que M. du Muy réalisa son désir aussitôt qu'il eut obtenu l'autorisation.

écrit cette prière : « Mon Dieu, protégez votre fidèle serviteur du Muy, afin que si vous m'obligez à porter le pesant fardeau de la couronne, il puisse me soutenir par ses vertus, ses conseils et ses exemples. »

Le jeune Roi connaissait ce vœu de son père. Il avait hâte d'exécuter ce testament sacré. Deux semaines après la mort de Louis XV, il écrivait à M. du Muy, alors gouverneur de Flandre :

Monsieur, bien des raisons m'obligent d'ôter l'administration des affaires à M. d'Aiguillon ; la réputation que vous avez acquise généralement de la plus grande probité et la confiance qu'avait mon père en vous, m'engagent à vous offrir le Secrétariat de la Guerre. Je sais bien que vous l'avez refusé de la main du Roi ; mais les mêmes raisons ne subsistant plus, et même votre conscience vous l'ayant reproché souvent, j'espère que vous l'accepterez de la mienne. Vous ferez en cela le bonheur du public et le mien en particulier...

Le vieux soldat ne pouvait répondre par un refus à cet appel, — le premier probablement qu'ait formulé le fils de son maître. « Je voudrais, écrivit-il, avoir plus de talent que je n'en ai pour remplir la place à laquelle vous me destinez ; j'y porterai du moins un zèle incorruptible et l'amour le plus tendre pour votre personne sacrée. »

Les historiens rendent unanimement hommage à l'administration ferme et éclairée du premier Ministre de la Guerre de Louis XVI. Plusieurs des sages réformes opérées par M. du Muy et des règlements édictés par lui ont résisté à l'épreuve du temps et, après plus d'un siècle, sont encore en vigueur.

Parvenu à cette haute fortune, M. du Muy, bien que sexagénaire, épousa à l'automne de 1774, une noble demoiselle allemande, M^{lle} de Blanckart, chanoinesse de Neusse (1), dont des circonstances fortuites l'avaient rapproché pendant la guerre de Sept-Ans, et qu'il avait toujours rêvé, si des circonstances particulières n'y eussent fait jusque-là obstacle, d'associer à sa vie.

Malgré tant de préoccupations, M. du Muy n'oubliait pas le prochain anniversaire du Dauphin. Des raisons particulières lui faisaient désirer que le service fût célébré le 20 décembre comme l'année précédente. Le doyen du Chapitre lui avait écrit l'embarras de ses confrères désireux de respecter les intentions du Roy dont les ordonnances fixaient au 19 cette cérémonie.

Le 15 décembre, le doyen communiquait au Chapitre cette lettre, datée de Versailles le 13 décembre :

J'ay reçu, Monsieur, la réponse que vous avez bien voulu me faire, le 11 de ce mois. Je ne suis point étonné de votre exactitude et de celle de Messieurs du Chapitre à maintenir l'ordre de la fondation établie pour feu M^{gr} le Dauphin, et l'on ne peut qu'approuver les scrupules que vous marqués pour en changer le jour sans y être autorisés par le Roy luy mesme ; je viens d'en rendre compte à Sa Majesté qui, sur les motifs que je luy ai exposés, a bien voulu consentir, pour cette année seulement, que la cérémonie soit remise au 20 de ce mois, quoique la fondation porte que ce sera le 19; elle

(1) Sur la recommandation de l'impératrice sa mère, la reine Marie-Antoinette fit un accueil des plus bienveillants à la femme du Ministre de la Guerre.

m'a chargé en même temps d'avoir l'honneur de vous en informer ainsy que Messieurs du Chapitre auxquels vous voudrez bien en faire part. Je prévien de ce changement Messieurs les menins et Monsieur le duc de Luynes.

J'ai l'honneur d'être, avec un très sincère attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Du MUY.

C'est au mois de mars suivant que le comte du Muy fut élevé à la dignité de maréchal de France. L'affaire fit quelque bruit et, parce qu'elle met en relief son caractère ferme, équitable et désintéressé, il est bon d'en rappeler les détails :

« Le duc de Fitz-James, grand seigneur, très bien en cour, secondé par sa femme et par M^{me} de Chîmay, dame d'honneur de la Reine, avait fini par obtenir de Marie-Antoinette qu'elle sollicitât pour lui le bâton de maréchal. La Reine en parla à son mari. M. de Maurepas, qui ne cherchait qu'à se faire des amis, appuya fortement la demande. L'austérité et la rigueur bien connue des principes de M. du Muy le firent tenir en dehors de toute cette intrigue, si bien que ce fut M. de Fitz-James lui-même qui lui apprit la décision que le Roi venait de prendre en sa faveur. Vivement blessé du procédé, M. du Muy s'opposa fermement à cette nomination que ni l'ancienneté ni les services ne pouvaient justifier.

« Le Roi, confus de sa précipitation et sentant bien qu'il avait eu tort d'agir sans prendre conseil de son ministre, retira d'abord sa promesse ; puis, poussé sans doute par la coterie de M. de Fitz-

James, trouva un autre moyen de sortir d'embaras et proposa à M. du Muy de faire une promotion de sept maréchaux, comprenant M. de Fitz-James et M. du Muy lui-même. Cette singulière façon d'arranger les choses ne fut pas plus du goût de M. du Muy que la nomination extraordinaire à laquelle il venait de s'opposer. Ce n'était pas pour se faire donner le bâton à lui-même qu'il s'était refusé à le laisser donner à un autre. Aussi s'opposa-t-il de toutes ses forces au projet du Roi ; mais, cette fois, ses efforts furent inutiles. Il eut beau représenter que le public ne manquerait pas de l'accuser d'avoir eu uniquement en vue sa propre élévation ; rien n'y fit. Le roi, heureux à la fois de tenir une promesse imprudemment accordée et de donner à M. de Muy une marque éclatante de son estime, tint bon, et M. du Muy fut nommé maréchal de France, malgré lui, au mois de mars 1775. On peut juger du bruit que fit cette aventure. Pendant quelques jours, elle fut l'unique sujet des conversations à Versailles et à Paris (1). »

M. du Muy jouit peu de temps des honneurs dont il était comblé. Après avoir figuré au sacre du Roi, à Reims, en juin 1785, il voulut profiter du voyage de la cour à Fontainebleau pour prendre quelques jours de repos et chercher dans une opération le remède à la cruelle maladie dont il souffrait depuis quelque temps. Avait-il un pressentiment ? La veille du jour où il s'était décidé à subir l'opération de la

(1) EMMANUEL DE BROGLIE : *Un soldat chrétien à la Cour de Louis XV. — Le maréchal du Muy.* (Dans le *Correspondant*, n° du 10 juin 1880, p. 827)

pierre, il avait remis au Roi son portefeuille, ajoutant qu'il avait un peu forcé le travail pour que tout fût en règle et que, s'il ne devait pas survivre, son successeur trouverait les choses en ordre. L'opération fut faite, sous les yeux du médecin Richard, par le fameux moine opérateur, le frère Côme.

Le bon frère, accompagné du médecin, arriva, dit Métra, à sept heures et demie, lorsque le maréchal allait à la messe. « Je ne vous attendais pas si tôt, messieurs, mais entrez dans mon cabinet. Je vous rejoindrai à l'heure dite. »

Au retour de la messe, M. du Muy, entra chez madame la maréchale, qui n'était prévenue de rien; il la trouva au lit, la badina sur sa petite paresse, et la quitta, en la priant d'empêcher que quelqu'un ne vînt le troubler dans son cabinet, où une affaire de la plus haute importance l'obligeait à s'enfermer.

Depuis trente minutes, M. du Muy gémissait sous le fer de l'opérateur et souffrait de cruelles douleurs sans jeter un cri, lorsqu'une femme de chambre, imprudente autant qu'attendrie, court chez la maréchale d'un air effaré, et lui crie : « Ah, madame, que cette opération est longue et terrible ! » La maréchale, d'abord de ce dont il s'agit, s'élance du lit et court en chemise au cabinet de son mari. On croit que ses cris et ses sanglots troublèrent l'opérateur et lui firent trembler la main....

Le maréchal ainsi mal opéré, la blessure s'enflamma et il mourut peu de temps après, au milieu d'atroces souffrances. » (*Cité par E. de Broglie, op. citatum.*)

Une mort si imprévue ne fut pour le soldat chrétien ni une surprise ni un effroi. « Voici quarante ans, disait-il peu auparavant, que je ne me suis jamais couché sans penser être prêt à paraître devant Dieu pendant la nuit. »

Mais l'événement souleva à la cour une profonde émotion. On en retrouve l'écho dans ce passage d'une lettre de Marie-Antoinette à sa mère.

« La mort du maréchal du Muy est affreuse, mais c'est surtout pour sa femme, qui est aimée de tout le monde par sa douceur et son honnêteté. Ma chère maman serait touchée de l'état affreux où elle est. Elle n'apprit qu'on taillait son mari qu'en entendant ses cris; en entrant dans la chambre elle a tombé sur le seuil de la porte, où elle a resté pendant toute l'opération, qui a duré trente-cinq minutes. Il a souffert des douleurs inouïes et est mort dans les deux fois vingt-quatre heures. On craint que la maréchale ne lui survive pas longtemps; c'est tout ce qu'elle désire. Le Roi lui avait donné 10 000 francs de pension à son mariage; il vient de lui en donner 30 000; c'est un traitement sans exemple pour la veuve d'un ministre qui l'a été aussi peu de temps; elle est bien faite pour cette exception, et on ne lui fera jamais autant de bien que je lui en souhaite (1). »

Le maréchal mourut le 10 octobre.

Messieurs du Chapitre, instruits le surlendemain, ordonnèrent à l'instant la sonnerie de toutes les cloches. Le 13, le convoi arriva à Sens, à 1 heure après-midi; quelques courriers avaient prévenu Messieurs du Chapitre.

Le cortège, parvenu au faubourg Saint-Didier, se mit en rang et fit son entrée par la porte d'Yonne dans l'ordre suivant :

(1) Correspondance secrète entre Marie-Thérèse et Mercy, publiée par d'ARNETH et GEFROY, tome II, p. 381.

— Char funèbre traîné par six chevaux caparaçonnés de drap noir chargé de bandes de moire d'argent ; à côté du cercueil, deux de ses valets de chambre ;

— Douze pauvres, vêtus de noir, tenant des flambeaux, entouroient le cercueil ;

— Suivoient deux carrosses drapés ; dans le premier, deux vicaires de Saint-Sulpice de Paris, MM. Claude-Louis Barber de l'Espada, chevalier, licencié de l'Université de Paris, en surplis et étole, et Guillaume-Robert-Marguerin de Quevedeville, docteur en Sorbonne, aussi en surplis ;

— Le second carrosse étoit occupé par MM. Viquesnel et Barrier, exempts des gardes de la Connestablie-Gendarmerie-Maréchaussée de France des camps et armées du Roi, qui portoient le bâton de maréchal de France, la couronne, le collier des ordres et les autres attributs de dignités de M. du Muy.

— Un détachement des gardes de la même compagnie escortoit le convoi ;

— Messire Jean-B.-Louis-Philippe de Félix d'Olières, baron de Saint-Maime, colonel du régiment de Soissonnais-Infanterie, neveu du maréchal, étoit, avec le premier secrétaire de ce ministre, en grand deuil dans un quatrième carrosse ;

— La livrée en deuil fermoit la marche.

Le corps fut présenté par l'abbé de l'Espada au Chapitre assemblé à la porte de l'église et présidé par le doyen, M. de Bullioud, par qui l'inhumation fut faite.

Il y eut le lendemain service solennel auquel assistèrent les corps ecclésiastiques et laïques. Les gardes de la Connestablie sous les armes entouroient le catafalque. Un détachement de la milice bourgeoise formoit double haie dans la nef.

(Affiches de Sens, 1775.)

Voici le texte du procès-verbal de cette cérémonie, inscrit au registre des sépultures du Chapitre *(actuellement aux archives du tribunal civil de Sens)* :

Cejourd'huy, 13 octobre 1775, le corps de Très-haut et Très-puissant Seigneur Louis-Nicolas-Victor de FÉLIX, comte du MUY, maréchal de France, chevalier des ordres du Roy, menin de feu Monseigneur le Dauphin fils de feu Louis XV, gouverneur de Villefranche en Roussillon, Ministre et Secrétaire d'Etat ayant le Département de la Guerre, âgé de soixante-quatre ans, décédé en son hôtel, rue Saint-Dominique, paroisse de Saint-Sulpice, le 10 octobre de la présente année, nous a été présenté par Messire Claude-Louis de Barber de l'Espade, chevalier, prestre et licencié de l'Université de Paris, vicaire en la paroisse Saint-Sulpice, et par Messire Guillaume-Robert-Maguerin de Queudeville, docteur de Sorbonne et vicaire de Saint-Sulpice; l'inhumation s'est faite par Messire Jean-Claude de Bullioud, doyen et chanoine de cette Eglise, grand vicaire de S. Em. M^{gr} le cardinal de Luynes, Archevêque de Sens, et Official du Diocèse, député à cet effet par MM. les vénérables doyen, chanoines et Chapitre, en présence de Très-haut et Très-puissant seigneur Jean-Baptiste-Louis-Philippe de Félix d'Obières, baron de Saint-Maisme et de Dauphin, colonel du régiment d'infanterie de Soissonnais, neveu de feu Monsieur le Maréchal, et d'un détachement de la compagnie des gardes de la Connétablie, Gendarmerie, Maréchaussée de France, des camps et armées du Roy, commandés par M. Viquesnel et par M. Barrier, tous deux exemps des gardes de laditte compagnie, et en celle de Messire Isaac-Edme Gauthier, faisant les fonctions de secrétaire, en l'absence de M. Legris, leur secrétaire ordinaire.

(Signé :) DE FÉLIX DE SAINT-MAISME; VIKESNEL;
BARRIER; LUCENAY; DE BARBER, vicaire
de Saint-Sulpice; DE QUEUDEVILLE, vi-
caire de Saint-Sulpice; DE BULLIOUD,
doyen de Sens.

La correspondance de Métra raconte que « le quinzième jour avant sa mort, le feu maréchal avait

fait graver une pierre pour être mise sur sa tombe, où étaient inscrits son nom et sa dignité ; il n'y restait plus à ajouter que le jour de son décès : elle était même posée avant sa mort. » Peut-être pour y faire figurer les nouvelles dignités que le Roi venait de lui conférer, avait-il fait graver une nouvelle épitaphe destinée à remplacer la première devenue incomplète. Cette tombe brisée par les révolutionnaires a été reproduite par la tombe actuelle, placée en 1864(1). Au sommet figurent les armoiries du maréchal : écartelé aux 1 et 4 de gueules à la bande d'argent chargée de trois F de sable (*Felices fuerunt fideles*) ; aux 2 et 3 de gueules au lion d'or, à la bande d'azur brochante sur le lion. L'écu accompagné de deux hercules pour supports est posé sur deux bâtons de maréchal en sautoir, entouré du cordon du Saint-Esprit et sommé d'une couronne de marquis.

(1) La tombe de marbre blanc qui recouvre actuellement le caveau du maréchal du Muy, devant les degrés de l'entrée du chœur, a été posée en 1864, aux frais des descendants du maréchal.

C'est sans doute à la suite d'une visite à Sens que le petit-neveu du maréchal, M. le chevalier de Félix, comte du Muy, ému de l'état de dégradation de la pierre tombale, avait sollicité de l'archevêque de Sens l'autorisation de la remplacer par une tombe de marbre reproduisant fidèlement l'inscription et l'ornementation de la première. M^{re} Jolly s'empressa d'accorder cette autorisation, le 14 avril 1857. Semblable autorisation fut donnée, le 26 mai, par l'Administration des cultes. Le comte du Muy chargea de ce travail, dont il s'engagea à faire tous les frais, un marbrier parisien, F. Damien, demeurant rue de la Roquette.

Malheureusement, il mourut en voyage, avant que le travail fût terminé, et la pierre tombale, une fois achevée, resta en détresse dans le chantier du marbrier, qui attendait des ordres pour son transport à Sens.

Après quelques atermoiements, l'affaire finit par s'arranger, et, dans une lettre du 21 novembre 1864, la fabrique de la Métropole en exprime sa gratitude à M^{me} la comtesse du Muy.

Au-dessous, l'inscription :

D. O. M.

LOUIS-NICOLAS-VICTOR DE FÉLIX
COMTE DU MUY, MARÉCHAL DE FRANCE,
CHEVALIER DES ORDRES DU ROI,
MINISTRE ET SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AU DÉPARTEMENT DE LA GUERRE,
MENIN DE LOUIS, DAUPHIN, FILS DE LOUIS XV,
DÉCÉDÉ LE X OCTOBRE MDCCLXXV

HUC USQUE LUCTUS MEUS

Quelques mois après les obsèques, le Chapitre recevait, de la veuve du maréchal, la lettre suivante :

Messieurs les doyen et chanoines du Chapitre de Sens m'ayant accordé, par un acte du 26 février 1776, la permission que je leur ai demandée de choisir ma sépulture dans leur église et dans le même caveau où est inhumé M. le maréchal du Muy, mon mary, en reconnaissance je m'oblige envers ledit Chapitre de l'Eglise métropolitaine de Sens .

1^o De lui donner ou faire donner par mes héritiers une somme de 4 000 livres pour les frais de mes funérailles, dont le Chapitre voudra bien se charger;

2^o Que, dans le cas où le caveau se trouveroit trop étroit et où il seroit nécessaire de l'élargir, la dépense en sera faite au frais de mes héritiers;

3^o Que, si il est nécessaire de mettre un jour une plus grande tombe de marbre sur ledit caveau et d'y faire graver une nouvelle inscription avec des nouvelles armoiries, ladite tombe sera fournie et gravée à mes dépens ;

4^o Et, attendu que je ne donne rien de mon vivant pour le droit de sépulture que j'acquiesce dans ladite église de Sens, parce qu'il pourroit arriver que je mourrais dans un pays fort éloigné, auquel cas mon inhumation ne pourroit

se faire à Sens, je m'oblige néanmoins et mes héritiers à faire payer après mon décès, audit Chapitre de Sens, ladite somme de 4000 livres, comme si j'eusse été inhumée en l'église de Sens, sous la condition cependant que le Chapitre emploiera lesdites 4000 livres à la fondation d'un *obit* pour le repos de mon âme, savoir, 3000 livres pour ledit *obit*, et 1000 livres pour les frais de fondation.

Fait à Paris, le 12 mars 1776.

Apruvé l'écriture cy-dessus,

BLANCKART, Maréchale DU MUY (1).

(Archives de l'Yonne, dépôt de Sens, G 135, n° 99.)

Ce projet ne devait jamais se réaliser. Après avoir refusé l'offre du Roi qui voulait lui conserver la jouissance de l'hôtel de Cambrai à l'Arsenal, la maréchale s'était d'abord retirée à Paris, dans un couvent. A l'approche de la Révolution, elle quitta la France. Après des séjours à Dusseldorf, à Paderborn, elle se fixa enfin à Alsdorf, près d'Aix-la-Chapelle, dans le château de sa famille. C'est là qu'elle mourut, le 22 mars 1802.

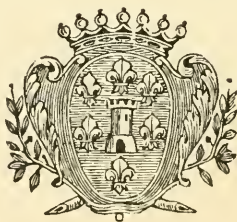
Le tombeau où elle avait pensé rejoindre son époux était vide. Dans leurs odieuses profanations, les jacobins sénonais avait été les exécuteurs inconscients de la volonté suprême du loyal serviteur. Ils lui avaient permis de suivre ses maîtres jusqu'au cimetière commun. C'est le 25 mars 1795, dit Tarbé, que fut violée la sépulture du maréchal en même temps que celle du cardinal de Luynes.

Il est bien regrettable que, lorsqu'en 1814, on rap-

(1) Cette lettre porte un cachet de cire noire offrant, accolés sous une couronne de marquis, deux écus ovales, l'un aux armes du maréchal du Muy, l'autre, d'azur à un pie de... pose en bande.

porta, à la cathédrale, les cendres du Dauphin et de la Dauphine, on n'ait pas songé à rechercher celles du maréchal du Muy. L'un de ses neveux, M. du Muy, pair de France, ayant visité la cathédrale de Sens, en 1820, fut sollicité, raconte Tarbé, d'accomplir ce pieux devoir. Ce désir ne fut pas entendu ; la tombe du maréchal recouvre maintenant un caveau vide (2) : le menin du Dauphin n'est plus à son poste d'honneur, mais du moins, selon la réflexion de Tarbé, « si leurs dépouilles mortelles se trouvent aujourd'hui séparées, leurs âmes généreuses sont réunies dans le séjour éternel (1). »

(1) *Recherches sur la ville de Sens*, p. 361.



LA SÉPULTURE DU DAUPHIN ET DE LA DAUPHINE
DANS LA CATHÉDRALE DE SENS

APPENDICES

I

L'APPARTEMENT DU DAUPHIN A FONTAINEBLEAU

L'appartement où mourut le Dauphin occupe l'extrémité de l'aile séparant la Cour Ovale de la cour des Princes, le pavillon qui termine cette aile, à gauche du Baptistère, et les premières pièces de l'aile faisant retour, vis-à-vis la Cour des Cuisines.

On y accède par le vestibule de l'Escalier de la Reine, ouvrant sur la Cour Ovale et communiquant avec les appartements de la Reine et avec les galeries des Cerfs et de Diane.

Le Dauphin habitait le premier étage ; la Dauphine, le rez-de-chaussée.

Ces appartements offrent, aujourd'hui encore, le même aspect que du temps du Dauphin. Boiseries, cheminées, plafonds, de pur style Louis XV, ont sans doute été exécutés pour le Dauphin et Marie-Josèphe et rappellent la décoration de leurs appartements, à Versailles.

La première pièce était la *Salle des Gardes*. Elle

est éclairée par deux fenêtres ouvrant sur la Cour Ovale, vis-à-vis la chapelle de la Sainte-Trinité. Les panneaux ne portent aucune décoration.

La seconde pièce, de proportions identiques, également éclairée par deux fenêtres sur la même cour est la *Salle des Nobles* ou l'*antichambre* du Dauphin.

Les murs sont revêtus d'une série de peintures de chasses, entre lesquelles subsistent quelques panneaux de boiserie. La superbe cheminée en brèche est contemporaine du Dauphin. Autour du plafond, divisé en trois travées, court une frise finement ciselée où se jouent des amours et des dauphins.

De la Salle des Nobles, on passe dans une pièce plus étroite : la *seconde antichambre*. Vis-à-vis la fenêtre prenant jour sur la Cour Ovale, une porte ouvre sur le couloir qui longe les pièces précédentes. Cette pièce est entièrement recouverte de panneaux peints (sujets de chasse).

De cette antichambre on pénètre dans la *Chambre du Dauphin*. C'est dans cette pièce qu'est mort Louis de France. Des tentures modernes ont fait disparaître en grande partie les boiseries sculptées d'époque Louis XV. Quelques panneaux cependant subsistent, grâce auxquels on peut facilement reconstituer la physionomie primitive de cette belle salle, qui a gardé sa somptueuse cheminée de marbre et son plafond orné, où les mappemondes et les cartouches meublés de carquois en sautoir se détachent sur les fleurs de lis et les coquilles.

Les petits cabinets de service qui complétaient

l'appartement du côté de la Cour des Princes en sont aujourd'hui séparés. Ils ont été annexés à l'Ecole d'artillerie.

Mais un cabinet minuscule, occupant l'angle du pavillon du côté du Baptistère et éclairé par une fenêtre sur la Cour des Cuisines a été respecté, et garde encore, avec ses boiseries ciselées et sa cheminée de marbre, l'aspect charmant qu'il offrait au temps du Dauphin.

Un petit escalier ouvrant sur ce cabinet, établissait une communication entre l'appartement du Dauphin et celui de la Dauphine.

Ce dernier, qui occupait l'étage inférieur, offre une disposition absolument identique. Cependant les boiseries y ont été mieux respectées.

II.

LES INSIGNES ROYAUX CONSERVÉS AU TRÉSOR

DE SENS

Le récit officiel des obsèques du Dauphin semble indiquer que le manteau et la couronne restèrent dans le caveau, sur le cercueil. Il n'en fut rien cependant, puisque le procès-verbal de la réunion capitulaire qui eut lieu le lendemain 30 décembre, relate que « la couronne et le manteau ont été déposés au trésor. » (*Archives de l'Yonne*, G 681.)

Les différents inventaires de la fin du ^{xviii}e siècle constatent, en effet, la présence de ces insignes au trésor.

Dans une armoire de bois blanc à deux battants brisés, au trésor d'en haut :

« Un manteau dit à la Royale, de velours violet, semé sur les bords de fleurs d'or et garni tout autour de fourrure blanche en façon d'hermine, doublé de taffetas violet. Ce manteau a servi à l'inhumation de feu M^{gr} le Dauphin et a été laissé à cette Eglise. Il sert tous les ans à son *obit* et à celui de M^{me} la Dauphine.

P. 11. *Item*, la bordure en hermine du manteau à la Royale de M^{gr} le Dauphin. (*Inventaire de 1776.*)

N^o 29. *Item*, s'est trouvé (au trésor), une couronne de vermeil fermée par dessus avec des dauphins qui est la couronne qui a servi à l'inhumation de feu Monseigneur Louis de Bourbon, Dauphin de France, mort à Fontainebleau le 20 décembre 1765 et enterré dans l'église métropole de Sens, au milieu du chœur, samedi 28 décembre 1766, laquelle est restée audit trésor. Elle a de hauteur, la fleur de lis qui la ferme comprise, huit pouces sept lignes. (*Inventaire de 1768.*)

N^o 33. *Item*, s'est trouvé une autre couronne de vermeil, fermée par dessus par des dauphins, qui est la couronne qui a servi à l'inhumation de feu Madame Marie-Josèphe de Saxe, Dauphine..., morte à Versailles le 13 mars 1767 et enterrée... dans le même caveau de M^{gr} le Dauphin, le lundy 23 mars dit an; laquelle dite couronne a de hauteur, la fleur de lys comprise, sept pouces six lignes, et pèse deux marcs quatre onces cinq gros; à 56 " le marc, fait 143 " 7 s 6 ^l. (*Ibidem.*)

« Emblèmes du despotisme » et objets d'orfèvrerie, les couronnes ne pouvaient échapper aux pillages révolutionnaires.

Nous les trouvons, en effet, signalées dans « *l'Inventaire des effets d'or et d'argent* de la paroisse cathédrale de Sens, fait par nous, Etienne Macé et Jean-Claude Jossey, officiers municipaux de la ville

de Sens, et dont la pesée a été faite par les citoyens Thomas et Jolly, orphèvres, désignés par ledit Conseil général, 20 octobre 1792 (1). » (*Archives de l'Yonne*, série Q).

(1) Une année s'écoula avant que la commune de Sens fit parvenir à la Monnaie ces « effets d'or et d'argent » qui, en plus de la valeur du métal, la seule prise par le gouvernement jacobin, représentaient des trésors inestimables d'art religieux.

L'extrait suivant des *Registres des délibérations de la maison commune de Sens*, donne sur ce sujet d'intéressants détails. (Archives comm. de Sens, P 29.)

« Ce jourd'huy, septième frimaire de l'an II (27 novembre 1793) de la R. F. Une et Indivisible,

« Le Conseil général de la commune en permanence, présence du citoyen substitut procureur de la commune, assisté du citoyen Adenis, secrétaire greffier.

« Les membres tant du Conseil général que du Comité de surveillance, chargés de dresser l'état de toute l'argenterie, argent monoyé, ornemens d'étoffes d'or, d'argent et galons de semblable matière, qui jusqu'à présent ont servi au culte des différentes paroisses de cette commune et que les citoyens habitans se sont empressés d'offrir à la patrie, comme anciens signes d'une superstition qui ne peut s'allier avec l'esprit de philosophie et de patriotisme qui vient de nous régénérer, ont dit qu'il résulte du procès-verbal par eux rédigé les 20, 21, 23 et 25 brumaire, 5^e et 7^e jour de frimaire, qu'il a été déposé au trésor de la paroisse principale, savoir :

« En or, 3 marcs 4 onces 1 gros 1/2;

« En argenterie, 1334 marcs 6 onces 6 gros ;

« En argent monoyé, 555 livres ;

« En cuivre doré, argenté et uni, 9056 livres ;

« En étain et en plomb, 139 livres.

« Que ces effets ont été embalés dans des tonneaux et conduits au coche de Sens, pour être rendus à Paris et offerts à la Convention nationale.

« Sur quoi le Conseil général et le Comité de surveillance réunis, le substitut du procureur de la commune entendu, a nommé les citoyens Meure, officier municipal, et Berandon, membre du Comité, pour se rendre demain à Paris, surveiller ledit envoi, l'offrir à la Convention nationale et le déposer au lieu qui leur sera indiqué. »

Le directeur général de la Monnaie, dans un reçu, daté de Paris le 15 frimaire an II (5 décembre 1793), reconnaît par ailleurs avoir pris livraison d'un envoi contenant :

— Plusieurs morceaux d'or, partie émaillés et partie garnis de pierres de peu de valeur, 13 marcs 8 onces 9 gros ;

Item, les deux couronnes de Monseigneur et Madame, Dauphins de France, d'argent vermeillé, pesant cinq mares cinq onces six gros.

Quant au manteau « à la royale, » il avait été lacéré en même temps que les ornements servant aux anniversaires. A ceux-ci on avait arraché les écussons armoriés, « vestiges de la féodalité; » les broderies fleurdelisées du manteau eurent le même sort.

L'inventaire fait le 10 prairial an II (1) (20 mai 1793), mentionne : « L'hermine d'un manteau gâtée par la mitte. »

Un billet joint à l'inventaire porte :

Les administrateurs du district de Sens sont invités à donner aux citoyens Langlois et Pierson, des anciens orne-

- Vermeil (soleils, calices, ciboires), 313 mares 6 onces;
- Argent, 582 mares 1 once;
- Pierreries et perles :
- Un gros saphir pesant 24 karats, ledit saphir est faible en couleur;
- Deux mauvais vermeil, une tête de chaque ronde avec sept roses, y compris celle du milieu qui est un peu plus forte;
- Deux mauvais améthistes percées;
- Deux morceaux de pierres de rubis;
- Deux autres d'émeraudes;
- Sept chatons d'or, quarrés, avec petit morceau de pierres d'émeraudes et rubis, entourés en totalité de 44 perles baroques et moyennes, plus 15 autres perles baroques petites avec morceau d'or et d'argent;
- Grande quantité d'étoffes brochées et tissus d'or et d'argent, pesant 1396 mares 2 onces;
- Cuivre doré, 1907 mares;
 - argenté, 1268 mares;
 - rouge, 230 mares;
 - jaune, 12657 mares;
- Etain et plomb, 962 mares.

(*Registre des arrêtés de la commune de Sens*, tome V, f° 50, séance du 4 nivôse an II.)

(1) *Archives de l'Yonne*, série Q.

ments d'église dont ils pourraient disposer pour la feste de la Raison qui doit avoir lieu le décadi prochain.

En la maison commune à Sens, le six ventôse, en la deuxième année de la République Une et Indivisible.

HÉDIARD, *officier municipal*

Cet ordre fut exécuté, car l'Inventaire continue :

Le citoyen Drouet (1) nous a déclaré que le citoyen Chaltas avait en sa possession un manteau violet en velours servant aux fêtes civiques.

Les débris du manteau ne furent cependant pas perdus. Une note, en marge de la mention précédente, déclare :

Le manteau m'a été remis le 7 fructidor an III^e (24 août 1795).

Signé : JACQUIER, *archiviste*.

Désormais les inventaires constatent la présence, dans les armoires du trésor, « d'un grand manteau de velours violet (2). »

A l'époque de la Restauration, ces lambeaux du manteau du Dauphin furent employés à confectionner des ornements liturgiques. On peut encore reconnaître sur le velours de plusieurs chasubles de la cathédrale, l'empreinte des fleurs de lis brodées qui l'ont jadis décoré.

Lorsque, en 1814, fut reprise la célébration des anniversaires, la Direction du Mobilier des Bâtimens du Roi fournit tous les objets nécessaires. Ces objets, transportés à Sens pour chaque service, en étaient emportés après la cérémonie.

(1) Sacristain de la cathédrale.

(2) Invent. du 19 brumaire VI (9 novembre 1797).

Peut-être, en 1818, l'Administration, pour diminuer les dépenses ou pour simplifier sa besogne, avait-elle tendance à restreindre ses envois. La fabrique de la cathédrale sollicita du Roi le don de quelques ornements et eut recours à l'intervention de son nouvel Archevêque, Mgr de la Fare, pour appuyer sa demande.

Le prélat répond, en effet :

*MM. les Curé, Doyen et Marguilliers
de la Fabrique de St Eté de Sens.*

Paris, 21 août 1818.

J'ai reçu, Messieurs, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire pour me faire part que le Roi, informé du dénuement d'ornemens où se trouvoit l'Eglise de Saint Estienne de Sens, avoit bien voulu lui faire présent d'un ornement noir de velours de Gênes.

La décision de S. M. à cet égard m'avoit été communiquée aussitôt qu'elle avoit été rendue, et le fabricant a eu l'ordre de venir se concerter avec moi pour l'exécution de ce qu'il a fait. J'avois demandé, par une note particulière qui a été mise sous les yeux du Roi, qu'il fût ajouté au premier don, afin de le compléter, un devant d'autel (qui n'avoit point été compris dans le premier don), quatre tuniques pour induits, une cinquième chappe (pour le prêtre assistant pendant la messe, et après la messe pour le célébrant) et un drap mortuaire destiné à couvrir la représentation. Il ne m'a été accordé, pour le moment, que le devant d'autel, mais on ne m'a pas laissé sans espérance pour le reste. J'aurai soin de rappeler plus tard ma demande à ce sujet. En attendant, je me félicite avec vous, Messieurs, de cet acte de la munificence royale. Je serai heureux si, tous les obstacles étant levés, je peux, pour le premier anniversaire, réuni enfin au troupeau qui m'est déjà si cher, célébrer avec ce nouvel ornement le service annuel de Mgr le Dauphin, et

implorer avec vous les bénédictions du ciel pour le Roi et son auguste famille.

J'ai l'honneur d'être, avec autant de considération que d'attachement,

Messieurs,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

† A.-L.-H. DE LA FARE, *Archevêque de Sens*.

C'était la mode alors d'attacher aux dalmatiques destinées aux offices solennels des cordelières à glands retombant sur les épaules. Ce détail avait été omis dans l'ornement envoyé par le Roi. Désappointés, les fabriciens sénonais insistent auprès de M^r de la Fare, et, le 8 février 1819, le prient de tenter une nouvelle démarche pour obtenir le don de ces insignes et demander aussi que les armoiries de France soient brodés sur toutes les pièces de l'ornement.

Peu disposé à accepter ce rôle importun, le prélat conseille d'abord à ses correspondants d'exposer au Roi leur désir dans un placet ; puis il se refuse, déclarant que « dans les chapelles royales et dans l'église même de Saint-Denis, les ornemens, donnés par le Roi, n'ont ni les glands et cordons, ni les cartouches réclamés. » (*Lettre de Paris*, 8 mars 1819.)

N'osant faire un nouvel appel à la générosité du Roi, les marguilliers de Sens, écrivent, le 19 mars, au baron de la Ferté, « Intendant général de l'Argenterie, Menus-Plaisirs et affaires de la Chambre du Roi. » Ils le prient de favoriser la requête qu'ils se proposent de formuler pour obtenir qu'on laisse

à leur Eglise les décorations funèbres envoyées, chaque année, pour les services, par le Garde-Meuble. Cette démarche reste sans succès. « J'ai eu soin, écrit l'Intendant, le 30 mars, de faire connaître à celui de vos collègues qui m'a d'abord entretenu de votre désir qu'il serait impossible d'y acquiescer, par la raison que les tentures qui servaient dans les cérémonies de Sens étaient également nécessaires et pareillement employées dans toutes les cérémonies funèbres et notamment dans celles de l'église royale de Saint-Denis. »

Dès son arrivée à Sens, M^{gr} de la Fare avait sollicité, en même temps que des allocations pécuniaires, le matériel nécessaire pour les fondations.

J'ai reçu, lui écrit, le 10 mars 1822, le Ministre de la Maison du Roi, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire au nom du Chapitre de la cathédrale de Sens, à l'effet d'obtenir, des bontés du Roi, les tentures noires faites spécialement pour les deux services anniversaires de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, ainsi que le drap mortuaire, les insignes et les autres objets destinés pour le catafalque.

Vous ne devez pas douter, Monseigneur, de tout mon empressement à saisir l'occasion de vous être agréable, et j'aurais voulu pouvoir accueillir votre demande dans toute son étendue ; mais une partie des objets qu'elle comprend servent pour les autres anniversaires qui se font à Saint-Denis et ailleurs par ordre du Roi. Je ne pourrais en disposer sans les faire remplacer, et les charges de la Liste civile ne me laissent pas la possibilité de subvenir à une semblable dépense. Cependant, voulant, autant qu'il dépend de moi, vous prouver tout le prix que j'attache à remplir vos désirs, je vais prier Sa Majesté d'autoriser M. le baron de la

Ferté à mettre à l'entière disposition du Chapitre métropolitain de Sens, les ornemens et le drap mortuaire qui existent déjà dans la cathédrale, et à lui faire remettre également :

- 1^o Le carreau en velours violet et glands d'or ;
- 2^o La couronne de Dauphin, dorée ;
- 3^o Les armoiries sur chassis, de 6 pieds de haut ;
- 4^o Les douze armoiries sur carton, de 2 pieds ;

Et 5^o les trois armoiries aux armes de France, peintes sur toile, qui avaient été faites spécialement pour cette cérémonie, et que l'on transportait à Sens, lors de chaque anniversaire.

Veuillez agréer, Monseigneur, l'assurance de mes sentimens respectueux.

Le Ministre secrétaire d'Etat de la Maison du Roi,
Marquis DE LAURISTON,

Ce premier succès ne pouvait qu'encourager le cardinal de la Fare à renouveler sa demande.

Je vous ai entretenu, à Paris, écrit-il, le 8 août 1826, au Directeur du Mobilier de la Couronne, de l'état incomplet de l'ornement noir dont on se sert, dans mon église métropolitaine, pour le service anniversaire solennel de feu Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine. Ce que déjà la munificence du feu Roi a bien voulu consacrer à cet usage si privilégié est, comme j'ai eu l'honneur de vous l'affirmer, trop insuffisant pour faire, avec la décence et la pompe convenables, un service aussi auguste. D'après notre convention, je vous transmets ci-jointe la note des objets importans qui manquent encore. Je compte, Monsieur le Vicomte, sur vos bons offices auprès de S. E. le Ministre de la Maison du Roi, afin de compléter le premier don et l'intention du feu Roi. Le Chapitre de Sens et son Archevêque vous auront une sensible obligation de tout ce que vous aurez bien voulu faire pour un objet qui intéresse à la fois la dignité du culte et la piété filiale de Sa Majesté

Note des objets indispensables pour compléter l'ornement noir employé au service anniversaire de feu Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine dans l'Eglise métropolitaine de Sens, où LL. AA. Royales sont inhumés :

1^o Quatre chappes de velours noir, orfrois en drap d'argent moiré et galons d'argent ;

2^o Un parement d'autel, de velours noir, galon d'argent, avec une croix à huit pointes au milieu, en moire d'argent, et de la dimension de 10 pieds 4 pouces de large, sur 4 pieds 6 pouces de hauteur ;

3^o Un autre parement pour le trône avec une croix semblable, à huit pointes, ledit parement de 7 pieds 6 pouces de hauteur, sur 3 pieds de largeur ;

4^o Deux parements de 9 pieds de longueur sur 22 pouces de largeur, de velours noir galonnés en argent, pour couvrir les deux pupitres de l'Epître et de l'Evangile. (Ces parements se nomment épistoliers.)

5^o 150 aunes de drap noir pour couvrir les degrés du catafalque, ceux du sanctuaire et du trône ;

6^o Supplier le Roi de faire remplacer, dans la décoration du catafalque, le collier des Ordres que Louis XV avait accordé pour cet usage, mais qui a été enlevé avec toutes les richesses du Trésor de l'Eglise de Sens (1) ;

7^o Un carreau de velours noir, galonné d'argent, avec ses quatre glands, destiné à porter le collier des Ordres ;

8^o Un manteau royal de velours violet parsemé de fleurs de lys en or et bordé d'hermine ;

(1) Voici la curieuse description de ce collier et de quelques accessoires servant à la décoration funèbre des anniversaires donnée par l'inventaire de 1776 :

Au Trésor d'en haut. — « Item, une couronne de carton et un cordon de l'ordre de Saint-Michel, aussi de carton et doré, avec un cordon bleu ; le tout servant à l'obit de M^{te} le Dauphin.

« Deux petits coussins couverts de velours noir de coton, garnis d'un galon d'argent et de quatre glands, ces deux coussins servant à mettre sur la représentation aux obits de M^{te} le Dauphin et de Madame la Dauphine.

« Huit écussons aux armes de Madame la Dauphine. »

9^o Quatre grands panaches blancs pour le dais du catafalque ;

10^o Quatre bandes de 20 pouces de hauteur, dont deux de 6 pieds 9 pouces de longueur, et deux de 5 pieds 9 pouces en largeur, le tout en velours noir galonné en argent, pour faire les pentes du dais.

A la réception de ce document, la Direction du Mobilier de la Couronne fait établir des devis (1) pour la fourniture des objets demandés par le Cardinal.

Celui de Desmarais, chasublier des Menus-Plaisirs, demeurant rue de la Lanterne, au bas du pont Notre-Dame, évalue : les quatre chappes à 1 456 fr. ; le devant d'autel à 643 fr. 55 ; le parement du trône à 173 fr. 35 ; les deux épistoliers à 358 francs ; les pentes du dais à 952 francs ; les tapis à 1 650 fr. ; le carreau de velours à 178 fr. 65.

Perrot, plumassier, offre de fournir les panaches du dais en plumes d'autruche, y compris les aigrettes, pour 270 francs.

Dallemagne, Guibout et C^{ie}, brodeurs passententiers du Roi et de la Cour, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, n^o 12, proposent de confectionner le manteau royal pour 5 200 francs (2).

(1) Archives nat., O3 1924.

(2) 12 août 1826. — *Devis d'un manteau royal* :

Un manteau royal en velour violet fin, avec bordure en broderie or my fin placée au-dessus de l'hermine, parsemé de fleurs de lys en arbachure, doublé d'hermine fausse.

Estimé : cinq mille deux cents francs.

DALLEMAGNE, GUIBOU et C^o.

(Archives nat., O3 1924.)

Le même brodeur avait également fourni, à l'église Notre-Dame de

Enfin, le devis de Cahier, orfèvre du Roi, pour la fabrication d'un faux collier des Ordres, en cuivre doré et imitation d'émaux, monte à 660 francs.

En transmettant ces propositions au vicomte de la Rochefoucauld, Aide-de-camp du Roi et Surintendant des Beaux-Arts, le Directeur du Mobilier expliquait qu'une pensée d'économie lui avait fait établir un devis pour un faux collier, un collier d'or représentant une dépense considérable. Mais il suggérait, en même temps, l'idée de demander au Roi d'accorder à l'Eglise de Sens l'un des grands colliers préparés à l'occasion du sacre et restés sans emploi.

Le 3 septembre, le roi Charles X mettait sa signature au bas du rapport suivant :

RAPPORT AU ROI

Sire,

S. Em. le Cardinal de la Fare, Archevêque de Sens, désirant donner au service annuel qui se célèbre, dans sa cathédrale, en commémoration des augustes auteurs de Votre Majesté, Monseigneur le Dauphin et Madame la Dauphine, toute la pompe désirable, demande que l'on complète l'ornement qui sert lors de cette cérémonie.

J'ai cru que cette demande était trop juste pour ne pas la mettre sous les yeux de Votre Majesté. J'ai fait dresser le devis de la dépense à laquelle elle pourrait donner lieu, = 11 541 fr. 75.

Approuvé : CHARLES.

(*Archives nat.*, O3 1922.)

Paris, pour la pompe funèbre de Louis XVI, un manteau royal qui fut payé seulement 2 051 fr. 50. (*Ibid.*, O3 293.)

Ce manteau fut livré, le 24 novembre 1826. Il figure actuellement au Trésor de la Métropole (n° 139). Ainsi est démentie la légende d'après laquelle ce manteau aurait été porté par le roi Charles X, le jour de son sacre à Reims, 29 mai 1825.

Aussitôt, M. de la Rochefoucauld informe le cardinal de la Fare, lui exprimant le regret qu'on ne se soit pas adressé directement à lui, ce qui aurait permis une solution plus prompte.

« Je croyais, répond le prélat en le remerciant, à la date du 7 septembre, que l'ordre de l'administration exigeait que ma proposition vous fût déférée et soumise par M. le Directeur du Matériel des Fêtes et Cérémonies et du Mobilier de la Couronne. L'aimable reproche que vous avez la bonté de me faire à cet égard est un motif de plus à la confiance que vous m'avez toujours inspirée. »

Le 24 novembre, le Mobilier de la Couronne expédiait, à Sens, tous les objets, sauf le collier. Ces différents objets, suivant l'estimation officielle, représentaient une valeur de 10 824 fr. 75.

Quant au collier, le Roi avait approuvé le 24 septembre, la proposition de remplacer le collier de cuivre auquel on avait d'abord songé par un des colliers précieux n'ayant pas eu de destination à l'époque du sacre. (*Archives nat.*, O³ 551.)

En annonçant l'octroi de cette faveur au cardinal de la Fare, le comte de Sèze, grand Trésorier des Ordres du Roi et premier Président de la Cour de Cassation, informe le prélat qu'il remet le collier de l'Ordre du Saint-Esprit au vicomte de la Rochefoucauld, Directeur général des Beaux-Arts.

« Le magnifique présent que le Roi daigne faire à mon Eglise métropolitaine d'un collier du Saint-Esprit, répond, le 10 novembre, le Cardinal, est pour moi du plus haut prix. En remplissant une pieuse et royale destination, il contri-

buera à la gloire de ma superbe basilique et sera, chaque année, un témoignage éclatant des bontés du Roi envers mon Eglise archiépiscopale et mon clergé, et un gage durable de sa piété filiale... »

L'abbé de Bellaud, vicaire général de Sens et aumônier de la Dauphine, alla prendre possession, au nom du cardinal de la Fare, du précieux joyau religieusement conservé depuis au Trésor de la Métropole (1).

Quelques mois plus tard, le 26 avril 1827, le comte de Sèze informait le Cardinal de l'envoi, pour compléter le don royal, « d'un cordon bleu avec la croix et la plaque qui l'accompagnent toujours (2). »

(1) N° 247 de l'*Inventaire* publié en 1897.

(2) N°s 248 et 249 de l'*Inventaire*. Le cardinal de la Fare avait également sollicité, en 1826, pour décorer les autels des jubés de la cathédrale, deux statues, l'une de saint Louis, l'autre de saint Martin. Le Directeur des Beaux-Arts exprime au prélat, dans une lettre du 14 novembre, son regret de ne pouvoir lui donner satisfaction, à cause de la dépense très élevée qu'occasionnerait, même en pierre, l'exécution de ces ouvrages. L'année précédente, le vicomte de la Rochefoucauld avait fait attribuer, à la Métropole, le grand tableau représentant l'entrée, dans la cathédrale de Sens, de saint Louis portant la couronne d'épines, par Gaillot. Ce tableau figure actuellement dans la salle Synodale.



III

LA PORTE DAUPHINE

Pendant un siècle, la rue principale de Sens porta le nom de RUE DAUPHINE, en souvenir des princes qui étaient venus chercher un dernier asile dans la cathédrale. C'est en 1770, au dire de Tarbé (1), que ce nom fut donné à la vieille *rue Couverte*.

Par la porte Commune cette rue ouvrait sur la route de Lyon. Le 19 juillet 1768, une « ordonnance des Président, Trésoriers Généraux et Grands-Voyers de France (2) » avait prescrit la démolition, dans les trois jours, vu sa caducité, de la porte, construite vers 1283, qui avait longtemps été le siège de l'administration municipale.

Cet ordre fut sans doute immédiatement exécuté.

(1) Les registres des délibérations du corps de ville à cette époque ont disparu.

(2) *Archives communales de Sens*, DD 9.

Néanmoins une partie de l'édifice restait encore debout, quelques années plus tard, car, à la suite du terrible incendie qui, en juillet 1776, détruisit une partie de la rue Dauphine, on adjuge, le 15 septembre, la démolition de ce qui subsiste de la porte Commune (1); cette démolition doit être achevée pour le 1^{er} octobre.

Il était alors décidé que, sur l'emplacement de l'ancienne porte, serait érigée une entrée triomphale qui rappellerait la mémoire du Dauphin et porterait son nom.

La seule mention insérée dans les registres de la municipalité se trouve dans un mémoire rédigé, le 30 janvier 1786, pour revendiquer la propriété de la Grosse-Tour dont l'Intendant prétendait disposer en faveur du collège. Nous y lisons ces détails parmi les preuves alléguées par la ville pour établir son droit :

« C'est à cet effet (à titre de propriétaire) que l'année 1766, le corps municipal sentit l'importante nécessité de bâtir la *porte Dauphine*, et que, n'ayant aucune ressource pour faire cette dépense, il fut autorisé, par assemblée de la commune du 21 mars de ladite année, à démolir cette tour et à en employer les matériaux à cet effet; mais le plan ultérieur de cette porte, qu'on décida devoir être sculptée, ne permettant pas de faire usage de la pierre dure employée dans cette tour, les officiers municipaux suspendirent cette démolition; ils allaient s'en occu-

(1) *Ibidem*. Arrêtés de la mairie, reg. I, f^o 4.

per pour la construction de la *porte Royale*, qu'ils vont se trouver forcés de bâtir incessamment, attendu que l'ouverture de la route doit avoir lieu au printemps prochain (1). »

La construction de la porte Dauphine eut lieu en 1777. Dans une délibération en date du 21 août, la municipalité décide de faire démolir « la vieille tour restant du côté droit en sortant de la porte Commune, » et d'inscrire au cahier des charges la condition pour l'adjudicataire « de ne pas endommager les *pilastres actuellement commencés de la porte neuve* (2). »

Il nous a été impossible de retrouver les devis et projets relatifs à cette construction. Nous savons seulement qu'elle fut exécutée sur les dessins de Charles Guillaumot (3), architecte de l'Intendance. « Elle est composée, écrit Th. Tarbé, d'une ouverture en arcade avec deux massifs, ornés chacun de trois médaillons sur chaque face. Du côté du faubourg, les deux médaillons du haut devaient contenir les bustes du prince et de la princesse. Les deux du milieu devaient représenter, d'un côté, le moment de la bataille de Fontenoy où le fils de Louis XV voulut se mettre à la tête de la maison du Roi ; de l'autre, le mariage du Dauphin (4). »

(1) Arrêtés de la mairie, reg. I, f° 68. (Note communiquée par M. le docteur Moreau.)

(2) *Archives communales de Sens*, BB 4.

(3) Charles-Axel Guillaumot, né en 1730, à Stockholm, de parents français, était membre de l'Académie d'architecture. Il a construit la caserne de Joigny. Il mourut à Paris en 1807.

(4) *Histoire de Sens*, p. 401.

Les modèles en plâtre de ces médaillons furent exécutés par le sculpteur Dupaquet (1).

Les matériaux employés étaient de bien mauvaise qualité. Six ans après l'achèvement de la porte Dauphine, on reconnaissait la nécessité d'y faire d'importantes réparations.

Le 20 mars 1784, de Montfeu, inspecteur des Ponts et Chaussées de la Généralité de Paris, dépose un « devis pour la réfection totale de l'entablement de la porte Dauphine, dont la pierre est entièrement dégradée et ruinée par les gelées de l'hiver, et pour la couverture en plomb dudit entablement, ainsi que du socle de couronnement de ladite porte afin de prévenir, pour la suite, de nouvelles dégradations. »

Ce projet spécifie que l'entrepreneur sera tenu de supprimer les bossages ménagés pour recevoir la sculpture des médaillons, afin de les araser avec le parement de la pierre. La dépense devait s'élever à 3 200 livres, mais le 1^{er} août suivant, l'architecte, « vu la difficulté de se procurer de la pierre de Tonnerre et la modicité de ses premières estimations, » déclare qu'il y a lieu de prévoir une augmentation de 500 à 600 livres (2).

L'année suivante, seulement, ce travail fut exécuté. Le registre des délibérations du corps de ville y fait l'allusion suivante, à la date du 16 août

(1) C'est le nom donné par les chroniqueurs contemporains, notamment Maulerc (Ms. de la Biblioth. de Sens, tome II, p. 86), qui donne une élévation de la porte Dauphine.

(2) Archives communales de Sens, DD 9.

1785 : « Les réparations de la porte Dauphine dont on s'occupe obstruant le passage ordinaire, on se trouve dans la nécessité d'ouvrir la porte Saint-Remy et d'y établir un bureau de perception des droits d'aydes (1). »

Les sculptures, toutefois, restaient à faire. L'Etat sans doute devait y pourvoir. Mais la pierre de Bailly dont était construite la porte étant d'un grain peu favorable au modelé des bas-reliefs, l'Intendant avait invité la Ville à faire incruster dans les médaillons destinés aux sculptures de la pierre de Tonnerre.

La ville de Sens recule devant ces frais. « Le maire, lisons-nous au procès-verbal de l'assemblée du 4 août 1787, a dit que M^{gr} l'Intendant a donné des ordres pour faire reconduire à Paris les médaillons en plâtre qu'il avait envoyé (*sic*) pour guider l'artiste dans l'opération de sculpture à faire sur la porte Dauphine, sur les motifs que le corps municipal avoit paru répugner à la dépense qu'engendreroit la pierre de Tonnerre à réincruster au lieu de celle *du* Bailly qui forme aujourd'hui les médaillons; qu'il pensoit que M^{gr} l'Intendant, qui connoît le peu de facultés de la ville, en demandant qu'elle supportât cette dépense, se feroit un plaisir de venir à son secours, tant pour cette dépense que pour toutes autres; que par ces considérations il croyoit qu'il falloit marquer à M^{gr} l'Intendant que le corps municipal espéroit dans ses bontés des ressources

(2) *Ibidem*, BB 4, f° 69, verso.

pour toute la dépense qu'occasionneroit la porte...; ont arrêté de prier M^{gr} l'Intendant de vouloir bien envisager que le peu de ressources qui provenoit des revenus de la ville les faisoit *ésiter* à entreprendre toutes dépenses extraordinaires; que celle de la sculpture et autres réparations à faire présentoit un tableau d'une dépense effrayante pour une communauté sans ressources, que néanmoins le corps municipal s'en rapportoit à sa prudence et à sa sagesse pour l'ensemble de cette dépense, bien persuadé qu'il ne lui fera rien entreprendre au delà de ses forces et faculté (1). »

Ces démêlés attendaient encore une solution lorsqu'éclata la Révolution. Les sculptures ne furent jamais exécutées. Les maquettes, déposées quelque temps dans une chapelle de la cathédrale (2), trouvèrent asile au musée de la mairie, où elles figurent aujourd'hui.

Quant à la porte Dauphine, après avoir vu passer les cortèges grotesques des saturnales révolutionnaires, après avoir, pendant tout un siècle de monarchies, de républiques et d'empires, gardé son nom historique et décoré l'entrée principale de la cité, elle fut rasée par une municipalité jalouse surtout de continuer les traditions de celles qui avaient jeté bas les portes de Notre-Dame, de Saint-Antoine et de Saint-Didier et dont le conseil général du département, en 1841, Montalembert et Victor Hugo

(1) *Archives communales*, BB 4, f° 79.

(2) Un inventaire de 1807 note leur présence dans la chapelle de Sainte-Colombe, près des statues du mausolée du Dauphin.

au Parlement, en 1844, avaient stigmatisé le vandalisme (1).

Nous devons résumer ici, si peu honorable qu'elle soit, cette page d'histoire sénonaise.

Le 15 novembre 1881, un conseiller municipal, nommé Huchard, déposait la proposition suivante :

« Le conseil...

« Considérant qu'il est de toute nécessité que l'accès d'une ville soit très facile, au moins pour les voies principales, décide que les pilastres, colonnes et portes qui *obstruent* plusieurs des entrées de la ville seront démolis et, dans le cas où quelques-unes de ces *constructions* auraient une certaine valeur artistique, de les réédifier sur des emplacements à choisir, où ils pourraient servir d'ornementation. »

Cette proposition, renvoyée à une commission, revenait devant l'assemblée communale à la séance du 8 février 1882.

Les conclusions du rapporteur étaient ainsi formulées :

« La commission..., nommée... pour examiner s'il y avait lieu de démolir *ce qu'on appelle* les portes Saint-Hilaire, Formeau, Notre-Dame, Saint-Didier, d'Alsace (porte Dauphine)..., à l'unanimité a décidé que, *pour rendre plus facile la circulation des voitures* à l'entrée de la ville, dans ces divers endroits, il y avait lieu de supprimer toutes ces portes... »

(1) Voir VARDIN, *Fastes de la Sénonie*, pp. 194 et 195.

Dix-huit conseillers seulement étaient présents ; dix votèrent pour l'adoption de ces conclusions.

Disons à l'honneur des Sénonais que cette mesure barbare, que ces considérations charretières soulevèrent l'étonnement et l'indignation. La presse locale en a gardé les échos.

Une adresse au maire, M. Lalande, lui expose ces représentations :

« Démolir pour améliorer et embellir, passe encore ; mais détruire pour détruire, sans nécessité, sans utilité, sans même le moindre intérêt d'argent, c'est insensé !

« Songez-y, monsieur le maire, votre nom restera implacablement attaché à cette œuvre de destruction (1) ! »

Un long mémoire, reproduit par le même journal (*numéro du 2 juin*), s'efforce de sauver le monument dont tout le monde reconnaît la grâce et l'harmonie des proportions dans la sobriété des détails : « Notre ville a perdu presque tous les fleurons de sa couronne murale. La porte Dauphine lui reste encore. Simple d'architecture, elle se ressent, il est vrai, de l'époque où elle fut bâtie ; ...cependant elle a grande mine, à l'extrémité de la rue principale qu'elle encadre noblement dans ses pilastres de pierre ; du côté du faubourg, elle relève l'aspect de la place et détourne les regards des constructions mesquines qui l'entourent.

« On aime à saluer en elle le souvenir de nos gloires passées, qu'elle nous rappelle dignement.

(1) *Union de l'Yonne*, n° du 2 juin 1883,

« Elle a une tradition : elle a remplacé le beffroi de nos libertés communales, l'antique *porte Com-mune* où, durant de longs siècles, se concentra l'activité municipale de nos aïeux.

« Par son nom, elle a conservé longtemps la mémoire d'un grand et vertueux prince, inhumé dans nos murs.

« Tout récemment, hélas ! elle a vu gratter son vieux nom par la municipalité républicaine qui l'a appelée : *porte d'Alsace*, quoiqu'elle regarde le Midi..... »

Toutes les protestations furent inutiles. Le 2 juin 1883, le maire de Sens, M. Lalande, adjugeait la démolition des portes de la ville. La porte Dauphine, dite d'Alsace, fut attribuée à M. Emile Gaujard pour la somme de 180 francs.

L'acquéreur s'empessa de faire connaître qu'il avait agi au nom d'un comité formé pour la conservation du monument (1).

En vain ce comité, fort de l'adhésion de cinq cent cinq habitants, sollicita une prolongation du délai imposé pour la démolition.

Le journal l'*Union*, dans son numéro du 15 septembre 1883, annonçait que la destruction de la Porte Dauphine était opérée depuis quelques jours.

(1) Ce comité était composé de MM. A. Chocat, Ch. Dunand, E. Gaujard, A. Grelot et Horace Lefort. Il avait provoqué une souscription dans le but de faire reconstruire la porte Dauphine et de la faire décorer de sculptures relatives à l'histoire de Sens. La destruction prématurée du monument ne permit pas de réaliser ce projet.

TABLE ALPHABÉTIQUE GÉNÉRALE

Adresse de la ville de Sens au comte d'Artois, 135.

Agout (vicomte d'), 184.

Aiguillon (duc d'), 203.

Ali Effendi, son passage à Sens, 132.

Allard, curé de Versailles, 64.

ALSDORF (château d' , près d'Aix-la-Chapelle, 213.

Amelot, ministre, 83, 89.

Andouillé, chirurgien, 13, 36.

d'Angiviller, 77, 78, 94, 96, 99, 100.

Angoulême (duc d'), 146, 190, 194.

Angoulême (duchesse d'), 141, 142, 181 à 185, 192, 193.

Anniversaires, 104 à 112, 153, 179, 190, 192.

Appartements du Dauphin, 215, 217.

Archevêché, 22, 186, 194, adresse municipale pour son rétablissement, 186-189.

ARCY-SUR-CURE, 194.

Armoiries du Dauphin, 225.

Artois (comte d'), voir : Charles X.

Audirac (docteur), 56.

Autel de la patrie, 117.

Autels des jubés, 230.

Autopsie de la Dauphine, 54-56.

Autopsie du Dauphin, 13, 14.

AUXERRE, 25, 91, 141, 182, 183, 192, 191.

AVALLON, 141, 183, 192, 194.

AVIGNON (cathédrale d'), 42.

de Balincourt, 127.

Baquoy, graveur, 51.

Barber de l'Espada (l'abbé), 209, 210.

Bardin, juge de paix, 137, 148, 160.

Beaumont (comtesse de), 63.

Beauval, 127.

Bénard (M^{me}), libératrice de la ville de Sens en 1814, 164, 177, 178.

Benoist de la Mothe, 135, 137 à 139, 141, 145, 148, 152, 153, 160, 173.

Béranger (comte de), 63, 66.

Bernadou (cardinal), archevêque de Sens, 168.

Bernardin de Saint-Pierre, 101.

Berry (duc de), 146, 185.

Berry (duchesse de), 185, 193.

Berthelin, chanoine, 4, 29, 68.

de Bérulle, 128.

de Beurnouville, 183.

de Biencourt, 127.

Billebaut, président du tribunal, 156.

Biron (comtesse de), 184.

de Blanckart, maréchale du Muy, 204, 207, 212, 213.

Boiscoilaud (docteur), 11, 56.

Boudin (général), 177, 179.

Boudrot (docteur), 161, 163.

Bouilhac (docteur), 56.

de Boullongne, 105.

de Boulogne, évêque de Troyes, 140, 149, 150, 174, 178, 181, 183.

Bourdalin (docteur), 56.

- Bourdesoult (comte), 190.
 de Bourge, 100.
 Bourlet de Vauxelles, chanoine, 33, 173.
 Bourlet de Vauxelles, premier valet de chambre de Charles X, 173.
 Brancas (duchesse de), 63, 66.
 de Brienne (Voir : Loménie).
 BRIENON, 183.
 Broglie (Emmanuel de), auteur cité, 203.
 de Bullioud, 127.
 de Bullioud, chanoine, 5, 29, 67, 86, 109, 209, 210.
 du Busquet, sous-préfet de Sens, 156 à 165, 179.
 Cahier, orfèvre du roi, 228.
 CANORS (collège de), 42.
 CAMBRAY (hôtel de) à Paris, 213.
Canons remisés dans la cathédrale, 132.
Cardinaux sénouais, 2.
 Carlier, chanoine, 195.
Carmélites (religieuses), 167, 183.
 Caumont (duchesse de), 63.
Célestins de Sens, 32.
 de Chalmazet, év. de Contances, 25.
 Chambonas (buste de), 117.
 de Champbertrand, doyen, 4, 29, 67, 86, 91, 110, 111.
 Champigny (Nompère de), 190.
 Champion de Cicé, év. d'Auxerre, 25.
 Chandenier (collection), 38, 42, 44.
Chapelle ardente, 13-16.
Chapitre de Sens, délibérations, 5, 19, 30, 57, 68; suppression, 112, 184; reconstitution, 189.
 Charles X, 135, 153, 170, 228.
 Chastellux, 191.
Chasuble brodée par la duchesse d'Angoulême, 193.
 Chatelet (comte du), 109 à 111.
 Chatelet Laumont (comtesse du), 63.
 Chauvelin (marquis de), 17, 18, 26.
 Chimay (princesse de), 205.
 Choiseul (vicomte de), 109.
 Choisy (comtesse de), 184.
 de Cicé (voir : Champion).
Cimetière de l'Hôtel-Dieu, 160, 166.
 Cochin, (Ch.-Nicolas), 46, 49 à 51, 75, 93, 101.
 Cochin (gravures de) 12, 33, 35, 53, 72.
 Collet, confesseur de la Dauphine, 17.
Collier des ordres, 226, 229, 230.
 Côme (frère), chirurgien, 257.
Commission pour la restauration du Mausolée, 137, 145, 147, 177.
Concile de Sens, 196.
 de Condé, chanoine, 68, 69, 86.
Convention, 126.
 Corbel, marbrier, 82.
Cordeliers (couvent des), 23.
 Cornissel, président du tribunal de commerce, 156.
 Cornut (Gauthier et Gile), archevêques de Sens, 21.
 Cossard, 118.
Couronnes, 23, 30, 217 à 219.
 Cousin (Jean), peintre : vitraux, 117.
 Coustou (Guillaume), 51, 74, 77, 93 à 95.
 COUTANCES (évêque de), 25.
Croix de Saint-Louis, 127.
 Crou (docteur), 163.
 Dallemagne, brodeur, 227.
 Dauvergne, chanoine, 4, 29, 68, 86.
Décoration funèbre, 21.
 Demây, procureur du roi, 156.
 Desgranges (M^{me}) 178.
 Desmarais, brodeur, 227.
Destruction de la porte Dauphine, 237 à 239.

Devis pour la restauration du Mansolée 143 à 145.

Diderot, 46 à 52, 195, 196.

Dilke, auteur cité, 95, 102, 103.

Drenx (marquis de), 6, 26, 64, 65.

Dropsy, marbrier, 100.

Dronet, sacristain, 221.

Dufour, officier municipal, 122.

Dupaquet, sculpteur, 234.

Dupont, (M^{re}) auxiliaire du cardinal de la Fare, 193.

Duprat, (monument du cardinal), 114.

Duroulin (M^{re}), 177.

DUSSELDORF, 213,

Duval (docteur), 14.

Elizée (R. P.), carme, 108.

Éloges funèbres, 33, 42, 69.

Épitaphes, 41 à 45, 51, 70, 71.

Exhumation en 1777, 86.

Exhumation en 1814, 148.

Fabrique (conseil de) de la Métropole, 152.

de la Fare (cardinal) archevêque de Sens, 186, 189, 191 192, 222 à 225, 228 à 230.

de Félix d'Olières, 209, 210.

Ferté (baron de la), 62, 184, 190.

Fitz-James (duc de), 205, 206.

Fleury (duc de 16),

de Fontaine (Voir : Garsement).

Fontainebleau, 15, 17, 35, 63, 100, 185, 191, 215 à 217.

de Formanoir, curé de la cathédrale, 138 à 141, 148, 151, 152, 160, 174, 181.

Fortin, 127.

Fredou, peintre, 108.

Fronsac (duc de), 13, 14, 17, 26, 89.

Funérailles de la Dauphine 63, 68.

Funérailles du Dauphin 25, 39.

de Gabriac, vicaire général, 23, 26.

Gabriel, 127.

Gaillot, peintre, 230.

Gamot, préfet de l'Yonne, 146, 149, 152 à 159, 164, 168, 169 à 172.

Garnier, conventionnel, 155.

Garsement de Fontaine, chanoine, 1, 7, 29.

Garsement de Fontaine, 174, 182.

Garsement de Vauboulon, 127.

Gauthier, maire de Sens, 128, 129.

Gaultry, 198.

Gauthier, secrétaire du chapitre, 210.

Gayet, architecte, 38, 42.

Gigot de Boisbernier, chanoine, 4, 29, 68, 69, 91,

Gois, sculpteur, 102.

Goret, chanoine, 68.

Goyon (comte de), préfet de l'Yonne, 180.

Goyon (comtesse de) 182.

Gradot, chanoine, 86.

Gralien Dugaudin, chanoine, 29.

Grégoire, 111.

Guiche (duc de), 190.

Guillaumot, architecte, 233.

Guistel (princesse de), 63.

Guyot, propriétaire de la maison de l'Œuvre, 131.

de la Haize, chanoine, 4, 29, 68, 69, 86.

Hédiard, chanoine, 4, 29, 68.

Hédiard, officier municipal, 221.

Hérauts d'armes, 16, 27.

d'Hesselin de Hauteville, doyen 5, 26, 29, 31, 57, 67.

Hévin (docteur), 11, 56.

Hôtel-de-ville 176.

le Houistel, chanoine, 4, 7, 29, 68.

Huerne, chanoine, 26, 29, 68.

Hureau (voir Woustourn).

Jacquier, archiviste de la ville, 221.

de Jarente, évêque d'Orléans, 105,

JORGNY, 183.

Jolly (M^{re}). archevêque de Sens,
198, 211.

Jolly, orfèvre, 219.

Jorre de Saint-Jorre, chanoine, 62.

Joseph II, empereur d'Allemagne,
91.

Jossey, officier municipal, 218.

Julien, sculpteur, 96.

de Jussy, 127.

Labreuille (docteur), 11, 56.

Laire (P.), 111, 128, 129.

Lalande, maire de Sens, 238, 239.

Laillit (abbé de), 171.

Lampe, don de la duchesse d'Angoulême, 193.

Langlois, peintre, 117, 220.

Languet, archevêque de Sens, 41.

Lassaigne (docteur), 56.

Lassonne (docteur), 11, 56.

Lauraguais (duchesse de), 63, 63.

de Laurencin, maire de Sens, 159,
160, 171, 177.

Lauriston (marquis de), 225.

Lavernade (Larcher de), 174, 198.

Lebeau, chanoine, 4, 29, 68, 80, 107.

Leblanc, chanoine, 5, 29, 68.

Legris, secrétaire du chapitre, 29,
68.

Lepère, architecte, 132.

Lestoré, chanoine, 29, 62, 73, 80,
105.

Linéants brodés par M^{re} Bénard, 164.

de Livry, évêque de Collinique,
abbé de Sainte-Colombe, 21.

de Loménie (cardinal), 51, 113, 127.

de Loménie, Martial, coadjuteur,
112.

Lorne, 137, 160.

Louis XV, 8, 10, 20, 35, 54, 101.

Louis XVI, 77, 81, 91, 149, 202, 205,
206.

Louis XVIII (voir : Provence), 135,
118, 186, 191.

Loustauniaux (docteur), 11, 56.

Louvois (marquis de), 185.

Luynes (Cardinal de), 2, 8, à 11, 20,
24 à 29, 31, 38 à 44, 51, 57, 59, 65,
69, 71, 82 à 81, 98, 112, 121, 126,
128, 201, 202.

Luynes (duc de), 92, 109.

Macé, officier municipal, 218.

Mahiet, chanoine, 29.

Maillet de la Trémoye, 29, 60, 65.

Maladie de la Dauphine, 44, 45, 53.

Mallet, chanoine, 29, 62, 69.

Manteau Royal, 23, 60, 62, 217, 218,
220, 221, 226 à 228.

Marche (Comtesse de la), 55, 59, 63,
66.

Marguerin de Queudeville (l'abbé),
209, 210.

Marguerye (Marquis de), 181.

Mariages royaux, 3, 185.

Marie-Antoinette, reine de France,
149, 204, 205, 208.

de Marigny (Marquis), 46, 52, 72.

Martineau, 127.

Marsangy (chanoine de), 4, 26, 29,
65, 86.

Mauciere, chanoine, 29, 60, 61, 65,
67, 69.

Maugé-Pramont, 127.

Maure, conventionnel, 117.

de Maurepas, 61.

Mausolée, 45, 96, 161.

— *enlèvement du*, 115 à 122.

— *modèle en plâtre*, 71, 75.

— *mutilations*, 130.

— *offrande à la Convention*
119, 121.

— *projet de Diderot*, 46 à 52.

— *dernier transfert*, 195 à
198.

Ménestrier, maire de Sens, 111.

Menn de la Fontaine, chanoine, 68.

Mercy (Comte de) 91,

- Miron, 179.
de Monbourg, chanoine, 4, 29, 65, 68, 69, 86.
Monnaie (objets envoyés à la) 113, 219, 220.
de Montaiglon, auteur cité, 102.
Montalet de Villebreuil, chanoine, 29.
Montesquion (abbé de), ministre de l'Intérieur, 154, 157, 170.
Montmorency (duc de) 109, 110.
Moore (collection), 52.
de Moranzel, inspecteur des bâtiments, 6, 20.
Moreau de Vormes, 80.
Morice, chanoine, 6, 25, 29, 65.
Mort de la Dauphine, 54, 55.
Mort du Dauphin, 59.
de la Mothe, Voir : Benoist.
de la Motte, évêque d'Amiens, 40, 41.
Mulot, 118.
Municipalité de Sens, ordonne l'élévation du mausolée 116 à 122; envoie une adresse à la Convention, 126; fait transporter le monument à la cathédrale, 128 à 131; décide sa restauration. 136 à 138; réclame le rétablissement de l'archevêché, 186 à 189.
de Murat, vicaire général, 61.
Muy (Comte du), 66, 109, 124, 127, 200 à 211; son tombeau, 201, 211, 213, 214.
Muy (maréchale du), Voir : Blanc-kart.

de Nantouillet, maître des cérémonies, 64.
Necker, 89, 99.
Nesle (marquis de), 63, 66.
Nevers (religieuses de), 167, 189.
de Nicolay, évêque de Verdun, 61, 63, 66.
Noé (vicomte de), 17,
Nouette-Goudy, 127.
Œuvre (maison de l'), 128, 129, 131.
Office divin, composé par le Dauphin, 40, 41.
Officialité, 176.
Offrande liturgique, 167, 178.
ORLÉANS, 142.
Orléans (duc d'), 17, 23, 26, 31.
Ornements liturgiques, 106, 222 à 226.

PARIS (Notre-Dame de), 42, 227.
PARIS (Saint-Sulpice de), 269.
Pascal, 127.
Pauvres conviés aux obsèques, 24, 37, 64, 167.
Pelée de Saint-Maurice, 137, 148, 160.
Pelée des Tanneries, chanoine, 68.
le Pellerin, chanoine, 4, 7, 29, 68.
Perrin, officier municipal, 115.
Perrot, plumassier à Paris, 227.
Person, sculpteur, 115, 117, 118, 128, 130, 131, 135 à 137, 142 à 145, 147, 152, 153, 161 à 163, 177, 220.
Petit (docteur), 56.
Perroux (Sallot du), chanoine, 62, 105.
Pibrac (docteur), 56.
Picon, 161, 162.
Pierre, peintre, 95.
Pigalle, sculpteur, 50, 76, 95.
Poète, 23.
Pollet (M^{me}), 177.
Pons (comtesse de), 17.
Pons (marquise de), 63.
PONT-SUR-YONNE, 142, 176.
Portal (docteur), 56.
Porte-Dauphine, 133, 231 à 239.
Portraits du Dauphin et de la Dauphine, 1 (grav.), 36, 53 (grav.), 107.
Portraits du comte et de la comtesse de Provence, 93.
de Potrin-court, 127.

Provence (comte de), 91 à 93.

Proyart, auteur cité, 40.

Recoing, ingénieur, 132.

RÉGEXNES (château de), 91.

Régiments : *Reine-Dragons*, 89, 91,
98, 109, 110.

— *Mestre de camp Royal-
Dragons*, 110.

— *Monsieur-Dragons*, 160,
170.

— *Lanciers de Berry*, 176.

Regnault (R. P.), auteur cité, 37, 39,
40, 41.

REIMS (archevêque de), 16, 26, 31.

Reliefs (bas), destinés à la porte
Dauphine, 60 (grav.), 133.

Renou, peintre, 95.

Représentation sur la sépulture, 30,
33.

Rétif (docteur), 163.

de la Roche-Aymon, archevêque
de Reims, 16, 26, 31.

Rochechouart (marquis de), 109.

Rochehoucauld (vic. de la), 228 à
230.

Roi d'Armes, 16.

Roure (comte du), 109.

Roure (comtesse du), 63.

Rousset, chanoine, 5, 29, 68.

Roy, chanoine, 5, 29, 68.

Rue Couverte, à Sens, 231.

Rue Dauphine, à Sens, 231, 232.

Rue du Saint-Esprit, 174, 182.

Sabran (comtesse de), 63.

Sacre des rois, 3.

SAINT-BRIS, 192.

SAINT-DENIS-LES-SENS, 23

SAINT-DENIS, (abbaye de) 123.

Saint-Florentin, (Comte de) 19, 65.

*Saint Louis, portant la sainte cou-
ronne*, tableau, 230.

Saint-Loup (Châsse de) 118.

Saint-Maime (baron de), Voir : de
Félix.

Saint-Martinin-de-Sens (prieur de)
24.

Saint-Pierre-le-Vif, abbaye, à Sens,
21, 113.

Saint-Romain de Sens, église, 117.
de Saint-Sauveur, Chef de brigade,
26.

SAINTE-COLOMBE-LES-SENS, (abbaye
de) 23, 117.

SAMOSATE (évêque de), voir : Du-
pont.

Sauvalle, secrétaire général de la
préfecture, 147, 156, 172.

Saxe (Christine de), 11, 35.

Saxe (Xavier de), 36, 109.

de Sébeville, 140.

Sénac (docteur), 14, 56.

SENLIS (évêque de), 16.

SENS (*cathédrale de Sens*)

Autels des jubés, 144, 152.

Bourdons, 117.

Caveau du Dauphin, 6, 7, 21,
77 à 79, 88, 98, 124, 168.

Chapelle de N.-D. de Lorette,
112.

Chapelle de Saint-Jean, 131.

Chapelle de Saint-Louis, 4, 30, 33

Chapelle de Sainte-Colombe, 7,
58, 88, 92, 100, 117, 132, 133,
144, 196, 198.

Chapelle de la Sainte-Vierge,
58.

Dallage, 100.

Décoration funèbre, 21.

Maître-autel, 42, 144, 152.

Parc d'artillerie, 132.

Plan, 37, 38, 42.

Salle capitulaire, 128.

*Sépulture (motifs du choix du
Dauphin)*, 5, 8 à 11.

Visite en 1797, 132.

Servandoni, architecte, 42.

Sèze (comte de), 229.

- De Siougeat, vicaire général, 23, 61, 63.
Sirouette, inspecteur des Menus-Plaisirs, 30.
Slodz, sculpteur, 76.
Soldini, (abbé) 36, 38, 41, 42, 44, 55, 62, 64.
Soucy, paroisse, arrondissement de Sens, 128.
Soufflot Germain, architecte, 77, 79, 90, 100.
Soulas, (docteur) 163.
Souscription pour la restauration du Mausolée, 135 à 138, 145.
Stryienski, auteur cité, 36, 54.
Sully (duchesse de), 63.

Tanlay (Marquis de) 179, 185.
Taboureux, m^r charpentier, 82.
Talaran, (abbé de) 26.
Talaru, (Voir : Chalmazet).
Talaru, (Marquise de) 63.
Talleyrand, (Comte de) 109, 110, 111.
Tapisseries de la Cathédrale, 132, 133.
Tarbé, auteur cité, 95, 97, 137, 148, 160, 166, 214, 233.
Tavannes (Comte de) 109.
Tessé (Comtesse de) 63.
Testament du Dauphin, 5, 10 à 12.
Thomas, orfèvre, 161, 162, 219.
Tissot, chanoine, 4, 20, 61, 67.
Tonbe provisoire, 72, 74.

Tonnellier (Bénigne) 110.
TONNERRE, 183.
Toulouse (Comtesse de) 40.
Tour (la grosse) 232.
Tour (abbé de la), vicaire général de Troyes, 149 à 151, 163, 164, 167, 175.
de Treignac, 127.
Tresmes (Duc de) 17, 26.
Tronchin (docteur) 52, 56.
Turreau, Conventionnel, 115.

de Vandricourt, chanoine, 110, 138, 148, 160, 174, 189.
VAULUISANT, abbaye, 117.
Vauxcelles, (Voir : Bourlet)
VERMENTON, 192.
Vérot, 161.
VERSAILLES, (N. D. de 64.)
VERSAILLES, (palais de) 52, 55, 63.
VÍZELAY, 114.
Villefranche (Marquis de) général, 182
VILLEJUIF, 16.
VILLENEUVE-LA-GUYARD, 142, 175.
VILLENEUVE-LE-ROI (ou sur-Yonne) 183.
Villeroy, chanoine, 68.
Villeroy, entrepreneur, 82.
Violation des sépultures, 123, 127.
Volland (M^{lle}) 46, 50.
Vauville (M^{me} d') 173, 174, 176, 177.
Woustourn, veuve Hureau, 161.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I ^{er} ... Comment Sens fut choisi pour la sépulture du Dauphin	1
CHAPITRE II.... La mort du Dauphin et les obsèques à Fontainebleau	12
CHAPITRE III.... La pompe funèbre à Sens.	19
Les services funèbres.	30
Jugement sur le Dauphin.	33
CHAPITRE IV... Le Veuve de Marie-Josèphe.	35
L'épithaphe du Dauphin.	42
Projets de monument funèbre.	46
CHAPITRE V.... Mort et funérailles de la Dauphine.	53
CHAPITRE VI... Le Mausolée : le modèle	72
Reconstruction du caveau et exhumation.	77
Érection du monument et mort de Coustou	93
CHAPITRE VII.. Les anniversaires	104
CHAPITRE VIII. Les jours mauvais : le Vandalisme révolutionnaire.	113
Violation des sépultures	123
CHAPITRE IX... 1814. Restauration du Mausolée	134
Retour des Cendres.	148
CHAPITRE X.... Anniversaires et visites des princes	170
CHAPITRE XI... Dernier transfert du Mausolée.	195
CHAPITRE XII.. La sépulture du maréchal du Muy.	200

APPENDICES

I..... L'appartement du Dauphin à Fontainebleau	213
II..... Les insignes royaux conservés au trésor de Sens	217
III..... La porte Dauphine	230
Table alphabétique générale	240

TABLE DES GRAVURES

	Pages
<i>Frontispice.</i> — PORTRAIT DU DAUPHIN, peinture par Frédon. Don du roi Louis XV au chapitre de Sens, en 1773	1
PORTRAIT DE LOUIS DE FRANCE, Dauphin, gravure de Lempereur, en tête du « <i>Portrait de feu Monseigneur le Dauphin, à Paris 1766</i> », 38 p. in-8°. Paris, chez Lottin l'aîné	1

<i>Cul-de-lampe</i> : ARMOIRIES DE LA VILLE DE SENS. Bois appartenant à M. Paul Duchemin, imprimeur à Sens	11
LA MORT DU DAUPHIN, Allégorie. Dessin de Charles-Nicolas Cochin, gravure de C. Baquoy. 1766, pour le frontispice de <i>l'Oraison funèbre</i> prononcée dans l'église de Paris, le 1 ^{er} mars 1766, par messire Charles de Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse	13
LE DAUPHIN ET SES CINQ FILS, médaillon du Cabinet des Médailles.	16
<i>Vignettes et culs-de-lampes du XVIII^e siècle.</i> — Bois appartenant à M. Paul Duchemin, imprimeur à Sens 18, 19, 52, 71, 103, 134, 171	
LA MORT DU DAUPHIN. Dessin de Schenau et gravure de Littret.	24
POMPE FUNÈBRE de Marie-Thérèse d'Espagne, Dauphine de France, en l'église de Notre-Dame de Paris, le 24 novembre 1746. Composition de Slodtz, dessin et gravure de Ch. N. Cochin le fils	33
GÉNIES PLEURANT ET GLORIFIANT LA DAUPHINE, dessin de C. N. Cochin, gravure B. L. Prévost pour la <i>Description du Mausolée</i> de Marie-Josèphe de Saxe, fait à Paris dans l'église de Notre-Dame, le 3 septembre 1767	35
PORTRAIT DE LA DAUPHINE, pastel de La Tour, au Musée du Louvre	40
LE MAUSOLÉE, ensemble	48
PORTRAIT DE LA DAUPHINE, peinture par Fredou, reproduisant le portrait conservé à la préfecture d'Agen attribué à Nattier. Don du roi Louis XV au Chapitre de Sens, en 1773	53
LA MORT DE LA DAUPHINE. Allégorie. Dessin de C. N. Cochin, gravure de B. L. Prévost, pour la <i>Description du Mausolée</i> . La Dauphine éplorée, malgré les appels de ses enfants, se jette sur le lit funèbre au pied duquel est assise la France et où reposent le Dauphin et le duc de Bourgogne	53
LA MORT DU DAUPHIN ET DE LA DAUPHINE, modèles par Dupaquet, de deux des médaillons destinés à la porte Dauphine.	60
LA MORT DE LA DAUPHINE. Allégorie. Dessin et gravure de Littret.	65
ANGES PLEUREURS. Dessin de C. N. Cochin gravure de B. L. Prévost, pour l'Oraison funèbre du Dauphin, par Loménie de Brienne	72
L'Immortalité, la Religion, le Génie des Arts, détails du Mausolée	81
Le Temps, l'Amour Conjugal, l'Hymen, détails du Mausolée	96
ARMOIRIES DU DAUPHIN, gravées pour l'Oraison funèbre du Dauphin, prêchée le 22 janvier 1766, dans l'église des Capucines de Paris, par le R. P. Fidèle, de Pau, A Paris, chez Vente, libraire, Montagne Sainte-Genève, 1766.	
LE DAUPHIN ET LA DAUPHINE, camée par Jacques Guay, au Cabinet des Médailles	113
LE CHOEUR DE LA CATHÉDRALE DE SENS, avec le Mausolée, dessin d'après nature et lithographie par Bachelier	144
LA PORTE DAUPHINE, en 1880	231

LE DOCTEUR GASTELLIER

PLUSIEURS DE SES MÉMOIRES

ÉCRITS DANS LA PRISON DE SENS EN L'AN II

(1793 - 1794)

AVANT-PROPOS

Comme Sénonais et comme médecin, je désire donner à mes compatriotes et à mes confrères, les moyens de faire connaissance avec le docteur René-Georges Gastellier, dont on trouve plusieurs ouvrages aux bibliothèques de Sens, d'Auxerre et de Montargis, et dont je possède trois intéressantes brochures.

Je n'ai ni l'intention ni les moyens d'écrire la biographie complète de Gastellier, qui avait près de cinquante-deux ans lorsqu'il quitta Montargis, et qui n'est resté que quelques années à Sens ; cette étude sera particulièrement consacrée à son séjour dans notre ville ; il m'a paru toutefois nécessaire d'indiquer sommairement, ce qu'il fit avant son arrivée, et je n'ai pas voulu le perdre complètement de vue après son départ.

GASTELLIER A MONTARGIS

Gastellier René-Georges, fils de Georges Gastellier et de Marguerite Gastellier, son épouse, est né à Ferrières-en-Gâtinais, le 1^{er} octobre 1741.

De bonne heure, il montra une vive intelligence et un ardent amour du travail. Ayant étudié le droit, il fut reçu avocat au Parlement de Paris; s'étant fait, en outre, inscrire, le 23 novembre 1762, sur les registres de la Faculté de médecine de Paris, il obtint au bout de quelques années le titre de docteur. Il s'attacha surtout à l'art de guérir et s'installa comme médecin à Montargis.

Les occupations de la clientèle ne suffisaient pas à son activité; voulant faire profiter de son expérience ses concitoyens et ses confrères, peut-être aussi poussé par le besoin d'écrire et par le désir de se faire connaître, il publia, de 1770 à 1819 (c'est-à-dire de l'âge de vingt-neuf ans à celui de soixante-dix-huit), de nombreux ouvrages, dont plusieurs furent couronnés par la Société royale de médecine. Ses écrits, dont on trouvera une longue liste à la suite de cette étude, se rapportent les uns à la politique et les autres, en plus grand nombre, à la médecine et aux sciences et plus particulièrement aux maladies épidémiques, à la fièvre miliaire et aux affections des femmes en couches.

Nous nous arrêterons seulement quelques instants sur son curieux *Traité des spécifiques en médecine*, 1783, dédié à Franklin, alors ministre plénipoten-

tiaire des Etats-Unis à la cour de France. Cet ouvrage (1), auquel l'Académie de Dijon refusa de décerner un prix, parce qu'il émettait des idées contraires à celles généralement admises, fut accueilli avec empressement par la Société royale de médecine, qui, sur le rapport présenté le 9 août 1782, le reconnut digne de son approbation et d'être imprimé sous son privilège (2). Gastellier, s'appuyant sur les observations et les réflexions qu'avait pu lui fournir son expérience, concluait que par suite de « la diversité des constitutions individuel-
« les, » « il n'y a point en médecine de vrais spécifiques, » car « la vraie méthode de guérir, disait-il, est de n'en avoir aucune, tout l'art consiste dans la vraie application des moyens curatifs, dans la manière de les appliquer aux circonstances. » Ce n'est pas sans une certaine surprise que l'on voit comment il énonçait, près d'un siècle avant le docteur Gavarret, la théorie de la chaleur et du mouvement : « Le feu élémentaire, écrivait-il, semble être dans la nature le principe de l'activité ; il est pour ainsi dire un levain fécond qui met en fermentation la masse et lui donne la vie. » (*Traité des spécifiques*, page 33.)

Nous ne voulons pas nous attarder davantage

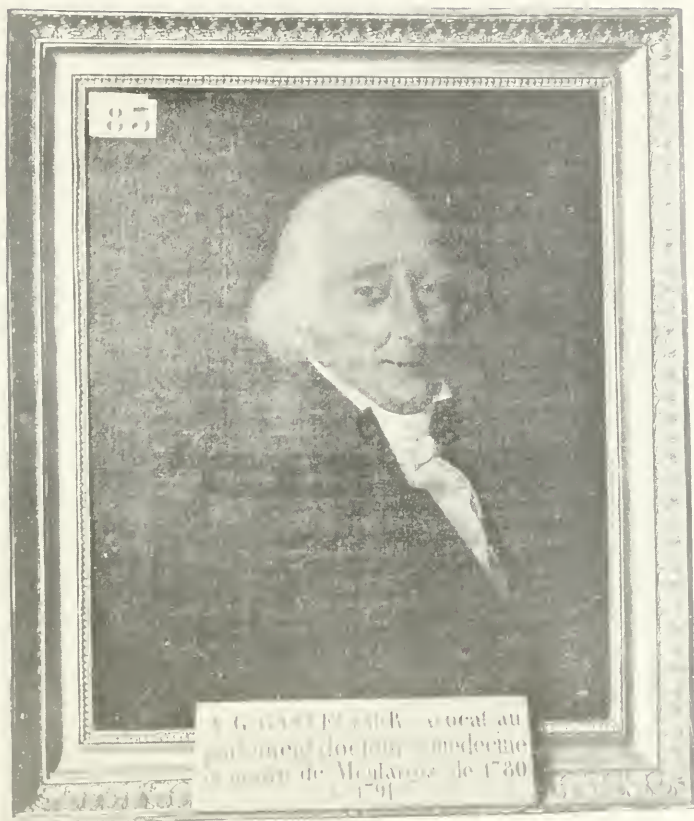
(1) Se trouve aux bibliothèques de Sens et de Montargis.

(2) Le docteur Franklin, ayant entendu ce rapport, l'honora de son suffrage et de la manière la plus flatteuse ; peu de jours après, il adressa à l'auteur de ce traité un diplôme d'associé étranger de la Société philosophique de Philadelphie et une lettre de félicitations, aussi Gastellier lui dédia-t-il son ouvrage par reconnaissance. (Voir *Notice chronique de mes ouvrages*, 1816.)

sur les œuvres de Gastellier, dont la lecture fait reconnaître des idées larges et un esprit judicieux. Nous jetterons un coup d'œil rapide sur son séjour à Montargis, où il se créa une importante situation, tant par son talent et son activité, que par sa bonté et son dévouement au bien public, et nous dirons quelques mots du médecin, du savant et de l'homme politique.

Gastellier, qui fut depuis 1770 employé pour les maladies épidémiques et épizootiques et qui était médecin du duc d'Orléans, fut nommé, en 1775, à l'hôtel-Dieu et à l'hospice général pour les orphelins, et, malgré ses occupations comme maire, à partir de 1782, il donna ses soins aux malades de ces établissements et à ceux des prisons jusqu'à sa nomination comme député du Loiret à l'Assemblée législative, en septembre 1791; médecin du bureau de charité depuis le 7 mai 1776, il soigna également les pauvres avec la plus grande assiduité, et lors de la disette de l'hiver de 1784-1785, il parvint, avec le secours de ses collègues et celui des âmes charitables, à nourrir et à chauffer pendant six semaines plus de douze cents personnes.

Ce travailleur infatigable trouvait encore le temps de s'occuper des diverses questions scientifiques qui intéressaient son pays, il fut associé regnicoles, puis membre de la Société royale de médecine de Paris, associé non résident, puis membre de la Société royale d'agriculture d'Orléans et associé correspondant de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon; il avait été, en 1776, chargé



Le Docteur RENÉ-GEORGES GASTELLIER

Maire de Montargis
Député à l'Assemblée législative
Médecin des Hospices de Sens

1741-1821

par Turgot de faire un rapport sur l'état agricole et commercial du Gâtinais, rapport qui lui valut une lettre de félicitation du ministre.

Maire de Montargis, du 29 mars 1782 au 20 septembre 1791, il s'opposa, peu de temps après son entrée en fonctions, à ce qu'un nouveau rôle des vingtièmes, fait sur l'ordre de l'intendant sous le prétexte spécieux de mutations, fût rendu exécutoire, et évita à la commune de Montargis la charge de cet impôt arbitraire; plus tard, en 1785, il alla à Paris pour se plaindre des rigueurs du receveur des tailles et obtint un ordre qui y mit fin, et en 1787, nommé, malgré l'intendant, membre de l'Assemblée provinciale d'Orléans, il défendit les intérêts du peuple et combattit encore les abus des impôts et particulièrement ceux des vingtièmes (1). En 1788, il organisa une maison philanthropique, grâce à laquelle il parvint à éteindre la mendicité. En 1789, il s'occupa activement d'approvisionner Montargis et les communes voisines menacées de disette; il rédigea alors un projet de police générale sur les grains, projet qui fut adressé à l'Assemblée constituante, et qui fut plus tard adopté par la Convention presque sans modifications. En outre, malgré ses nombreuses et diverses occupations, il présida pendant deux ans (1769 à 1791) le bureau de conciliation, où il put prévenir de nombreux procès.

Les services qu'il rendit ainsi le firent nommer

(1) Ces différents renseignements sont extraits de la lettre de Gastellier aux citoyens composans la Société révolutionnaire de la commune de Sens (1794).

électeur à trois reprises différentes, président des Assemblées générales de la municipalité, du canton et du district, et enfin député du département du Loiret à l'Assemblée législative, le premier sur neuf membres composant la députation.

Dans cette Assemblée, où il trouva vingt-six confrères, Gastellier siégea à droite et se fit remarquer par sa loyauté; il fit partie, ainsi que son compatriote Tenon (1), du Comité de secours publics qui comprenait dix médecins sur vingt-quatre membres.

Dans la séance du 20 avril 1792, Louis XVI étant venu proposer à l'Assemblée nationale la guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême, Gastellier donne pour les frais de cette guerre cinq médailles d'or qu'il avait reçues en récompense de ses travaux et quatre-vingts jetons d'argent (*Moniteur* 1792, page 114). Il proteste le 11 juillet contre les pétitionnaires parisiens proposant de mettre Lafayette en accusation, et de réintégrer Pétion et Manuel dans leurs fonctions municipales : « Quatre-vingt deux départements, dit-il, ne nous ont pas envoyés pour que le quatre-vingt-troisième usurpe tout notre temps. » (*Chronique médicale* du 30 mars 1902.) Il est enfin un des premiers à prêter, dès le matin, le serment prescrit par le décret du 10 août et conçu

(1) Tenon Jacques-Bené, né à Sépeaux, près Joigny, le 21 février 1724, décédé à Paris, rue du Jardinets, n° 3, le 15 janvier 1816, fut chirurgien à la Salpêtrière, professeur au Collège de France et membre de l'Institut; il indiqua, en 1788, l'emplacement de l'hôpital qui porte aujourd'hui son nom, après s'être appelé Ménilmontant.

en ces termes : « Au nom de la Nation, je jure de
« maintenir de tout mon pouvoir la liberté et
« l'égalité, ou de mourir à mon poste. »

Cependant, Gastellier avait des ennemis; le plus acharné était Manuel (1), qui, dès 1791, à la veille de l'ouverture de l'assemblée électorale, lisait, au club des jacobins d'Orléans, un libellé diffamatoire contre Gastellier, ce qui n'empêcha pas ce dernier d'être nommé président de l'assemblée électorale, et le premier de la députation du Loiret. A la fin de la législature, Manuel poursuivant de plus en plus Gastellier de sa haine, l'accusa d'être un représentant infidèle, d'avoir signé des protestations contre les décrets de l'Assemblée législative, d'avoir écrit une lettre au roi et à la reine, et enfin d'être sur la liste civile; il fit imprimer une fausse liste civile où le nom du député était inscrit en toutes lettres, et la répandit dans tous les départements et tout spécialement à Montargis. Aussi Gastellier, informé de ces manœuvres et de l'irritation de ses concitoyens (2), crut-il qu'il était plus sage de s'éloigner d'une ville où il serait devenu un sujet de discorde, et se déterminait-il à fixer son domicile à Sens où il était connu, et où déjà il avait été appelé à voir des malades.

(1) Manuel, né à Montargis, en 1751, fit ses études au grand séminaire de Sens, sous la direction du père Montault; vers la fin de l'année scolaire de 1779 ou de 1780, étant régent du collège de Noyers, il alla voir Buffon à Montbard, mais ayant crevé son cheval de louage, dans son embarras pour le payer, il disparut subitement de Noyers, il revint ensuite à Montargis.

(2) « Ma tête, écrivait Gastellier, a été mise à prix dans un libellé imprimé et répandu à profusion à l'Assemblée législative et dans mon département; mon nom a été affiché avec l'épithète de *Traître à la Patrie*,

Il veut toutefois répondre aux accusations dirigées contre lui, et, le 3 octobre 1792, il écrit sa *Troisième et dernière Adresse à mes concitoyens*, dont voici le résumé :

Gastellier vient d'apprendre que le 30 septembre, lors de la prestation solennelle du serment, un citoyen l'avait déclaré traître à la patrie et que ses concitoyens ont gardé le silence, sans songer que le même sort les attendait peut-être. En présence d'une telle accusation, il réclame d'être jugé avec la plus grande sévérité si l'on peut découvrir dans sa conduite comme homme public ou comme homme privé, le moindre indice de trahison, ou même d'incivisme. Il se demande à lui-même s'il est sur la liste civile, s'il a eu quelques correspondances secrètes avec le roi, la reine, les ministres, ou avec les puissances étrangères, les émigrés ou quelques aristocrates, s'il a voté contre les intérêts de la chose publique, contre le salut public ou la souveraineté du peuple, s'il a promulgué des opinions contraires aux décrets de l'Assemblée, s'il a cherché à soulever les esprits contre la révolution, enfin s'il a trahi la confiance de ses commettants : à toutes ces questions, il répond non.

« au pilori de la place de Montargis dont j'avais été pendant onze ans
« maire.

« Cinq ou six mauvais sujets que l'on enivrait visitaient toutes les voitures publiques pour m'y prendre et me couper la tête, ce qui me serait
« infailliblement arrivé, sans le tendre intérêt d'un généreux citoyen
« (M. Petit, auquel je voue une éternelle reconnaissance), qui vint au-
« devant de moi sur la route pour m'avertir du sort qui m'attendait. »
(*Exposé de ma conduite active comme homme public, 1816.* Bibliothèque de Montargis.)

On a fait courir le bruit qu'il était débiteur envers la ville de plus de 30000 livres, comme si un maire maniait les deniers de la ville et quoiqu'il ait rendu ses comptes et que ceux-ci aient été imprimés et examinés par les directoires du département et du district, et par le conseil général de la commune.

On avait aussi prétendu qu'il était émigré, qu'il avait emporté à l'étranger pour des millions d'assignats et qu'il avait été pris et conduit dans les prisons d'Orléans, mais sa présence à Montargis à cette époque (mai 1792), montra la fausseté de tous ces bruits mis en circulation par la perfidie des méchants. Du reste, le ministre Servan, qui avait dû prendre des informations, lui donna un brevet de médecin militaire à l'armée du Rhin ; s'il était coupable, il n'aurait pas refusé cette nomination qui lui eût permis d'émigrer facilement, il n'aurait pas préféré revenir dans ses foyers, il n'insisterait pas enfin pour rentrer au milieu de ses concitoyens, où il est sûr de reconquérir l'estime et la confiance qu'il n'a jamais démeritées.

Malgré l'envoi de cette adresse Gastellier ne crut pas devoir, pour le moment du moins, retourner à Montargis.

GASTELLIER A SENS

PREMIÈRE ANNÉE DE SON SÉJOUR A SENS

Gastellier ne vint pas se fixer à Sens aussitôt après la brusque séparation de l'Assemblée législative (21 septembre 1792) ; c'est de Sens, il est vrai, et

à la date du 3 octobre 1792, que, pour protester contre les accusations de ses ennemis, il écrivit la *Troisième et dernière adresse à mes concitoyens*, mais c'est de Nemours qu'il envoie, le 11 octobre, à MM. les commissaires de la Convention nationale dans le département de l'Yonne, séans à Sens, une lettre, dont on lira avec intérêt les passages suivants (1) :

« Citoyens,

« Quoique souvent partagé d'opinion avec vous, je m'adresse avec confiance aux représentants de la nation, pour les prier d'éclairer quelques-uns de mes compatriotes égarés sur mon compte ; j'ai l'honneur, en conséquence, de vous envoyer ci-inclus, une troisième et dernière adresse que je leur ai faite et d'après la lecture de laquelle, je vous prie de me faire une réponse cathégorique à toutes les questions que je me suis faites à moi-même...

« Je me dispenserai de toute espèce de réflexions. De nouveaux détails deviendraient des redites inutiles ; ils sembleraient faits pour toucher votre sensibilité en faveur d'un père de famille, dont on veut à la fois attaquer l'honneur, la vie et les propriétés ; de tels moyens ne doivent être mis en usage que par ceux qui sollicitent leur grâce et non par celui qui ne demande que justice.

« Recevez, citoyens..... »

Les commissaires de la Convention s'empressent de répondre par la lettre suivante, qui renseigne

(1) *Affiches de Sens*, n° du 25 octobre 1792. (Bibliothèque de Sens.)

sur la conduite et les opinions de l'ancien député (1).

« A Sens, le 11 octobre l'an I^{er}
de la République.

« Citoyen et ancien collègue, la diversité d'opinions n'a jamais pu altérer les sentiments d'estime que nous ont inspiré la pureté de vos intentions et la sincérité de votre civisme. Comme collègues, nous pouvons dire avec toute vérité que vous avez été exact à votre poste, et nous ne doutons pas que vos opinions n'aient été le résultat de votre conscience, et non celui d'une influence étrangère. Comme membres du comité fait pour veiller à la sûreté générale de la République, nous assurons que dans toutes les recherches et les découvertes faites, que dans tous les faits ou renseignements qui sont parvenus à notre connaissance, nous n'avons point trouvé la trace, le moindre indice du plus léger soupçon contre vous, en conséquence, nous répondons à toutes vos questions affirmativement, comme vous-même.

« Ne perdez point courage, cher collègue, la vérité perçera les nuages épais que vos ennemis particuliers, ou de trop ardents zélateurs, s'efforcent de grossir tous les jours. Vos concitoyens seront forcés de rendre justice à vos talents et à votre patriotisme. Venez voir, si le temps vous le permet, d'anciens collègues qui vous estiment et vous chérissent.

(1) *Affiches de Sens*, n° du 25 octobre 1792.

« Les commissaires de la Convention nationale dans le département de l'Yonne,

« J.-S. ROVÈRE.

« Claude FAUCHET. »

On ne soupçonnerait guère à la lecture de cette lettre, que l'homme à qui elle était adressée devait, un an après, être arrêté comme suspect et maintenu plus de huit mois en prison. Toutefois, Gastellier, rassuré par un certificat de civisme aussi positif, se décida à s'installer à Sens, où l'appelait du reste la note suivante du rédacteur des *Affiches* du 25 octobre : « Le citoyen Gastellier, docteur en médecine et membre de plusieurs académies et sociétés littéraires, de présent à Sens, est, dit-on, encore dans l'incertitude d'y fixer son séjour. Un grand nombre de citoyens à qui ses talents sont précieux, ont fait auprès de lui plusieurs démarches, pour l'engager à s'y établir. Nous espérons qu'elles ne seront pas vaines, et si le dessein de ce citoyen estimable n'est pas de retourner à Montargis, nous avons lieu de croire que notre ville aura la préférence. »

Dès lors Gastellier n'hésite plus, et quelques jours après, il répond par cette lettre qui montre combien il est toujours préoccupé des attaques de Manuel, et combien il tient à se justifier des accusations portées contre lui (1).

« Le 9 novembre, l'an 1^{er} de la
République française.

« Citoyen,

« Sensible aux choses infiniment honnêtes que vous me dites dans votre feuille du 25 octobre, je ne

(1) *Affiches de Sens*, 10 novembre 1792.

crois mieux pouvoir y répondre qu'en vous priant d'annoncer, dans celle de demain, la location de ma maison à Montargis, ce qui sera annoncer en même temps à vos concitoyens, que je m'empresse de répondre à leur aimable invitation et à la vôtre. Je m'empresserai aussi de leur témoigner toute ma gratitude et mon dévouement, non par de vains discours, mais par des actions; et c'est également par mes actions que je viendrai à bout d'effacer; avec le temps, jusqu'aux cicatrices de la calomnie que l'on s'efforce de répandre dans toutes les parties de la République contre la pureté de mon civisme, qui n'a jamais été équivoque. Pas un seul mot de vrai, dans toutes les inculpations dirigées contre moi aux jacobins, aussi, a-t-on passé à l'ordre du jour. Au surplus, je ne cherche pas à me défendre contre ces traits empoisonnés qui ne m'atteindront jamais; la calomnie est un titre de plus à l'estime des hommes de bien. La seule réponse, et la dernière que je veuille faire à mes détracteurs, est une longue lettre que je viens de recevoir d'un membre de la Convention qui a été à portée, à l'Assemblée nationale législative, de me connaître et de me juger.

« Paris, le 4 novembre, l'an 1^{er}
de la République.

« Mon cher confrère et ancien collègue, j'avais reçu hier la lettre par laquelle vous m'informiez des nouvelles persécutions dont vous êtes l'objet, avant de recevoir celle par laquelle vous m'annonciez l'heureux effet de votre troisième adresse à

vos concitoyens, et de la lettre de Rovère et de Fauchet. Je m'empressai de chercher ces deux citoyens et de les engager à vous rendre à nouveau la justice que vous méritez, en vous procurant de la part du Comité de sûreté générale un certificat qui atteste la fausseté de la liste que vos ennemis ont eu la perfidie de faire réimprimer pour y ajouter votre nom, qui ne devait s'y trouver sous aucun rapport. Fauchet a mis le plus grand zèle à vous fournir le moyen de répondre à cette nouvelle calomnie, il a obtenu du Comité de sûreté générale le certificat que vous êtes en droit de réclamer et il l'a adressé aujourd'hui au Directoire du département du Loiret, conformément à la demande que vous lui en avez faite (1). Je pense que vos concitoyens, convaincus par le certificat irrécusable de votre innocence et de l'acharnement de vos ennemis à vous persécuter, sauront désormais les apprécier et que la calomnie, contre vous, ne fera plus d'impression sur leur esprit. La vertu triomphe tôt ou tard de la perversité : ce moment est arrivé pour vous, il n'est pas possible que les citoyens de Montargis, reconnaissant la fausseté et la perfidie de la dernière inculpation que vous a faite, n'en concluent

(1) CERTIFICAT DU COMITÉ DE SÛRETÉ GÉNÉRALE :

Le Comité de sûreté générale atteste que dans tous les papiers de la liste civile qui ont été soumis à son examen, le citoyen Gastellier, ancien membre de l'Assemblée législative, n'est nullement compromis.

Au Comité de sûreté générale de la Convention nationale, le 4 novembre 1792, l'an I^{er} de la République française.

Signé : HÉRAULT, *président*; Claude FAUCHET, ENGRAND, J.-M. MUSSET, LECOINTRE, PUYRAVAUX, ROVÈRE, RUAMP, DUPRAT, BARRÈRE, *vice-président*; JARDON, *secrétaire*.

avec raison, que toutes les autres avaient été dictées par le même esprit de méchanceté la plus noire ? Cet espoir me flatte et répond aux vœux sincères que je fais pour votre bonheur.

« JARD PANVILLER (1). »

En quittant Montargis, Gastellier abandonnait une vaste maison, située rue du Bon-Guillaume, et consistant en vestibule, salon, salle à manger, cuisine, quatre chambres à feu, trois chambres sans cheminée, écurie, remise, etc., et près de la maison, superbe jardin de trois quartiers, entouré de murs. Il ne fut certainement pas aussi grandement logé à Sens ; en tous cas, il habita d'abord rue des Trois-Croissants, puis rue des Trois-Rois (rue qui, avec la rue du Cerf-Couronné, prit, en 1793, le nom de rue de la Loi, et qui s'appelle maintenant rue Allix), enfin, en 1796, rue de la Charonnerie (rue de Laurencin), et place Drappès, c'est-à-dire probablement au coin de cette rue et de cette place.

L'ancien maire de Montargis s'était trop occupé de politique pour se tenir complètement à l'écart ; du reste, il voulait par ses actions effacer les traces de la calomnie et s'il n'avait pas donné des preuves de son civisme, il eût offert trop facilement prise aux calomnies de ses ennemis.

Peu de jours après son arrivée à Sens, il est invité

(1) Le docteur Jard-Panviller Louis-Alexandre, né à Niort, en 1759, fils d'un chirurgien, maire de Niort en 1790, député des Deux-Sèvres à l'Assemblée nationale, membre de la Convention, où il a voté contre la mort de Louis XVI, fut plus tard l'un des présidents de la Cour des comptes ; il mourut à Paris, en avril 1822.

à deux banquets offerts aux deux représentants du peuple, commissaires du département, Rovère et Fauchet, qui avaient été ses collègues à l'Assemblée législative. Dans une séance publique de la Société fraternelle, qui suivit un de ces banquets, il est, sur une liste de seize candidats, admis à l'unanimité membre de cette Société (1). Il se fit « un devoir d'assister avec exactitude aux séances (de la Société), auxquelles un cruel accident le força de renoncer pour un temps, une chute de cheval sur la glace, au mois de janvier, qui lui fractura les deux os de la jambe droite ; cette fracture le retint deux mois entiers, et il fut encore plus longtemps à ne marcher qu'en tremblant, à l'aide de deux béquilles, ce qui lui occasionna une absence d'environ cinq mois. A cette époque, la Société procéda à un scrutin épuratoire et il fut du nombre des réformés, parce que, disait-on, on avait imaginé qu'il y avait eu de sa part indifférence et même insouciance, tandis que c'était uniquement impossibilité physique, et on l'avait jugé ainsi parce qu'on l'avait aperçu trainer dans les rues ; en effet, commandé par le besoin d'être utile à ses concitoyens, il visitait quelques malades dont le nombre s'accroissait chaque jour, au point que ses forces ne pouvaient plus y suffire. En outre, il fut obligé de donner ses soins à une épidémie affreuse qui désor-

(1) Les noms de Société fraternelle, Société patriotique, Société populaire, Société révolutionnaire, que l'on rencontre successivement, doivent s'appliquer à la même Société ; le musée de Sens possède le sceau de la Société patriotique de la ville de Sens.

lait plusieurs communes circonvoisines; telle est l'unique raison qui l'empêcha, pour l'instant, de faire des démarches pour rentrer dans la Société, aux séances de laquelle il lui était physiquement impossible d'assister; il attendait un temps plus opportun, où, plus libre, il puisse fraterniser avec autant d'assiduité que de plaisir. » (Extrait de son adresse aux citoyens composant la Société révolutionnaire de la commune de Sens.)

Si Gastellier exerçait sa profession de médecin pour être utile aux Sénonais qui avaient sollicité sa venue dans leur ville, c'était aussi pour subvenir aux besoins de sa famille; car, outre sa femme et deux enfants (1), il avait deux sœurs, l'une infirme demeurant avec lui, qui mourut le 17 décembre 1797, et une autre, restée veuve avec deux enfants et dans la plus grande indigence, lui-même ayant, suivant sa propre expression, plus de dettes que de bien. Il faisait de fréquentes visites à la campagne, et de plus, il alla plusieurs fois à Montargis et aux environs pour y voir des malades; les instances les plus pressantes lui furent même faites pour y retourner, et il fut accueilli avec la plus tendre sollicitude par ses anciens concitoyens, tandis que Manuel faillit succomber sous leurs coups.

Il s'intéressait surtout aux cultivateurs. Il publie dans les *Affiches de Sens* du 10 juillet 1793, une note *sur la santé*, pour prémunir ses concitoyens

(1) Il avait épousé Marie-Anne Gasant de la Bénardière; l'une de leurs enfants, Félicité-Antoinette-Louise, fut baptisée, à Montargis, le 5 avril 1779.

en général, et les habitants de la campagne en particulier, contre les effets nuisibles des chaleurs de la saison, et leur conseille l'emploi du verjus, à la dose de deux cuillerées à soupe par pinte d'eau, en remplacement du vinaigre, dont le prix était alors trop élevé; cet avis était motivé par une température exceptionnelle, car « les 7, 8, 10, 16 juillet, 7 et 13 août, la liqueur du thermomètre s'est élevée jusqu'à 30 degrés (Réaumur) et sept lignes, » ce qui n'avait jamais été observé depuis 1682.

ÉPIDÉMIE DE CERISIERS

Le 6 septembre 1793, il se rendit, d'après l'invitation du département, à Cerisiers, Vaumort et Theil, pour combattre l'épidémie qui sévissait dans ces paroisses depuis la mi-juillet; après un premier séjour de douze jours, il sollicita l'aide de son confrère Tonnelier, de Saint-Florentin, et continua ses visites jusqu'au 13 novembre.

Gastellier, pensant qu'un exposé de cette maladie, des causes qui l'ont amenée et des moyens qui en ont arrêté le cours, pourrait prémunir contre son retour, écrivit l'*Histoire de l'épidémie qui a régné à Cerisiers, Theil et Vaumort, l'an II^e de la République*, spécialement destinée aux bons habitants des campagnes.

De même que, dans son *Traité sur la fièvre miliaire épidémique*, il avait donné une description de *Montargis, capitale du Gâtinais orléanais, située dans un marais entre deux collines, au confluent de deux rivières, le Loing et le Puiseaux*, de même, il

débute par une étude de la topographie de Cerisiers, bourg assez considérable contenant environ 1600 individus, dont la moitié dans dix-huit écarts ou hameaux. Il rappelle l'affreuse inondation du 5 septembre 1736, où, à la suite d'un orage, les eaux s'étaient élevées à trente pieds de hauteur, ce qui causa de terribles désastres racontés dans une relation, certifiée par le citoyen Lhermitte de Chambertrand, alors lieutenant général à Sens. Puis il s'occupe de la source apparue le 27 février 1793, que l'on accusa d'être la cause de l'épidémie survenue peu après, car « on calomnie parfois la bienfaisance en tout genre, » mais qu'il considère comme devant être une cause de prospérité pour le pays.

Cette maladie, qu'il attribue aux chaleurs torrides de l'été de 1793, succédant à une année humide et pluvieuse, ainsi qu'à la malpropreté, à la mauvaise manière de vivre et à la position du bourg qui a été particulièrement atteint, était une fièvre intermittente; cette affection, généralement bénigne par elle-même, dégénérait en fièvres putrides, en fièvres malignes et en hydropisies lorsqu'elle était mal soignée, surtout lorsqu'on s'était adressé aux charlatans, dont le plus célèbre était Brissot, ancien berger d'Egriselles. Toutefois elle n'était pas contagieuse, elle n'atteignit que les habitants du pays et épargna les étrangers, notamment deux ministres du culte venus de Sens pour suppléer le curé, trois médecins habituellement au milieu des malades, des gardes et des parents qui leur donnaient des soins nuit et jour.

Lors de ses premières visites, avec les citoyens Agoust père et fils, officiers de santé, Gastellier se trouva en présence du spectacle le plus affreux, le plus déchirant, le plus digne de compassion qu'il eût jamais vu depuis plus de trente ans de pratique : il trouva jusqu'à neuf malades dans la même maison, il y en avait trois cent trente-trois dans le bourg et soixante-quatorze dans les hameaux, vingt-cinq déjà avaient succombé depuis le 11 août ; le nombre des décès, pour cette épidémie, s'est élevé à quatre-vingts pour le bourg de Cerisiers et à vingt pour les hameaux.

A Vaumort, sur trois cents habitants, le chiffre des malades, qui était de cent vingt, le 14 septembre, lors de la première visite générale de Gastellier, est monté à cent quarante-six, c'est-à-dire moitié de la population, et il y a eu douze morts.

L'épidémie fut encore moins violente à Theil où il n'y eut qu'un tiers des habitants atteints : cent onze sur trois cent trente et cinq décès ; du reste, grâce à la terreur que la municipalité et le curé avaient dû inspirer aux charlatans, ceux-ci n'avaient guère pu exercer leur influence dans ce village.

Gastellier, qui dénonça le mal causé par ces faux esclupes, se loue au contraire de l'aide que lui ont donnée les curés des trois paroisses ; ceux-ci ont fait preuve du plus grand zèle et du plus grand dévouement ; avant même que l'administration départementale eût envoyé des secours, ils avaient fourni du vin et du bouillon aux malades, et si,

comme les deux autres, le curé de Cerisiers n'accompagnait pas le médecin dans ses visites, c'est qu'il a été lui-même gravement atteint et qu'il a failli succomber à plusieurs rechutes; et au moment où Gastellier terminait son mémoire, il était encore appelé auprès du curé de Cerisiers, pour lui donner des secours, qu'il eut le regret de ne pouvoir lui porter par suite de sa réclusion.

C'est, en effet, dans la maison de détention que le médecin, à la longue expérience et au dévouement éprouvés de qui l'administration départementale avait fait appel, écrivit cette histoire d'une épidémie contre laquelle il avait lutté pendant plus de deux mois et qu'il avait eu la joie de voir cesser. Les premières lignes de son rapport contiennent une allusion aussi certaine que discrète à cette situation; elles méritent d'être reproduites, d'autant plus qu'elles montrent l'élévation et la fermeté des sentiments de leur auteur :

« Servir la Patrie quand elle nous honore de sa confiance, immoler son repos à ses concitoyens quand ils rendent justice à votre zèle n'est pas d'une vertu bien difficile. L'honnête homme, le bon citoyen doit faire plus encore : il doit vouloir être utile, lors même que les agents subalternes du gouvernement, soit par erreur soit par méchanceté, le privent du plus sacré de ses droits : de sa liberté. »

Comme pour accentuer encore le contraste, le président de l'administration départementale, le citoyen Housset, adressait au prisonnier une lettre de félicitations, et, rendant la plus entière justice à

ses talents, il l'invitait à donner à son mémoire la plus grande publicité pour confondre le charlatanisme, et rendre à l'art de guérir sa véritable dignité. (*6 pluviôse an II, 25 janvier 1794.*)

DÉTENTION DE GASTELLIER

Ici se pose la question de savoir à quel moment Gastellier fut arrêté : il est difficile d'y répondre avec précision, d'autant plus que les registres d'écrou, conservés à la prison de Sens, ne commencent qu'au 1^{er} vendémiaire an III, et ne concernent que la prison ordinaire ; il est, néanmoins, possible d'indiquer cette date d'une façon approximative à l'aide de certains rapprochements, et un coup d'œil jeté, à cet effet, sur les événements qui se passaient à Sens permettra d'expliquer l'incarcération de l'ancien député du Loiret.

Malgré la modération relative des Sénonais, malgré même les courageux essais de résistance du Conseil de la Commune, l'influence des Jacobins devint toute puissante. Les représentants Turreau et Garnier, commissaires de la Convention dans les départements de l'Aube et de l'Yonne, prenaient, le 9 avril 1793, un arrêté ordonnant la mise en état de réclusion des prêtres non fonctionnaires et la saisie des correspondances venant de l'étranger, et le 14 avril quarante-huit prêtres furent mis en état d'arrestation chez eux, sans qu'il fût dit pour quelle durée. Cependant, grâce aux vœux répétés de la municipalité, grâce à la demande des citoyens réunis en assemblée générale, le 26 mai, pour la

célébration d'une fête civique, et la prestation de serment de la nouvelle municipalité, ils étaient le 22 juin, remis en liberté, à l'exception toutefois de trois chanoines : M. Lhermitte de Chambertrand, doyen, M. Segulier, archidiaque de Melun, et M. Roger, archidiaque de Provins (1).

A la suite de la mutinerie de la garnison de Mayence, de passage à Sens (13 août), le Comité de salut public de Sens, encouragé par le citoyen Maure, représentant du peuple, prétendit que cette garnison avait été travaillée par l'aristocratie, et décida l'arrestation des contre-révolutionnaires et des suspects; le 5 septembre, il convertit en maison d'arrêt le grand séminaire, connu sous le nom de couvent des Célestins (le lycée actuel), et, dès les premiers jours d'octobre, les détenus y étaient entassés. Peu de temps après, le 9 novembre, les commissaires civils du pouvoir exécutif écrouaient à la maison de réclusion l'ex-cardinal de Loménie de Brienne, qui, vu son grand âge et ses infirmités, fut autorisé, le 6 nivôse (26 décembre), à rentrer dans sa demeure de Saint-Pierre-le-Vif, où il fut gardé à vue jusqu'à sa mort (1^{er} ventôse, 19 février 1794.)

Enfin Maure et Garnier, qui étaient revenus à Sens le 25 frimaire (15 décembre), procédaient, le 6 nivôse, au renouvellement et à l'épurement du conseil général. C'est vers cette époque que Gastel-

(1) Voir le *Cardinal de Loménie de Brienne, archevêque de Sens, ses dernières années, épisodes de la Révolution*, par Joseph PERRIN, Sens, imprimerie de Paul Duchemin, 1896.

lier fut incarcéré, ainsi que l'indique le passage suivant de son adresse aux citoyens composant la société révolutionnaire : « La levée des scellés, dit-il, a dû découvrir dans mon cabinet une lettre que je vous écrivais dans le commencement de décembre (vieux style), pour vous prier de recevoir une médaille d'or de deux cents livres (la seule qui me reste de mes travaux littéraires), en faveur des orphelins et des veuves des défenseurs de la Patrie. Comme j'allais vous la faire parvenir, on annonça l'arrivée prochaine des représentants du peuple, Maure et Garnier, alors je crus devoir suspendre l'envoi de mon offrande, afin qu'on ne vint point en altérer la pureté des motifs. Quelle fut ma surprise ! lorsqu'on vint m'annoncer à Nailly, où je voyais des malades, sur la réquisition des administrateurs du District, que l'on avait été chez moi pour me mettre en arrestation. Eh bien, répondis-je, je ne sais qu'une chose : c'est d'obéir. En effet, je me suis rendu seul et sans gardes à la maison d'arrêt. A coup sûr je n'aurais pas tenu cette conduite si j'eusse pu me soupçonner coupable. »

Il lui eût été facile, en effet, soit de se cacher chez quelqu'un de ses clients, soit de se réfugier au château du Chesnoy, où l'abbé Salgues, le marquis de Pange et d'autres, trouvèrent un asile, d'autant plus que le docteur Chauvot-Beauchêne était propriétaire de ce domaine depuis le 15 octobre 1791.

Quelle était la cause ou plutôt le prétexte de son arrestation ? C'est, raconte-t-il, que traitant depuis un mois le citoyen Berthelin pour une jaunisse,

lorsque celui-ci fut conduit à la maison d'arrêt, et, traitant aussi son épouse qui était atteinte d'une fièvre putride et qui était en danger, il délivra, sur une demande faite au nom des membres du Comité, un certificat attestant la vérité de ces faits. Des démarches et des explications avec le citoyen Maure n'empêchèrent pas le mandat d'arrêt, qui lui fut signifié pendant son absence et auquel il obéit.

Il est intéressant de connaître le régime auquel étaient soumis les nombreux prisonniers détenus dans l'ancien couvent des Célestins, d'autant plus que, malgré les recherches de M. Perrin, les renseignements à cet égard sont encore rares; ce régime différait certainement de celui de la prison ordinaire, affectée aux criminels de droit commun, ainsi qu'aux déserteurs, et ne rappelle nullement l'affreux tableau offert par cette prison (1). Ainsi qu'on l'a déjà vu, Gastellier put profiter de ses premiers loisirs pour rendre compte au département de l'épidémie de Cerisiers; il reçut la lettre de

(1) Extrait du registre municipal tome II, folio 104. 8 janvier 1731. « MM. Storre, Salgues, députés pour la visite des prisons et des prisonniers..... ont dit que s'étant présentés ce matin aux prisons..... ils ont trouvé seize hommes qui ne leur ont représenté que le spectacle de la plus profonde misère, que leurs corps étaient à peine vêtus de quelques misérables lambeaux qui ne sauraient subsister encore que très peu de temps, que plusieurs d'entre eux sont absolument sans chemise; qu'ayant ensuite voulu prendre des renseignements sur leurs nourritures, ils se sont fait représenter ce qui devait entrer dans la composition de leurs soupes, qu'on n'a pu leur produire qu'environ une once ou deux de beurre absolument insuffisant pour faire la soupe de seize personnes; ils se sont assurés que les prisonniers n'avaient que très rarement quelques légumes de mauvaise qualité, qu'enfin tout avait imprimé dans leur âme un sentiment pénible et douloureux. » (*Note due à l'obligeance de M. l'abbé Chartraire.*)

félicitations du président de l'administration du département de l'Yonne, en date du 6 pluviôse an II, et probablement une lettre que le docteur Antoine Petit lui écrivait de Fontenay-aux-Roses, le 4 avril 1794, pour le féliciter « sur une de ses opinions imprimées ; » il put aussi se procurer un certificat du maire et des officiers municipaux de Montargis, en date du 19 ventôse an II (10 mars 1794), déclarant qu'il n'était nullement inculpé dans les papiers concernant la liste civile ; il prenait enfin connaissance du *Moniteur* du 15 thermidor an II.

Cependant les communications avec l'extérieur étaient interdites aux suspects détenus dans l'ancienne maison des Célestins ; d'après le règlement du 3 novembre 1793 (*Affiches de Sens*, n° du 20 brumaire an II), ils ne pouvaient « recevoir ni envoyer au dehors aucuns papiers et lettres qui n'aient été communiqués au Comité de surveillance ; » à partir de la même date, ils ne pouvaient plus faire venir leurs aliments du dehors ; ils mangeaient en commun et à frais communs, de manière néanmoins que le riche vint au secours du pauvre. Ils avaient en outre à pourvoir aux dépenses tant du corps de garde que de la garde composée de seize hommes y compris l'officier, chaque citoyen de garde ayant trois livres par jour ; toutefois, sur leurs réclamations réitérées la garde fut, à partir du 14 janvier 1794, réduite à onze hommes, savoir un sergent, un caporal, huit hommes et un tambour (1).

(1) Voir le *Cardinal Loménie de Brienne*, par J. Perrin, (pièces justificatives).

Le règlement du 16 octobre 1793 fournit des indications sur l'installation des reclus; il dit, en effet, qu'il y aura deux infirmeries, une pour les hommes et l'autre pour les femmes, une cuisine placée dans la pièce servant autrefois de cuisine aux Célestins, un réfectoire commun dans l'ancienne chapelle et une chapelle dans la salle appelée les Eluves; il ajoute qu'il sera établi dans toutes les chambres des vasistas à quatre carreaux, sauf aux détenus, voulant avoir plus de jour et d'air, à faire à leurs frais baisser le mur des croisées, en remplaçant le vide par des barreaux de fer et grillage. Toutefois, après un passage de Guénot à Sens, l'arrêté du 5 prairial an II décida que les chambres donnant sur le Mail ne seraient plus occupées par les détenus et que ceux-ci seraient transférés dans les chambres basses.

Nous avons cherché à connaître quelques-uns des compagnons de captivité du docteur Gastellier. Il dut rencontrer l'ex-cardinal de Loménie de Brienne qui séjourna dans la maison de réclusion, du 9 octobre au 26 décembre; d'un autre côté, l'arrêté du Comité de sûreté générale du 14 germinal (3 avril 1794) donne les noms d'un certain nombre de prévenus sénonais qui devaient être transférés à la Conciergerie, ce sont : Megret de Sérilly, sa femme et leur domestique Lhoste, Mégret d'Eligny et sa femme, Alexandre de Loménie, ex-colonel, et son frère Charles de Loménie, arrêtés le 13 février 1794 par Guénot, Dufour, officier municipal, arrêté le 17 février, l'ex-coadjuteur Martial de Loménie, le

comte de Loménie, ancien maire de Brienne, et M^{me} de Canisy, arrêtés le 19 février, l'abbé Lhermitte de Chambertrand, arrêté depuis le 11 avril 1793, M^{me} Rossel de Chambertrand, M^{me} Rossel de Cercy, M^{me} de Montmorin et son fils, et les nommés Hall père et fils, manufacturiers (1).

Maure dit aussi, dans une lettre adressée le 25 avril 1794 au Comité de salut public, qu'il envoie à Sens deux prêtres qui étaient détenus dans la maison de réclusion d'Auxerre, et dont l'un était sorti la nuit, grâce à la complaisance du second. (*Recueil des actes du Comité de salut public*, t. XIII, page 60.)

Nous croyons devoir citer plus particulièrement le docteur Chauvot-Beauchêne, qui peut à plus d'un titre être rapproché du docteur Gastellier. Chauvot-Beauchêne (2), qui exerça d'abord la médecine à Paris, fut nommé médecin consultant de Monsieur (26 avril 1789), puis médecin de l'hôpital militaire du Gros-Caillou (hôpital de la garde nationale 1790), il fut élu membre de la commune de Paris, en 1789 et 1790 ; il se retira ensuite à Sens et

(1) Sauf Hall père qui mourut à la Conciergerie, Dufour qui fut acquitté et M^{me} de Sérilly que son mari avait déclaré enceinte, tous ces détenus furent condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire, et exécutés le 21 floréal an II (10 mai 1794), sur la place de la Révolution, en même temps que Madame Elisabeth ; ils furent inhumés au cimetière Monceau. (Voir : le *Cardinal Loménie de Brienne*, par J. Perrin, et *Madame de Sérilly*, par Félix Chandenier, dans les *Bulletins* de la Société archéologique de Sens, tome XVI.)

(2) Edme-Pierre Chauvot-Beauchêne, né à l'abbaye des Escharlis, paroisse de Villefranche, près Joigny, le 3 mars 1749, époux de Catherine Beaude-laïre, décédé à Paris, le 24 décembre 1824. (Voir la *Biographie générale*, par Firmin Didot.)

acheta du futur conventionnel Claude Chastelain le domaine du Chesnoy (15 octobre 1791). De même que son confrère, et probablement avant lui, il fut membre de la Société populaire de Sens, aux séances de laquelle il assista régulièrement, sans toutefois prendre part à aucune délibération. Cependant, lorsqu'il fut question d'envoyer une adresse à la Convention, pour la féliciter à l'occasion de la mort de Louis XVI, il s'y opposa de tout son pouvoir : cet acte de courage était plus que suffisant pour le désigner à la haine des jacobins, il fut donc considéré comme suspect et enfermé dans la maison de détention. Sa captivité n'est pas douteuse, elle est relatée notamment par l'abbé Salgues, mais nous n'avons pu retrouver ni la date de son arrestation, ni celle de sa libération.

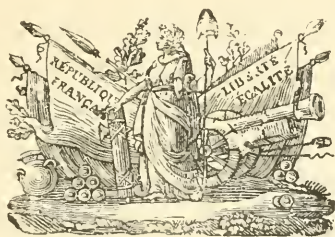
Il y avait certainement dans la maison des Célestins un grand nombre d'autres détenus. Deux documents fournissent des indications à cet égard : l'un d'eux est une lettre adressée au citoyen Maure et reproduite par les *Affiches de Sens* du 30 germinal an III (20 avril 1795), qui contient cette phrase : « Sur cent vingts détenus à peu près, tu n'en as remis en liberté que huit à dix, et pas un seul de Sens, » il est vrai qu'il n'est pas suffisamment spécifié s'il s'agit des prisons de Sens ou de celles de Paris, et le doute semble d'autant plus permis que la même lettre parle des trente-deux citoyens de la ville de Sens qui furent envoyés à l'échafaud. Or M. Perrin dit (ouvrage cité) que si la guillotine fut dressée aux premiers jours de messidor, après l'af-

laire des Loges, et si elle resta debout en permanence pendant six semaines, elle disparut après la chute de Robespierre sans avoir eu l'occasion de fonctionner une seule fois. (Nous signalerons cependant qu'un nommé Guillion, condamné à mort, fut amené à la prison de Sens, par un gendarme de Joigny, le 7 messidor an III (27 juin 1795) et exécuté le lendemain, ainsi que le constate le registre d'érou.)

Il ne saurait, au contraire, être question que de l'ancien couvent des Célestins dans le second document, c'est-à-dire dans l'arrêté municipal du 28 fructidor an II (23 août), décidant de remplacer les hommes de garde par deux guichetiers; or le considérant de cet arrêté dit « que sur 80 détenus dans la maison de réclusion, il y a 50 ci-devant prêtres qui n'ont aucune ressource, que dans les 37 particuliers restants il s'en trouve qui n'ont pas plus de ressources; » sans doute ces chiffres ne sont pas très exacts, ils montrent toutefois que, sept semaines après la mort de Robespierre, le nombre des détenus était encore élevé. Malgré cet arrêté, malgré même la liberté donnée aux prisonniers, à qui l'on permit dès lors de se rendre chez eux pour surveiller leurs vendanges ou rétablir leur santé, la garde continua à fonctionner; c'est seulement le 29 octobre 1794 qu'elle fut, sur une nouvelle pétition des détenus, réduite à quatre hommes et un caporal; elle fut ensuite supprimée, le 8 novembre, et remplacée par la garde du concierge, attendu, dit le conseil, « qu'il n'y a plus qu'un petit nombre de

reclus, la plupart sans ressources. » La maison de réclusion se vidait donc de plus en plus, mais on n'a pas retrouvé la date précise de sa fermeture (1).

La captivité de Castellier durait déjà depuis huit mois entiers, lorsqu'il adressa, le 16 thermidor an II (4 août 1794), son mémoire « aux citoyens composant la Société révolutionnaire de la commune de Sens. »



Ignorant les chefs d'accusation dirigés contre lui (2) il y répond tout d'abord par l'exposé de sa conduite à Montargis, à l'Assemblée législative et enfin à Sens; il proteste ensuite contre les diverses inculpations dont il est l'objet et particulièrement contre celles que devaient contenir des lettres envoyées de Montargis par les successeurs de Manuel (3); il leur oppose le certificat du Comité de sûreté générale de la Convention, remis à la municipalité de Montargis et déclarant qu'il n'est nullement com-

(1) Voir : *le Cardinal de Loménie*, par J. PERRIN (pièces justificatives).

(2) Ce n'est que le 1 fructidor an II que les motifs de son incarcération lui furent communiqués.

(3) Manuel avait été arrêté à Montargis le 20 août et guillotiné à Paris au mois de novembre 1793.

promis par les papiers de la liste civile, et montre, par cet exemple, le cas que l'on doit faire des autres dénonciations et de toutes les calomnies de Manuel, qui, dès 1790, s'était promis de le perdre et qui n'avait cessé de le persécuter avant, pendant et après la législature. Par sa conduite, dès 1790, vis-à-vis le ci-devant d'Orléans, il a fait voir qu'il l'avait bien jugé en le soupçonnant de « ne vouloir renverser le trône que pour s'asseoir sur ses débris, » et il a donné une preuve non douteuse de son extrême délicatesse en refusant, à deux reprises, une somme annuelle de 600 livres, qui était moins un bienfait qu'un salaire pour soins donnés aux employés du prince d'Orléans.

Quoiqu'il n'ait pas encore reçu communication des motifs de son arrestation, il sait que son plus grand grief, aux yeux des représentants du peuple Maure et Garnier, est d'avoir voté pour la Fayette, car le premier le lui a dit, et l'autre a publié qu'il fallait incarcérer tous les fayettistes. Si, en effet, avec la majorité de l'Assemblée, il a voté en faveur de la Fayette, qu'il considérerait comme un honnête homme, c'est qu'il croyait qu'on voulait désorganiser l'armée « en décrétant d'accusation le général. » Il a pu commettre une erreur, du moins il n'a été influencé par aucun esprit de parti, lui qui n'a jamais mis les pieds aux Feuillants; il était de bonne foi et il a agi selon sa conscience, ce dont on ne saurait l'incriminer, « surtout à présent que la liberté d'opinion vient d'être consacrée de nouveau par les représentants du peuple. »

Il met, enfin, ses ennemis au défi de déposer contre lui un seul fait décelant l'ombre d'une intrigue contre la Révolution; il affirme, au contraire, s'être toujours conduit en vrai républicain et en vrai patriote, et avoir fait tout le bien dont il était capable en secourant ses semblables, en partageant leurs peines et en adoucissant leurs maux.

Après ces huit mois de réclusion, qui ont été huit mois de larmes pour sa famille, Gastellier ne sollicite pas la grâce qui n'est faite que pour les coupables, il demande la justice, car il préférerait mille fois la mort à l'ignominie. Il adresse ce mémoire pour dissiper les nuages qui auraient pu altérer l'estime de ses concitoyens, à laquelle il attache le plus grand prix, et pour recouvrer une liberté qui n'aurait jamais dû lui être ravie et que ses juges vont lui restituer.

Ce mémoire, daté du 16 thermidor, a été écrit ou du moins envoyé quelques jours après la mort de Robespierre, il a, suivant toute probabilité, été provoqué par l'espoir que cet important événement fit renaître de toutes parts chez les prisonniers. Quant à la brochure elle-même, quoiqu'elle soit sans lieu ni date, en la comparant avec celle de l'épidémie de Cerisiers, on reconnaît qu'elle sort de la même imprimerie, de chez V^{ve} Tarbé et fils, à Sens; toutefois la vignette ci-dessus qui orne la première page pourrait faire naître un doute à cet égard, car Monceaux (*La Révolution dans le département de l'Yonne*) la considère comme la marque de Fournier et Baillif, d'Auxerre, ou d'Oërtel et Alexandre,

établis à Sens en 1794, mais l'hésitation cessera lorsqu'on saura que cette vignette est actuellement encore en la possession de M. Paul Duchemin, successeur des Tarbé.

Si ce mémoire nous fait aujourd'hui connaître la conduite et le caractère de son auteur, l'influence qu'il put avoir sur ses juges est douteuse et il ne semble pas avoir fait ouvrir immédiatement la porte de la maison de réclusion. Sans doute le 9 thermidor mettait fin au despotisme des triumvirs et au régime de terreur qui régnait sur toute la France, les détenus, qui emplissaient les prisons, commencèrent à espérer la liberté, ou au moins cessèrent de craindre l'échafaud (*Histoire de la Révolution*, par Thiers). Ainsi que Gastellier le déclare lui-même à diverses reprises (à la suite de la notice chronologique de ses ouvrages, et dans l'exposé de sa conduite), il devait, sans la mort de Robespierre, subir le dernier supplice le 15 thermidor, et déjà la liste funéraire avait été communiquée aux prisonniers; malgré cette annonce, « il était résigné, car l'échafaud n'est honteux que pour le criminel. » Mais les dernières phrases de son adresse du 16 thermidor indiquent qu'il avait déjà repris espoir, il y parle à peine de la mort qui, désormais, était moins à craindre, et, au contraire, il réclame énergiquement la liberté qui, pense-t-il, va bientôt lui être rendue.

La confiance renaît, du reste, rapidement dans son cœur et son assurance se trahit dans la lettre qu'il adresse, le 24 thermidor, « aux président et

membres composans la Société révolutionnaire de Sens (1) :

« Citoyens, dit-il, le mémoire que ma femme et mes enfants vous présentent aujourd'hui, était prêt il y a longtemps, il n'attendait pour paraître que le moment où les commissions populaires paraîtraient elles-mêmes.

« En vous l'adressant, c'est l'adresser aux autorités constituées, à chacun des membres qui les composent, puisque tous composent votre société et que tous sont choisis dans son sein ; c'est l'adresser également à tous les patriotes, à tous les bons citoyens de cette ville qui viennent se rendre au milieu de vous... Je vous prie de le lire et d'en transmettre publiquement connaissance à tous ceux qui se trouveront à votre séance; vous y verrez tous la conduite d'un homme de bien, j'ose le dire, et qui cependant n'a d'autre mérite que celui d'avoir rempli ses devoirs comme médecin, comme maire et comme représentant du peuple. »

On lui a fait un grief d'avoir voté pour la Fayette; mais quel est celui qui ne s'est jamais trompé? « Quel est l'homme infailible, et dont la sagacité ne se soit jamais trouvée en défaut et qui n'ait point commis une seule erreur depuis le commencement de la révolution jusqu'à ce moment? » Il ne craint pas de demander, par exemple, si les Brissot, les Guadet, les Vergniaud, les Ducos, etc., qui avaient voté contre la Fayette, en étaient moins fé-

(1) In-8° de 1 pages. (Bibliothèque d'Auxerre, recueil Tarbé.)

déralistes ? Si Manuel, qui avait voté l'appel au peuple, en était plus honnête homme et meilleur patriote ?

Il compte enfin que l'on avisera aux moyens les plus prompts de manifester son innocence et de le soustraire à la vengeance de ces haines personnelles dictées et par l'intérêt et par la basse jalousie dont il est depuis longtemps victime.

La liberté ne dut cependant pas lui être restituée aussitôt, car, ainsi qu'il le rappelle lui-même, il resta incarcéré dix mois, c'est-à-dire depuis le mois de décembre jusqu'à celui de septembre, et il est possible qu'il fut au nombre des trente-sept particuliers encore détenus dont parle l'arrêté du 28 fructidor. En tout cas, il ne devait pas encore être libéré le 4 fructidor (23 août), date à laquelle il apprit enfin les chefs d'accusation dirigés contre lui, et où il écrivit le postscriptum suivant que l'on trouve sur certains exemplaires (1) de son adresse aux citoyens composans la Société révolutionnaire de Sens :

« 4 fructidor.

« Les prétendus griefs de mon arrestation m'ont été communiqués hier, 3 fructidor.

« *Ses relations et liaisons douteuses et suspectes ; soupçonné d'avoir voté contre le peuple et pour la Fayette, quand il était député à l'Assemblée législative.*

« Les relations et liaisons d'un médecin douteux

(1) Il se trouve sur l'exemplaire de M. Navarre ; celui du docteur Moreau donne un autre postscriptum parlant du *Moniteur* du 15 thermidor.

ses et suspectes ! Le procès-verbal de la levée des scellés et ma correspondance depuis huit mois de détention ont-ils présenté quelque chose de suspect ?

« *Avoir voté contre le peuple et pour la Fayette...* »

Gastellier répond en quelques mots à cette accusation dont il s'est déjà justifié, comme on l'a vu précédemment.

Si, malgré ces indications, on ne retrouve pas la date exacte de son élargissement, on constate du moins que son nom, qui ne figurait plus sur l'*Almanach Tarbé de 1794*, reparait sur celui de 1795, imprimé à la fin de l'année précédente ; on remarque, en outre que, quoique docteur en médecine, il est désigné comme officier de santé, car ce titre était alors donné uniformément à tous les médecins et chirurgiens.

Même en prison, Gastellier ne pouvait pas rester inactif : en outre des écrits dont il a déjà été question, il composa une dissertation, dont l'impression fut retardée et qui fut publiée, en l'an IV, sous ce titre : *Que penser enfin du supplice de la guillotine (1) ?* C'était bien là une question d'actualité qui devait d'autant plus intéresser les esprits, que deux opinions contraires s'étaient élevées : pour les uns, tels que Scœmmering et le docteur Sue (le père d'Eugène Sue), la guillotine était « l'instrument de la plus extrême douleur ; » pour les autres, tels que Wéde-

(1) In-8° de 20 pages. Collection Navarre. — Bibliothèque nationale, T b 11, 7. — Dr Moreau.

king et Lepelletier, « c'est le plus doux des supplices. »

Gastellier se demande s'il est vrai que ce passage de la vie à la mort, qui semblait prompt comme l'éclair, soit, au contraire, une effroyable agonie : « Avec quelle horreur, s'écrie-t-il, j'eusse appris une telle découverte, quand Maure et Garnier, ces deux proconsuls impitoyables, me pressaient dans les cachots et me désignaient aux licteurs. J'avais calculé, pendant mes longues nuits, le peu qu'il en coûterait à la nature si l'on m'arrachait ainsi à la vie; et c'était là ma consolation, jointe à celle de périr sans tache et sans remords. » Il s'attache donc à relever les inexactitudes du Dr Sue et à réfuter l'opinion de Sœmmering sur l'indépendance du cerveau en fait de sentiment et de perception; il explique que les convulsions observées après la décapitation ne sont pas une preuve d'une angoisse ou de quelque autre douleur, et qu'elles sont dues à la contraction des fibres musculaires qui se retirent sur elles-mêmes. « Mais, dit-il, quoique je sois de l'avis de M. Wédeking et du C. Lepelletier sur le fond même, je ne pense pas comme eux qui regardent comme en quelque sorte *humain* le supplice de la guillotine. Je répugne à qualifier de ce nom l'affreuse machine qui a si bien servi par son activité abominable la rage des décemvirs; machine infernale qui a fait des échafauds des boucheries humaines, de vraies manufactures de morts, et qui finirait par ôter à l'homme son plus précieux instinct : *l'horreur du sang*. » A ce point de vue la pendaison

avait l'avantage de ne point offrir aux regards des flots de sang. »

Enfin Gastellier conclut par les lignes suivantes : « J'aurai rempli le but que je me proposais, s'il résulte de mes raisonnements et des faits qui les appuient :

« Que MM. Sommering et Sue ont tort de regarder les convulsions postérieures à la décapitation comme des signes de sentiment et de douleur.

« Que jamais le cerveau ne peut conserver aucune force vitale, quand il n'est plus en correspondance avec les autres grands organes de la vie.

« Qu'ainsi, quoique l'appareil de la guillotine soit digne à d'autres égards de la plus foudroyante censure, il est pourtant vrai de dire que, pour la victime elle-même, la douleur causée par l'action du fatal couteau est nulle ou presque nulle à raison de l'extrême rapidité avec laquelle cette action s'exécute, à plus forte raison lorsque la séparation est faite.

« A Sens, le 3 frimaire an IV.

« GASTELLIER. »

Malgré cette date, il est certain que cette brochure fut sinon terminée du moins ébauchée bien avant, car Gastellier dit lui-même : « J'ai composé, étant en prison, cette dissertation sur un supplice que je devais subir, le 15 thermidor, sans la mort de Robespierre, arrivée le 9, six jours auparavant. » On ne peut donc s'empêcher de songer à la force de caractère dont il fit preuve en étudiant tranquillement un semblable sujet, alors qu'il pouvait chaque jour

s'attendre à monter sur l'échafaud. Ses méditations devaient lui inspirer un nouveau courage pour contempler la mort sans frayeur, car, en pensant au dernier supplice, il n'avait à redouter ni le déshonneur du coupable, ni les souffrances des derniers moments. Son travail l'aida aussi à supporter avec plus de résignation ses longs mois de captivité; sans doute il regrette la liberté qu'il aime profondément, il est privé de ne pas donner ses soins aux malades, il songe avec peine aux larmes et à la détresse de sa famille, il se préoccupe même de conserver l'estime de ses concitoyens, mais il ne fait entendre aucune plainte sur ses souffrances ou sur ses privations personnelles.

FIN DU SÉJOUR DE GASTELLIER A SENS

Après avoir enfin recouvré sa liberté, Gastellier reprit ses occupations médicales; sa nomination comme médecin des hospices de Sens dut lui causer un réel plaisir; son besoin d'activité, son dévouement pour les malades, son désir même de l'estime publique se trouvaient également satisfaits.

Cette nomination est consignée dans le procès-verbal suivant de la délibération du 16 ventôse an III (6 mars 1795), réorganisant le service médical de l'hôpital, à la suite des décès de deux de ses médecins, Pierre Villers (20 août 1794) et Jacques-Louis Ducasse (12 janvier 1795) : « Le bureau, après avoir mûrement réfléchi sur cette pétition (adressée par le citoyen commissaire des guerres

du département), est d'avis que le comité de santé est de toute utilité, que deux médecins, qui alterneront, et deux chirurgiens, qui seront toujours en activité de service, suffisent pour faire le service des malades ; en conséquence, le bureau désigne à l'administration pour médecins les citoyens Gastellier et Chauvos, avec un traitement pour les deux, et pour chirurgien le citoyen Soulas (1), en chef, et le citoyen Aublet (2) pour adjoint, au traitement desquels l'administration est invitée de pourvoir, à laquelle le présent arrêté sera envoyé.

« RICHARD, CHAPELAIN, CAVE, SULLEROT, PERRIN. »

Ainsi les docteurs Gastellier et Chauvot-Beauchêne, qui tous deux étaient, l'année précédente, dans la maison de détention, étaient nommés à l'hôpital, quoique n'habitant Sens que depuis peu de temps ; leurs connaissances médicales justifiaient

(1) Soulas Alexandre, reçu chirurgien le 25 février 1765, logeait faubourg Saint-Antoine et à l'hôpital dont il fut chirurgien, depuis 1765 jusqu'en 1812 ; il est décédé à Sens, le 3 mars 1819, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

(2) Aublet Edme-René, né à Sépeaux, reçu chirurgien à Sens, le 5 décembre 1769, premier chirurgien du Roy, en la communauté des maîtres chirurgiens de Sens, le 10 janvier 1781, en remplacement de Dalmières, décédé à Sens, le 3 prairial an IX (22 mai 1801), à l'âge de soixante-deux ans.

Un de ses fils, Louis-Alexandre-Auguste, né le 4 juin 1776, lui succéda comme second officier de santé des hospices de Sens. Un autre fils, Constantin-François, né le 12 mai 1772, fut chef de bureau de la sous-préfecture de Joigny. C'est probablement encore d'un de ses fils qu'il est question dans la note suivante, publiée par les *Affiches de Sens* du 19 janvier 1791 :

« La société républicaine et révolutionnaire, après avoir entendu un éloge du citoyen Aublet, mort pour la défense de la République, arrête qu'une députation portera une couronne civique à son père. » Aublet s'était, en effet, de son propre mouvement, offert de remplacer un jeune manouvrier de Soucy, qui seul pourvoyait à la subsistance de sa famille, et dont les deux frères étaient déjà aux frontières.

bien ce choix, car le premier, ancien associé de la Société royale de médecine, devait, par la suite, faire partie de cette Société comme membre résident, et que le second fut l'un des premiers membres de l'Académie de médecine, fondée en 1820.

Quant à Soulas, qui, depuis trente ans, était chirurgien de l'hôpital, il fit, en outre, partie de l'administration municipale : élu le troisième comme notable le 20 février 1790, il fut nommé membre du bureau de charité, le 19 janvier 1794 ; officier municipal dans le conseil général de la commune, le 9 juin de la même année ; membre du bureau des ateliers et secours, le 30 messidor an II ; notable de la municipalité, le 30 nivôse an III ; membre de l'administration municipale du canton de Sens, le 20 brumaire an IV (11 novembre 1795), etc.

En continuant à consulter les procès-verbaux de l'hôpital, on constate que, le 12 germinal an IV (1^{er} août 1796), le bureau des hospices décide qu'il n'y aura désormais qu'un seul médecin et nomme le citoyen Gastellier, demeurant en cette commune. Le docteur Chauvot-Beauchêne n'avait donc fait qu'un court séjour à l'hôpital de Sens, et, quoiqu'il fût encore indiqué sur l'*Almanach de 1797* comme habitant la Grande-Rue, il retourna bientôt à Paris, où il fut médecin de l'École normale, médecin du Corps législatif (1810) avec logement au Palais-Bourbon, et enfin médecin consultant de Louis XVIII (février 1815).

Le nom de Gastellier figure une dernière fois sur le registre du bureau des hospices, le procès-ver-

bal de la séance du 11 brumaire an V (1^{er} novembre 1796) mentionnant que son traitement est fixé à 300 francs. On peut, d'un autre côté, se faire une idée du nombre des malades traités à l'hôpital, en voyant que l'an IV le nombre des décès y a été de quatre-vingt-treize, tandis qu'il était de trois cent soixante-cinq pour la ville.

Entre temps, Gastellier avait fait imprimer chez V^{ve} Tarbé et fils, l'*Histoire de l'épidémie de Cerisiers*, dont la publication fut annoncée par les *Affiches de Sens*, du 20 vendémiaire an IV (12 octobre 1795). Quelques jours auparavant, le 8 vendémiaire (30 septembre), le président de l'administration, Béranger-Svidy, lui écrivait pour le remercier des exemplaires qu'il lui avait adressés (1).

Si Gastellier reçoit des félicitations, de son côté il rend justice à qui de droit; il n'oublie donc pas le concours dévoué et intelligent que lui a prêté, lors de l'épidémie de Cerisiers, le docteur Louis-François-Jean-Baptiste Tonnelier, de Saint-Florentin; il rappelle cette collaboration dans une lettre publiée par les *Affiches de Sens* du 1^{er} novembre

(1) Lettre du 8 vendémiaire an IV :

« Citoyen, en écrivant l'histoire de l'épidémie qui a régné à Cerisiers, Theil, Vaumort, etc., vous avez ajouté un bienfait à celui que vous deviez à l'humanité. Par là, vous avez acquis un double droit à l'estime et à la reconnaissance publiques.

« Nous vous exprimons, avec notre satisfaction, les sentiments que nous partageons avec tous nos concitoyens, et nous vous remercions particulièrement des exemplaires de cet ouvrage que vous nous avez adressés.

« Le Président de l'administration,

« BÉRANGER SVIDY. »

(Notice chronologique de mes ouvrages.)

1795 (10 brumaire an III), et fait l'éloge de son jeune confrère dont « les premiers pas dans la carrière si épineuse et si délicate de l'art de guérir décèlent la probité, l'honnêteté, les lumières, un esprit d'observation et beaucoup de modestie. »

Il fait aussi, suivant sa propre expression, tout le bien dont il est capable en secourant ses semblables et il n'hésite pas à engager des discussions scientifiques pour défendre des innocents injustement accusés ; de même qu'en 1777, il avait rédigé trois consultations médico-légales en faveur de la veuve Blanchard, sage-femme de l'Hôtel-Dieu de Rouen, qu'il parvint à faire acquitter, de même il rédige un mémoire en faveur d'un nommé Grégoire et de ses enfants (des environs de Sens) qui étaient accusés d'homicide et qui furent acquittés par le jury d'Auxerre, le 20 prairial an IV (8 juin 1796) (1).

Le 27 frimaire an V (17 décembre 1796), il a la douleur de perdre sa sœur, Elisabeth Gastellier, qu'il avait recueillie chez lui à cause de ses infirmités. C'est sans doute pour régler ses affaires de famille qu'il fait annoncer, par les *Affiches de Sens* du 10 ventôse an V (28 février 1797), que sa maison de Montargis est à louer ou à vendre, à perpétuité

(1) Extrait de la lettre du citoyen Bazin à Gastellier :

« Votre consultation sur les deux procès-verbaux d'ouverture de cadavre, rédigés d'une manière si contradictoire par le chirurgien de Sens, a produit le plus grand effet ; elle a été pour les accusés le moyen le plus puissant qu'ils aient employé pour établir leur innocence, ou au moins pour prouver que l'homicide n'avait pas été volontaire de leur part. L'excellence de la réputation dont ils jouissaient avant cette accusation doit vous faire juger du service que vous avez rendu à eux et à la société... »

ou à vie (s'adresser au citoyen Delon, notaire à Ferrières).

Vers la même époque, 25 pluviôse an V (15 février 1797), son nom figure parmi ceux des trente-huit candidats pour la députation qui s'étaient fait inscrire au greffe de leur commune. Le département de l'Yonne, qui comptait 316 716 habitants, avait, en effet, à nommer deux députés au conseil des Cinq-Cents, et les *Affiches de Sens* du 10 floréal (29 avril) mentionnent l'élection de Leclerc Mathéras, président du tribunal criminel du département, et de Charles Tarbé, de Sens, ex-législateur.

A partir de ce moment, on ne trouve plus trace du séjour de Gastellier à Sens, et quoique le registre des procès-verbaux des hospices ne relate pas la nomination de son successeur, on est porté à croire que c'est vers cette époque qu'il quitta la ville pour retourner à Montargis.

GASTELLIER A MONTARGIS ET A PARIS

Dans sa troisième et dernière adresse à ses concitoyens, écrite à Sens, le 3 octobre 1792, Gastellier disait : « Si j'étais coupable enfin, je n'insisterais pas pour rentrer au milieu de vous, où je suis sûr de reconquérir votre estime et votre confiance que je n'ai jamais démeritées un instant. Quelque chose que mes ennemis disent et fassent, je suis décidé à revenir à Montargis, où je ne rentrerai que lorsque la vérité vous aura frappés tous et que vous serez convaincus que je n'ai point dévié de la ligne

de l'honneur et du vrai patriotisme. J'attendrai avec patience, parce que je me persuade que tous mes amis et tous les citoyens vertueux viendront à mon secours, pour éclairer ceux que l'on a pris à tâche d'égarer parmi vous. Rien au monde ne me détournera de l'exécution de ce projet, mes ennemis dussent-ils me sacrifier à leur haine. »

Enfin, après cinq ans d'absence, il put revenir à Montargis sans craindre ses ennemis; il ne retourne pas dans son ancienne habitation de la rue du Bon-Guillaume, et il loge dans un modeste appartement de la rue du Loing, tout à côté de la maison où séjourna le Pape Pie VII, lorsqu'il se rendit à Fontainebleau, en 1801.

Il exerce encore la médecine et continue à s'occuper particulièrement des épidémies et des épizooties; c'est ainsi que, le 18 prairial et les 16 et 18 messidor an IX (1801), il remet au sous-préfet ses rapports sur deux épizooties, dont l'une bénigne et l'autre maligne et des plus meurtrières, sévissant dans plusieurs communes de l'arrondissement de Montargis.

En 1809, il est membre correspondant de la *Société académique*, à Montargis; en 1811, il est « membre résidant de la *Société de la Faculté de Paris*, » ainsi que le dit le journal de Corvisart en annonçant son traité : *des Maladies des femmes en couches* (1); en parlant du même ouvrage, M. Salgues écrivait : « C'est à M. Gastellier, l'un de ces

(1) Voir la *Chronique médicale*, du 30 mars 1902.

habiles observateurs, l'un des praticiens les plus distingués de la capitale que la médecine est redevable de l'excellent ouvrage que nous annonçons. »

Gastellier met à profit les dernières années de sa longue existence, en publiant de nouveaux ouvrages, notamment sur la rage (1814), sur des controverses médicales (1817 et 1818), sur la variole et la vaccine (1819). La maladie vint cependant l'interrompre, mais non pas l'arrêter dans ses travaux ; au mois d'août 1816, il fut atteint d'une fluxion catarrhale foudroyante qui le frappa de cécité pendant cinq semaines, et à la suite de laquelle il perdit l'œil droit.

Ce savant et vieux praticien qui avait été décoré de l'ordre de Saint-Michel, en 1817, meurt octogénaire le 20 novembre 1821 (1).

Dr RENÉ MOREAU,
Médecin en chef des Hospices de Sens.

(1) D'après le docteur Dechambre, il habitait rue de Condé, mais plusieurs de ses ouvrages donnent son adresse rue du Four-Saint-Germain, n° 17.

ŒUVRES DU DOCTEUR GASTELLIER

OUVRAGES DE MÉDECINE OU DE SCIENCES

L'Histoire d'une épidémie catarrhale qui attaqua les enfants du plus bas âge dans la commune de Saint-Maurice-sur-Fessar, à la fin de 1770. (Cette maladie était ce qu'on appelle aujourd'hui le croup.) 1771.

Principes de médecine, traduits de Home, médecin anglais. Montargis, 1772, in-8°.

L'Histoire d'un enfant monstrueux, par laquelle il est démontré que l'enfant peut se mouvoir dans le sein de sa mère sans le secours du cordon ombilical. — *Journal de Médecine*, 1773, tome XXXIX.

Avis à mes concitoyens, ou Essai sur la fièvre miliaire, suivi de plusieurs observations intéressantes sur la même maladie, par M. Gastellier, médecin à Montargis. Paris, 1773. Se trouve à Paris, chez Didot le jeune, quai des Augustins, in-8° de 40 + 360 pages. (Collection Navarre, Bibliothèque nationale, Td 56-15.)

Traité sur la fièvre miliaire épidémique, par M. Gastellier, docteur en médecine, associé et correspondant de plusieurs académies et sociétés littéraires, conseiller du Roi et de S. A. S. Monseigneur le Duc d'Orléans, Maire perpétuel de la ville de Montargis, médecin ordinaire de Monseigneur le Duc d'Orléans, des hôpitaux et des prisons de cette ville, nommé par le gouvernement pour les maladies épidémiques. — Nouvelle édition, augmentée d'observations et de réflexions sur la maladie du Haut-Languedoc (ouvrage dédié à M. Lemoine). A Paris, chez P. Fr. Didot le jeune, libraire de la Faculté de médecine, quai des Augustins. — 1784.

Avec approbation et privilège du Roi. In-8° de 40 + 401 pages. (Bibliothèque de Sens.)

Plusieurs observations en faveur de l'inoculation, et quelques-unes contre la section de la symphise du pubis, insérées dans la Gazette sanilaire, 1775.

Mémoire sur la fièvre exanthématique. 1776.

Observation sur la végétation d'une espèce de corne de béliér qui avait pris naissance à la partie inférieure du temporal gauche d'une femme octogénaire. Dans les mémoires de la Société royale de médecine, année 1776.

Trois Consultations médico-légales, en faveur de la sage-femme de l'Hôtel-Dieu de Rouen (V^e Blanchard). 1777.

Traité de la fièvre miliaire des femmes en couches, par M. Gastellier, docteur en médecine, avocat au Parlement, médecin de S. A. S. Monseigneur le Duc d'Orléans, employé des maladies épidémiques et épizootiques, médecin de l'Hôtel-Dieu, de l'Hôpital général et des prisons de la ville de Montargis, membre de la Société royale de médecine de Paris et de celle d'agriculture d'Orléans. A Montargis, chez Noël Gilles, libraire, Porte-aux-Moines. 1779.

Dédié à M. Séguier, premier avocat-général au Parlement de Paris, l'un des Quarante de l'Académie Française. Ouvrage couronné par la Faculté de Médecine de Paris, dans la séance publique tenue le 5 novembre 1778. In-4° de 36 + 39 + 177 pages. (Bibliothèque de Sens, Bibliothèque de Montargis, Collection Navarre, Bibliothèque nationale, Td 56-17.)

Réponse à la critique d'un anonyme, Montargis. 1779.

Mémoire sur la topographie médicale et sur l'histoire naturelle du Gâtinais, couronné par la Société royale de médecine, et inséré dans le recueil de cette Société. 1779.

(En 1776, Gastellier avait été chargé par Turgot de faire un rapport sur l'état agricole et commercial du Gâtinais; et avait reçu de Turgot une lettre de félicitation pour ce rapport.)

Mémoire sur les maladies chroniques auxquelles les bestiaux

de toutes espèces sont sujets dans le Gâtinais, couronné par la Société royale de médecine, et inséré dans le recueil de cette Société, année 1780.

Mémoire sur l'analyse des eaux minérales de Ferrières, de Château-Landon et des Echarlis (par Villefranche, près Joigny), couronné par la Société royale de médecine. 1781.

Mémoire contenant une série d'observations météorologiques et un précis des épidémies qui ont régné pendant douze ans dans le Gâtinais, couronné par la Société royale de médecine, et inséré dans ses mémoires de l'année 1783.

Annus physicus. Annus medicus, deux mémoires couronnés par la Société royale de médecine, et insérés dans son recueil de 1783.

Des spécifiques en médecine, par M. Gastellier, docteur en médecine, avocat au Parlement, médecin ordinaire de S. A. R. Monseigneur le Duc d'Orléans, Maire de la ville de Montargis, médecin des hôpitaux et prisons de cette ville, employé pour les maladies épidémiques et épizootiques de de la province, associé régnicole de la Société royale de médecine, associé correspondant de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon, associé non résidant de la Société royale d'agriculture d'Orléans, etc. A Paris, chez Didot, imprimeur de Monsieur et libraire, quai des Augustins, 1783. Avec approbation et privilège. A Montargis, de l'imprimerie Cl. Lequatre.

Dédié à M. Franklin, ministre plénipotentiaire des Etats-Unis à la cour de France.

Ouvrage reconnu digne de l'approbation de la Société royale de médecine, et d'être imprimé avec son privilège. In-8° de 7 et 164 pages. (Bibliothèque de Sens, Bibliothèque de Montargis, Collection Navarre, Bibliothèque nationale, Te 7-165.)

Histoire d'une épidémie du genre des catharrhenses putrides des plus graves et des plus contagienses, mémoire couronné par la Société royale de médecine, 1785. Orléans, 1787. In-8°.

Mémoire sur l'épidémie qui a régné en 1785, dans la subdé-

légation de Montargis. Ouvrage qui a remporté un des premiers prix de la Société royale de médecine de Paris, le 29 août 1786, par M. Gastellier. A Orléans, 1789. In-8° de 68 pages et 1 tableau. (Collection Navarre, Bibliothèque nationale, Td 52-18.)

Sur la Santé, note conseillant l'emploi du verjus pour combattre les effets de la grande chaleur, insérée dans les *Affiches de Sens*, 10 juillet 1794. Demi-colonne.

Histoire de l'épidémie qui a régné à Ceriziers, Theil et Vau-mort, précédée d'observations sur la topographie de chacune de ces communes, et sur une source nouvelle qui a jailli à Cerisiers, le 3 mars 1793, par René-Georges Gastellier, médecin de l'hospice civil et militaire de Sens, membre de la Société philosophique de Philadelphie, et par Louis-François-Jean-Baptiste Tonnelier, médecin à Saint-Florentin. Sens, V^e Tarbé et fils, imprimeurs du district, l'an III. In-8° de 8 et 91 pages. (Collection Navarre, Dr Moreau. Bibliothèque nationale, Td 52-70.)

Que penser enfin du supplice de la guillotine ? Nouvel examen de cette question, par René-Georges Gastellier, médecin de l'hospice de Sens, membre de la Société philosophique de Philadelphie. A Sens, 3 frimaire an IV^e. A Paris, chez les marchands de nouveautés, l'an IV^e de la République. In-8° de 20 pages. (Collection Navarre, Bibliothèque nationale, Tb 11-7, Dr Moreau.)

Histoires de deux épidémies dont l'une bénigne et l'autre maligne et des plus meurtrières, dans plusieurs communes de l'arrondissement de Montargis, an IX. Insérées dans le cinquième volume des *Mémoires de la Société médicale*, an XI, page 359.

Dissertation prouvant « qu'il n'existe pas de fièvre puerpérale sui generis, » accueillie par la Société de l'école de médecine, en 1803.

Traité sur les maladies des femmes en couches, par M. Gastellier, membre résidant de la Société de la Faculté de Paris. Paris, 1811. In-8°. Ouvrage annoncé par le journal de

Corvisart, août 1812. (Bibliothèque nationale, Te 126-32.)

Observations sur la rage, par R.-G. Gastellier, extraites du *Journal de médecine, chirurgie, pharmacie, etc.*, août 1814. Imprimerie de M^{me} V^{ve} Migneret, rue du Dragon. In-8^o de 19 pages. (Bibliothèque de Montargis.)

Lettre de R.-G. Gastellier à M. le docteur Fournier. In-8^o de 23 pages. (Bibliothèque de Montargis.)

Précis historique d'une fluxion catarrhale foudroyante, qui m'a frappé de la cécité la plus cruelle pendant cinq semaines, et à la suite de laquelle j'ai perdu l'œil droit. Ce précis est inséré dans le *Bulletin de la Société de médecine*. 1816.

Notice chronologique de mes ouvrages. Paris, 1816. In-4^o de 32 pages. De l'imprimerie Renaudière, rue des Prouvaires, n^o 16. (On trouvera dans cette notice quelques ouvrages ne figurant pas dans cette liste.) (Bibliothèque de Montargis, Bibliothèque nationale, Ln 27-8314.)

Controverses médicales, par R.-G. Gastellier, 30 juin 1817. In-8^o de 102 pages. Imprimerie de Migneret, rue du Dragon, n^o 20. (Bibliothèque de Montargis, Bibliothèque nationale, Te 126-33.)

Suite des controverses médicales, par R.-G. Gastellier. Paris, 1^{er} avril 1818. In-8^o. A Paris, chez Croullebois, libraire rue des Mathurins, n^o 17 et chez l'Auteur, rue du Four, f. S.-G., n^o 17. (Bibliothèque de Montargis.)

Observations et réflexions relatives à l'organisation actuelle de la médecine. Paris, sans date. In-8^o de 32 pages.

Exposé fidèle de petites véroles survenues après les vaccinations, suivi d'observations pratiques sur la petite vérole naturelle, sur la petite vérole artificielle et sur la vaccine, ainsi que quelques propositions tendantes au perfectionnement et à l'amélioration de la vaccine. 1819. Imprimerie de la Renaudière. In-8^o de 119 pages. A Paris, chez Croullebois, libraire, et chez l'auteur, rue du Four-Saint-Germain, n^o 17. (Bibliothèque de Montargis, Bibliothèque nationale Td 64-303.)

ÉCRITS POLITIQUES ET DIVERS

Mon premier mot à MM. les Députés du tiers-état du bailliage de Montargis, par Gastellier (sans lieu). In-8° de 7 pages. (Bibliothèque d'Auxerre.)

Adresse à mes concitoyens. Paris, 1792. In-8°. (Bibliothèque nationale, Ln 27-8312.)

Observations et réflexions relatives aux circonstances actuelles... le 15 mars 1792, l'an IV de la Liberté. Paris, imprimerie nationale, in-8°. (Bibliothèque nationale, Le 33-3 U.)

Opinion.... sur l'envoi aux quatre-vingt-trois départements, de la lettre de M. Rolland au roi. (16 juin 1792.) Paris, imprimerie de Dupont, in-8°. (Bibliothèque nationale, Le 34-204.)

Opinion de R. G. Gastellier, ex-maire de la ville de Montargis, député du département du Loiret, sur la suspension de M. le Maire de Paris, 13 juillet, l'an IV de la liberté (1792) (sans lieu). In-8° de 8 pages. (Bibliothèque d'Auxerre, recueil Tarbé, Bibliothèque nationale, Le 34-109.)

Troisième et dernière adresse à mes concitoyens, par Gastellier. Sens, 3 octobre 1792 (l'an I^{er} de la République). Veuve Tarbé et fils, imprimeurs du district, 1792. In-8° de 8 pages. (Bibliothèque d'Auxerre, recueil Tarbé.)

Lettre du citoyen Gasiellier, médecin, ancien maire de Montargis, ex-député de l'Assemblée législative, à MM. les Commissaires de la Convention nationale dans le département de l'Yonne, séans à Sens, datée de Nemours, le 11 octobre, l'an I^{er} de la République, et suivie de la réponse des commissaires de la Convention nationale J. S. Rovère et Claude Fauchet. *Affiches de Sens*, n° du 25 octobre 1792. (Bibliothèque de Sens, Bibliothèque d'Auxerre.)

Lettre du citoyen Gastellier au rédacteur des Affiches de Sens, datée du 9 novembre l'an I^{er} de la République française, et reproduisant une *Lettre de Jard-Pauviller*, ancien député à l'Assemblée législative et membre de la

Convention nationale. *Affiches de Sens*, n° du 10 novembre 1792. (Bibliothèque de Sens, Bibliothèque d'Auxerre.)

René-Georges Gastellier, officier de santé, à Sens. *Aux Citoyens composans la Société révolutionnaire de ladite commune*. Sens, 16 thermidor, l'an II de la République une et indivisible, avec pièces justificatives. Vignette de l'imprimerie Tarbé. In-8° de 31 pages. (Collection Navarre, docteur Moreau, Bibliothèque d'Auxerre.)

Aux président et membres composant la Société révolutionnaire de Sens, par Gastellier. 24 thermidor, an II, Sens, Tarbé. In-4° de 3 pages. (Bibliothèque d'Auxerre.)

A mes concitoyens. Exposé de ma conduite active comme homme politique. Paris, 1817. Imprimerie de Migneret, rue du Dragon, fanbourg Saint-Germain, n° 20. In-4° de 20 pages. (Bibliothèque de Montargis, Bibliothèque nationale, Ln 27-8313.)

UN PONTIFICAL SÉNONAIS

DE LA

BIBLIOTHÈQUE ROYALE DE BELGIQUE

Le manuscrit 9215 de la Bibliothèque royale de Belgique est un pontifical, c'est-à-dire un livre liturgique contenant les formules et textes relatifs aux sacrements et bénédictions conférés par l'évêque. Il est qualifié *sénonais* dans le catalogue des manuscrits de cette bibliothèque par le R. Père van den Gheyn (1). Le savant conservateur des manuscrits de Bruxelles fonde cette attribution sur deux passages du texte, l'un, au fol. 88 : « *Vis professionem consuetam a tuis predecessoribus et ceteris ecclesie Senonensis suffraganeis?* » l'autre, au fol. 94 : « *Vie Senonensi ecclesie et mihi meisque successoribus subjectionem?* » Ce sont là les questions que posait à l'évêque élu l'archevêque consécrateur, et auxquelles le suffragant répondait par un serment de fidélité à l'Eglise de Sens, serment appelé profession (2).

(1) *Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque royale de Belgique*, t. 1^{er} (1901).

(2) Voir abbé CHARTRAIRE, *Cartulaire du Chapitre de Sens*, p. xi et suiv., et p. 175 et suiv.

Le manuscrit dont il s'agit provient de l'ancienne bibliothèque des ducs de Bourgogne. La beauté de son ornementation l'a rendu célèbre. L'écriture, qui semble avoir été tracée d'une même main d'un bout à l'autre, accuse le ^{xv}^e siècle, et même le milieu de ce siècle. Les pages sont encadrées de tiges munies de ces feuilles à trois pointes, feuilles de lierre ou de vigne stylisées, qu'on voit apparaître dans les marges des manuscrits au ^{xiv}^e siècle, mêlées ici à des fleurs à pétales; les couleurs sont le rouge, le bleu et l'or. Les lettres majuscules, au commencement des chapitres et des paragraphes, sont des lettrines d'or encadrées de violet et de bleu. Quelques-unes sont ornées, en leur milieu, de peintures représentant l'évêque dans l'exercice de ses diverses fonctions. Outre ces petites scènes, il y a deux tableaux plus grands. L'un occupe la moitié supérieure du premier feuillet et représente l'évêque bénissant le peuple du haut de l'ambon. Le prélat, mitré, crossé, bénissant, tourné vers un livre que lui présente un clerc, est sur une sorte de tribune soutenue par trois colonnes; derrière lui, deux clercs en chape; sous la tribune, un roi et quatre autres personnages agenouillés représentent le peuple. Le fond du tableau est formé par des losanges alternativement bleu et or. Au-dessous du tableau commencent les formules de bénédictions pontificales pour tout le cours de l'année.

Au folio 129 se trouve l'autre grande peinture, représentant la crucifixion et précédant le canon de la messe. Cette peinture est très remarquable. Jésus

est prêt à rendre le dernier soupir. Au pied de la croix, le disciple bien-aimé, Jean, se rejette en arrière dans un mouvement de terreur et de désolation. La Vierge, agenouillée, lève les mains au-dessus de la tête. Madeleine, également agenouillée, vue de dos, écarte les mains en signe de douleur et tourne la tête vers la Vierge. A l'arrière-plan, Marie Salomé, également à genoux. Comme pendant et même en contraste à ce groupe désolé et émouvant, un groupe de trois hommes debout, dans une pose calme : l'un, à l'air décidé, portant une massue et dans lequel on pourrait voir le centurion, puis un soldat et, derrière, un personnage indéterminé figurant peut-être les pharisiens.

Cette peinture a été reproduite au trait en tête du tome III du *Catalogue de la bibliothèque royale des ducs de Bourgogne*, paru en 1842. C'est sûrement l'œuvre d'un maître flamand. Alfred Michiels l'a longuement décrite dans la seconde édition de *l'Histoire de la peinture flamande* (1). Il l'a attribuée à Roger van der Weyden ou Roger de la Pature, longtemps connu sous le nom de Roger de Bruges, élève de Jean van Eyck, né à Tournai vers 1400 et mort en 1464. « Le talent de Roger van der Weyden se trahit, dit Michiels, par des signes manifestes... On y reconnaît, à la première vue, la manière du peintre fameux, ses immenses draperies, ses gestes violents, ses expressions et ses poses dramatiques, son habile façon de reproduire la campagne. » Et

(1) 2^e édit (1866), t. III, p. 81 et suiv.

le même auteur ajoute : « Si l'on n'attribuait pas hardiment cette miniature à Van der Weyden, il faudrait renoncer pour toujours au travail d'induction qui baptise les tableaux d'après le style des maîtres. Non seulement le Christ a la longueur et la maigreur que lui donnait habituellement Roger van der Weyden, mais sa laide figure, osseuse et trapue, ses cheveux incultes, tombant éparpillés sur la droite, sa bouche tordue par la douleur, se retrouvent exactement aussi bien que les proportions insolites du corps, dans le rétable des sept sacrements. »

Mais les caractères que Michiels signale comme propres à Roger van der Weyden ne se retrouvent-ils pas dans l'œuvre d'autres peintres flamands du même temps ? Pour ce qui regarde le rapprochement avec le triptyque des sept sacrements, est-il même aussi justifié et probant que l'affirme notre auteur ? Le centre de ce triptyque est occupé par une crucifixion, où la disposition et le costume même des personnages diffèrent complètement de la disposition et du costume de ces mêmes personnages dans la crucifixion de notre manuscrit. Sur le triptyque, les seuls assistants sont la Vierge, Jean, Marie-Salomé et Marie-Madeleine. Au lieu d'être groupés à droite, ils font cercle autour de la croix. Jean soutient la Vierge qui s'affaisse. Les gestes sont calmes au lieu d'être violents.

Assurément, les historiens de l'art, nos contemporains, affirmeraient, avec moins d'énergie, l'attribution de notre peinture à Roger van der Wey-

den, si même ils ne refusaient pas d'y reconnaître la même main qui a peint le triptyque des sept sacrements. Sans doute ils s'abstiendraient de mettre aucun nom sous notre miniature.

Quoi qu'il en soit, le tableau du folio 1 et celui du folio 129 du *Pontifical* de Bruxelles sont certainement de deux peintres différents.

On reconnaît pareillement deux mains dans les petites scènes tracées à l'intérieur des lettrines. Elles représentent : l'évêque procédant à la dédicace d'une église (fol. 29 v^o), la consécration d'un autel (fol. 53 v^o), la réconciliation d'une église (fol. 67, v^o), la tonsuration d'un clerc (fol. 74, v^o), l'ordination d'un acolyte (fol. 75, v^o), la consécration d'un évêque (fol. 87), la bénédiction d'un abbé de moines (fol. 94), la bénédiction d'un abbé de chanoines (fol. 97 v^o), la bénédiction d'une abbesse (fol. 99), la vêtue de religieuses (fol. 100, v^o), le couronnement d'un roi (fol. 109), et celui d'une reine (fol. 115 v^o), l'imposition des cendres bénites (fol. 121), la prédication (fol. 125), la consécration du saint-chrême (fol. 127), la célébration de la messe (fol. 128,) l'administration du baptême (fol. 139, v^o), la bénédiction des rameaux (fol. 137), l'administration d'un infirme (fol. 151) (1).

Ces petites miniatures sont l'œuvre d'au moins deux artistes : le premier a tracé celles des feuillets 29 et à 100 v^o ; le second, celles des feuillets 109 à

(1) Cette liste de miniatures a été donnée par le R. P. van den Gheyn *op. cit.*, et nous la lui avons empruntée à partir du fol. 121.

151. En outre, celles du premier groupe sont de même style, et probablement de la même main que la grande peinture initiale. Les miniatures du second groupe commençant au folio 109 avec le couronnement royal ont été exécutées, sinon par l'artiste à qui l'on doit la crucifixion du folio 129, au moins par un artiste de la même école.

Le premier groupe de peintures est l'œuvre d'un artiste d'un talent médiocre et travaillant dans le style du *xiv^e* siècle ; le second groupe est d'un style plus nouveau, ayant les caractères propres à l'art du milieu du *xv^e* siècle, peut-être même de la seconde moitié de ce siècle, et si nous pouvons croire que deux enlumineurs ont travaillé à décorer la dernière moitié du manuscrit, c'est que les peintures y sont de valeur inégale.

Michiels avait été frappé, — et il ne pouvait pas ne pas l'être, — de la différence de style entre les miniatures de la première et celles de la seconde partie du volume. Il en avait conclu que le volume avait été fait en deux fois, que la première partie en avait été « écrite et enluminée » pendant le *xiv^e* siècle, et la seconde au siècle suivant ; sans prendre garde que l'écriture était la même du commencement à la fin, et qu'à supposer qu'elle ne fût pas d'une seule main, elle avait, dès les premières pages, les caractères propres à l'écriture du *xv^e* siècle. Il faut en conclure que ce manuscrit n'a été écrit qu'au *xv^e* siècle, et que la décoration a été confiée à deux ou trois peintres, le premier appartenant à une école attachée aux anciennes traditions

ou copiant un modèle ancien dont il conservait le caractère; le second ou les deux autres, plus indépendants dans leur conception, et appartenant à la nouvelle école.

Il nous a paru que ce *Pontifical* qui, directement ou indirectement, se rattache à l'Eglise de Sens devait être signalé à l'attention de nos confrères de la Société archéologique.

MAURICE PROU.

CIMETIÈRE CAROLINGIEN

A L'ABBAYE

DE SAINTE-COLOMBE-LEZ-SENS

En creusant un vaste puisard, à l'abbaye de Sainte-Colombe, au milieu de la cour de la ferme, les ouvriers ont mis à jour cinq sarcophages en pierre oolithique blanche, originaire des coteaux de la haute vallée de l'Yonne et telle qu'on en exploite à Cravant, à Coulanges ou à Mailly-la-Ville. Aussitôt qu'ils ont été prévenus par l'architecte, M. Richardot, MM. l'abbé Chartraire, Moreau, Sépot et Perrin se sont transportés à Sainte-Colombe. Mais déjà les couvercles, formés d'une dalle plate, avaient été brisés, et les terrassiers rejetaient sur le sol les ossements noircis par les infiltrations prolongées des eaux de la ferme, qui s'étaient accumulées dans les cercueils, présentant une saisissante image de « ce je ne sais quoi qui n'a de nom en aucune langue. » Aucun objet ou débris ne fut trouvé, ce qui n'est pas surprenant en de telles conditions.

Les cercueils étaient tous de même forme, plus larges à la tête qu'aux pieds: ils étaient orientés à l'est avec une légère déviation vers le nord et avaient été disposés, sans alignement précis, à une profondeur de 2^m80 au-dessous du sol actuel de la cour, soit 2 mètres environ au-dessous du sol normal, la cour ayant été exhaussée pour parer aux inondations.

Un sixième squelette était inhumé dans le sol même, à côté du cercueil B et à la même profondeur; avec la terre qui occupait le fond de la fosse, l'on ramena deux petits fragments d'une poterie rouge, vernie et fine, assez semblable, mais postérieure, aux poteries gallo-romaines.

Quatre des sarcophages ne présentant aucune sculpture, on prit le parti de les abandonner au fermier. Mais le cinquième fut remonté avec soin et porté au musée avec la permission du propriétaire de la ferme, M. le docteur Perronne.

Ce cercueil, marqué de la lettre A, au plan qu'a bien voulu dresser, pour nous, M. Bauban, entrepreneur, renfermait un squelette de haute taille, parfaitement conservé et qui le remplissait exactement. Les ossements, fortement teintés par les infiltrations des fumiers, étaient en place, sauf le crâne qui avait été déplacé et retourné par le mouvement des eaux pendant les crues séculaires de l'Yonne. Les bras étaient étendus le long du corps.

Le cercueil avait les dimensions suivantes :

Longueur extérieure . . . 2^m05.

Largeur extérieure, à la tête . 0^m62.

Largeur extérieure, aux pieds	0 ^m 37.
Hauteur extérieure, à la tête.	0 ^m 46.
Hauteur extérieure, aux pieds	0 ^m 40 seulement.
Épaisseur des parois.	0 ^m 06.
Épaisseur de la dalle supérieure. .	0 ^m 07.

Par suite de la négligence des ouvriers, nous n'avons que le fragment postérieur de cette dalle; il offre, en relief, une arête médiane qui paraît être le bas d'une croix.

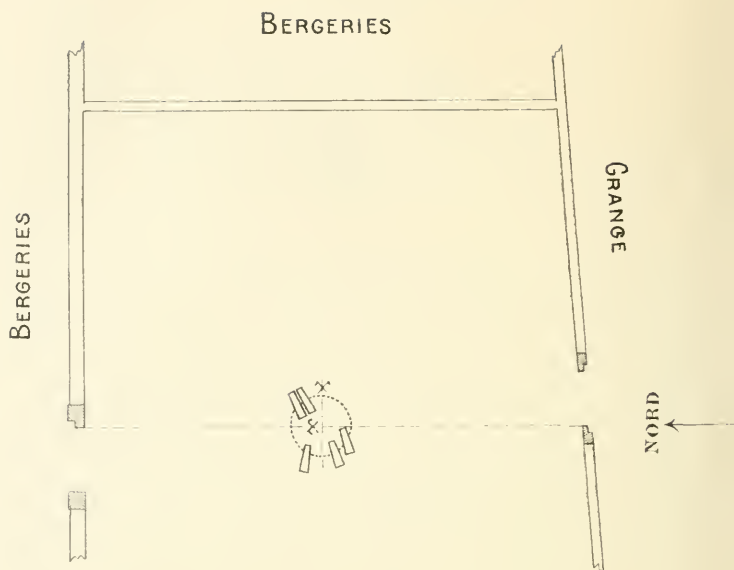
La tête du cercueil n'a aucun ornement; le bout opposé porte, au contraire, une large croix pattée, gravée à la pointe du pic, et cernée d'un trait en bordure. Les deux faces latérales sont couvertes de petits sillons ornementaux en arêtes de poisson, formant un rectangle qui se trouve limité par un trait d'encadrement et une bordure de hachures dirigées en sens inverse. Aux deux bouts du rectangle, la bordure a été doublée au moyen de contre-hachures. Le tout a été exécuté sommairement, à main levée; certains traits, gravés de travers, ont été redressés au moyen d'une seconde entaille.

Tous ces détails nous autorisent à penser que ces sépultures datent de l'époque carolingienne, du VIII^e au XI^e siècle (1). On sait que l'abbaye de Sainte-Colombe fut fondée, en 620, par le roi Clotaire II, augmentée par Dagobert, administrée par saint Eloi, mais que le premier abbé régulier ne fut élu que vers la fin du VII^e siècle (2).

La cour de la ferme de Sainte-Colombe est située

(1) Cf. *Bulletin de la Soc. des antiquaires*, 1870, p. 81.

(2) Voir *Hist. de l'abbaye de Sainte-Colombe*, par l'abbé Brullée.

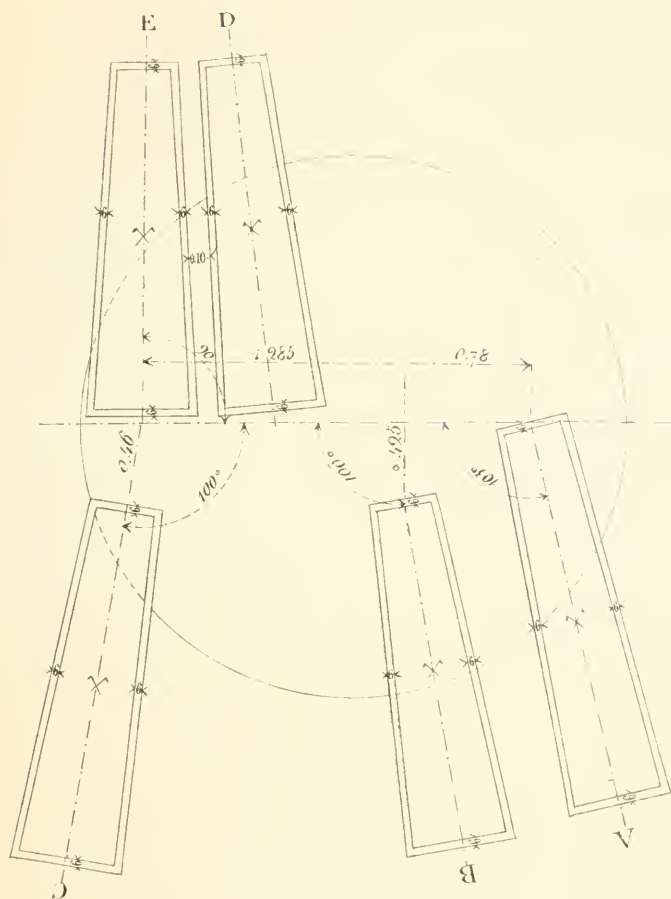


FERME DE S^{TE} COLOMBE

*Plan partiel de la cour
montrant l'emplacement des sarcophages
découverts le 17 Avril 1905*

Echelle de 0^m005 p^rM^{te}

Echelle de 0^m0.5 p^rM^{te}



en dehors de l'enceinte de l'ancienne église abbatiale et de son cloître : elle était, dès le moyen âge, consacrée aux services ruraux de l'abbaye. On peut conclure de là que le cimetière que nous venons de découvrir remonte à une époque plus reculée et qu'il était consacré, non aux moines ordinairement inhumés dans le cloître, mais aux serviteurs, aux bienfaiteurs des moines, ou aux chrétiens désireux de reposer aux pieds de la vierge martyre. Le pape Adrien IV, en confirmant par une bulle les privilèges de l'abbaye, avait eu grand soin de rappeler celui-là : « Nous accordons aussi, disait-il, liberté de sépulture en ce même lieu, et voulons que personne ne s'oppose à la dévotion et à la dernière volonté de ceux qui auront résolu de s'y faire inhumer. »

Il convient de rapprocher de cette découverte celle qui a été faite en 1869. (*Bulletin de la Soc. arch.*, t. X, p. 358 et suiv.)

J. PERRIN.

UNE CAVERNE

A LA CHAPELLE-SAINT-GERMAIN

PRÈS DE LA CHAPELLE-SUR-OREUSE

A 80 mètres environ du mur méridional de la vieille chapelle Saint-Germain, et à quelques mètres au delà du chemin rural qui longe la crête de la colline, un entonnoir d'effondrement s'était produit, il y a une vingtaine d'années. Le propriétaire l'avait comblé tant bien que mal, et, sur les terres ainsi ameublies, il avait planté un arbre qui vint récemment à périr. Il fallut l'arracher, et, sous l'aiguillon d'une curiosité si longtemps comprimée, on résolut de profiter de l'occasion pour pousser la fouille à fond et arracher au sol le secret du souterrain qui ne pouvait manquer d'exister là, descendant sans doute aux profondeurs de la vallée et conduisant à quelque mystérieux trésor oublié par les moniales de la Pommeraye.

On établit donc un treuil et, sur une profondeur de 5^m20, on retira des terres antérieurement ameublies, emplissant une sorte de puits rectangulaire de 1^m80 sur 3 mètres de côté, dont les parois de marne et de craie, inégalement clivées, étaient

nettement détachées et comme usées sur certains points.

Un peu découragés de ne rencontrer aucun des objets que leur imagination leur avait fait espérer, les terrassiers avaient suspendu leur travail. L'un croyait apercevoir l'amorce d'un escalier plus profond ; l'autre, un corridor ; à tour de rôle, les passants s'arrêtaient et les commentaires allaient leur train.

On fit alors appel à la Société archéologique, en lui demandant de démêler ce problème et, au besoin, de pratiquer elle-même des fouilles.

Ayant été chargé, avec MM. Sépot et Paul Roy, d'examiner la question sur place, je me suis transporté avec mes collègues sur la colline de Saint-Germain.

Aidé d'une échelle tremblante, je descendis au fond du puits. Dans la paroi du levant, s'ouvrait, sur toute la largeur, une grotte dont l'entrée, irrégulièrement forcée dans la craie, avait 1^m50 de haut. Mais, au delà, une voûte de terre argileuse, s'élevait en dôme à 3 mètres environ de hauteur. Les ouvriers l'avaient maladroitement agrandie en faisant descendre les terres à coups de fourche, de sorte qu'on ne pouvait plus entrer qu'en rampant dans la grotte encombrée, large d'environ 4 mètres carrés. Deux culs-de-sac, profonds de 5 mètres et de 6 à 7 mètres, s'ouvraient dans la marne vierge et friable : l'un dirigé vers le sud-est, et l'autre formant retour vers le sud-ouest. L'un et l'autre se trouvaient presque comblés par les éboulements

des voûtes surbaissées et par le cône d'éboulement central. Armé de torches de papier, puis d'une bougie, je me traînai à plat ventre le long de la paroi et m'assurai que, nulle part, n'apparaissait aucune trace du travail de l'homme, l'arceau de la voûte des culs-de-sac s'étant formé naturellement par le détachement régulier de morceaux de marne, bien clivés et portant la trace soit de radicelles de végétaux, soit d'infiltrations argileuses.

Dans ces conditions, la conclusion s'impose. Il n'y a pas de souterrain, mais une simple diacrase de la craie, ayant produit des érosions internes, à la manière des bétouilles ou abîmes, si fréquents dans la vallée de la Vanne.

Les eaux pluviales, rapidement absorbées par les terres arables de l'étroit plateau de la Chapelle-Saint-Germain, se sont infiltrées dans la poche argileuse formant dôme au-dessus de ma tête. Comme elles étaient chargées de l'acide carbonique de l'air, elles ont attaqué constamment, au cours des siècles, la craie marneuse et tendre du sous-sol. Elles en ont peu à peu dissous les parois, et les emprunts successifs de carbonates de chaux qu'elles y ont faits ont fini par pratiquer, dans les zones désagrégées, les grottes que nous voyons et qui se propagent sans doute en s'abaissant au delà des culs-de-four que nous apercevons. Sur un point, la voûte de craie a cédé, produisant l'entonnoir d'effondrement par où nous sommes descendu ; et où de nombreux trous, analogues à des terriers, attestent le travail persévérant et corrosif des eaux supérieures.

Ainsi s'explique l'existence de la fontaine Saint-Germain, qui sort, sur le flanc du coteau, à 30 ou 40 mètres plus bas, et à 300 mètres environ du point de notre diaclase. Elle paraît à une profondeur de 7 à 8 mètres et ne tarit presque jamais. De nos jours, elle rafraîchit les moissonneurs altérés ; autrefois, elle guérissait les fiévreux par l'invocation du saint évêque d'Auxerre, qui, bénissant ses eaux, lors de son passage dans nos contrées, dut y détruire les superstitions païennes dont les vieux Celtes entouraient les fontaines et les sources. Celle-ci ne s'écoule pas ; avant d'avoir été recouverte d'une voûte de maçonnerie, à laquelle on accède par un escalier de grès, elle devait occuper le fond d'un entonnoir d'effondrement, analogue au nôtre, mais où passait le niveau piézométrique de la nappe d'eau que retenaient les cavités supérieures de la craie marneuse et que supportait la couche de craie blanche compacte et peu perméable qui succède à la marne. Le niveau de la fontaine Saint-Germain, en vertu de la théorie des vases communicants, monte ou descend suivant que la petite nappe souterraine qui l'alimente est plus ou moins abondante.

La Société archéologique n'a aucune fouille à opérer sur ce point, mais la découverte qui lui a été signalée lui aura permis de faire une constatation très intéressante sur l'origine d'une fontaine que sa situation très élevée a toujours rendue mystérieuse aux anciens habitants de la contrée.

Quant à la tradition relative au passage de

saint Germain d'Auxerre dans cette contrée, elle est très vraisemblable, encore qu'elle ne soit pas rapportée dans sa vie écrite par Constance. Saint Germain a fait deux voyages en Angleterre : le premier, en 429, le second, en 446; mais le biographe ne donne aucune indication sur son itinéraire. On peut supposer que le saint a suivi la voie romaine qui va de Sens à *Condale* (Montereau) et de là à Melun et Paris. C'est dans le premier de ses voyages qu'il a consacré sainte Geneviève alors enfant.

La chapelle Saint-Germain, située sur la montagne, non loin de la fontaine de ce nom, existait à l'état d'église dès l'année 1197 : *Ecclesia sancti Germani, cum capellà super Orosam quæ est de sancto Laurentio*. (Quantin, *Cart. de l'Yonne*, t. II, p. 484.) Elle devint peu à peu déserte, par suite de l'abandon du village par les habitants, qui descendirent dans la vallée et se groupèrent autour de la chapelle Saint-Laurent. (Voy. Quesvers, *Pouillé du diocèse de Sens*, t. I^{er}, p. 300. Tarbé, *Almanach de Sens*, 1789, pp. 47 et 48. *Bull. de la Soc. archéol. de Sens*, t. II, p. 22.)

Joseph PERRIN.

Février 1906.

LISTE DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE SENS

AU 31 DÉCEMBRE 1906

MEMBRES D'HONNEUR

MONSEIGNEUR L'ARCHEVÊQUE DE SENS.

MONSEIGNEUR DIZIEN, évêque d'Amiens.

MM. LE PRÉFET DE L'YONNE.

LE MAIRE DE SENS.

HÉRON DE VILLEFOSSE, membre de l'Institut.

LE COMTE DE LASTEYRIE, membre de l'Institut.

LE DUC DE CLERMONT-TONNERRE, à Ancy-le-Franc.

MEMBRES HONORAIRES

MM. PRUDHOMME, docteur en droit, juge à Lille.

Paulin BLONDEL (l'abbé), doyen du Chapitre.

Raymond LORNE ✱, docteur en médecine.

Théophile MÉMAIN (l'abbé), chanoine de la Métropole.

MEMBRES DU BUREAU

MM. Joseph PERRIN, président.

CHARTRAIRE (l'abbé), vice-président.

BARREAU, secrétaire.

DAPPOIGNY, pro-secrétaire.

PAUL ROY, archiviste.

THORIN, vice-archiviste.

MARQUIAND, trésorier.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

- 1880 DUCHEMIN Paul, imprimeur.
— PERRIN Joseph, Cr  S. G., avocat.
1886 KLEY Louis, sculpteur.
1887 BEAUDOUIN Georges, avocat.
1890 CHARTRAIRE Eugène (l'abbé), chanoine honoraire, secrétaire de l'Archevêché.
1891 PAGNIER, industriel.
1892 POLIN Etienne, greffier en chef du tribunal civil.
1893 BARILLON (l'abbé), vicaire général, secrétaire général de l'Archevêché.
— TOUDY,  A., professeur de musique.
— ROY Paul, propriétaire.
— GUILLET (l'abbé), doyen de Saint-Maurice.
— RENARD Henri, pharmacien.
1894 BUVIGNIER Paul,  O., , chef de bataillon en retraite.
— ROUSSEAU Léon,  A, architecte.
— NINOT, pharmacien.
— DECHAMBRE Louis, notaire.
1895 LARCENA Lucien, docteur en médecine.
— MARQUIAND Jules, notaire.
— COLOMBET Henri, commissaire-priseur.
— CRONIER Paul, industriel.
1896 GÉRARD Paul, avocat, docteur en droit.
— ABBAT Hippolyte, propriétaire.
— DESTOMBES Paul, avocat.
1897 BAILLY, pharmacien.
1898 SCHAUMANN Paul, professeur au lycée.
— DE TRAYNEL Octave, propriétaire.
1899 CHANDENIER Félix, propriétaire.
— FABRE, docteur en médecine.
1899 ROY Maurice,  I., conseiller référendaire à la Cour des comptes.
1900 GUIOLLOT (l'abbé), prêtre sacristain de la métropole.
— DOUBLLOT Lucien, notaire.
1901 CÔTE (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier du lycée.

MM.

- 1901 LEHMANN, graveur imprimeur.
— CAILLET Casimir, ✱ O., médecin principal de l'armée,
en retraite
— CARON Benjamin, pharmacien.
- 1903 THORIN (médaillé militaire), ancien commis greffier
près le tribunal civil.
— VENOT Henri, agent d'assurances.
— DAPPOIGNY, architecte.
— LACAÏLLE Alfred, propriétaire.
— MOREAU René, docteur en médecine.
— BAILLY-SALIN, docteur en médecine.
— BELOT, industriel.
- 1904 HEURTEFEU Théodore, professeur au lycée.
— SIMONNET, notaire à Egriselles-le-Bocage.
— DE CUSSAC, inspecteur des eaux et forêts.
— GENTY, directeur de la Banque de France.
— BARRAUX, conducteur des ponts et chaussées.
— BAUDRY, industriel.
— MOREL Auguste, industriel.
— VIRALLY, pharmacien.
— LABOISE Louis (l'abbé), curé de Saint-Savinien.
— PROU Maurice, ✱. professeur à l'Ecole des chartes.
- 1905 CORBERON Paul (l'abbé), aumônier de la Providence.
— HEURÉ Paul, 🌿 l., bibliothécaire de la ville.
- 1906 POIGET, professeur de philosophie au Lycée.
— SÉPOT René, agent principal d'assurances.

MEMBRES LIBRES

MM.

- 1871 HATTON Eugène, ✱ O., 21, rue Monsieur, à Paris.
- 1878 DE FLAMARE, archiviste du département de la Nièvre.
- 1891 POPOT Henri, dessinateur à Paris.
- 1892 LOUZIER SAINTE-ANNE, ✱, architecte du gouvernement,
à Paris.
— MARTIN Léon, commissaire-priseur à Grenoble.
- 1893 CHÉREAU Louis, 🌿 A., conseiller général, à Serbonnes,

MM.

- 1893 PETIT (le docteur), ✱, conseiller général, maire de Pont-sur-Yonne.
— DONDENNE chanoine, doyen de Toucy (Yonne).
— MARTIN Charles, avoué à Paris
- 1894 ROULIN, docteur en médecine, à Paris.
— DELIGAND Georges, avocat à la Cour d'appel, à Paris.
— MAUROY Louis, ✱, ✕ O., ☼ A., chef de bataillon en retraite, 25, rue des Ecoles, Paris.
— VILLETARD (l'abbé), à Stigny, près Tonnerre (Yonne).
— BOUVYER Edgard, à Tours (Indre-et-Loire).
— BONNEAU (l'abbé), curé doyen de Chablis (Yonne).
— CHANDENIER Louis, entrepreneur à Joigny.
- 1895 LIORET Georges, conseiller général, à Moret (Seine-et-Marne).
— HORSON (chanoine), doyen de Villeneuve-sur-Yonne.
- 1896 DELINOTTE (chanoine), supérieur du Séminaire de Joigny.
— BAILLET, agrégé des lettres, à Orléans.
- 1897 GAULTRY Ferdinand, à Paris.
— LOUVRIER Maurice, propriétaire à Saint-Sérotin.
- 1898 BERTRAND DE BROUSSILLON, propriétaire, au Mans.
- 1898 FELS Georges, sous-directeur des contributions indirectes, à Montdidier (Somme).
- 1900 VIGNOT Charles, propriétaire, à Paris.
— PERNOT Paul (l'abbé), à Paris.
— ROLLIN Edouard, capitaine d'artillerie, au Mans.
— LAGRANGE Joseph, chef d'escadron d'artillerie, à Douai.
- 1901 PORÉE, ☼ A., archiviste de l'Yonne.
— TARBÉ DE VAUXCLAIRS (M^{lle} Jenny), au château de Nailly, près Sens.
- 1902 CHARTON Jules, ✱ O., ingénieur en chef honoraire des chemins de fer du Midi, rue de Sfax, 1, à Paris.
— RAGOT (l'abbé), curé de Champigny-sur-Yonne.
- 1903 FLICHE Louis, avocat à la Cour d'appel, 1, rue de l'Université, Paris.
— TENAILLE D'ESTAIS, avocat à Paris.

MM.

- 1903 MULON Henri, notaire honoraire.
— DIJOLS Charles, propriétaire à Champigny-sur-Yonne.
— ESPÉRANDIEU, capitaine, correspondant de l'Institut, route de Clamart, 59, à Vanves (Seine).
1904 JOBIN (l'abbé), chanoine titulaire, à Gigny (Yonne).
1905 CHANVIN Constantin, propriétaire, à Chablis.
1906 LIBERT Léon, au château de Paron (Yonne).
— LASNIER ✱, ancien receveur des finances, à Corbeil.
— DU MESNIL (baron), au château du Champ-du-Guet, près Villeneuve-sur-Yonne.
— FLICHE Augustin. à Paris.
— RAMAIN Georges, docteur ès lettres, professeur agrégé à l'Université de Lyon.

MEMBRES CORRESPONDANTS

- MM. DE BEAUVILLÉ, à Montdidier (Somme).
DE BELLEVAL (le marquis), ancien sous-préfet.
BESSE (dom), directeur de la *Revue Mabillon*, à Chevetogne (Belgique).
CRAMAIL Alfred, rue d'Alger, 5, à Paris.
DEFER (l'abbé), à Traynel (Aube).
DESCHAMPS Emile (l'abbé), chanoine honoraire, à Paris.
DIDIOT (l'abbé), bibliothécaire à Verdun (Meuse).
DUCAS, conservateur du musée de Besançon (Doubs).
DUPRÉ, notaire à Montereau.
DROT, ancien attaché aux archives de l'Yonne.
GANDELET, à Verdun.
GENEVOIX François, docteur en médecine, à Paris.
GIRAUD (l'abbé), chanoine honoraire de la Métropole, curé d'Etaules (Yonne).
GOURRAIGNE, ancien professeur.
HOULBERT Constant, docteur ès sciences, professeur au lycée de Rennes (Ille-et-Vilaine).
LEFORT Lucien ✱, architecte du département de la Seine-Inférieure, à Rouen.

MM. MAURICE, à Bellières, près Pau (Basses-Pyrénées).

MIRON DE L'ESPINAY.

MONTANDON Amédée, à Paris.

MATIGNON Camille, agrégé et docteur ès sciences, professeur adjoint à la Faculté des sciences de Paris.

MOREAU Albert, directeur de la succursale de la Banque de France, à Verdun (Meuse).

PELICIER, archiviste à Châlons-sur-Marne.

PÉROT, rue Sainte-Catherine, 42, à Moulins (Allier).

PINÇON (chanoine), archiprêtre d'Auxerre.

PISSIER (l'abbé), curé de St-Père-sous-Vézelay (Yonne).

POULAIN,  I., préfet honoraire des études à l'Ecole normale des instituteurs de la Seine, à Paris.

RÉGNIER Edmond (l'abbé), curé de Villefranche-Saint-Phal.

DE SEPTENVILLE, au château de Lignères (Somme).

SOREL, président du tribunal civil à Compiègne (Oise).

TAVOILLOT, instituteur.

TIROT (l'abbé), aumônier de l'hospice de Tonneville.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

I. SOCIÉTÉS FRANÇAISES

ABBEVILLE. — Société d'émulation.

ALGER. — Société historique algérienne.

AMIENS. — Société des antiquaires de la Picardie.

— Société linnéenne du nord de la France.

ANGERS. — Société d'agriculture, sciences et arts.

ANGOULÊME. — Société archéologique et historique de la
Charente.

ARRAS. — Académie.

AUTUN. — Société éduenne.

AUXERRE. — Société des sciences historiques et naturelles
de l'Yonne.

AVALLON. — Société d'études.

BAR-LE-DUC. — Société des lettres, sciences et arts de la Meuse.

BAYEUX. — Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres.

BEAUNE. — Société d'histoire et d'archéologie.

BEAUVAIS. — Société académique d'archéologie, sciences et
arts du département de l'Oise.

BELFORT. — Société belfortaise d'émulation.

BÉZIERS. — Société archéologique, scientifique et littéraire.

BLOIS. — Société des sciences et lettres du département de
Loir-et-Cher.

BORDEAUX. — Société archéologique de la Gironde.

BOULOGNE-SUR-MER. — Société académique.

BOURGES. — Société des antiquaires du Centre.

— Société historique, littéraire et artistique du
Cher.

BREST. — Société académique.

CAEN. — Société française d'archéologie.

CANNES. — Société des sciences naturelles, historiques, des lettres, des beaux-arts de Cannes et de l'arrondissement de Grasse.

CHALONS-SUR-MARNE. — Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne.

CHALON-SUR-SAÔNE. -- Société d'histoire et d'archéologie.

CHARTRES. — Société archéologique d'Eure-et-Loir.

CHATEAU-THIERRY. — Société historique et archéologique.

CHATEAUDUN. -- Société dunoise.

CHAUMONT. — Société archéologique.

CHERBOURG. — Société académique.

COMPIÈGNE. — Société historique.

CORBEIL. — Société historique et archéologique.

CONSTANTINE. — Société archéologique de la province de Constantine.

DIJON. — Société bourguignonne d'histoire et de géographie de la Côte-d'Or.

— Commission des antiquités de la Côte-d'Or.

DOUAI. — Société d'agriculture, sciences et arts du département du Nord.

DUNKERQUE. — Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts.

EPINAL. — Société d'émulation des Vosges.

FONTAINEBLEAU. — Société historique et archéologique du Gâtinais.

GAP. — Société d'études des Hautes-Alpes.

GRENOBLE. — Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie.

GUÉRET. — Société des sciences naturelles et archéologiques.

LE HAVRE. — Société havraise d'études.

LANGRES. — Société archéologique et historique.

LILLE. — Commission historique du département du Nord.

LIMOGES. — Société archéologique et historique du Limousin.

LYON. — Société littéraire.

LE MANS. — Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe.

LE MANS. — Société historique et archéologique du Maine.

MARSEILLE. — Société de statistique.

MEAUX. — Société littéraire et historique de la Brie.

MELUN. — Société d'archéologie, sciences et arts du département de Seine-et-Marne.

MONTPELLIER. -- Société archéologique.

MOULINS. — Société d'émulation de l'Allier.

NANCY. — Société d'archéologie lorraine et du musée historique.

NEVERS. — Société nivernaise des lettres, sciences et arts.

NICE. — Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.

NÎMES. — Académie du Gard.

NIORT. — Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres.

NOYON. — Société archéologique.

ORLÉANS. — Société archéologique de l'Orléanais.

PARIS. — Société des antiquaires de France.

— Société des études historiques.

— Société française de numismatique.

PERPIGNAN. — Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales.

POITIERS. — Société des antiquaires de l'Ouest.

PROVINS. — Société d'histoire et d'archéologie.

RAMBOUILLET. — Société archéologique.

REIMS. — Académie de Reims.

RENNES.. — Société archéologique d'Ille-et-Vilaine.

ROUEN. — Académie des sciences et belles-lettres de la Seine-Inférieure.

— Commission des antiquités de la Seine-Inférieure.

ROCHECHOUART. — Sociétés des amis des sciences et arts.

LA ROCHELLE. — Académie des belles-lettres, sciences et arts.

SAINT-DIZIER. — Société des sciences, lettres et arts.

SAINT-ÉTIENNE. — Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire.

SAINT-OMER. — Société des antiquaires de la Morinie.

SAINT-QUENTIN. — Société académique.

SENLIS. — Comité archéologique.

SOISSONS. — Société archéologique, historique et scientifique.

TOULON. — Académie du Var.

TOULOUSE. — Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres.

— Société archéologique du midi de la France.

TOURS. — Société archéologique de la Touraine.

— Société d'agriculture, arts et belles lettres du département d'Indre-et-Loire.

TROYES. — Société académique de l'Aube.

VALENCE. — Société d'archéologie et de statistique de la Drôme.

— Société d'histoire ecclésiastique et religieuse.

VERDUN. — Société philomatique.

VERSAILLES. — Société des sciences morales, des lettres et des arts de Seine-et-Oise.

VITRY-LE-FRANÇOIS. — Société des sciences et arts.

II. SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

BALE. — Société archéologique.

BRUXELLES. — Société de numismatique belge.

CHIEVETOGNE (Belgique). — *Revue Mabillon*.

CHICAGO. — Académie des sciences.

CHRISTIANIA. — Académie royale frédéricienne de Norwège.

GAND. — Comité central de publication des inscriptions funéraires et monumentales de la Flandre orientale.

GENÈVE. — Société d'histoire et d'archéologie.

KNINU. — Société archéologique de Kninu (Dalmatie).

NEUFCHÂTEL. — Société neuchâteloise de géographie.

SAINT-PÉTERSBOURG. — Commission impériale archéologique.

STOCKOLM. — Académie royale des belles-lettres et des antiquités.

TRÈVES. — Commission des musées de Trèves.

WASHINGTON. — Smithsonian Institution.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XXII

	Pages
Procès-verbaux des séances tenues en 1905	I à XLVII
La sépulture du Dauphin et de la Dauphine dans la Cathédrale de Sens, par M. l'abbé Chartraire	1
Le Docteur Gastellier, par M. le docteur René Moreau. . . .	249
Un Pontifical sénonais de la bibliothèque royale de Belgique, par M. Maurice Prou.	303
Un Cimetière carolingien à l'abbaye de Sainte-Colombe-lez- Sens, par M. Joseph Perrin.	310
Une Caverne à la Chapelle Saint-Germain, près de la Chapelle- sur-Oreuse, par M. Joseph Perrin	314

PLANCHES

Pl.		Pages
I.	Le Dauphin, portrait par Fredou	1
II.	Médailon du Dauphin et de ses fils.	16
III.	Allégorie sur la mort du Dauphin	21
IV.	Pompe funèbre de Marie-Thérèse d'Espagne à Notre- Dame de Paris.	33
V.	La Dauphine, pastel de La Tour.	40
VI.	Le Mausolée (ensemble).	48
VII.	La Dauphine, portrait par Fredou	53
VIII.	Mort du Dauphin et de la Dauphine, médaillons desti- nés à la porte Dauphine	60
IX.	Allégorie sur la mort de la Dauphine	65
X.	Le Mausolée, (détails)	81
XI.	Le Mausolée, (détails)	96
XII.	Le Dauphin et la Dauphine, camée de Jacques Guay. . . .	113
XIII.	Le Chœur de la Métropole de Sens	144
XIV.	Portrait du docteur Gastellier	249
XV.	Le Calvaire. Miniature du pontifical sénonais de Bruxelles	303

GETTY CENTER LIBRARY



3 3125 00696 6176

